

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13051 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 14 JANVIER 1987

Drogués de tous les pays

Dans l'Europe tout entière, les autorités reconnaissent désormais l'existence de drogués. Les pays de l'Est eux-mêmes ne s'abritent plus derrière les statistiques modestes et invérifiables communiquées naguère à l'ONU. Ils reconnaissent même, à en croire le dernier rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), que la toxicomanie est aussi dans leur camp. Ils livrent des estimations plus exactes, démontrant implicitement que la société socialiste est aussi incapable de faire face à ce fléau.

L'Union soviétique admet 46 000 toxicomanes et la Pologne, un chiffre plus inquiétant encore : 200 000. La plupart des pays de l'Est sont des voies de passage pour les grands trafiquants qui approvisionnent l'Europe occidentale en héroïne venant de Turquie, du Liban et même de Sri-Lanka. Même si la revente est sans intérêt à l'Est, où la monnaie n'est pas convertible, une partie des produits transportés reste sur place.

Pour la première fois, on a découvert cette année des laboratoires de transformation en Pologne et en Hongrie. Dans ce dernier pays, la culture du pavot est licite, et les toxicomanes sont nombreux. Le hachich cultivé à des fins industrielles est souvent volé dans les champs, et plusieurs affaires de plantations illégales de cannabis ont été traitées par les polices de l'Est.

Cependant la cocaïne n'a pas fait son apparition dans cette région de l'Europe, alors que sa consommation augmente de manière constante en Occident. Les trafiquants boliviens, qui voulaient établir des têtes de pont sur le Vieux Continent pour compenser la saturation du marché américain, sont apparemment parvenus à leurs fins. Les saisies de cocaïne ont triplé au cours de ces derniers mois en France, et la situation est comparable chez nos voisins.

L'usage de l'héroïne, en revanche, paraît stabilisé en Europe occidentale, et la tendance amorcée depuis 1985 semble confirmée. Il suffit de constater que le nombre des décès dus à la drogue y est stationnaire. En France, il est probable que le chiffre des morts par surdose en 1986 ne sera pas en augmentation sensible, et les seuls pays qui ont des statistiques fiables, la Norvège et la Suède, observent depuis deux ans une régression de la grosse toxicomanie.

Mais les « drogués » se recrutent-ils seulement parmi les victimes de l'usage des produits dits illicites ? De plus en plus, l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, est menacée par la surconsommation ou la consommation « détournée » des médicaments. Et que dire de l'alcool quand les statistiques de l'Europe de l'Ouest ou les campagnes en faveur de l'abstinence en URSS montrent que cette drogue légale continue ses ravages ?

Si la drogue n'est plus aussi souvent mortelle qu'il y a quelques années, si les surdoses sont moins fréquentes – et le rapport de l'OICS insiste sur ce point, – cette évolution est, selon certains spécialistes, due au fait que les toxicomanes savent mieux « gérer » leur dépendance. Les jeunes Européens se détournent-ils de la drogue ou bien ont-ils appris à vivre avec elle ?

Nouvel otage au Liban

Un journaliste français enlevé à Beyrouth-Ouest

Un journaliste français indépendant, Roger Auque, a été enlevé, ce mardi matin 13 janvier, à Beyrouth-Ouest (secteur à majorité musulmane), devant son domicile du quartier de Raouché, sur le bord de la mer.

Ce nouvel enlèvement porte à dix-huit, dont six Français, le nombre d'étrangers détenus ou disparus au Liban.

Roger Auque, trente et un ans, était accompagné d'un autre journaliste français indépendant, Paul Marchand, qui a réussi à échapper aux ravisseurs. M. Auque, correspondant notamment du journal *la Croix*, de RTL, de la radio publique belge et d'une radio canadienne, était monté chez lui, alors qu'un chauffeur de taxi l'attendait avec Paul Marchand devant son domicile. Des hommes armés de kalachnikovs sont alors descendus de deux voitures, une Mercedes et une Volvo, et ont d'abord tenté d'enlever Paul Marchand, qui s'est débattu et a réussi à fuir. Roger Auque, qui venait de redescendre de chez lui, a alors été brutalement forcé par les hommes armés, dont le nombre n'a pas été précisé par le chauffeur de taxi témoin de toute l'affaire, de monter à bord de la Volvo, qui a démarré en trombe vers une destination inconnue.

Les deux journalistes revenaient de l'Hôtel Riviera, où Terry Waite, émissaire de l'archevêque de Cantorbéry, se trouve depuis lundi soir dans l'espoir d'obtenir de nouvelles libérations d'otages occidentaux.

En l'absence de toute revendication, il est sans doute trop tôt pour tirer des conclusions sur l'identité des ravisseurs. Dans une situation aussi troublée que celle qui prévaut à Beyrouth-Ouest, trop de groupes peuvent penser tirer bénéfice de l'enlèvement d'un Français.

Ce nouveau rapt survient moins de trois semaines après la libération d'Aurel Cornéa dans des conditions qui n'ont pas satisfait toutes les parties présentes sur le terrain. Il survient, d'autre part, à un moment où les négociations franco-iraniennes pour une normalisation des rapports entre les deux pays connaissent une « pause », qu'il faut attribuer au manque de résultats espérés du côté français. Il ne va pas manquer de compliquer encore une situation déjà quasi inextricable, reportant d'autant la solution d'un drame dont on discerne encore moins aujourd'hui la fin.

Ce nouvel enlèvement se produit, enfin, le lendemain du jour où l'Organisation des opprimés sur terre a annoncé l'exécution d'un otage juif libanais, M. Yehuda Benesti.

(Lire nos informations page 3.)

Le réaménagement du SME

La baisse du dollar menace l'accord monétaire européen

Le calme n'était pas revenu, loin de là, le 13 janvier, sur les marchés des changes, déçus par l'ampleur réduite des changements de parités (la spéculation n'y a pas gagné) et sceptiques sur la durée de l'accord réalisé à Bruxelles. La poursuite de la baisse du dollar a jeté le trouble en glissant en dessous de 1,90 DM et de 6,30 F, ce qui a eu pour effet de faire monter le mark à 3,33 F à Paris.

A peine l'encre de l'accord de Bruxelles sur le réaménagement du système monétaire européen, péniblement élaboré dans les petites heures du lundi 12 janvier, était-elle sèche, que la poursuite du glissement du dollar menaçait à nouveau de remettre en cause cet accord, en poussant une fois de plus, le mark à la hausse.

Lundi après-midi, malgré les interventions modérées (300 à 400 millions de dollars) de la Banque fédérale d'Allemagne, le cours de la devise américaine tombait au-dessous de 1,90 DM pour la première fois depuis l'automne 1980, et à Paris revenait de 6,32 F à 6,28 F. A Tokyo, la Banque du Japon intervenait à nouveau très massivement, vendant 2,5 milliards de dollars, comme elle l'avait déjà fait vendredi, sans pouvoir empêcher le « billet vert » de faiblir à 155,90 yens, contre 158 yens à la veille du week-end.

En conséquence, le cours du mark à Paris, qui avait été coté 3,22 F lundi matin, contre 3,33 F vendredi avant le réaménagement du SME, s'est renchéri à 3,33 F mardi. Dans les milieux financiers, on critique l'attitude de la Banque de France qui, lundi, faisait savoir qu'elle n'achetait du mark qu'à 3,31 F (rappelons que le nouveau cours-plancher du mark à Paris est de 3,2792 F, contre 3,1837 F auparavant). Conséquence : la spéculation qui, la semaine dernière, avait acheté de la devise allemande au-dessus de 3,31 F, ne veut pas revendre à perte, de sorte que la Banque de France, contrairement à ce qui s'était passé lors des réajustements précédents, notamment en avril 1986, n'a pu récupérer une partie des marks qu'elle avait dû céder ces dernières semaines, une bonne quinzaine de milliards en un mois.

Ce regain de pression sur le dollar est attribué au scepticisme et à la déception des milieux financiers internationaux qui jugent insuffisante l'ampleur du réaménagement au sein du SME. C'est à Francfort que l'on se montre le plus dur : « *Pour des raisons politiques, la France n'a pas voulu dévaluer sa monnaie en même temps que le mark était réévalué. C'est une faute économique qui se paiera tôt ou tard* », estiment les banquiers allemands.

F. R.

(Lire la suite page 35.)

Accord à la RATP

La direction cède aux revendications du Syndicat autonome des conducteurs.

PAGE 37

Le froid en Europe

Les « passagers » du vent.

PAGE 10

Carrefour du développement



Le juge Michau écrit à M. Pasqua

PAGE 40

Nouvelles négociations sur Gibraltar

Madrid dénonce l'« intransigeance » de Londres.

PAGE 4

La campagne électorale en RFA

M. Johannes Rau, bon samaritain de la social-démocratie.

PAGE 4

Le Monde

MÉDECINE

L'Europe se mobilise contre le SIDA

Pages 11 et 12

Le sommaire complet se trouve page 40

La guérilla tamoule à Sri-Lanka

Les assiégés de Jaffna

La guerre civile à Sri-Lanka a fait au moins cinq mille victimes en l'espace de quatre ans. Des contacts ont eu lieu récemment entre le gouvernement de Colombo et les séparatistes tamouls. Mais les affrontements continuent d'ensanglanter l'île.

JAFFNA
de notre envoyé spécial

Tout à coup, les gens se sont mis à courir dans tous les sens. Il était 14 h 30, l'heure où, pour échapper à la brûlure du soleil, Jaffna se terre sous ses palmiers et s'enfonce dans une douce somnolence jusqu'à la brise du soir. Mais là, tout près, dans sa cage de pierre, le « lion cinghalais » a soudainement rugi.

Pour la première fois depuis six mois, les soldats gouvernementaux, pratiquement assiégés dans le vieux fort hollandais de la ville, tentent une sortie. D'abord, sous les crépitements rageurs d'armes automatiques, de tous côtés, des femmes et des enfants, des hommes aussi, à pied ou à vélo, s'engouffrent dans Victoria Road, rasent les murs de l'hôpital et déboulent, à bout de souffle, sous les auvents de l'Hôtel Subach, complètement vide un instant plus tôt. Il y a longtemps que les touristes ont déserté Jaffna. Le hall de l'établissement abrite maintenant une centaine de personnes, pour la plupart terrifiées. Les échanges de coups de feu entre les cinq cents soldats du fort et les Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul (LTTE), qui tiennent toute la région, ont beau être quasi quotidiens, les habitants de Jaffna sentent confusément qu'en ce 7 janvier, après une accalmie d'une dizaine de jours, les combats vont être plus sérieux.

Une femme en sari coloré sanglote en frémissant dans un coin du hall. A la première salve de mortier, elle s'est mise à hurler. Ses compagnons, eux-mêmes paniqués, tentent sans succès de la calmer. D'autres femmes, la peur dans le regard, se serrent les unes contre les autres et pleurent doucement. A chaque détonation, le sol tressaute et la ville entière, fragile et belle sous ses toits de palme, est tellement ébranlée qu'on a l'impression que tout va s'écrouler.

Les « boys », comme on les appelle ici, ont mis en batterie leurs propres mortiers et répliquent aux obus par des obus. Les leurs sont fabriqués artisanalement dans la région, en faisant fondre de l'aluminium dans des moules (1). Engins rudimentaires et imprécis certes, mais qui font des dégâts et beaucoup de bruit. Sous l'auvent de l'Hôtel Subach, alors que le torrent des déflagrations s'amplifie, un jeune homme, les cheveux de jais trempés de sueur, contemple d'un sourire gêné le tremblement convulsif de ses mains.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 5.)

(1) C'est la raison pour laquelle toutes les livraisons d'aluminium dans la péninsule ont été interdites, depuis le 5 janvier, par Colombo.

La guerre économique

Quel avenir pour notre industrie ?

par Pierre Drouin

Le gouvernement se bat sur la digue des prix contre le flot montant des revendications salariales – qui ne sont pas, au reste, les seuls aliments de l'inflation. Condition nécessaire, le maintien de la rigueur n'est pas une condition suffisante pour redonner le nerf qu'il faut à notre économie dans la compétition internationale. Mais l'environnement se modifie si vite que le bât ne blesse pas toujours au même endroit. Il faut donc regarder les choses d'un peu plus près, pour agir efficacement.

Prise dans l'étau des pays à hautes performances technologiques (essentiellement les Etats-Unis et le Japon), d'une part, et des nouveaux pays industriels à bas salaires, de l'autre, la France, pour les éternels broyeurs de noir, n'aurait pratiquement plus d'avenir industriel. Image ridiculement sommaire !

Dans le domaine des nouvelles technologies, il est vrai que nous avons raté le coche des produits de consommation de masse (comme, d'ailleurs, la plupart de nos voisins européens) : nous n'avons pas su détecter à temps les besoins en composants électroniques, magnétoscopes, walkmans, disques compacts, etc. En revanche, nous sommes très bien placés dans le domaine professionnel, qu'il s'agisse de l'énergie nucléaire, de l'espace, de la construction aéronautique, des télécommunications.

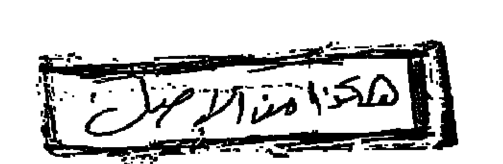
Prenons le cas de l'informatique, où l'évolution intéressante n'est plus celle des appareils mais ce qu'on y enfourne pour répondre à une demande de plus en plus pointue de services : en gros, les logiciels. Sur ce chapitre, la France se défend très bien et son industrie occupe la deuxième place derrière les Etats-Unis. Cinq sociétés françaises se classent parmi les dix premières du monde, avec un taux de croissance annuel de chiffre d'affaires de 25 % en moyenne.

Passons de l'autre côté de nos concurrents, c'est-à-dire des pays à bas salaires. La situation n'est plus ce qu'elle était, comme le démontrait M. Léon Cligman, lors d'un intéressant colloque organisé par Jacques Dominati, président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, sur le thème « Quel avenir industriel pour la France ? » (1).

(Lire la suite page 2.)

(1) Les actes de ce colloque viennent d'être publiés par les Editions Economica, avec une préface de Jacques Chaban-Delmas et une conclusion d'Edouard Balladur.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.



Débats

Entreprises françaises

Pourquoi notre industrie perd-elle régulièrement des marchés ? Parce que, trop longtemps, nous avons donné l'image d'un pays doué pour inventer l'invendable, estime François Rachline. Pierre Drouin, de son côté, estime que ce ne sont pas les pays à bas salaire ou à haute technologie qui sont nos concurrents les plus dangereux mais ceux qui ont veillé d'abord à développer l'investissement productif.

Quel avenir pour notre industrie ?

(Suite de la première page.)

L'industrie française, c'est vrai, a des coûts de travail horaires moyens sept fois plus élevés que la Turquie, douze fois plus élevés que le Maroc et quarante fois plus élevés *que la Chine populaire.* Mais les évolutions récentes ont réduit la menace, car les avantages comparatifs ne reposent plus uniquement sur les salaires.

L'industrie textile – c'est elle qui est la plus touchée – est devenue dévoreuse de capital et de matière grise, et la productivité du travail ne cesse de croître. Déjà par exemple, dans le cas de filés de laine pure ou de laine/polyester, la main-d'œuvre ne représente plus que 20 % du coût final du produit. Les importations françaises de textile-habillement proviennent maintenant, à hauteur de 77 %..., des pays développés (CEE, Etats-Unis).

Cela dit, les entreprises françaises, dont on ne répétera jamais assez qu'elles ne savent pas bien vendre à l'étranger parce qu'elles ne parviennent pas à « écouter » *le client et à « prévenir »* ses besoins, doivent sortir d'une situation souvent mise en avant aussi et qui les pénalise dangereusement : l'anémie de l'investissement. Les chiffres, meilleurs depuis 1984, vont peut-être se prolonger. (Selon le BIPE, l'investissement productif devrait augmenter de 3,8 % par an de 1985 à 1991.) Mais il y a un retard considérable à rattraper. M. Raymond Barre rappelait fort justement dans sa récente « Heure de vérité » la détérioration de notre appareil productif. Bertrand Larrera de Morel (2) écrivait de son côté : *« Si en 1985, au lieu de consacrer 150 milliards de francs à des placements financiers, les entreprises en avaient utilisé les deux tiers à financer les investissements productifs, la croissance de l'outil de production eût été d'environ 3 %. »*

Pourquoi cet arbitrage désastreux ? Parce que la « profitabilité » – comme dirait M. Malinvaud – des fonds propres, c'est-à-dire la différence entre leur rentabilité et le taux d'intérêt réel, négative depuis quatre ans (– 4,2 % en 1985), conduit à *deux comportements* défavorables à l'investissement productif : les entreprises endettées ont un intérêt évident au désendettement et sacrifient l'investissement, de ce fait. Quant aux firmes peu endettées, elles préfèrent utiliser leur cash-flow à des placements financiers sans risques et rémunérateurs. *« Cette situation, à terme, est insupportable »*, concluait M. Larrera de Morel.

Nouvelles alliances, nouveaux produits

Le comportement des chefs d'entreprise français sur le registre des accords avec des partenaires nationaux ou étrangers évolue, lui, en revanche, dans le bon sens. Au cours du colloque dont nous avons parlé plus haut, Alain Minc a évoqué ces « nouvelles alliances » qui remplacent les grandes fusions de jadis aux Etats-Unis comme au Japon, et qui rendent une chance à l'Europe. En effet, le mélange d'accords techniques, commerciaux, de joint-ventures, assis sur des participations si possibles croisées, est beaucoup plus aisé que le travail d'intégration des entreprises européennes.

A l'inverse, le rachat par la CGE des activités télécommunication du géant américain ITT, conduisant à une nouvelle société commune qui sera le numéro deux mondial du téléphone, derrière ATT, est une entreprise hardie certes, un pari industriel et commercial de haute volée, mais conforme aux expériences qui ont plutôt bien réussi dans la jungle des affaires.

Nouvelles alliances, nouveaux produits aussi à développer pour redonner plus de chance à l'industrie française. Comme le soulignait Yves Farge, de Pechiney, le lancement de nouveaux produits se fait souvent dans de grandes entreprises, mais ces derniers ont de la peine à franchir toutes les procédures de la firme de taille importante. C'est pourquoi la constitution de petites entreprises à l'intérieur de la grande est très prometteuse.

Autre idée à faire essaimer : pour la recherche et le développement, il est important de puiser dans les réserves d'intelligence mondiales et pas seulement dans les gisements français. Il y a trop peu d'étrangers dans nos laboratoires, qui pourraient apporter l'air salubre des marchés lointains.

L'idée de la mobilisation du potentiel humain – on en revient toujours là – est beaucoup mieux reçue aujourd'hui en France, comme le reconnaissait M. Hervé Serieyx, président d'Euréquip, lors de cette rencontre. Dans vingt ans on ne pourra plus éviter dans nos entreprises d'avoir des budgets de formation de l'ordre de 10 % à 15 % de la masse salariale (la moyenne nationale est aujourd'hui de 2 %). Il faudra faire naître ce que Peter Drucker appelle des « T Men », des personnes en forme de T, c'est-à-dire qui ne sont pas uniquement pointues dans leur domaine, mais des gens capables d'être non seulement de bons professionnels, mais d'être à l'écoute de ce que fait le financier, l'homme du marketing, l'homme du personnel et de ce qui est réalisé en dehors de son affaire.

Les « entreprises fantômes »

Finalement, le véritable investissement des temps modernes sera la gestion du savoir. Dans son remarquable *Essai sur l'investissement intellectuel*, Pierre Caspar (3) dresse une longue liste de tout ce qui sera, à cet égard, performant. On y trouve bien sûr ce dont nous avons parlé plus haut, la recherche, la formation, les logiciels, le commercial, la mobilisation des personnes, les réseaux, etc., mais aussi une notion fort originale et à laquelle on ne pense pas assez. Notre auteur la nomme « l'investissement dans le vide ».

De quoi s'agit-il ? Voici. Nous vivons dans un monde surencombré. Les règlements se superposent sans que l'on prenne toujours soin de supprimer l'ancien lorsque le nouveau arrive. Les matériaux se multiplient de façon exponentielle, comme les instances de coordination et les structures de contrôle. Diverses logiques de pensée, d'action ou de commandement coexistent. *« Cela tend à créer des sociétés faites de cloisonnements verticaux et horizontaux, d'adhérences au passé, bouleversées soudain par des réorganisations fulgurantes, qui brûlent autant qu'elles éclairent et ne laissent parfois que des cendres. »* Il faut donc *« consacrer du temps et de l'argent à désencombrer, à alléger, à créer du vide »*. Paul Valéry disait : *« Ce qui s'oppose à l'invention, c'est ce qui existe déjà. »* Surtout quand il s'agit de systèmes sclérosés, ce que certains appellent *« les entreprises fantômes »*.

L'avenir industriel de la France apparaît aujourd'hui plus médiocre que brillant, alors que notre industrie représente 36 % des emplois. Mais, en économie, les changements de décor peuvent être beaucoup plus rapides qu'on ne le croit. Rappelons-nous les effets du plan de redressement de 1958. Un dirigeant japonais que l'on interrogeait sur nos difficultés dans la compétition internationale répondit : *« C'est dans vos têtes que se nichent vos problèmes. »* Là aussi, il faut y faire le vide, le ménage, pour regarder le futur.

PIERRE DROUIN.

(2) *Politique industrielle*, n° 5, automne 1986, CEP Communication.

(3) Etude du Centre de prospective et d'évaluation, 1, rue Descartes, Paris.

Vendre

Rien ne sert de produire ce qui n'est pas demandé. L'a-t-on compris chez nous ?

par FRANÇOIS RACHLINE (*)

LE XXe siècle apparaît comme le grand siècle de la vente. Certes, vendre est, depuis toujours, une préoccupation des entreprises, mais jamais autant qu'aujourd'hui l'effort pour vendre n'a été aussi spectaculaire. Si on regarde l'histoire économique depuis deux siècles, c'est-à-dire depuis la révolution industrielle, on peut distinguer trois grandes phases concernant les rapports entre la production et la vente.

La première phase couvre l'essentiel du XIXe siècle, et pour certains produits déborde parfois largement sur le XXe siècle. Elle est caractérisée par le souci prioritaire de produire, plus que par l'impérieuse nécessité de vendre. Plus exactement, il suffisait de produire pour que la plupart du temps les débouchés suivent.

Jean-Baptiste Say théorisa le phénomène : toute production distribue un revenu qui permet globalement de racheter cette production. Cette fameuse loi, dite « des débouchés », excluait ainsi toute surproduction. Très peu d'économistes la contestèrent : si Malthus et Marx la combattirent, *Ricardo y adhéra sans réserves.* Cette philosophie économique stipule que la vente est l'obligée de la production. J.-B. Say, son apôtre, était français : est-ce un hasard ?

La pensée bascule

La deuxième phase englobe le XXe siècle et n'est pas encore dépassée. *Elle fait basculer la* pensée et les comportements : la production demeure importante, mais c'est la vente qui recueille une attention croissante. Elle prend le pas sur une production de mieux en mieux maîtrisée, aux produits de plus en plus standardisés. L'évolution se retrouve autant au niveau de l'Etat qu'à celui de l'entreprise.

Des années 30 jusqu'aux années 80, les Etats ont privilégié des politiques de régulation de l'activité économique par la demande. Théorisée par Keynes, l'idée était que la relance de la production exigeait une demande préalable, ou ce qui revient au même, que les perspectives de vente soient favorables. Macroéconomiquement, on découvrait ainsi le rôle tracteur de la vente.

Les entreprises, quant à elles, connurent la même mutation : produire, certes, et le mieux possible, mais surtout savoir commercialiser par un effort de conditionnement de la demande. Le marketing, la publicité deviennent alors déterminants pour ne pas rester au stade d'une production *confidentielle. On développe* des trésors d'imagination pour faire acheter des télévisions, un parfum, des avions, du vin ou des logiciels.

Est-ce encore un hasard si la France a produit de grands publicitaires ? Elle doit souvent réaliser d'immenses efforts pour vendre des biens dont la commercialisation n'était pas d'emblée assurée : aéronautique ou matériel de transport.

Depuis quelques années, nous vivons une troisième phase, celle du *règne absolu de la vente.* Il ne s'agit plus seulement de produire, puis de commercialiser, mais d'inverser la logique : vendre d'abord, produire ensuite. Autrement dit, ne produire que si l'on est assuré de pouvoir vendre.

Ce comportement est typique dans *certains secteurs comme* l'aérospatial, le nucléaire, les produits médicaux, les services à forte valeur ajoutée intellectuelle. Ici, produire est presque une conséquence de la vente. Il arrive de plus en plus souvent qu'on maîtrise une technique de production, qu'on sache fabriquer un nouveau produit, mais qu'on renonce à l'élaborer parce que la vente en serait impossible pour des questions de prix par exemple, ou pour des raisons tenant à la taille du marché. Sauf décision politique, le critère économique est formel : rien ne sert de produire ce qui n'est pas vendu – *a fortiori* ce qui n'est pas vendable. L'a-t-on compris en France ?

Dans la compétition économique mondiale, les entreprises françaises ont compris désormais qu'il ne fallait plus donner de la France l'image d'un pays doué pour inventer l'invendable. Les progrès *sont considérables depuis* quelques années, mais la nouvelle logique n'a pas encore pénétré tous les esprits. On croit qu'elle est surtout valable pour les grandes entreprises qui s'attaquent au marché mondial, et on a trop tendance à considérer que les PME ne sont pas directement concernées par le phénomène. Il n'en est rien. Il faut toujours se souvenir que la notion de marché transcende les espaces nationaux, et que le marché « français » n'est qu'une parcelle du marché mondial, ouvert à la vaste concurrence, aussi difficile à capter que d'autres marchés. Pour réussir sur ce marché, comme sur les autres, il faut en permanence écouter l'acheteur, être tourné vers lui, anticiper ses désirs. Bref, être systématiquement disponible, avant la vente, pendant la vente, après la vente. Les Japonais l'ont compris, et c'est pourquoi ils sont donnés en exemple de la compétitivité. Pour la France, c'est plus qu'une méthode à imiter, c'est une mentalité à acquérir.

(*) Economiste.

LU

LE DÉFI DU PLEIN EMPLOI
de Diane Bellemare et Lise Poulin Simon

Un nouveau regard économique

CE livre me paraît important. Il traite d'une des maladies majeures de nos sociétés : le chômage. Il est signé par deux spécialistes qui travaillent depuis des années sur ce domaine et ont déjà publié un excellent livre de diagnostic (1). Enfin, loin de nous proposer, comme il est trop souvent de mode, une solution plus ou moins magique, et illusoire, il dégage les grandes lignes d'une stratégie pour le plein emploi ; et il le fait à partir de l'examen de plusieurs « cas » significatifs de pays ayant réussi à maintenir une situation proche du plein emploi : l'Autriche, la Norvège, la Suède, et l'Allemagne fédérale jusqu'à la fin des années 70.

Selon Diane Bellemare et Lise Poulin Simon, plusieurs points communs peuvent être observés dans ces différents pays : d'abord, face à la crise actuelle, une attitude de confiance dans l'avenir ; ensuite, le fait d'avoir choisi le plein emploi comme objectif premier, sans lui opposer – mais sans négliger non plus – *la lutte contre des déficits extérieurs* et la recherche de la stabilité des prix ; enfin l'engagement commun du gouvernement *et* des partenaires sociaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de plein emploi.

D'où des propositions qui s'inscrivent dans une perspective fortement renouvelée ; le point de départ est que *« le plein emploi est une condition nécessaire à une organisation efficace de la production et qu'une situation efficace de plein emploi est un bien public qui ne peut être réalisé de façon spontanée » ;* dès lors, la recherche du plein emploi doit *« être un objectif prioritaire de la société auquel tous les groupes sont encouragés à se conformer. C'est à l'Etat que revient la tâche de veiller à ce qu'il en soit ainsi (...). Les mesures et les différentes politiques d'ordre macro-économique ou relevant du marché du travail et du développement économique régional devront être définies à travers un processus de négociation entre les groupes stratégiques concernés (...). Dans cette perspective, la poursuite du bien public qu'est le plein emploi devient synonyme de la poursuite de la démocratie économique ».*

Pour l'essentiel, ce livre rejoint l'intuition centrale du rapport pour le IXe plan de l'intergroupe emploi ; celui-ci préconisait en effet la mise en œuvre d'une *« stratégie économique et sociale cohérente de l'emploi »*, en soulignant le rôle que devraient y jouer les négociations – tant centrales que décentralisées – entre partenaires sociaux (2).

Puissent les thèses de ce livre être étudiées, examinées, discutées. Puissent-elles nourrir la réflexion des responsables patronaux et syndicaux, des hommes au pouvoir et de ceux qui se préparent à y accéder demain, tant en France que dans les autres pays d'Europe et d'Amérique.

MICHEL BEAUD.

★ Editions Saint-Martin, Montréal, 1986, 530 pages.

(1) *Le plein emploi : pourquoi ?* Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1983.

(2) *Annexes au rapport du IXe Plan*, T.4, La Documentation française, Paris, 1983.



Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière *bande d'envoi à toute correspondance.*

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

هكذا من الأصل

Etranger

La nouvelle offensive iranienne

Téhéran et Bagdad affirment avoir remporté de grandes victoires sur le terrain

Au cinquième jour de l'offensive iranienne Kerbala 5, la situation sur le front du Chatt-el-Arab demeure confuse. Téhéran a affirmé lundi 12 janvier avoir anéanti trois brigades irakiennes, tandis que Bagdad a lancé un appel à la reddition aux soldats iraniens, affirmant avoir remporté de grandes victoires sur le terrain.

Au lendemain de l'inspection effectuée par le président irakien Saddam Hussein dans le secteur est de Bassorah, le ministre irakien de la défense, le général Adnane Khairallah, a appelé *« ceux qui restent des troupes iraniennes à se réfugier auprès des forces irakiennes pour fuir le feu dans lequel les a jetés le régime irakien »*. Selon les commandants irakiens affectés au sud du front, les unités du 3e corps irakien, soutenues par l'aviation et l'artillerie, ont *« encerclé et bloqué »* le *« gros des effectifs des troupes ennemies »* dans une zone marécageuse, située entre Bouhairat-el-Asmak (le Lac des poissons) et la frontière avec l'Iran. Cette région, au sud-est de Bassorah, a une superficie ne dépassant pas une quinzaine de kilomètres carrés.

De son côté, Radio-Téhéran a indiqué qu'une importante contre-offensive irakienne, conduite par le président Saddam Hussein en personne, avait été repoussée. Elle a ajouté que les unités d'élite de la garde présidentielle irakienne



avaient été lancées dans les combats, le 3e corps d'armée, qui défend les lignes irakiennes près de Bassorah ayant été sévèrement malmené. Toujours selon la radio, les forces iraniennes contrôlent désormais de nouveaux secteurs au nord et à l'ouest du poste frontalier de Chalamcheh, d'où Téhéran a lancé son assaut en traversant le Chatt-el-Arab.

Entre-temps, la guerre des villes se poursuit et s'intensifie. Tard dans la nuit de lundi à mardi, un nouveau missile sol-sol iranien est tombé sur Bagdad. Une forte explosion a été entendue distinctement peu après minuit par les habitants de plusieurs quartiers de Bagdad. Ceux-ci n'ont pu toutefois localiser avec exactitude la chute du missile.

La riposte irakienne n'a pas tardé. L'état-major de Bagdad a annoncé ce mardi matin que son aviation avait effectué à l'aube des raids contre trois villes iraniennes *« en riposte »* au tir du missile de la nuit. Selon le communiqué, les trois villes iraniennes attaquées sont Qom, Ispahan et Dezfoul, devenues depuis le début de l'offensive iranienne de Kerbala 5 les cibles presque quotidiennes des raids irakiens. – *(AFP, Reuter.)*

LIBAN

L'Organisation des opprimés sur terre annonce avoir assassiné un de ses otages juifs libanais

L'Organisation des opprimés sur terre a affirmé lundi soir 12 janvier avoir assassiné un des otages juifs libanais qu'elle détient, M. Yehuda Benesti, dont l'enlèvement avait été annoncé le 15 février 1986. Dans un communiqué dactylographié parvenu à une agence occidentale à Beyrouth, accompagné d'une photo noir et blanc d'un vieil homme chauve à la barbe blanche bien taillée, l'organisation annonce *« l'exécution de l'espion israélien Yehuda Benesti, membre du réseau du Mossad agissant dans les régions patriotiques et musulmanes, sous la direction de l'officier israélien Shlomo, basé dans le secteur est de Beyrouth »*.

Selon le texte du communiqué, l'*« exécution »* a eu lieu en raison de *« la poursuite de la politique d'agression des dirigeants de l'entité sioniste contre notre peuple opprimé à Jabal Aamel* (appellation chiite du Liban sud), *notamment à Saïda et dans la Bekaa ouest, au Golan et en Palestine »*. *« Nous ne rendrons son corps et celui des autres espions exécutés dans le passé que lorsque nos exigences seront remplies »*, poursuit le communiqué des Opprimés sur terre.

Cette organisation a enlevé au cours des vingt et un mois écoulés au moins dix juifs libanais. Les corps de trois d'entre eux ont été retrouvés, celui de Haim Hala Cohen, trente-neuf ans, enlevé le 30 mars 1985 et tué le 26 décembre de la même année, d'Isaac Tarrab, soixante-dix ans, tué le 1er janvier 1986, et d'Ibrahim Benesti, second fils de Yehuda, tué le 15 février 1986. L'annonce de l'*« exécution »* de ce dernier avait coïncidé avec une vaste opération de ratissage entreprise au Liban sud par l'armée israélienne à la recherche de deux soldats israéliens faits prisonniers par la Résistance islamique.

Nouvelle intervention de M. Waite

Arrivé lundi à Beyrouth, l'envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbery, M. Terry Waite, a affirmé dans la soirée qu'il multipliait les contacts pour parvenir à la libération des otages occidentaux détenus au Liban. Dans une conférence de presse, M. Waite a indiqué qu'il se prépare à rencontrer *« de nouveaux contacts »* au cours de son séjour d'une semaine, car il n'est *« pas uniquement intéressé par les otages américains, mais par le sort de tous les étrangers détenus au Liban »*.

M. Waite a insisté sur *« le caractère humanitaire de sa mission et sur le fait qu'il n'est au service d'aucun gouvernement »*. *« Je crois que c'est la meilleure position qui soit dans cette situation »*, a-t-il ajouté. Il a catégoriquement démenti être impliqué dans *« toute affaire de livraison, de vente ou d'échange d'armes »*, estimant que cela serait *« suicidaire »* pour sa mission. Plusieurs journaux anglais et américains avaient avancé la thèse selon laquelle M. Waite a été utilisé, avec ou sans son consentement, comme leurre pour masquer des négociations entre Washington et Téhéran avant la remise en liberté de David Jacobsen.

M. Waite a également lancé un appel à Israël, *« car,* a-t-il dit, *je pense aux Israéliens faits prisonniers. Si Israël veut qu'il regagnent la liberté, il devrait peut-être penser à arrêter ses bombardements* [du Liban sud] *et permettre une solution pacifique »*.

Lundi, pour la deuxième fois en soixante-douze heures, l'aviation israélienne a effectué un raid à l'est de Saïda, lâchant des roquettes sur au moins trois positions palestiniennes. Les tirs ont touché, pour la première fois, le centre du village de Magdouché. Aucun bilan du nombre des victimes n'a été rendu public. – *(AFP, AP.)*

Le numéro deux irakien confirme les accusations du « New York Times »

Dans une interview rapportée par le *Wall Street Journal*, M. Taha Yassin Ramadan, le numéro deux du régime irakien, confirme les informations du *New York Times*, selon lesquelles les services américains de renseignement ont communiqué à l'Irak des *« informations fausses »*. Il a notamment indiqué que son pays s'était rendu compte pour la première fois de ce fait en février 1986 lorsque les Américains avaient fait savoir à Bagdad que les Iraniens allaient attaquer sur le front central, alors qu'en réalité l'offensive de Téhéran était dirigée contre Fao, qui fut occupée par les troupes de Téhéran au cours de la première semaine de février.

« Nous avons reçu des informations directement des Etats-Unis et par l'intermédiaire des Etats du Golfe et de la Jordanie — qui avaient été eux-mêmes informés par Washington — que l'attaque iranienne ne viserait pas Fao », a précisé M. Ramadan, qui a ajouté : *« Même au septième jour des combats, les Etats-Unis affirmaient que l'attaque principale aurait lieu en un point précis situé ailleurs qu'à Fao. Il est clair que les Etats-Unis souhaitaient la défaite de l'Irak. Il ne fait pas de doute à ce sujet. »*

Les fausses informations à l'Irak, comme les livraisons d'armes à Téhéran, avaient pour but d'apaiser et d'aider l'Iran, a encore déclaré le numéro deux du régime irakien.

ÉGYPTE

Le contentieux entre Le Caire et Washington s'alourdit

LE CAIRE
de notre correspondant

Les relations entre Le Caire et Washington ne sont plus ce qu'elles étaient. Les désillusions ont commencé en octobre 1985 avec l'affaire de l'*Achille-Lauro* quand la chasse américaine a détourné le Boeing d'Egypt Air transportant les quatre pirates palestiniens. Plus récemment, il y a eu l'affaire des livraisons américaines d'armes à l'Iran, alors que l'Egypte soutient l'Irak. Aujourd'hui, deux nouveaux litiges sont venus s'ajouter à un contentieux qui s'alourdit : la relance du processus de paix au Proche-Orient et la dette militaire.

La visite de quarante-huit heures du secrétaire d'Etat américain adjoint pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, n'a pas permis de rapprocher les points de vue. L'émissaire américain est venu jusqu'au Caire pour affirmer que Washington ne voyait pas l'utilité de la convocation d'une conférence internationale pour résoudre le conflit du Proche-Orient. Cela équivaut à prendre à rebrousse-poil les responsables égyptiens, qui ont réaffirmé à maintes reprises leur attachement à une réunion comprenant non seulement les parties intéressées (l'OLP étant représentée au sein d'une délégation jordano-palestinienne), mais aussi les cinq membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Donc une participation soviétique à ce qui n'était jusque-là qu'une *pax americana*.

Or l'administration américaine cherche à restaurer son image de fermeté, battue en brèche par le scandale des fournitures d'armes à l'Iran. Cela a poussé Washington à rejeter, par la voix de M. Murphy, le principe d'une conférence internationale, alors que le vice-président George Bush avait affirmé en août que *« les Etats-Unis acceptaient le principe de l'intégration de négociations directes dans le cadre d'une conférence internationale »*. Il s'agit là d'un revirement que le président Moubarak a dû souligner à l'émissaire américain durant l'entretien qu'ils ont eu dimanche 11 janvier. Le raïs cherche en effet, depuis sa rencontre avec l'ancien premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, à Alexandrie, en septembre, à faire démarrer le principe acquis d'un comité préparatoire à la conférence internationale. Il a dépêché à Tunis son conseiller aux affaires politiques, M. Oussama El Baz, afin de tenter de convaincre M. Yasser Arafat de faire des concessions pour dégeler l'accord jordano-palestinien de février 1985. Il a personnellement tenté de parvenir au même résultat lors de ses rencontres avec le roi Hussein. Remettre en cause la conférence internationale, c'est donc ruiner des mois d'efforts déployés par la diplomatie égyptienne tant dans le monde arabe qu'en Europe.

La dette militaire

Mais M. Murphy a aussi déçu en ce qui concerne la dette militaire égyptienne aux Etats-Unis. Le silence des deux parties sur cette question est révélateur du différend. Cette dette qui s'élève à 4,6 milliards de dollars, et dont le taux d'intérêt est de 11,5 % en moyenne, constitue une des principales préoccupations des responsables égyptiens. Ceux-ci ne comprennent pas qu'au moment où l'Egypte cherche à obtenir les meilleures conditions pour le rééchelonnement de sa dette extérieures (38 milliards de dollars) auprès du FMI, les Etats-Unis la pressurent. Les échéances annuelles de la dette militaire à Washington (intérêts et capital) sont de 700 millions de dollars, soit l'équivalent de la quasi-totalité de l'aide civile de Washington (800 millions de dollars). L'Egypte cherche donc depuis un an à abaisser les taux d'intérêt à 7,4 %, soit l'équivalent du taux prévalant actuellement au niveau international. La requête égyptienne a jusqu'à présent été rejetée.

Selon des sources bien informées, les Américains ont fait deux contre-propositions : régler immédiatement les 4,6 milliards de dollars ou reporter toutes les échéances à l'an 2000. La seconde proposition américaine, malgré ses dehors tentants, signifierait que l'Egypte aurait à payer trois fois le montant de sa dette militaire (près de 15 milliards de dollars). M. Moubarak ne peut accepter cette solution *« rejetant sur les générations futures un poids insupportable »*.

Les relations égypto-américaines n'en sont pas, toutefois, en cause au stade de la brouille. L'Egypte a trop besoin de Washington pour pouvoir virer de bord. Mais la poursuite du contentieux ne manquera pas d'accélérer l'effritement progressif de l'« amitié égypto-américaine ».

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Afrique

Le conflit au Tchad

• Tripoli appelle à la « guerre sainte » contre le président Habré
• Attaque libyenne à Kalaït contre des soldats tchadiens et français

La France *« combat l'islam au Tchad »* et lutter contre le président Hissène Habré est une *« guerre sainte »* (Djihad), a estimé, lundi 12 janvier, à Tripoli, le colonel Kadhafi. Dans un discours prononcé devant des prédicateurs musulmans d'Afrique occidentale, le chef de la Jamahiriya libyenne a accusé le chef de l'Etat tchadien, qu'il qualifie d'*« Israélien »*, de s'être *« joint aux chrétiens »* et d'avoir *« cherché l'aide des juifs et des chrétiens »*. *« Comment un musulman peut-il s'allier avec les croisés* [les Américains et les Français] *contre ses frères musulmans et les combattre ? Il est passé dans les rangs des chrétiens, des croisés, les rangs des ennemis de l'islam, et il doit être dès lors combattu. Le combattre est un Djihad »*, a-t-il déclaré.

Accusant ensuite les Etats-Unis et la France d'être des *« ennemis traditionnels et éternels des musulmans »*, le colonel Kadhafi a demandé à ses interlocuteurs d'organiser, dans leurs pays respectifs, des manifestations contre la France, ajoutant : *« Il faut faire comprendre à la France que, si elle attaque la Libye, les musulmans attaqueront la France partout. »*

Cette dénonciation de Paris et de Washington par le président libyen est intervenue au lendemain d'une nouvelle attaque des troupes libyennes au sud du 16e parallèle. Dimanche soir, vers 20 heures, des véhicules tout terrain libyens, armés de lance-roquettes multiples de 107 mm (fournis par la Corée du Nord), ont lancé une offensive contre la base des Forces armées nationales tchadiennes (FANT) de Kalaït, située sur l'axe est, à faible distance au sud du 16e parallèle.

Le ministère français de la défense a confirmé, lundi, ce raid, précisant qu'il s'est effectué en *« deux harcèlements d'un quart d'heure »*, sans qu'il y ait eu de blessés parmi les forces tchadiennes et françaises. A Kalaït, qui est une importante base logistique des FANT, où se trouve la piste d'aviation la plus avancée vers le nord de l'armée tchadienne, est également stationné un contingent d'environ deux cents militaires français : une cinquantaine de coopérants (notamment des médecins), qui apportent un soutien aux FANT dans les domaines de la santé et de l'entretien des véhicules, ainsi qu'une compagnie renforcée de protection de cent cinquante hommes, qui appartiennent à la légion étrangère ou à l'infanterie de marine. Les roquettes libyennes sont tombées en dehors de la base, et les troupes de N'Djamena, après avoir riposté, se sont lancées à la poursuite de leurs agresseurs. Les soldats français, assure-t-on à N'Djamena, n'ont pas eu à intervenir.

L'agence libyenne de presse Jana a démenti que la Libye soit intervenue à Kalaït, affirmant que cette attaque *« est du seul fait des forces du GUNT »* et que cette région est située *« à l'intérieur des limites administratives de la région contrôlée par le GUNT »*. Lundi, vers 5 heures du matin, un avion d'observation Breguet-Atlantic, protégé par deux chasseurs Mirage F-1, a décollé de N'Djamena pour tenter de repérer la colonne libyenne, indique-t-on dans la capitale tchadienne.

En s'en prenant, pour la première fois, à un contingent militaire français (dont la présence à Kalaït est connue depuis au moins huit jours), la volonté du colonel Kadhafi semble bien être d'obliger Paris à intervenir directement dans le conflit. Les autorités tchadiennes estiment que ce dernier raid libyen est *« une nouvelle provocation à l'égard de la France »*. Si l'armée française affrontait directement les troupes libyennes, le colonel Kadhafi pourrait alors présenter son pays comme une victime *« du colonialisme et de l'impérialisme »*, et espérer rallier à sa cause des pays du monde arabe et non alignés, voire l'Union soviétique, dont le journal de Tripoli a déploré, dimanche, l'expectative face au conflit tchadien. L'agence Jana a ainsi accusé Paris d'avoir *« déclenché une campagne de désinformation en vue de créer un prétexte pour internationaliser le conflit intérieur tchadien »*.

Enfin, à Lagos, capitale du Nigéria, où il pousuit sa tournée africaine, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a réaffirmé le soutien des Etats-Unis au président Hissène Habré, déclarant notamment : *« Nous soutenons l'idée que toutes les troupes étrangères au Tchad doivent partir et nous ne voyons aucun rôle pour les forces libyennes dans ce pays »*. – *(AFP, Reuter.)*

La sévère défaite des Libyens à Fada

« A l'aube du 2 janvier... »

Fada (nord du Tchad) *(Reuter)*. – Au dessus des cadavres de trois soldats libyens tourbillonne, chassée par les vents du désert, une photo déchirée du colonel Mouammar Kadhafi.

A ces cadavres gonflés comme des ballons, victimes du dernier épisode d'un conflit qui dure depuis plus de vingt ans, la chaleur sèche du Nord tchadien a ôté toute dignité dans la mort. Seuls les prédateurs et le sable poussé par les vents s'arrêtent sur ces formes grotesques.

A quelques mètres de là, de l'autre côté de la dune, le poste de commandement libyen, bâtisse de briques et de boue séchée, jonchée de papiers, est lui aussi à l'abandon, après avoir présidé pendant plus de trois ans à l'occupation de Fada, oasis stratégique du nord-est du Tchad.

Plus d'une semaine après la fin des combats, la palmeraie et les vastes étendues de désert environnantes témoignent de ce qui fut peut-être la défaite la plus écrasante qu'ait connue la Libye depuis qu'elle est devenue partie prenante dans le conflit tchadien en 1973.

Des slogans en arabe tirés du Livre vert de Kadhafi sont barbouillés sur les murs de la bâtisse désertée. Sous une véranda couverte de palmes bourdonne un nuage de mouches attirées par les corps en putréfaction.

« Le contingent libyen a été écrasé, totalement écrasé, affirme Hassan Djamouss, le commandant barbu des Forces armées nationales du Tchad (FANT), « cerveau » d'une victoire qui, de l'avis de beaucoup, a marqué un tournant dans le conflit. *Quelques-uns se sont échappés avec des véhicules légers... Les autres ont été tous tués ou capturés. »*

Semblant ignorer le fracas des bombardements libyens et des tirs de sa propre DCA, Djamouss raconte avec un orgueil discret comment ses troupes se sont emparées de la garnison, en lançant une attaque-surprise à l'aube du 2 janvier, tuant, selon lui, sept cent quatre-vingt-quatre soldats ennemis. (...) *« On a commencé à 4 h 30, à 50 kilomètres d'ici. A 10 h 30, on était dans la ville, c'était la confusion totale côté libyen »*, a indiqué Hassan Djamouss au premier groupe de journalistes ayant pu visiter la zone des combats.

Fada, deuxième ville du nord désertique du Tchad, carrefour pour les tribus nomades et les caravanes, se trouve à quelque 200 kilomètres au nord de la « ligne rouge » stratégique qui divise le Tchad depuis que, en 1983, la France est intervenue pour enrayer la progression des forces libyennes. (...) Installé dans un poste de commandement de fortune, dans une palmeraie poussiéreuse hors de la ville, Hassan Djamouss affirme que la bataille est la plus difficile qu'il ait jamais livrée pendant les longues années passées aux côtés du président Hissène Habré, en tant que chef rebelle, puis comme commandant des forces gouvernementales.

« Comme des mercenaires »

Accroupis sous un arbre, vingt-cinq prisonniers de guerre libyens attendent, hébétés, d'être transportés à N'Djamena, où se trouvent déjà soixante-dix de leurs compatriotes capturés à Fada.

Un officier libyen, pilote d'un bombardier Sukhoï abattu la semaine dernière, est assis à l'écart, grimaçant sous l'effet de la douleur provoquée par une jambe fracturée.

Tripoli affirme n'avoir envoyé que quelques centaines d'hommes au Tchad, mais selon les services de renseignements occidentaux, la Libye disposait de mille hommes à Fada, et de sept mille autres au moins dans d'autres positions.

« Rien n'est comparable entre le matériel de la Libye et celui du Tchad. Ils nous dépassent cent fois », dit Hassan Djamouss. Mais *« la conviction leur manque parce qu'ils ne veulent pas mourir en dehors de leur territoire comme des mercenaires (...) »*

Dans le fort antique de Fada, aujourd'hui désert, plusieurs jeeps constellées d'impacts de balles portent les initiales du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), d'Acheikh Ibn Oumar, seule faction rebelle de quelque importance restée fidèle à Tripoli. Mais il n'y a pas beaucoup d'autres signes de présence rebelle au côté des Libyens.

Hassan Djamouss, en uniforme de combat, coiffé d'un turban beige, raconte que ses hommes ont lancé leur attaque à pied, descendant avant le jour des contreforts montagneux de l'Ennedi, qui forment une série de barrières autour de Fada.

Les cadavres, une batterie d'artillerie hors d'usage et les restes d'une guérite jonchent maintenant le site du premier assaut, un col désert qui traverse une spectaculaire forêt de rochers rouges aux formes étranges.

Après l'assaut initial, pour briser les premières lignes de défense libyennes, deux colonnes de plus de deux mille hommes à bord de jeeps et de blindés légers ont foncé sur Fada, affrontant les chars libyens qui gardaient les cols de l'Ennedi.

Des carcasses de chars soviétiques T-55 et d'autres blindés parsèment les approches du désert, témoignant, avec les impacts de balles sur les rochers, de la férocité des combats (...).

« Ce n'est pas la fin de la lutte, dit Hassan Djamouss. *Mais c'est le début de nos efforts pour la réunification du pays et pour chasser les envahisseurs libyens. »*

Amériques

ETATS-UNIS : les développements de l'« Irangate »

Une journée de crise molle à la Maison Blanche...

WASHINGTON
de notre correspondant

La salle de presse de la Maison Blanche a eu, le lundi 12 janvier, une journée chargée. Il n'y avait pas de visite de chef d'Etat étranger, pas d'annonce d'une quelconque initiative, pas même une de ces grandes cérémonies protocolaires qui donnent au moins l'occasion de hurler à distance des questions auxquelles M. Reagan répond d'une boutade quand il ne feint pas de ne pas les avoir entendues.

C'était une journée tout ce qu'il y a de plus plate et qui n'aurait pas même mérité mention dans une page de quotidien si elle n'avait pas été entièrement mangée par cette crise molle et rampante de l'« Irangate ». Car, à bien y regarder, ce lundi sans intérêt résume bien l'essentiel de ce qu'on appelle aussi l'affaire « Iran-contras » : la Maison Blanche n'agit plus, elle réagit.

Elle a réagi d'abord à la colonne de gauche du *New York Times* du matin même, qui a fait une certaine sensation dans la mesure où on pouvait y lire que les services de renseignement américains ont, ces dernières années, fourni tant à l'Iran qu'à l'Irak des renseignements imprécis ou volontairement déformés. Selon les sources anonymes citées par le quotidien, il aurait ainsi été remis au régime de Téhéran une évaluation exagérée des forces soviétiques massées aux frontières iraniennes, tandis que Bagdad aurait eu droit à des photos satellites recadrées pour laisser de côté d'importantes indications.

Un président « agressif »

Ces révélations sont dommageables autant pour la crédibilité des services de renseignement américains auprès des gouvernements étrangers que pour celle de l'actuel président dont la politique officielle est de tenter de mettre au plus vite un terme à la guerre du Golfe. Que dit, lundi, à ce sujet, le porte-parole de la Maison Blanche ? Les Etats-Unis souhaitent *« une issue rapide »* au conflit sans qu'il y ait vainqueur ni vaincu et ce n'est pas *« actuellement »* la politique de Washington de fournir de fausses informations à Bagdad et Téhéran.

Cela s'appelle plus une confirmation qu'un démenti. La Maison Blanche a réagi ensuite à la colonne du milieu du *New York Times*. Là, pas de « scoop », seulement un « papier » s'appuyant sur des citations d'élus républicains et de personnalités (anonymes) de l'entourage présidentiel pour expliquer que M. Reagan est désormais placé sur la défensive jusqu'à la fin de son mandat. L'analyse n'est pas originale, les citations ne sont pas beaucoup plus meurtrières que d'autres, mais c'est la « une » du quotidien de référence, et M. Speakes d'expliquer que, pas du tout, le président n'en est pas à tenter de préserver ses acquis passés et qu'il demeurera « agressif ».

Cela n'a pas du tout convaincu. Il restait encore à la Maison Blanche à faire savoir que l'ambassadeur américain à Jérusalem avait été envoyé, la veille, assurer M. Shamir que le président n'avait aucunement l'intention d'essayer de faire porter à Israël le chapeau des ventes d'armes à l'Iran et des versements de fonds aux « contras ». La démarche n'était de fait pas superflue, car tant les documents distribués ces derniers jours par la Maison Blanche que les fuites qu'on peut lui attribuer sans grand risque d'erreur tendaient à démontrer que non seulement les ventes d'armes à l'Iran mais aussi les versements aux « contras » avaient été faits sur suggestion israélienne.

Cela est plausible – pour le premier point au moins, – mais outre que ce n'est pas encore prouvé et qu'on oublie peut-être de signaler que des idées avaient été demandées à Jérusalem pour obtenir la libération des otages américains, Israël commençait à trouver déplaisante cette manière de laisser soudain oublier que les décisions ont, en tout état de cause, été prises à Washington.

Cela aura donc fait une troisième mise au point. L'on conçoit que ni le porte-parole de la présidence ni les bureaux desquels on lui dit quoi dire n'aient eu beaucoup de temps pour les affaires de l'Etat.

BERNARD GUETTA.

● **NICARAGUA : la *Prensa* ne reparaîtra pas.** – L'éditeur du quotidien nicaraguayen d'opposition *la Prensa* a annoncé, lundi 12 janvier, qu'il n'essaierait pas de faire reparaître le journal, en raison de l'état de siège imposé à nouveau par les autorités de Managua. M. Pablo Antonio Cuadra avait indiqué la semaine dernière que le quotidien, fermé depuis sept mois, envisageait une reparution à l'occasion de la proclamation de la nouvelle Constitution, qui garantit la liberté d'expression. *« Nous voyons aujourd'hui que, en fait, ces droits n'existent pas »*, a déclaré M. Cuadra. Le gouvernement a assuré qu'il autorisera la réouverture du journal *« quand l'agression* [américaine] *cessera ».* – *(UPI.)*

Diplomatie

Après la nomination de M. Vorontsov à la tête de la délégation soviétique

Le statut du négociateur américain à Genève est rehaussé

Recevant lundi 12 janvier à la Maison Blanche M. Kampelman, chef de la délégation américaine aux négociations avec l'URSS sur les armements nucléaires et spatiaux, le président Reagan a fait savoir que M. Kampelman venait d'être nommé conseiller du département d'Etat – une promotion qui est supposée le placer à parité hiérarchique avec M. Vorontsov, le premier vice-ministre des affaires étrangères, qui vient d'être placé à la tête de la délégation soviétique en remplacement de M. Karpov (*le Monde* du 12 janvier).

Le département d'Etat avait été averti, jeudi dernier, de ce remaniement par l'ambassadeur d'URSS aux Etats-Unis, qui avait alors fait comprendre qu'une marque d'intérêt américaine pour les négociations genevoises serait la bienvenue, nous signale notre correspondant à Washington.

Le porte-parole de la Maison Blanche s'est félicité, lundi, de la nomination de M. Vorontsov, jugeant que celle-ci visait à *« un travail plus actif et dynamique lors des négociations ». « Les Etats-Unis*, a-t-il ajouté, *attachent la plus haute priorité aux négociations de Genève et aux objectifs que nous avons fixés pour parvenir à des réductions profondes et stabilisantes des forces nucléaires soviétiques et américaines. »*

Par ailleurs, les Etats-Unis effectueront leur premier essai nucléaire de l'année 1987 le 5 février prochain, et un deuxième aura lieu le 12 du même mois, a-t-on indiqué, lundi, de source gouvernementale américaine. Au total, six essais nucléaires souterrains devraient avoir lieu aux Etats-Unis au cours du premier trimestre de cette année, précise-t-on de même source.

L'URSS, qui a interrompu unilatéralement ses essais nucléaires en août 1985 en demandant à Washington de faire de même, a affirmé qu'elle mettrait fin à son moratoire dès le premier test américain cette année.

● **Rencontre franco-néo-zélandaise.** – Le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, M. Gaston Flosse, s'est entretenu samedi avec Mme Margaret Shields, ministre néo-zélandais des douanes et de la consommation, à Rarotonga, capitale des îles Cook, a-t-on appris, ce mardi 13 janvier, à Papeete. Il s'agit de la première rencontre d'un membre du gouvernement français avec une personnalité du gouvernement de Nouvelle-Zélande depuis l'affaire du *Rainbow-Warrior* en juillet 1985. – *(AFP.)*

Europe

RFA : la campagne pour les élections législatives

M. Johannes Rau, Bon Samaritain de la social-démocratie

BONN
de notre correspondant

La campagne électorale ouest-allemande bat maintenant son plein. La vague de froid oblige les formations politiques à compter plus que jamais sur les grands meetings et l'écho qu'ils suscitent dans les médias. Le Parti démocrate chrétien, qui pensait profiter de l'optimisme suscité par les bons résultats de l'économie allemande, s'est apparemment laissé enfermer dans un débat sur le virage conservateur pris par la campagne du chancelier Kohl. L'institut de sondage Allensbach, proche de la CDU, pronostiquait lundi 12 janvier une baisse de la CDU-CSU (44,8 % contre 48,7 % à la mi-décembre) au bénéfice des libéraux (8,5 %). A gauche, le SPD (36,7 %) aurait repris du terrain sur les Verts (9,5 %).

« Ma principale difficulté ? Convaincre les électeurs qu'il y a intérêt à voter pour le Parti social-démocrate ! », avoue le candidat du SPD à la chancellerie, M. Johannes Rau, dans le train spécial à bord duquel il parcourt depuis huit jours le pays en tous sens. Alors que le chancelier Helmut Kohl va de meeting en meeting par la voie des airs, à peu près inaccessible à la cohorte de journalistes qui suit la campagne hormis pour les interviews, les principaux dirigeant du SPD sont restés fidèles à la vieille tradition allemande de la campagne par le rail.

Trois trains spéciaux emmènent ainsi depuis le début janvier M. Rau, mais également le président du SPD, M. Willy Brandt, et le président du groupe parlementaire, M. Vogel, à la rencontre des électeurs de meeting en meeting, de quai de gare en quai de gare.

Après avoir quitté la Ruhr, le train du candidat à la chancellerie a traversé la Hesse, s'arrêtant dans les vieux bastions sociaux-démocrates que sont Giessen, Offenbach, Hanau, pour aller se perdre en plein pays « ennemi », en Bavière. Le temps d'un encouragement à une poignée de militants, d'un déjeuner avec des syndicalistes ou d'une visite à la rédaction d'un journal local. Ce n'est pas toujours le plus facile. De quelque tendance qu'ils soient, les journalistes sont toujours curieux de savoir quelle autre solution que l'alliance avec les Verts que M. Rau entend mettre en œuvre s'il veut espérer avoir une chance de gouverner.

Ce n'est pas pour rien que la droite ne cesse d'agiter l'épouvantail d'une coalition verte-rouge, même si le ministre-président de Rhénanie-Westphalie, ne cesse de répéter qu'il n'en est pas question. *« Comment imaginer que je sois en train de négocier à la Maison Blanche avec le président américain et qu'il me faille attendre une décision de la dernière assemblée générale des Verts ? »*, demande-t-il. Les Allemands ne se sont décidément pas encore faits à l'existence d'un autre parti à gauche... Bon nombre d'électeurs sociaux-démocrates potentiels semblent d'ores et déjà considérer que puisque le SPD n'a pas de chance d'arriver tout seul au gouvernement, mieux vaut renforcer les modérés du camp des vainqueurs, c'est-à-dire les libéraux. Dans les fiefs sociaux-démocrates, dans la grisaille de ces banlieues industrielles le long du Rhin, du Main, les meetings attirent du monde mais manquent singulièrement de chaleur. C'est justement là où le message de M. Johannes Rau demandant une répartition plus juste des bienfaits du nouveau « miracle » économique, le refus de l'acceptation trop facile du chômage devrait avoir le plus de résonance, que l'on mesure l'absence de cet élan qui fait les grandes campagnes.

Le ministre-président n'y est pas resté insensible. Trop homme de conciliation, de bonne volonté pour accepter de réduire la politique à un affrontement où tous les coups sont permis, il a préféré rester fidèle à lui-même, à cette image de bon samaritain qui avait tant séduit le SPD lorsque le chancelier Kohl s'empêtrait dans des scandales en série et que M. Rau triomphait dans sa région. L'évolution de la situation l'a amené, au grand dam de certains dirigeants sociaux-démocrates, comme le président du parti, M. Willy Brandt, à changer de ligne de conduite. S'il sait agrémenter ses discours de quelques traits d'humour bien sentis, il en appelle à la raison, au cœur, pour essayer de convaincre de la valeur de ses arguments. *« Je m'appelle Johannes Rau, pas Heiner Geissler »*, répète-t-il, en référence au style brutalement polémique.

Chaleur bavaroise

Curieusement, cette attitude semble rencontrer plus de succès que prévu dans le Sud – où elle tranche singulièrement sur les discours tonitruants de Franz Josef Strauss, mais aussi auprès d'une certaine gauche plus intellectuelle, que l'on s'attendrait à voir pencher du côté des Verts. Bayreuth, la patrie de Wagner, mais aussi Ratisbonne lui ont réservé un accueil chaleureux, tout de gentillesse et de bonne humeur, au son de quelques fanfares bien bavaroises et du choc d'immenses verres de bière aussi bien remplis que pendant la célèbre fête de Munich. Même accueil à Heidelberg, où l'on se serait attendu à quelques chahuts d'écologistes.

Avec la justice sociale, la défense de l'environnement et la promesse d'un effort accru pour accélérer le désarmement nucléaire sont les deux autres grands axes de la campagne de M. Johannes Rau, qui veut réformer plus que bouleverser, en matière de défense comme en politique énergétique. *Le développement* par la CDU d'une campagne violemment anticommuniste contre l'Allemagne de l'Est, flattant les vertus traditionnelles d'ordre et d'application prêtées au caractère allemand, l'ont toutefois amené ces derniers temps à développer un ton plus polémique pour dénoncer ce recours dangereux à l'*« instinct »*. Lui-même s'est prononcé dans une interview au quotidien *Die Welt* pour la mise entre parenthèses du rêve de la réunification.

Dans son wagon-salon construit en 1940 pour Von Ribbentrop, ancien ministre des affaires étrangères du IIIe Reich, Johannes Rau puise dans ses dernières ressources pour trouver, avant chaque nouvel arrêt, le ton juste pour mobiliser quelques électeurs de plus. Les chausse-trapes de la campagne, surtout venant de certains de ses amis du parti, l'ont marqué. Il lui a fallu lutter pendant une longue semaine, début janvier, contre une extinction de voix tenace qui n'a pas arrangé les choses.

HENRI DE BRESSON.

La visite du général Jaruzelski à Rome

Les honneurs, l'audience du pape et Monte-Cassino

NOUS AVONS EU UN ENTRETIEN FORT INTÉRESSANT

BIEN QUE NOUS NE PARLIONS PAS LA MÊME LANGUE...

PANCHO

Le général Jaruzelski devait être reçu ce mardi 13 janvier par le pape Jean-Paul II pour une audience qui devrait être présentée en Pologne comme le point fort de son séjour de trois jours en Italie. Arrivé lundi à Rome, le général Jaruzelski a été reçu avec les honneurs dus à un hôte officiel – déjeuner avec le président Fernando Cossiga, entretiens avec le premier ministre Bettino Craxi, – mais sa venue a suscité diverses protestations, en particulier de la part des membres du parti radical. Dès dimanche, un petit avion a lancé des milliers de tracts au-dessus d'un stade de football, à l'initiative du syndicat démocrate chrétien CISL.

Les dirigeants de ce syndicat, mais aussi ceux des autres grandes centrales italiennes, la CGIL (communiste) et l'UIL, ont demandé à rencontrer le chef du Parti ouvrier polonais, pour plaider en faveur du rétablissement du pluralisme syndical en Pologne. Après un refus initial et une intervention de M. Craxi, le général Jaruzelski a accepté de les recevoir – en principe mercredi.

Le général Jaruzelski devait aussi rencontrer le patron de la Fiat, M. Giovanni Agnelli, et d'autres industriels italiens. La Pologne, qui a un besoin urgent de moderniser son industrie automobile, mène à cet effet des négociations parallèles avec Fiat et avec la firme japonaise Daihatsu. Des accords avaient déjà été conclus dans les années 60 avec la firme turinoise, et les voitures actuellement produites en Pologne sont des adaptations d'anciens modèles Fiat.

Le général Jaruzelski voyage sans sa femme, mais est accompagné de sa fille Monika (vingt-deux ans), comme cela avait déjà été le cas lors de sa visite à Paris en décembre 1985. Il est aussi entouré d'une très importante délégation qui comprend notamment M. Jozef Czyrek, chargé des affaires étrangères au bureau politique du parti, un vice-premier ministre chargé des questions industrielles, M. Szalajda. La Pologne, dans ses négociations avec l'Italie, cherche à obtenir de nouveaux crédits, après avoir récemment conclu des accords pour le rééchelonnement de ses dettes en cours.

Mercredi, au lendemain de sa rencontre avec le pape, le numéro un polonais doit faire un déplacement qui ne manquera pas d'être également mis en valeur par les organes d'information polonais : il se rendra à Monte-Cassino, site d'une célèbre bataille de la seconde guerre mondiale au cours de laquelle s'illustrèrent des soldats polonais. Des Polonais qui, comme le général Jaruzelski et sa famille, s'étaient retrouvés prisonniers en URSS à la suite de l'accord germano-russe. Ceux de Monte-Cassino faisaient partie du contingent de cent mille hommes finalement autorisé par Staline, après 1941, à quitter l'URSS pour combattre sur le front ouest, tandis que d'autres – comme le futur général Jaruzelski rejoignaient les unités constituées aux côtés de l'armée soviétique. – J. K.

● **M. Pannella candidat à la présidence du Parlement européen.** – Le dirigeant du Parti radical italien, M. Marco Pannella, membre du Parlement européen, a annoncé, le lundi 12 janvier, qu'il briguerait la présidence de cette assemblée lors du scrutin du 20 janvier, qui devra *désigner le successeur de M. Pierre* Pflimlin. Deux autres candidats se sont déjà manifestés : MM. Enrique Baron Crespo (socialiste, Espagne) et Henri Plumb (conservateur, Grande-Bretagne). – *(AFP.)*

Un message de Lech Walesa à Andreï Sakharov

M. Lech Walesa et trente-sept autres personnalités de l'opposition polonaise ont adressé lundi 12 janvier un message de sympathie au physicien soviétique Andreï Sakharov pour saluer son retour à Moscou après la levée de son assignation à résidence à Gorki.

Lech Walesa et Andreï Sakharov sont tous deux lauréats du prix Nobel de la paix. *« Votre voix libre atteste qu'une entente fondée sur la souveraineté, les droits des peuples et des individus est possible entre Polonais et Russes »*, écrivent les signataires, qui ajoutent : *« Nous voyons en vous un homme dont la vie témoigne de tout ce que nous estimons beau, sage et admirable dans la conscience russe. »*

Les écrivains Marian Brandys et Tadeusz Konwicki, le cinéaste Andrzej Wajda, les acteurs Tadeusz Lomnicki et Gustaw Holoubek figurent parmi les signataires, aux côtés de nombreuses personnalités de Solidarité.

ESPAGNE : nouvelles négociations avec la Grande-Bretagne

Madrid dénonce l'« intransigeance de Londres » à propos de Gibraltar

MADRID
de notre correspondant

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Ordonez, devait se rendre, ce mardi 13 janvier, à Londres pour y traiter à nouveau avec son homologue britannique, Sir Geoffrey Howe, du problème de Gibraltar. L'exaspération ne cesse de croître dans les milieux diplomatiques espagnols, face à ce qu'on appelle l'*« intransigeance totale »* de la Grande-Bretagne à propos de ce vieux différend.

Cette nouvelle série de négociations, qui doit durer deux jours, est la troisième depuis la signature entre les deux gouvernements, en novembre 1984, de l'accord de Bruxelles. Cet accord, venant après plusieurs autres infructueux, semblait pourtant à même de débloquer enfin le contentieux. Les Espagnols s'engageaient à rouvrir définitivement sans restriction la grille qui séparait, depuis 1969, Gibraltar du reste du continent. Les Britanniques, en échange, acceptaient l'ouverture de négociations avec Madrid, incluant explicitement, pour la première fois, les *« questions de souveraineté »*.

Depuis, ces négociations ont pris l'aspect d'un véritable dialogue de sourds. Les Britanniques invoquent le respect de la volonté des habitants du Rocher – aujourd'hui opposés, dans leur quasi-totalité, à l'idée d'une rétrocession à l'Espagne – pour justifier le maintien du statu quo. Les Espagnols rétorquent qu'il s'agit d'un problème de décolonisation et que, en la matière, la récupération de l'intégrité territoriale passe juridiquement avant toute autre considération.

Les négociateurs espagnols ont fait depuis l'accord de Bruxelles deux propositions concrètes : l'établissement à Gibraltar d'un condominium anglo-espagnol provisoire, ou d'une formule type Hongkong, c'est-à-dire un traité de location à durée déterminée. Dans les deux cas, l'Espagne récupérerait ensuite la *pleine souveraineté sur le territoire* de Gibraltar. Quant aux vingt-cinq mille habitants du Rocher, Madrid a proposé qu'ils aient la double nationalité, espagnole et britannique.

Ces propositions n'ont toutefois pas reçu de réponse. Les négociateurs britanniques souhaitent parvenir au préalable à des accords de coopération ponctuels qui permettraient de détendre le climat avant d'aborder les problèmes de fond. Mais, dans ce domaine également, l'impasse semble totale. L'Espagne se refuse à toute concession qui favoriserait exclusivement les habitants de Gibraltar (comme l'établissement de liaisons maritimes entre le Rocher et plusieurs villes espagnoles) si elle n'obtient pas de contrepartie.

Valeur stratégique

Aucun progrès n'a par ailleurs été réalisé dans les discussions sur une possible utilisation conjointe par les deux pays de l'aéroport de Gibraltar : Londres exige que tous les passagers passent par la frontière britannique, tandis que Madrid demande l'établissement d'une seconde aérogare qui permettrait l'accès direct à la douane espagnole.

Madrid mène actuellement deux autres négociations internationales : sur la contribution de l'Espagne à l'OTAN et sur la réduction de la présence militaire américaine en Espagne. On considère dans la capitale espagnole que les désaccords persistants avec les Etats-Unis sur ces deux dossiers contribuent en partie à expliquer l'intransigeance dont fait preuve Londres, allié privilégié de Washington, sur le problème de Gibraltar, dont la valeur stratégique reste indéniable.

THIERRY MALINIAK.

Asie

SRI-LANKA

Les assiégés de Jaffna

(Suite de la première page.)

Bien que ce soit le rêve de tous les jeunes de Sri-Lanka, ne devient pas « tigre » qui veut...

14 h 35 : un hélicoptère Bell et un petit avion Marchetti, tous deux équipés de roquettes, commencent à tournoyer au-dessus de la cité. Bientôt, leurs mitrailleuses entrent dans la danse et arrosent consciencieusement plusieurs quartiers. Les balles s'abattent en miaulant dans les rues, hachant au passage les bananiers et les manguiers des jardins. Le vacarme est assourdissant. Un vieil homme prend à témoin le visiteur étranger : *« Vous voyez comment ils nous tuent ! Dites-le à l'extérieur. »*

Pour une forte prime, un taxi-scooter, l'un des derniers engins à moteur qui roulent encore dans la ville — toutes les livraisons d'essence et de fuel à la péninsule ont été suspendues depuis une semaine par Colombo, — accepte à contrecœur d'emmener le journaliste en direction des combats, vers le vieux fort hollandais adossé à l'Océan et contigu au bazar de la cité.

Mais, au moment du départ, un obus s'écrase sur un bungalow, juste derrière l'hôpital, à 50 mètres de l'hôtel. Les habitants, miraculeusement indemnes, sortent en hurlant. *« Ces salauds ne respectent même pas l'interdiction de tirer sur l'hôpital »*, maugrée le vieillard. Trois jours plus tard, dans l'enceinte du fort, le commandant de la place nous dira qu'il s'agissait là d'une *« regrettable erreur »*, mais il affirmera aussi que les cent cinquante mille habitants de la ville ont été prévenus de l'imminence d'une opération, ce qui est faux. En attendant, les choses étant devenues très sérieuses, le taxi-scooter fait doubler sa prime.

Etrangement invisibles jusqu'alors, des petits groupes de « boys », pieds nus, chemisette et longui colorés, ont surgi d'on ne sait où, et pris position à tous les carrefours. Cartouches aux hanches, kalachnikovs, pistolets tchèques ou belges et M-16 américains au poing. Les garçons — moyenne d'âge seize ou dix-sept ans — font preuve d'un calme étonnant. Les trois mois d'entraînement intensif pratiqués dans des camps de la région — à Valvettiturai notamment — ont porté leurs fruits.

Il est vrai que les journées y sont longues entre le lever à 4 h 30 et l'extinction des feux à 22 heures, les exercices difficiles — parcours du combattant, leçons de karaté, etc — et la discipline de fer. L'interdiction de fumer ou d'entretenir des relations avec une femme hors mariage est valable pour tous les combattants LTTE, et les entorses sont sévèrement punies.

« Pour entrer chez nous, expliquera le major Rahim, numéro deux de l'organisation pour la wilaya de Jaffna, *il faut faire un double serment de fidélité : à Vellupidai-Prabhakaran, notre chef (présentement replié dans le Tamil-Nadu indien) et à la cause de l'Eelam »*, l'Etat tamoul indépendant que les séparatistes veulent créer dans le nord et l'est de Sri-Lanka. Bref, il faut être prêt à sacrifier sa vie, et, depuis 1983, près de quatre cents « tigres » l'ont déjà fait.

Récompense suprême, les plus valeureux des « martyrs » trônent désormais aux carrefour de tous les quartiers des localités de la péninsule sous forme de statues ou de grands portraits colorés. Nouveau style de l'art révolutionnaire, les posters des héros ressemblent à des affiches de cinéma populaire. Le combattant mort y est représenté en tenue camouflée, l'œil dur, les mâchoires serrées et la main sur le M-16, le RPG-7 ou la kalachnikov. *Rambo*, que tout le monde ici a vu et revu en version sous-titrée tamoule, est passé par là...

INDE
Détroit de Palk
Jaffna
Rameshwaram
Mullaitivu
Mannar
SRI LANKA
Vavuniya
Padavya
Trincomalee
Anuradhapura
Puttalam
Mahaweli
Polonnaruwa
Kurunegala
Batticaloa
Matale
Negombo
Kandy
Amparai
Kegalle
Pidurutalagala
COLOMBO
Nuwara Eliya
Pic d'Adam
Ratnapura
Galle
Hambantota
Matara
0 km 100
INDE
TAMIL NADU
Madras
SRI LANKA

La zone en grisé correspond aux régions à majorité tamoule.

Un revers pour Kittu

A Koddari, le bazar de Jaffna, littéralement adossé au fort hollandais, le spectacle est bien celui d'un champ de bataille. Au centre de la place déserte du marché, deux autobus municipaux touchés par les tirs aériens flambent doucement. Tout autour, dans les échoppes, on tire des rideaux de fer constellés d'impacts de balles. Les *boys*, sur les toits et derrière des remparts de sacs de sable, lâchent sporadiquement des rafales en direction des soldats. Toutes les rues menant au fort sont barrées par des carcasses de camions, des tonneaux remplis de sable et des pneus de poids lourds. A certains endroits, on a même élevé de dérisoires murs de briques suffisamment hauts pour empêcher les soldats de voir ce qui se passe en ville.

Derrière, les *boys* s'activent, transportant des caisses de munitions et des grenades fabriquées sur place à partir d'un modèle quadrillé pakistanais. Au nord de la place, une pluie d'obus s'abat subitement tout près de la tour des télécommunications, point central des combats. Deux villas en dur sont réduites en un clin d'œil à l'état de décombres. Comme beaucoup de Tamouls prospères, leurs occupants ont fui en Europe. Les « tigres » répliquent au mortier et au RPG, tandis que, là-haut, dans le ciel azur, les Bell et les Marchetti continuent leur mitraillage. La bataille se poursuit ainsi par intermittence pendant quatre longues heures.

En fin d'après-midi, les ambulances, sirènes hurlantes, amènent quatorze civils grièvement blessés à l'hôpital, et trois corps en bouillie, étalés sur des tapis, à la morgue, ceux de vieillards qui ne sauront jamais si l'Eelam est un rêve viable. *« C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu plus de victimes »*, commente Kittu, commandant en chef de la wilaya de Jaffna et numéro un de l'organisation. Petit, rablé, crâne dégarni, Kittu — dont le vrai nom est Krishnakumar, — (vingt-six ans) accepte d'un sourire le Coca-Cola qu'on lui tend. Son front ruisselle de sueur et sa chemisette est couverte de poussière. Comme d'ordinaire, il a été tout le temps en première ligne.

Mais, cette fois, il a perdu. L'enjeu de la bataille — l'immeuble des télécommunications, situé à 100 mètres du fort — est désormais occupé par l'armée cinghalaise. A Point-Pedro, à Valvettaturai et ailleurs dans la péninsule, l'armée tentera le lendemain et les jours suivants d'autres sorties. La guerre des cocotiers continue, tandis que les négociations piétinent.

PATRICE CLAUDE.

CHINE

La veuve de Mao serait atteinte d'un cancer de la gorge

Pékin *(Reuter)*. — Mme Jiang Qing, la veuve de Mao, est atteinte d'un cancer de la gorge et serait mourante, a rapporté, lundi 12 janvier, l'hebdomadaire chinois d'expression anglaise *Weekly Digest*, publié à Hefei, dans l'est de la Chine. Le journal indique simplement que la veuve de Mao, âgée de soixante-douze ans, est soignée dans un hôpital de Pékin, et il ne donne aucune autre précision.

Mme Jiang Qing, avait été arrêtée en octobre 1976, un mois après la mort de son mari, avec les autres membres de la « bande des quatre ». En 1981, elle avait été condamnée à mort pour le rôle qu'elle avait joué dans la révolution culturelle. La peine avait été par la suite commuée en reclusion criminelle à perpétuité.

AFGHANISTAN : en réponse aux propositions de Kaboul

Les chefs de la résistance rendront publiques le 17 janvier leurs contre-propositions de paix

Peshawar (Pakistan) *(AFP)*. — Les chefs des sept principaux partis de la guérilla afghane ont pris des *« décisions historiques »*, lors d'une réunion, lundi 12 janvier à Peshawar (ouest du Pakistan), ont annoncé trois de ces chefs, interrogés sur place. MM. Mohammad Nabi Mohammadi, actuellement porte-parole de l'Unité des moudjahiddine d'Afghanistan, Sibghatullah Almojaddedi et Burhanuddin Rabbani, respectivement chefs des deux partis Harakat et du Jamiat Islami, ont annoncé un grand meeting unitaire de la guérilla, samedi prochain à Peshawar, au cours duquel ces décisions seront annoncées.

Aucune information supplémentaire n'a pu être obtenue des dirigeants, qui ont participé à cette réunion, notamment destinée à arrêter en commun les contre-propositions de la guérilla aux offres par Kaboul au début du mois. Ces offres consistaient en l'instauration d'un cessez-le-feu à partir du 15 janvier et la discussion de la formation d'un gouvernement de coalition comprenant des opposants au régime prosoviétique, sans rejeter les chefs de la guérilla. *« Nous avons eu raison d'être optimistes, car nous sommes peut-être proches d'un résultat de notre lutte »*, a toutefois déclaré M. Mohammadi, en tant que porte-parole de la coalition.

Les trois dirigeants interrogés ont confirmé qu'ils étaient prêts à négocier *« à n'importe quel moment »* avec les Soviétiques, si ces derniers le leur proposaient. Plusieurs dirigeants et commandants de la guérilla ont déjà annoncé ces derniers jours des contre-propositions aux offres de Kaboul. Les différentes composantes de la guérilla s'accordent pour exiger des négociations directes avec les Soviétiques, et non avec Kaboul, sur le rapatriement rapide des troupes de Moscou. Mais les positions divergeaient, au moins jusqu'à présent, sur une proposition de confier à des forces de l'ONU un intérim après un éventuel retrait des troupes soviétiques. Les différents partis semblaient aussi avoir des positions différentes sur la possibilité de coexister avec des éléments du régime actuel de Kaboul, la plupart des organisations faisant valoir que leur lutte vise essentiellement à instaurer un régime islamique en Afghanistan.

● **PAKISTAN : les nouvelles émeutes de Karachi.** — Le bilan des émeutes du lundi 12 janvier à Karachi *(nos dernières éditions du 13 janvier)* s'élève à vingt-quatre blessés par balles. La police a ouvert le feu contre des groupes qui protestaient à la suite d'un triple meurtre. L'armée est intervenue pour aider à rétablir l'ordre. Une soixantaine de personnes ont été arrêtées. — *(AFP.)*

Politique

La préparation du congrès du PS

Le poids du passé

La coutume, au PS, veut que les enjeux de pouvoir et les querelles d'appareil interfèrent largement avec le débat d'idées lors de la préparation des congrès. C'est d'autant plus le cas, avant le congrès de Lille du mois d'avril, que l'élection présidentielle est proche et que, désormais, aucun fossé idéologique infranchissable ne semble séparer les courants.

Cette situation politique nouvelle, issue, notamment, du passage des socialistes au gouvernement, s'accompagne d'un partage du pouvoir interne qui est, lui, en partie, hérité du passé. Les responsabilités, dans l'appareil national et dans les appareils départementaux du PS, sont attribuées à la proportionnelle, selon le poids exact de chaque courant de pensée. C'est au moment des congrès que ce poids est évalué, chaque courant « comptant » les votes qui se portent sur la motion qu'il dépose, à condition que tous en déposent une.

Si l'ex-CERES et les rocardiens se sont comptés, le premier au congrès de Bourg-en-Bresse en 1983, les seconds au congrès de Toulouse en 1985, les amis de M. Pierre Mauroy (courant B), eux, ne se sont pas comptés depuis... 1979 (congrès de Metz).

A Toulouse comme à Bourg-en-Bresse, les « mauroyistes » se sont fondus dans la motion majoritaire. Si, comme il est probable, le courant B ne se compte pas, encore une fois, la règle du PS voudrait que les postes dans la direction lui soient attribués en fonction d'une influence mesurée il y a huit ans !

Cette situation est jugée d'autant plus surréaliste par le courant A (mitterrandiste) que la géographie politique interne du PS s'est largement modifiée. Plusieurs places fortes de M. Mauroy se sont effritées : dans les Bouches-du-Rhône, le maire de Lille s'était vu attribuer empiriquement (compte tenu du particularisme marseillais) quelque 30 % de cette importante fédération.

Il semble évident que ce chiffre ne correspond plus à la réalité. De même dans le Pas-de-Calais, M. Daniel Percheron, sénateur et premier secrétaire, vient de « basculer » du côté du courant A.

Les mitterrandistes souhaiteraient donc *« remettre les pendules à l'heure »*, tandis que M. Mauroy est probablement moins pressé... En outre, le courant A, qui est passé de rang de courant majoritaire à celui de courant dominant, aimerait revenir au *statu quo ante*. Selon le principe « diviser pour régner », les mitterrandistes peuvent donc avoir intérêt à ce que tout le monde se compte, même si ces jeux internes ont toutes les chances de laisser l'opinion perplexe.

Pour se compter il faut être plusieurs...

Comme le dit, sous forme de boutade, un dirigeant mitterrandiste, *« finalement, le plus simple, ce serait que tout le monde se compte ». « Mais pour se compter, il faut être plusieurs... »* Le courant A et M. Lionel Jospin sont en effet confrontés à une situation paradoxale : ils souhaitent pousser à la motion des courants qui pour des raisons diverses, ne sont pas très chauds à cette idée. En tout état de cause, si M. Mauroy ne dépose pas sa propre motion, les dirigeants mitterrandistes semblent décidés à trouver un moyen pour réexaminer son influence dans le parti.

Ce débat bizarre se double, à l'intérieur du courant A, du débat sur l'« affaire Poperen ». Si le numéro deux du PS n'a pas vu ses partisans à la direction du parti se multiplier comme par miracle, tel dirigeant mitterrandiste – tout en reconnaissant que le numéro un et le numéro deux du PS n'entretiennent pas les rapports qui conviendraient – trouverait dommage que le parti *« se passe de Jean Poperen »*.

Le même n'est pas prêt à accepter, comme nouveau numéro deux, tel ou tel ancien jeune ministre qui n'aurait *« pas participé à la vie du parti »*. Quant aux amis de M. Pierre Joxe, ils ne veulent pas d'un congrès dont le but essentiel serait l'éviction de M. Poperen.

Cette question risque d'empoisonner l'atmosphère des prochaines semaines, chez les mitterrandistes. En outre, M. Jospin, confronté à la guérilla menée par son numéro deux, est aussi en butte à l'agacement ressenti par plusieurs dirigeants de son courant vis-à-vis de ses méthodes de gestion. Ceux-ci n'ont guère apprécié la façon, *« pas sérieuse »*, jugent plusieurs d'entre eux, dont M. Jospin a mené la négociation interne au courant A.

J.-L. A.

● **Le congrès du PS : une contribution signée par Mlle Isabelle Thomas.** – Parmi les contributions préparatoires au congrès du PS signées par un membre du comité directeur (en l'espèce M. Sylvain Renard) et donc susceptibles, en théorie, de se transformer en motion, figure un texte de Mlle Isabelle Thomas, qui fut l'une des principales figures du récent mouvement étudiant, et de M. Julien Dray, animateur du SOS-Racisme.

● **M. EVIN : *« Des risques d'éclatement du PS. »*** – M. Claude Evin, député socialiste de Loire-Atlantique, et proche de M. Michel Rocard, a estimé, le lundi 12 janvier à Saint-Nazaire, que la contribution déposée par le courant A (mitterrandiste) du PS, qui exprime un souhait explicite que M. Mitterrand soit de nouveau candidat, *« porte en germe des risques d'éclatement du PS »*. M. Evin a jugé que ce texte *« affaiblit le président de la République que la droite cherche justement à réduire au rôle d'un chef de parti »*. Le député de Loire-Atlantique espère qu'il s'agit d'une *« maladresse »* qui *« devra être modifiée »*. M. Evin est *« particulièrement inquiet »* de la façon dont il voit s'engager la préparation du congrès.

Ancien rédacteur en chef de « La Marseillaise »

M. Jean-Noël Tassez rejoint M. Michel Pezet pour lancer « l'Hebdomadaire »

Les lecteurs de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficieront d'un nouvel hebdomadaire au printemps. Le lancement de *l'Hebdomadaire* (titre provisoire) est prévu dans la première quinzaine d'avril (*le Monde* du 23 décembre). Le premier numéro serait tiré à 150 000 exemplaires et une vente de 50 000 à 60 000 exemplaires serait nécessaire pour son équilibre financier. A côté de *« gros investisseurs »* dont les noms sont gardés secret se trouve M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, en opposition ouverte avec les defferristes de la fédération départementale.

Il a fait appel à Jean-Noël Tassez, rédacteur en chef démissionnaire du quotidien communiste *la Marseillaise* (*le Monde* du 22 novembre), pour occuper le poste de directeur de la rédaction. Une équipe de vingt-cinq journalistes environ sera dirigée par Dominique Pons, qui vient de quitter son poste de rédacteur en chef du quotidien toulonnais *Var-Matin-République* (groupe le Provençal). Le PDG de *l'Hebdomadaire* sera M. Michel Kester, ancien directeur général des services de la région.

Hebdomadaire *« complet »* à vocation régionale, *« la formule est inspirée des méthodes de la presse américaine, c'est-à-dire très visuel »*, selon Jean-Noël Tassez. Agé de trente ans, entré comme coursier à *la Marseillaise* à l'âge de dix-sept ans puis, dans la foulée, au PCF, Jean-Noël Tassez explique ses déboires journalistiques avec son parti et le sens de sa démarche.

« Vingt mois à peine après le lancement de la nouvelle formule de *la Marseillaise*, vous avez quitté votre poste de rédacteur en chef. Pourquoi ?

– Cette nouvelle formule avait totalement transformé *la Marseillaise* dans la forme et sur le fond. Plus ouvert, plus crédible, plus informatif, le journal avait commencé à susciter de l'intérêt dans un milieu dépassant l'électorat traditionnel. Ce produit rénové n'a pas été accepté par le parti, propriétaire moral du quotidien, et un certain nombre de ses relais militants, qui, très vite, l'ont accablé de reproches. Le PCF n'a pas toléré qu'un de ses titres, même si *la Marseillaise* a toujours eu une position originale, cesse d'être le journal qu'on « utilise » pour devenir le journal qui « informe », qu'il cesse d'être l'organe de l'esprit de boutique.

– Quels reproches vous ont été adressés ?

– Il y a eu peu d'accidents graves mais un climat d'intolérance s'est développé parmi certains cadres du PCF sur le thème : *« Ce n'est plus notre journal. »* Peu d'accidents politiques, donc. Il y a bien eu une lettre de Gaston Plissonnier (1) nous reprochant d'avoir renvoyé, dans un article, Reagan et Gorbatchev, dos à dos, alors que la position bien connue du PCF est un soutien à Gorbatchev. On nous a reproché aussi d'avoir été très informatifs sur la mort de Gaston Defferre, d'avoir fait notre métier de journaliste. C'est dans ces conditions que j'ai décidé de ne pas continuer car ma volonté était d'aller vers un journal crédible, honnête, ouvert, tolérant, un vrai journal, quoi !

– Votre tentative était-elle réaliste ?

– J'ai sous-estimé le retard fantastique des mentalités au sein de ce parti.

– Avez-vous eu le soutien des responsables de la presse communiste dans votre entreprise ?

– Ils m'ont laissé une paix royale. J'ai transformé un journal militant en journal professionnel car j'estime qu'on ne peut, en même temps, être militant et journaliste. C'est soit l'un, soit l'autre. Ils ont voulu revenir à un journal militant. Il y a des journaux pour lesquels l'actualité n'est qu'un élément d'illustration de ce qu'ils ont, de toute façon, décidé de dire à leurs lecteurs. Là n'est pas ma conception. Pour autant, nous ne sommes pas fâchés.

– Vous sentez-vous toujours communiste ?

– Je l'ai été, je ne le suis plus. Je suis à gauche, mais je suis moi, même. A aucun prix, je ne voudrais retomber dans un esprit de système. Je ne peux pas renoncer à la tentative d'explication, complexe, du réel au profit d'un quelconque enrégimentement. Je suis définitivement guéri des bataillons qui marchent au pas et je n'ai aucune envie de jouer les porteurs d'eau pour qui que ce soit.

– Vous prétendez ne rouler pour personne mais vous concevez un journal dans lequel un responsable socialiste marseillais, M. Michel Pezet, est largement partie prenante.

– D'abord, Michel Pezet est une personnalité tout à fait honorable. Ensuite, je ne vois pas pourquoi sa présence parmi beaucoup d'autres, au moment de la création d'une nouvelle entreprise de presse, serait pour moi une charge quelconque. Je participe, avec quelques amis venus de tous les bords, à la création d'un hebdomadaire de type nouveau. Michel Pezet est parmi eux. Il se trouve à sa place, qui est celle d'un initiateur parmi d'autres, sans aucune intention ni possibilité de mettre le journal qui va naître à son service ou même au service du parti qui est le sien.

– Vous ne craignez tout de même pas que vos anciens amis vous accusent d'être un traître passé à l'ennemi ?

– Mes anciens amis, je m'en charge. Et si je comprends bien ce qui se dit depuis quelque temps, c'est plutôt de mes nouveaux amis dont je devrais me méfier. J'ai la ferme intention de ne pas permettre aux nouveaux de jouer le rôle que tenaient les anciens, c'est-à-dire d'exercer des pressions au profit de leurs ambitions, en oubliant qu'un projet de presse exiger une respiration totalement pluraliste et professionnelle. Mais je n'ai aucune raison, non plus, de douter des déclarations faites à ce sujet par Michel Pezet.

– Cet hebdomadaire ne sera donc pas, à vous croire, une machine de guerre pezetiste contre les defferistes...

– En aucun cas. D'ailleurs, il ne sera pas une machine de guerre. Il n'est dirigé ni contre l'actuel maire de Marseille et ses amis ni contre M. Gaudin, président du conseil régional. Il n'est contre personne, il est pour quelque chose. Ce quelque chose, c'est un besoin d'information à satisfaire en région. Il faut sortir du système absurde dans lequel nous sommes enfermés depuis quarante ans. Cessons de faire des journaux pour des clientèles politiques étroites. Il faut sortir du systématisme pour tenter de dire ce qui se passe dans la région. J'ajoute qu'un tel projet est tout à fait nécessaire pour Montpellier et Nice, où les lecteurs n'ont pas le choix de s'informer en dehors d'un quotidien unique.

– Vous ne voudriez pas, par hasard, réaliser le parfait organe de presse de la cohabitation qui fera plaisir à tout le monde en dehors des communistes ?

– Je ne pense pas en termes de cohabitation. Ni pour faire plaisir ou pas aux communistes. Je veux simplement faire un journal avec des journalistes venus de tous les horizons, de tous les quotidiens régionaux installés dans la zone de diffusion et qui veulent tenter l'aventure. Avec la seule préoccupation de pousser plus loin leur métier. Le pari, c'est de savoir si aujourd'hui la France est mûre pour accueillir des projets de presse régionaux indépendants. Vous imaginez bien ma réponse. »

Propos recueillis par
OLIVIER BIFFAUD.

(1) Doyen du bureau politique, membre du secrétariat du comité central du PCF chargé de la coordination du travail du BP et du secrétariat.



BIBLIOGRAPHIE

«Monsieur Barre», de Henri Amouroux

Sans la liberté de blâmer...

Ce livre comme dirait le cher professeur est une somme... Plus de cinq cents pages, deux années pleines d'un travail méticuleux et obstiné. Rarement homme politique n'aura eu droit de son vivant à tant d'égards. Après avoir mis un point final à sa longue histoire des *Français sous l'occupation*, l'historien et journaliste Henri Amouroux vient de nous livrer la première véritable biographie de M. Barre. *Monsieur* un titre qui manque sans doute d'originalité. D'autres choix s'offraient à l'auteur. *« Barre sous l'occupation Chirac »... « Barre Raymond : une certaine idée de soi... » « Barre ou l'espoir au présent »* ou tout simplement *« Vivement demain »*. Henri Amouroux a préféré sortir de cet embarras de couverture en allant au plus simple. *Monsieur Barre*. Derrière la révérence, on pouvait difficilement faire plus sérieux.

C'est que ce livre est sérieux. Sérieusement écrit, à partir de références sérieuses et d'une sérieuse enquête sur une carrière sérieuse d'un sérieux client. Ce qui est fait n'est donc plus à faire. En refermant ce livre, on n'ignore plus rien de l'enfance réunionnaise, pas toujours très rose, du jeune Raymond – que l'auteur reproche, fort mal à propos, à ce journal (1) d'avoir retracée – de son cursus sur la planète universitaire et des circonstances hasardeuses de sa naissance en politique. *« L'homme le plus mal connu des hommes connus »*, pour reprendre l'expression de l'auteur, l'est sans doute beaucoup moins au terme de cet ouvrage.

Ce livre est aussi le fruit d'une grande complicité entre l'écrivain et son personnage. Une complicité édifiée sur dix années de fréquentations lyonnaises quand celui-là était directeur et éditorialiste du *Journal Rhône-Alpes* et celui-ci, tout nouveau député de la cité des Gaules.

Henri Amouroux confesse – ce que l'on avait cru deviner – avoir été depuis ce temps *« partisan des principes »* de M. Barre.

Et tout naturellement il lui sait gré également d'avoir facilité *« avec affabilité et précision »* sa tâche d'enquêteur. Nulle doute que sans ses bonnes dispositions partagées, une telle biographie n'eût pu être menée à bien sur un Monsieur Barre qui, jusqu'à présent, s'était toujours montré extrêmement réticent à toute incursion dans son jardin secret. Mais une telle complicité ne recèle pas que des avantages pour le lecteur. *« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloges flatteurs »*, a dit M. de Beaumarchais.

Si bien des détails inconnus sur la vie de M. Barre affleurent au cours de ces pages, sur bien des chapitres le journaliste manque parfois de l'indispensable recul par rapport à son sujet et l'historien de l'utile vision d'ensemble sur la période considérée. Ainsi peut-on regretter – encore que nous croyons savoir que l'un et l'autre aient refusé d'accéder à ses demandes d'entretien – que Henri Amouroux passe rapidement sur les rapports tumultueux de son héros avec M. Chirac et délicieusement compliqués avec M. Giscard d'Estaing.

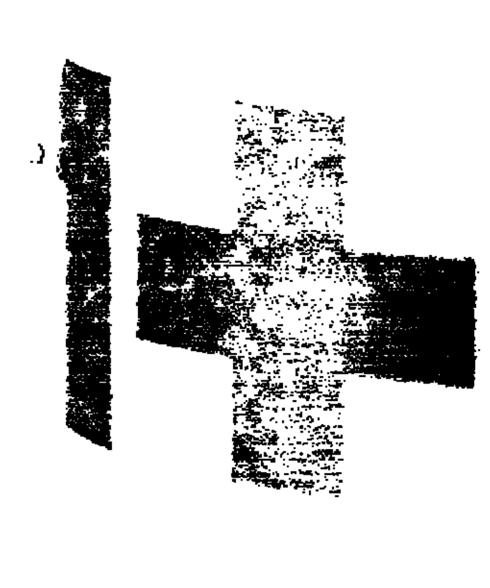
On peut comprendre qu'à quelques foulées de la banderole présidentielle M. Barre n'ait point tenu de lui-même à en rajouter sur le bilan de son expérience quinquennale à Matignon. Il y aurait eu là incontestablement quelques bonnes feuilles à nourrir, ce que hélas ! l'auteur s'est dispensé de faire pour le plus grand réconfort de l'électeur de la majorité actuelle.

Un livre a toujours son message et son objectif. Du point de vue politique, il s'affiche ici sans détours : montrer, comme il se plaît lui-même à l'affirmer que ce Monsieur Barre a le *« cerveau gaullien »* et le *« cœur démocrate-chrétien »*. Gaullien ? *« Lorsqu'il se présentera aux suffrages des Français »*, observe en conclusion Henri Amouroux, *M. Barre a toujours affirmé que le dialogue serait un dialogue entre les Français et lui...* » Malgré ses imperfections, ce livre constitue en tout cas un repère précieux dans la recherche et la poursuite de ce dialogue.

D. C.

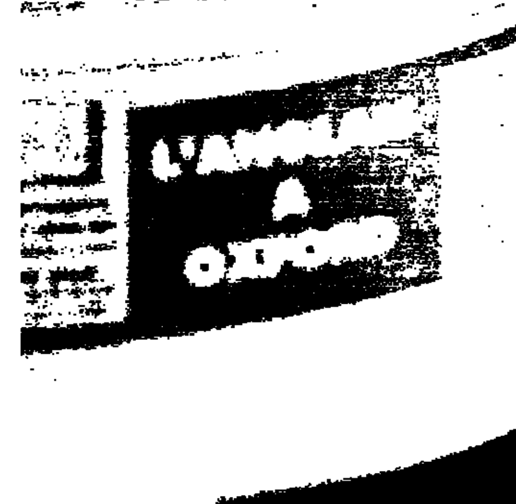
(1) *Cf. le Monde* du 30 mai 1985.

* *Monsieur Barre*, édition Robert Laffont, collection « Notre époque ». Prix : 125 F.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Société

JUSTICE

L'inculpation de Thierry Roussel

L'exploitation financière d'un tremblement de terre

Un entrefilet par-ci, un articulet par-là... Pour un peu, l'inculpation de M. Thierry Roussel pour *« banqueroute par détournement d'actif social avec abus de biens sociaux et faux en écritures de commerce »*, notifiée le jeudi 8 janvier à l'intéressé par M. François Duclaud, juge d'instruction à Nanterre (*le Monde* du 13 janvier), passerait inaperçue...

Après le tremblement de terre d'El Asnam (Algérie) en 1980, M. Roussel, par sociétés écrans interposées, joue les intermédiaires entre les Algériens et les sociétés françaises chargées de la reconstruction. Il en résulte des rémunérations occultes et des détournements de fonds...

Voilà une affaire qui réunit pourtant, si l'on en juge par les premiers éléments du dossier, tous les ingrédients dignes des séries américaines !

La personnalité de l'inculpé, d'abord, n'est pas de celles qui peuvent laisser indifférent : play-boy de trente-quatre ans, né à Neuilly-sur-Seine mais installé à Saint-Moritz (Suisse), membre de la « jet-society », le mari de Mme Christina Onassis, qui fréquente le monde de la finance internationale, n'est assurément pas un prévenu banal.

Le délit qui est actuellement reproché à M. Thierry Roussel, à la suite de la mise en liquidation judiciaire d'une société de bâtiment et de travaux publics – la SEAL-Baticlub – intervenue le 17 décembre 1985, avec un passif dépassant les 100 millions de francs, constitue simplement, selon les investigations de la police et du juge d'instruction, le fil visible d'une vaste toile d'opérations financières occultées...

L'enquête de la brigade nationale des affaires économiques et financières, conclue en mars dernier, ainsi que la commission rogatoire internationale adressée en juillet aux autorités judiciaires helvétiques, indiquent que cette affaire à tiroirs a commencé par une catastrophe naturelle : le tremblement de terre qui frappa l'Algérie en 1980, détruisant notamment la ville d'El Asnam.

C'est alors, en effet, que M. Thierry Roussel apparaît – dans le cadre de la solidarité aussitôt proposée par Paris à Alger – comme l'intermédiaire qui permettra aux entreprises françaises intéressées par les travaux de reconstruction d'être les bénéficiaires de la plupart des appels d'offres lancés par les Algériens. Moyennant, comme c'est l'usage, des commissions importantes. *« M. Roussel, qui apparaissait comme le seul interlocuteur auprès des entreprises françaises, fixait la rémunération de son intervention à un pourcentage du montant des marchés obtenus, les factures de commission étant établies par l'une des sociétés dont il est actionnaire majoritaire, à savoir Gradient groupe, ou Gradient créations, ou Gradient promotion et commercialisation »*, précise le rapport du ministère de l'intérieur sur la base duquel le parquet a engagé ses poursuites.

Sociétés écrans

D'autre part, *« M. Roussel informait les entreprises bénéficiaires de ces marchés algériens que des rémunérations occultes devaient également être effectuées à des sociétés étrangères, derrière lesquelles se trouvaient selon ses dires des personnalités algériennes, intermédiaires obligés pour l'obtention des marchés ; la loi algérienne réprimant sévèrement ces actes, les bénéficiaires de ces sommes ne pouvaient apparaître en nom et devaient donc user de sociétés-écrans. »*

La SEAL-Bâticlub n'était que l'une des quelque vingt entreprises françaises ainsi intéressées à l'affaire, associée d'ailleurs à treize autres à l'intérieur d'un groupement d'intérêt économique – le GIE Batimex – créé pour la circonstance sur l'initiative de M. Roussel.

Les principales sociétés écrans étaient au nombre de quatre : la MEICO (Middle East International Company), sise à Beyrouth, la NIBLAN Holdings Inc., sise à Panama, la SA Aramis, sise à Djibouti, et la NADOR Ltd., sise à Londres, représentées toutes quatre par des mandataires en Suisse.

Le montant des commissions exigées par M. Roussel était fixé à environ 8 % des marchés, la moitié des sommes étant donc destinées, en principe, à des intermédiaires algériens.

Tout cela serait demeuré dans l'ordre des pratiques financières habituelles si le patron du groupe Gradient n'avait été suspecté par certains de ses créanciers d'avoir illégalement, au fil de ces opérations détourné d'autres fonds à leurs dépens, puis soupçonné par la police d'avoir contrevenu à la législation économique et financière, et enfin accusé de n'avoir pas tenu ses engagements à l'égard des Algériens. A ce sujet, une plainte a même été déposée contre lui pour « abus de confiance » par l'un des deux pieds-noirs qu'il avait employés pour approcher les services algériens, M. Roger Caruana, demeurant à Paris.

Il semble que, pour M. Roussel, le bilan financier de l'opération ait été très positif puisque, à en croire la brigade économique et financière du ministère de l'intérieur, le total de toutes les commissions versées par les entreprises directement à leur intermédiaire ou aux sociétés écrans contrôlées par lui s'est établi à environ 107 millions de francs entre 1981 et 1984 : Batimex a versé 33 millions en 1981, la SEAL-Bâticlub 7,9 millions en 1983, la société lyonnaise Pitance, 34,1 millions de 1982 à 1984 et la société FEAL-France (Bagneux), 32,3 millions de 1980 à 1983.

Implications politiques

Enfin, il apparaît que cette affaire présente quelques implications politiques qui lui ont été données par l'ancien employé de l'inculpé, M. Caruana. Dans l'une de ses dépositions enregistrées par la police, celui-ci aurait, en effet, indiqué qu'une partie des commissions perçues par M. Roussel en 1981 et initialement destinées aux intermédiaires algériens avait été, en fait, *« versée à une personnalité importante en campagne électorale »*.

A l'époque, c'est la Banque française pour le commerce extérieur, présidée par M. François Giscard d'Estaing, qui avait assuré le financement de l'opération engagée en Algérie par le groupement Batimex, en association avec le groupe Gradient de M. Thierry Roussel, tandis que ce dernier participait personnellement, par l'intermédiaire d'une agence de publicité fondée par ses soins – la AEA, – à la promotion électorale du président de la République sortant.

Pour le moment, M. Roussel n'a pas encore été entendu par le juge d'instruction sur le fond du dossier. Le sera-t-il, d'ailleurs ? Cela n'est pas sûr si l'on en croit une rumeur qui hante le palais de justice de Nanterre selon laquelle l'affaire pourrait n'avoir aucune suite si l'inculpé parvenait, comme il semble s'y employer, à dédommager les plaignants qui le poursuivent. Le héros de cet imbroglio n'est-il pas un homme plein de ressources ?

ALAIN ROLLAT.

A Dijon

Condamnation de deux responsables d'un centre de désintoxication pour drogués

Le tribunal correctionnel de Dijon a condamné, vendredi 9 janvier, à un an de prison avec sursis, assorti d'une amende de dix mille francs, deux responsables d'un centre de désintoxication pour drogués poursuivis pour *« non-assistance à personne en danger »* à la suite du décès d'une de leurs *« patientes »*. Les deux hommes, Bernard Mahieu, cinquante-sept ans, directeur-adjoint du centre Narconon de Grancey-sur-Ource (Côte-d'Or) au moment des faits, et de Philippe Chavanne, vingt-trois ans, *« superviseur de cours »*, devront, en outre, verser la somme de 393.000 francs à la famille de la victime, Jocelyne Dorfman, trente-cinq ans, originaire de Crosne (Essonne). Celle-ci était morte le 23 novembre 1984, quelques heures après son arrivée au centre, d'une crise d'épilepsie que les deux responsables avaient confondu avec un *« état de manque »*.

L'incarcération de trois enfants

Un communiqué du Syndicat des avocats de France

Après la parution dans le Monde *du 10 janvier d'un article intitulé « Trois enfants en prison », le Syndicat des avocats de France nous a adressé le texte suivant :*

« Après l'incarcération pendant quarante-huit heures de trois enfants âgés pour deux d'entre eux de dix ans et pour le troisième de douze ans par un juge d'instruction du TGI de Bobigny, le Syndicat des avocats de France rappelle son opposition constante à la détention provisoire de mineurs de seize ans.

» En l'espèce, un projet éducatif avait été proposé dans le cadre de l'ordonnance de 1945 au juge. Ce dernier a cependant préféré incarcérer des enfants qui, n'ayant pas atteint l'âge de treize ans, sont d'ailleurs considérés par la loi comme pénalement irresponsable. Le SAF condamne vigoureusement de telles pratiques et réaffirme son attachement au principe de la primauté de l'éducatif sur le répressif, qui régit à ce jour la protection judiciaire de la jeunesse. Il s'indigne du développement d'un recours de plus en plus fréquent à l'incarcération qui est à rapprocher des inquiétants projets du garde des sceaux en matière d'éducation surveillée. »

CORRESPONDANCE

Une lettre des avocats de M. Gérard Toth

A la suite d'une information parue dans le Monde *du 11 décembre, les avocats de M. Gérard Toth, ancien directeur de Renault-Sports, inculpé d'abus de biens sociaux, nous demandent de publier les précisions suivantes :*

M. Gérard Toth, inculpé d'abus de biens sociaux, est pour l'heure présumé innocent. Les allégations journalistiques tenues contre lui sont fausses (la société bénéficiaire de fonds existe, et traces des règlements également).

Renault connaissait l'existence des contrats Ken-Tyrrell incriminés. M.Gérard Toth n'a commis aucun détournement au préjudice de Renault.

M. Gérard Toth réserve ses explications au juge d'instruction et ce sans préjudice de toute autres actions, notamment en diffamation et en dommages et intérêts.

A Ajaccio

Vives protestations des nationalistes corses après le transfert de M. Alain Orsoni à Paris

AJACCIO
de notre correspondant

M. Alain Orsoni, trente-trois ans, conseiller régional de Corse (Mouvement corse pour l'autodétermination), a été transféré, lundi 12 janvier, d'Ajaccio à Paris par avion spécial (*le Monde* du 13 janvier) en exécution d'un mandat d'amener délivré par M. Jean-Claude Vuillemin, juge d'instruction., Celui-ci devait lui notifier deux inculpations : *« reconstitution de ligue dissoute »* et *« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise individuelle ou collective et ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur »*. M. Orsoni a été placé sous mandat de dépôt en attendant sa comparution devant la quatorzième chambre du tribunal de Paris, spécialisée dans la lutte anti-terroriste.

A Ajaccio, M. Gaston Carrasco, procureur de la République, a confirmé que les policiers avaient découvert dans les locaux du bar A Merenda exploité par les frères Alain et Stéphane Orsoni, un certain nombre de documents établis par l'ex-FLNC. Les uns se trouvaient dans le tiroir-caisse, les autres derrière la machine à café. Il s'agit du bulletin de la *« coordination politico-militaire »* et de bulletins également internes à l'organisation qui dressent le bilan de l'action menée en novembre et décembre 1986 et dégagent les lignes de force de l'action à mener en 1987. Ces documents, selon les enquêteurs, sont établis par la direction nationale de l'ex-FLNC, qui compterait quatorze membres.

Sept régions autonomes

Pour le parquet, l'ex-FLNC s'est totalement restructuré, divisant l'île en sept régions autonomes, elles-mêmes divisées en secteurs et ces secteurs en groupes. Les bulletins en question feraient l'objet d'une diffusion restreinte qui n'irait pas au-delà des chefs de secteur. C'est cela même, qui, toujours de même source, donne son importance à la découverte, au point que des enquêteurs se demandent si on peut les imputer à Alain Orsoni ou bien s'il en était l'un des destinataires.

M. Orsoni, indique-t-on, n'a répondu à aucune question et, sur le fait de savoir pourquoi ces documents se trouvaient dans l'établissement, il aurait simplement répondu : *« On a dû les glisser sous une porte. »*

Pourquoi Alain Orsoni a-t-il été transféré à Paris ? C'est la première fois que les nouvelles dispositions légales sont appliquées en Corse, explique M. Carrasco. Samedi matin, au lendemain des *« interpellations et des perquisitions, j'ai informé le parquet de Paris, qui a fait savoir le lendemain, en liaison avec la chancellerie, qu'il allait se saisir du dossier. Parallèlement, nous avons demandé à être dessaisi, en raison de la personnalité de M. Alain Orsoni et de la nature de l'affaire. Paris a donc ouvert une information, délivré un mandat d'amener et notifié l'inculpation. »*

L'interpellation et le transfert à Paris de M. Alain Orsoni ont provoqué les vives protestations des nationalistes, qui annoncent deux rassemblements, l'un à Bastia, mercredi 14 janvier, l'autre à Ajaccio samedi prochain. Dans une conférence de presse réunie à Ajaccio, M. Pierre Poggioli, conseiller de Corse et chef de file du MCA (Mouvement Corse du sud), a dénoncé le fond et la forme de la chasse aux sorcières, déclenchée par un gouvernement particulièrement répressif.

M. Poggioli a affirmé que M. Orsoni n'est ni propriétaire ni employé de l'établissement et que, de ce fait, des documents saisis pouvaient avoir été adressés à n'importe qui. Les policiers avaient été amenés à intervenir dans cet établissement en vue d'interpeller un jeune nationaliste, M. Jean Nicoli, le numéro minéralogique de sa voiture figurant dans l'agenda d'un commerçant tué à Ajaccio le 31 décembre 1986.

Marc Gargui, qui refusait de se soumettre au versement de l'« impôt révolutonnaire » de l'ex-FLNC.

M. Nicoli se trouvait dans son village ce jour-là, mais la perquisition effectuée avait permis de saisir un revolver Smith et Wesson 357 pour la détention duquel il n'avait pas demandé le renouvellement de son autorisation. Il a été condamné lundi matin à six mois de prison avec sursis par le tribunal de grande instance d'Ajaccio.

PAUL SILVANI.

Au tribunal de Paris

Fortune est vie privée

Informés par le journal *l'Expansion* que celui-ci entendait les faire figurer parmi les détenteurs des cent premiers patrimoines individuels privés de France, deux présidents de société opposés à cette intention viennent d'obtenir en référé une décision interdisant à la société éditrice de publier dans l'article ou l'étude projeté *« toute mention concernant leur fortune ou leurs avoirs nets personnels ou les éléments de leur patrimoine »*.

Les demandeurs, pour lesquels plaidaient Me Paul Haennig et Sauveur Vaisse, faisaient valoir que les divulgations qu'entendait faire *l'Expansion* constituaient une atteinte au principe de protection de la vie privée, ajoutant que, par les temps qui courent, de telles informations pouvaient inciter à des enlèvements, demandes de rançons ou même attentats terroristes.

Pour Me Daniel Amson, avocat de *l'Expansion*, de tels arguments ne pouvaient être invoqués. La fortune des deux demandeurs, disait-il en substance, est déjà connue du grand public. Quant à l'enquête projetée, inspirée des méthodes de la presse anglo-saxonne, loin de porter atteinte à la vie privée, elle n'a pas d'autre but que de *« permettre aux acteurs de la vie économique d'avoir une meilleure connaissance des réalités »*.

L'ordonnance rendue lundi 12 janvier par M. Jean-Michel Guth, premier vice-président au tribunal de Paris, ne partage pas ces sentiments.

« L'article envisagé, expose-t-elle, *n'entend pas procéder à une étude économique et financière des sociétés dirigées ou animées par les personnes en cause, mais il entend bien publier la liste des cent Français les plus riches et la méthode adoptée aboutit à une estimation chiffrée des actifs nets personnels. » « Or*, ajoute l'ordonnance, *la divulgation du montant de la fortune personnelle distincte de la valeur estimée ou réelle de toutes les sociétés dans lesquelles les plaignants peuvent avoir une participation justifie l'application des dispositions protectrices de l'article 9 du code civil concernant la vie privée. Certains textes dérogatoires au droit commun dans le domaine financier ou fiscal ne peuvent être tenus comme limitant cette protection. Quant à l'argument tiré des mœurs ou des mentalités anglo-saxonnes, il apparaît dépourvu de pertinence, compte tenu de l'attachement des Français au secret des affaires, au secret fiscal et à tout ce qui touche leur patrimoine. »*

Enfin, M. Guth considère lui aussi, dans sa décision, que *« dans le cadre des événements dramatiques survenus depuis quelques années en France, en Allemagne, en Italie ou dans le Benelux, aucune juridiction, quelle que soit sa conception – extensive ou non – des droits des journalistes et des groupes médiatiques quant à l'information du public, ne peut pas ne pas prendre en compte le risque, même éventuel, d'exposer tel ou tel dirigeant de société en révélant l'étendue de cette fortune personnelle, réelle ou estimée, aux attaques de racketteurs, ravisseurs ou autres attentats des groupuscules révolutionnaires. »*

L'Expansion a décidé d'interjeter appel de cette ordonnance.

J.-M. THÉOLLEYRE.

RELIGIONS

Visites « ad limina » au Vatican

Les relations se sont détendues entre Rome et l'épiscopat français

ROME
De notre correspondant

Le pape a reçu, le lundi 12 janvier, les trois archevêques et cinq évêques du centre de la France, premiers des 110 prélats qui, regroupés dans l'une ou l'autre des neuf régions apostoliques de l'Hexagone, accompliront en 1987 la traditionnelle visite quinquennale *« ad limina apostolorum » (« au seuil des apôtres »* Pierre et Paul) (1).

Cette ancienne tradition, rendue obligatoire en 1585 par le pape Sixte Quint, permet aux trois mille et quelques évêques du monde entier de rendre périodiquement compte au pape de l'état de leur diocèse et d'entendre de sa part les recommandations, à portée universelle ou locale, qu'il aurait à formuler.

La pratique veut que les visiteurs soient reçus, individuellement puis en groupe, par le pape, ainsi que par les chefs des principaux dicastères (ministères et services) de la curie romaine. Ils expliquent, plus qu'ils n'interrogent, mais ne considèrent pas pour autant venir « au rapport » : c'est plutôt un ressourcement spirituel, symbolisé par le recueillement sur le tombeau de saint Pierre, et un temps fort de la pratique de la collégialité avec l'évêque de Rome.

« Au cours de ma visite en France, au mois d'octobre, il m'a semblé que, à présent, les chrétiens reconnaissent volontiers la richesse de leur héritage », a déclaré Jean-Paul II aux huit évêques. L'essentiel était dit. Il donne la mesure du chemin parcouru depuis le fameux *« France, qu'as-tu fait des promesses de ton baptême ? »*, lancé par le pape au Bourget, lors de son premier déplacement dans l'Hexagone en 1980. De fait, les évêques du Centre paraissaient presque gênés d'avoir à reconnaître, à l'issue de leur semaine *« ad limina »*, qu'on aurait cette fois vraiment *« cherché des points d'incompréhension »* entre Rome et l'Eglise de France.

On est loin du climat tendu des deux précédentes visites : celle de 1977, au cours de laquelle le très courtois Paul VI avait, non sans brutalité, réprouvé les Français pour leur *« lassitude »* et cette crise de leur Eglise qu'ils n'avaient pas su prévenir ; en 1982 également, des thèmes brûlants figuraient au programme : celui de la réforme de la catéchèse et la question de l'enseignement libre, qui allaient « exploser » publiquement en 1983 et 1984.

« Cette fois, ce fut vraiment fraternel, détendu, simple et sans vacherie ! », s'est émerveillé devant nous un vieux routier de ces visites. Les thèmes délicats (l'indifférence religieuse des jeunes, la baisse des vocations, les questions relatives à la bio-éthique et à la paix, etc.) n'ont pas été abordés par le pape devant un auditoire exclusivement français, car ils intéressent le monde entier. Dans d'ultérieures rencontres, Jean-Paul II indiquera quelle devrait être la contribution spécifique de l'Eglise de France à la solution de ces problèmes.

Déchristianisation

Le bilan traditionnellement dressé pour l'occasion par le président de la région – en l'occurrence Mgr André Quelen, évêque de Moulins – est l'un des outils grâce auxquels le Saint-Siège est l'une des institutions les mieux informées qui soient sur l'état du monde.

Des neuf départements du centre de la France émerge ainsi l'image d'une région en grave difficulté industrielle (seules marchent bien les usines d'armement !) et en perte de vitesse rurale : chômage, exode des jeunes, nouvelles pauvretés, montée de l'individualisme avec parfois des réactions violentes... Au plan religieux, l'élément dominant est certainement un vif développement du diaconat, ainsi que de la prise de responsabilités par les laïcs, en réponse à une stagnation des vocations de prêtres. Le Renouveau charismatique, notamment chez les jeunes, y est une autre donnée notable.

Cela n'empêche pas une évidente déchristianisation : les assemblées dominicales en l'absence de prêtres se multiplient. Un problème « douloureusement » vécu est celui des divorcés-remariés, en nombre croissant : le magistère de l'Eglise, qui leur interdit l'accès aux sacrements, est *« considéré comme trop dur par beaucoup, même des prêtres »* souligne Mgr Quelen.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) La région apostolique du Centre regroupe les diocèses de Blois, Bourges, Chartres, Moulins, Nevers, Orléans, Sens et Tours. Le calendrier des visites « ad limina » est le suivant : régions Nord du 19 au 24 janvier ; Est du 26 janvier au 2 février ; Sud-Ouest du 3 au 8 février ; Ouest du 10 au 17 février ; Ile-de-France, du 23 au 28 février ; Centre-Est, du 16 au 23 mars ; Midi du 23 au 28 mars. Les évêques de la région Provence seront reçus en septembre.

هكذا من الأصل

Société

SPORTS

Le rallye Paris-Alger-Dakar

Des motards sur le sable

TAHOUA
de notre envoyé spécial

La douzième étape du rallye Paris-Dakar, courue lundi 12 janvier entre Agadès et Tahoua, n'a pas posé de problème aux deux cent douze concurrents encore présents. Mais au départ comme à l'arrivée, 518 kilomètres plus loin, les trois mises hors course annoncées par Patrick Verdoy ont provoqué les commentaires de motards souvent « en colère ».

Après une journée de détente, un repos sabbatique bien mérité, et des heures de bricolage pour les mécanos, personne n'avait prévu dans la caravane que les responsables de l'épreuve prononceraient des exclusions. Et pourtant c'est ce qui est arrivé lundi matin lors de l'habituel briefing d'avant départ. Au bivouac d'Agadès face à des concurrents pour une fois reposés et tout propres, Patrick Verdoy, directeur de l'épreuve, a laissé tomber la sentence : trois motards étaient exclus du rallye. La décision avait été prise dans la nuit et ne souffrait pas de discussions.

Malgré l'imminence du départ, les motards ont accueilli ces propos avec des murmures de désapprobation. Voir refuser à trois collègues leur feuille de route sous prétexte qu'ils ont commis des fautes lors d'étapes précédentes a le don d'irriter les pilotes de motos. *« Voilà une sanction qui est annoncée bien tard »*, grommelait dans son casque Gaston Rahier. *« Les organisateurs auraient pu au moins avoir la délicatesse de signifier leur décision avant le dernier moment. »*

Que s'était-il passé pour provoquer, pour la première fois depuis le départ, la foudre des organisateurs? Deux incidents, deux petits faits comme il s'en produit beaucoup depuis le début du rallye, mais qui cette fois ont provoqué le courroux des commissaires. La première affaire est déjà ancienne. Et, comble d'ironie, a été connue d'abord en France avant que « Radio-Rallye » la diffuse. Lors d'une étape spéciale en Algérie, Ouargla-El Golea, deux concurrents italiens auraient été aperçus d'un hélicoptère alors qu'ils échangeaient leurs engins. Une photo prise à ce moment-là et publiée par un quotidien parisien montre les deux motos avec le même numéro de course. *« Un film confirme ces faits »*, assure Patrick Verdoy, sûr d'avoir rassemblé un faisceau de preuves suffisant.

Alessandro de Pietri, qui fête son quatrième Dakar, et Franco Gualdi, trois fois champion d'Italie d'enduro, protestent de leur bonne foi. Le premier, stomatologue de son état, assure que sa cinquième place au classement général ne le poussait pas à tricher. *« Voilà la porte ouverte à l'arbitraire »*, s'étonne Hubert Auriol, l'autre pilote de l'équipe Cagiva. Le Français reproche aux organisateurs de ne pas apporter suffisamment de preuves et juge que cette décision, qui le prive de l'aide de deux coéquipiers, a été prise à la légère.

Pénalisé pour une « bêtise »

Deuxième affaire, deuxième source de mécontentement : Gilles Lalay a passé le contrôle d'Agadès en poussant sa Honda. Quatrième au classement général, le jeune pilote du Limousin, aurait dû, comme le prévoit le règlement, *« franchir la zone de contrôle le moteur en marche »*. Les commissaires sportifs estiment qu'il aurait dû réparer avant de passer le point d'arrivée.

Pour Cyril Neveu, toujours premier au classement général, cette mesure *« est dure pour Gilles »*. Selon lui, le deuxième du Paris-Dakar 1986 se trouve pénalisé pour une *« bêtise »*. Beaucoup de pilotes jugent d'ailleurs que les sanctions prises ce lundi procèdent d'un équilibre subtil entre diverses écuries afin de ne pas avoir l'air de s'attaquer seulement aux pilotes italiens. *« Il était important de ne pas laisser ces affaires dans l'ombre,* affirme Patrick Verdoy *afin de conserver au Dakar tout sa rigueur sportive. »*

Pendant ce temps à Tahoua comme dans les villages environnants, on célébrait par un jour de fête le retour du général-président, enfin sorti de l'hôpital de la Salpêtrière. Une occasion supplémentaire pour les Nigériens de venir applaudir les trois Peugeot qui ont une nouvelle fois occupé — Mehta en tête — les premières places au classement de l'étape.

SERGE BOLLOCH.

VOILE : la finale de la Coupe Louis-Vuitton

« Stars and Stripes » gagne la première régate

Avec un jour d'avance sur les défenseurs australiens, les challengers de la Coupe de l'America ont disputé le mardi 13 janvier à Fremantle la première régate de la finale de la Coupe Louis-Vuitton. *Stars and Stripes* l'a emporté avec 1 min. 20 sec. d'avance sur *New Zealand*, qui n'avait subi jusqu'ici qu'une seule défaite.

Afin de semer le doute dans l'esprit des Néo-Zélandais, Dennis Conner, skipper de *Stars and Stripes*, s'apprêtait, le lundi 12 janvier, à révéler un atout technique et psychologique un peu comparable à la quille à ailettes des Australiens, dont lui-même et son équipe avaient été victimes en 1983 *(nos dernières éditions du 13 janvier)*. Pour la finale de la Coupe Louis-Vuitton, la carène et les appendices du challenger américain sont recouverts d'un film plastique rayé de fines zébrures susceptibles de limiter les effets de tourbillon sur une coque lisse. Ce film aurait été testé avec succès sur la quille et le safran lors des demi-finales contre *USA*.

Privant son adversaire de l'effet de surprise, Chris Dixon, skipper de *New Zealand*, a annoncé le premier qu'il connaissait le procédé utilisé par les Américains, ajoutant même : *« Nous aussi, nous avons essayé le film plastique. Mais, devant la médiocrité des résultats, nous l'avons abandonné pour un autre matériel. »*

La technique proposée par la firme américaine 3 M consiste à coller sur la coque des films rayés de fines zébrures longitudinales de quelques dixièmes de millimètres de profondeur qui ne font pas disparaître complètement les tourbillons mais brisent leur organisation naturelle. La résistance à l'avancement du bateau se trouve réduite et la vitesse accrue.

Selon Philippe Perrier, des avions Marcel Dassault, qui a participé à l'élaboration de *French-Kiss*, ce gain serait faible (0,5 à 1 % pour une vitesse de 8 nœuds) mais appréciable pour des bateaux aux performances proches. Philippe Perrier et Philippe Briand, l'architecte de *French-Kiss*, avaient d'ailleurs envisagé d'équiper leur bateau d'un tel film, mais avaient dû y renoncer devant le manque de temps et les difficultés pour obtenir un tel matériau. Le bateau américain a sans doute ouvert la voie, car il y a tout lieu de penser que les recherches sur la glisse auront de plus en plus d'importance à l'avenir.

De leur côté, Alan Bond et Kevin Parry, commanditaires des deux défis du Yacht Club royal de Perth, ont conclu un accord pour la Coupe de l'America. Quel que soit le résultat de la finale des défenseurs entre *Australia-IV* et *Kookaburra-III*, l'équipage vainqueur pourra disputer la Coupe de l'America sur son propre bateau ou sur *Kookaburra-II*, qui subira entre-temps quelques modifications susceptibles de mieux l'adapter aux conditions météorologiques du début de février.

G. A.

DÉFENSE

Le Conseil économique et social suggère d'étendre la formule du service national de coopération

Le Conseil économique et social propose au gouvernement, dans un rapport rédigé au nom de sa section des relations extérieures par M. Gilles Carasso, d'améliorer et d'étendre le fonctionnement, en France, du service national de la coopération, c'est-à-dire la possibilité offerte à de jeunes Français en âge du service national de participer au développement économique de pays étrangers.

C'est depuis la fin des années 50 que des appelés peuvent substituer à un service militaire traditionnel un temps de service national au profit de l'assistance technique ou de la coopération avec des pays en voie de développement. En 1986, ces volontaires du service national actif (VSNA) étaient au nombre de 4 600 environ, recrutés et administrés par 22 services ou organismes différents, dépendant du ministère des affaires étrangères, de la coopération ou du ministère de l'économie.

Pour l'essentiel, les tâches accomplies par ces volontaires relèvent de l'enseignenemt, de la formation au bénéfice d'Etats en développement ou de missions techniques, scientifiques et culturelles au profit d'entreprises françaises travaillant à l'étranger (2 800 en Afrique, 700 en Amérique, 510 en Europe, 340 en Asie, 210 au Moyen-Orient et le reste ailleurs dans le monde). Le coût moyen global d'un VSNA est de l'ordre de 150 000 F pour les seize mois que dure la mission, soit deux à trois fois moins que celui d'un coopérant civil.

Le rapport du Conseil économique et social estime que la formule présente des aspects positifs mais que, pour autant, il convient d'éviter certaines dérives. En particulier, les VSNA sont jeunes et inexpérimentés, et leur emploi ne doit pas créer de perturbations dans les marchés de l'emploi locaux sous peine de susciter des réactions de rejet de la part des pays concernés. C'est la raison pour laquelle il est suggéré, dans le rapport, que toute affectation d'un VSNA, surtout si la pratique est étendue, soit assortie d'un certain nombre de précautions destinées à garantir son efficacité, comme la définition précise de la mission, une préparation suffisante, un encadrement adapté et une évaluation systématique des résultats par un rapport de fin de mission.

REPÈRES

Education

Grève d'instituteurs à Paris

Une cinquantaine d'instituteurs parisiens réunis en une « coordination » ont déclenché, lundi 12 janvier, une grève reconductible, pour protester contre le statut de « maîtres-directeurs » que le ministère de l'éducation nationale s'apprête à publier (*le Monde* du 29 août 1986). Le mouvement a été déclenché par des instituteurs syndiqués au SGEN-CFDT, au SNI (tendance « Ecole émancipée ») ou non-syndiqués, dans seize écoles maternelles et primaires des onzième, dix-neuvième et vingtième arrondissements.

Les grévistes craignent que les deux décrets préparés par M. Monory, en renforçant les pouvoirs des chefs d'établissement, ne détruisent les équipes éducatives et renforcent la hiérarchie au détriment de la responsabilité collective. Le SNI-PEGC (FEN), dont la cohésion peut être menacée par cette mesure, a déjà recueilli cet automne cent mille signatures contre le statut des maîtres-directeurs et s'apprête à lancer un mot d'ordre de grève fin janvier. Les membres de la coordination pensent qu'il sera alors tard, la parution des décrets étant imminente.

Les badaboks à la maternelle

Les élèves des écoles maternelles disposent désormais d'émissions de télévision éducative spécifiques. Une nouvelle série intitulée « Les badaboks », diffusée depuis le 12 janvier, chaque lundi, à 9 h 10 sur TF 1, vise à favoriser l'utilisation des langages oraux et visuels, et à inciter à la lecture. Elle évoque aussi des situations concrètes vécues par les enfants, qui peuvent faire l'objet d'explications et de discussions après l'émission. Les classes sont invitées à correspondre avec « Les badzaboks » — les marionnette qui animent chaque séquence, — et à découvrir la signification de certains mots, qu'ils préfèrent prononcer dans leur propre langue.

« Les badaboks » complètent « Le chemin des écoliers », la série d'émissions coproduites par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et TF 1 pour l'école primaire, qui a été suivie par près d'une école sur trois en 1985-1986. Cette tentative réussit à renouveler le genre de la télévision scolaire est cependant suspendue à l'avenir de TF 1, et à l'attitude de son repreneur privé à l'égard du public scolaire.

SIDA

Un mariage autorisé par l'archevêque de New-York

L'archevêque de New-York, le cardinal John O'Connor, a désavoué la décision prise par le recteur de la cathédrale de Saint-Patrick de refuser le mariage religieux à un Américain, attaint par le SIDA et déjà marié civilement (*le Monde* daté 11-12 janvier). Le cardinal O'Connor a déclaré que *« si les époux remplissaient les conditions pour un mariage religieux »*, il ne voyait *« aucun obstacle à leur union »*. Des groupes de défense d'homosexuels avaient protesté contre la décision du recteur de la cathédrale.

Société

La vague de froid en Europe

Un centre d'accueil à Paris

Les « passagers du vent »

Lundi 12 janvier, vers 16 heures, une ambulance stoppe devant le centre Nicolas-Flamel à Paris (13e arrondissement), un des services que la mairie a ouverts toute l'année pour accueillir les *« sans domicile fixe »* à condition qu'ils soient valides. Cette ambulance arrive d'un hôpital de la périphérie parisienne. L'infirmier demande au centre de recevoir un homme blessé à une jambe (il ne peut pas marcher) et au nez. Le côté droit de son costume est sali par du sang séché.

Douche obligatoire

Les responsables de Nicolas-Flamel refusent de prendre en charge l'invalide, car, dans son état, il serait incapable de monter les étages qui conduisent aux dortoirs. Qu'à cela ne tienne, les ambulanciers déposent l'homme sur le bord du trottoir et s'en vont. Le personnel de Nicolas-Flamel se précipite pour aller chercher le malheureux immobile dans l'air glacé. On l'installe au chaud dans l'entrée du bâtiment. Debout, puis assis, il tremble sans cesse. Il ne dit rien. On appelle les pompiers, qui arrivent très vite, installent l'invalide sur un brancard pour le conduire à la Pitié-Salpêtrière. Il est 16 h 30.

Malgré le froid intense, le centre Nicolas-Flamel ne fait pas le plein. Ce lundi soir, une trentaine de lits, sur les trois cent quatre-vingt-dix-huit existants, restent vides. Est-ce dû à la multiplicité des initiatives lancées dans la capitale dès que le froid s'installe ou à une mauvaise information ? *« Paradoxalement, c'est pendant l'été que nous manquons le plus souvent de places »,* affirme M. Aimé Dauphant, directeur du centre. Parce que les *« sans domicile fixe »* n'ont pas de ressources à la fin de l'hiver, que les tréteaux des Restaurants du cœur sont démontés et les camions de soupe rangés.

Dès 16 heures, ils battent la semelle devant la porte d'entrée de Nicolas-Flamel. La « cloche » bien sûr, mais aussi des jeunes, Walkman vissé sur la tête, et des plus âgés, enveloppés dans des blousons ou des loden. Ceux-là sont des victimes du chômage.

Appel des inscrits de la journée à 16 h 45, puis dîner silencieux (alcool strictement interdit). Les visages sont fermés. Une fois le repas avalé, on grimpe dans les étages, où les dortoirs, des boxes de quatre à cinq lits, ont été installés. La première fois qu'il se présente au centre, chacun des « passagers » doit prendre une douche. Vers 20 heures, on regarde la télévision. Le lever est fixé à 5 heures. Il faut quitter le centre vers 7 h 45, après avoir pris un petit déjeuner.

Tout est naturellement gratuit. Pour être accueilli à Nicolas-Flamel, il suffit de présenter une pièce d'identité, et pour les étrangers une carte de séjour. Monde marginal, monde instable. Les nuits sont bien souvent agitées, et la police doit intervenir.

Ici le mot « douche » a une résonance particulière. Certains la refusent, comme ils refusent l'interdiction de boire *« un coup de rouge »*. Et, quelle que soit la dureté des intempéries, ils préfèrent claquer la porte plutôt que de se soumettre à ces directives. Auberge de la *« mauvaise chance »,* Nicolas-Flamel a ses fantasmes, ses habitués et ses marginaux. Mais quelle que soit sa condition, on est sûr, ici, de trouver un lit et du pain. Le jour où l'on a décidé de faire le grand nettoyage — notamment pour chasser les poux, — le centre prête des vêtements de remplacement.

« Ici, je mange et je dors. C'est mieux que rien », lance un habitué transi qui attend l'ouverture des portes. Pour se réchauffer, un autre simule un combat de boxe. Celui-là trimbale sa maison derrière lui : une valise usée.

Aux « passagers » s'ajoutent deux cent trente autres sans-abri à qui le centre offre un travail temporaire. Ils logent dans des bâtiments préfabriqués situés à côté de Nicolas-Flamel. Ils sont volontaires pour travailler dans les ateliers du bureau d'aide sociale de la Ville ; tous les corps de métiers du bâtiment sont représentés. Une allocation journalière de 53 francs leur est versée. Une initiative qui laisse toute liberté — rester ou partir — à ceux qui jouent le jeu.

JEAN PERRIN.

Les « records » de température

Une mémoire bien infidèle

La plus grande partie de l'Europe est soumise à des froids intenses : – 25 °C à Zurich et – 23 °C à Bâle ; – 32 °C à Moscou (– 60 °C en Sibérie) ; – 33 °C à Helsinski ; – 23 °C à Stockholm et – 20 °C à Varsovie ; – 13 °C à Genève. Selon *l'International Herald Tribune*, les relevés des températures ne sont pas « disponibles » à Bucarest, dont les habitants ne peuvent ni se chauffer, ni s'éclairer, ni s'alimenter correctement...

La France n'est pas mieux lotie : – 33 °C à Mouthe (Jura) ; – 23 °C au Puy et à Saint-Laurent-des-Chasmous (Rhône) ; – 17 °C à Strasbourg ; – 16 °C à Dijon ; – 11 °C à Lyon ; – 7 °C à Bordeaux, etc.

La France grelotte depuis trois jours, et déjà les conversations roulent sur le thème : *« On n'a jamais vu ça ! Il n'a jamais fait aussi froid ! »*. Une preuve de plus, s'il en était besoin, que la mémoire météorologique est la plus infidèle qui soit. Certes, les – 12,1 °C relevés au petit matin du 12 janvier étaient, pour Paris-Montsouris, un record, mais *seulement un record pour un 12 janvier*. Le record absolu de froid connu pour Paris est toujours – 25,6 °C le 10 décembre 1879.

Sans remonter au Moyen Age *pour lequel les chroniques*, mémoires ou récits rapportent, sans chiffres bien sûr, des hivers extraordinairement froids (1), essayons de nous rappeler les grands froids des dernières décennies. Du 28 décembre 1941 au 4 mars 1942, les fortes gelées ont été quasi permanentes sur toute la France. En février 1954, alors que le mois ne figure pas dans les « grands hivers », le gaz a pourtant gelé dans les compteurs des particuliers, et surtout l'abbé Pierre a lancé sa première grande campagne en faveur des sans-logis qui mouraient de froid au sens littéral du terme.

En 1956, les fortes gelées ont persisté pendant tout le mois de février. Rappelons-nous les oliviers gelés de Provence. Et on a relevé :

– 25 °C à Romilly, – 24,8 °C à Nancy, – 16,8 °C à Marignane. La température moyenne du mois à Paris-Saint-Maur a *été* de – 4,2 °C (la normale mensuelle est de + 0,8 °C), c'est-à-dire la même qu'à Oslo.

L'hiver 1962-1963 a été remarquable par la durée des gelées sur une bonne partie de l'Europe : du 13 novembre 1962 au 5-6 mars 1963. Cette année-là, les grands lacs suisses étaient gelés au point que le patinage y était autorisé.

Il faut aussi se rappeler deux événements relativement ponctuels : les 60 centimètres de neige qui ont paralysé l'autoroute proche de Montélimar pendant les derniers jours de décembre 1970 et les premiers jours de janvier 1971. Quant au 31 décembre 1978-1er janvier 1979, la région parisienne a été traversée très vite par un front froid et très neigeux : le 31 décembre dans la journée, il faisait – 10 °C à l'aéroport du Bourget et + 13 °C à Orly. Quelques heures après, le thermomètre descendait à – 10 °C à Orly, et tout le sud de la région parisienne était bloqué par la neige.

Tout près de nous, le début des années 1985 et 1986 a été spécialement froid. En 1985, les trois dernières semaines de janvier ont été glaciales, et le froid a repris du 10 au 25 février. En 1986, après un mois de janvier très doux (9 °C et 13 °C le 19 janvier à Paris-Montsouris), *février a été* très froid : les températures ont été alors inférieures de 4 °C, 5 °C et même 10 °C aux moyennes mensuelles.

YVONNE REBEYROL.

(1) Le 10 janvier 1608, le vin gela dans le calice à Saint-André-des-Arts de Paris. A la fin de 1442, la neige était *« haute de plus de six pieds »* (presque 2 mètres) à... Carcassonne. Ces détails sont pris dans le *Mémorial de la météorologie nationale*, de M. Garnier (1967).

Le mauvais temps provoque d'importantes pannes d'électricité dans l'Ouest et à Paris

La vague de froid qui s'est abattue sur la France a provoqué d'importantes coupures d'électricité le lundi 12 janvier dans l'ouest de la France et dans la région parisienne.

La Bretagne a été totalement privée d'électricité pendant une demi-heure, tandis que des coupures étaient opérées dans la région parisienne, les pays de Loire et la Normandie. L'origine de ces pannes provient d'incidents à la centrale thermique de Cordemais (Loire-Atlantique). Afin d'éviter que toute la France ne se trouve privée d'électricité, comme lors du « mardi noir » du 19 décembre 1978, la direction d'EDF a dû procéder à des délestages importants et « îloter » plusieurs centrales.

Au total sept centrales ont du être arrêtées pendant quelques temps. Mardi matin elles avaient été remises en route à l'exception de Saint-Laurent-des-Eaux (A-1), qui a connu deux incidents. Ne subsistaient que quelques problèmes locaux de distribution dans la région parisienne.

Un parc mal adapté à la consommation

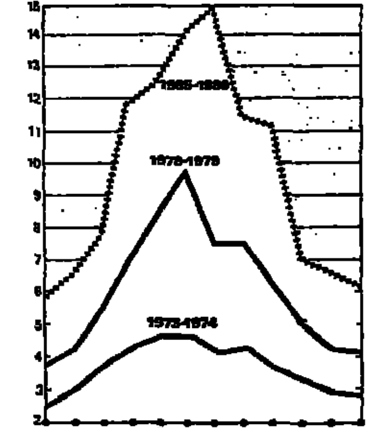
Les pannes d'électricité en période de grand froid relancent un débat désormais classique en France puisque ces incidents se répètent régulièrement depuis plusieurs hivers. Est-il normal qu'un pays qui a un parc électrique excédentaire au point d'exporter du courant vers tous les pays voisins, manque de puissance certains jours de l'année et soit obligé de pénaliser ses abonnés au moment même où leurs besoins sont les plus vifs ?

Les *dirigeants* d'EDF *en tirent* argument pour souligner que le parc n'est pas, comme on l'affirme, surdimensionné, mais tout juste suffisant pour les périodes de pointe. En réalité, le problème n'est pas la capacité, *mais la structure* du parc de centrales, inadapté à la consommation pour des raisons économiques et techniques *(lire encadré)*.

Les centrales françaises peuvent fournir au total 87 000 mégawatts, alors que la pointe extrême, ce mardi 13 janvier au matin n'a pas dépassé 61 300 mégawatts. Mais de ce parc, le plus gros (59 000 mégawatts) est constitué de centrales nucléaires et hydrauliques, faites pour tourner régulièrement toute l'année, en « base », non pour faire face à des *« coups de feu »* aussi brefs qu'importants, les pointes. Quant aux autres centrales thermiques classiques (au charbon et au fioul), elles restent la plupart du temps inutilisées, un certain nombre ayant été mises sous cocon.

En face, la consommation électrique française est profondément déséquilibrée. La structure des tarifs favorise les usagers domestiques (basse tension), et notamment les propriétaires de chauffages à l'électricité, aux dépends des industriels. De 1973 à 1985, le nombre des résidences principales chauffées à l'électricité est passé de cent mille à deux millions et demi. Ce développement a gonflé d'année en année les pointes de consommation *(voir graphique)*. Contrairement aux entreprises, les ménages consomment surtout l'hiver et pendant les périodes les plus froides.

RÉPARTITION MENSUELLE DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ (basse tension, en milliards de KW/H)



Face à un parc fait pour fournir de l'électricité régulièrement en base, on a donc une consommation de plus en plus concentrée pendant les périodes de pointe. En outre, la structure du parc, constitué de très grosses centrales mal réparties dans l'Hexagone, pose des problèmes de transport et de distribution chroniques. Certaines régions comme la Bretagne dépendent d'une seule centrale, alors que d'autres, comme la région Rhône-Alpes où sont concentrées la plupart des ouvrages hydrauliques et nucléaires, exportent leur courant sur de longues distances. Enfin, le nucléaire est techniquement plus délicat à manœuvrer en période de grand froid que les centrales classiques, et pose en cas d'arrêt d'urgence des problèmes de *sécurité* qui retardent la remise en route.

VÉRONIQUE MAURUS.

Les Restos du cœur sont débordés

Quatre responsables des Restos du cœur de Valenciennes (Nord) observent une grève de la faim depuis dimanche 11 janvier pour alerter l'opinion publique sur l'insuffisance de leurs stocks. Depuis le 21 décembre, ce centre distribue deux mille repas par jour au lieu de trois cents prévus. Ce chiffre avait *été calculé en fonction* des besoins de la ville de Valenciennes, mais le « resto » accueille aussi des personnes venant des quinze communes limitrophes.

Cette situation se retrouve dans de très nombreuses régions de France. Ainsi, à Dijon, il avait été prévu 800 repas quotidiens. On en sert 1 200 et selon une responsable il en faudrait 2 400. Les organisateurs ont alors décidé de servir chaque famille un jour sur deux. Pour éviter tout resquilleur, on demande une carte de Sécurité sociale qui permet de contrôler la taille de la famille.

Les « restos » créés par Coluche distribuent actuellement 62 400 repas par jour sur toute la France mais les besoins sont évalués au double. Certains centres ont décidé un jour de fermeture pour pouvoir distribuer plus de repas les autres jours. Selon Jean-Michel Vaguelsy, président de l'association, il faudrait rapidement réunir au moins 10 millions de francs (1). Une équipe de bénévoles — parmi eux, beaucoup d'étudiants des écoles de commerce — se mobilise pour trouver des idées. Ainsi le 31 janvier auront lieu, comme l'an passé des « booums du cœur », c'est-à-dire une gigantesque surprise-partie destinée aux jeunes dans quarante villes de France.

Ch. Ch.

(1) Restaurants du cœur, Crédit agricole 75515 Paris Cedex 15.

Plus d'un centaine de morts

Toute l'Europe, à l'exception de l'Islande et du Portugal, restait mardi 13 janvier sous le coup d'une vague de froid polaire. EN URSS, où l'on enregistre des températures record jamais vues depuis 1950, soixante-dix-sept personnes ont trouvé la mort — vingt-neuf emportées par des avalanches dans trois villages de Géorgie, les autres *retrouvées brûlées ou asphyxiées par* des chauffages défectueux. En Ukraine, dans le Kazakhstan et dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie, le trafic ferroviaire est très perturbé par le froid, de sorte que les convois de charbon sont souvent bloqués. Certaines centrales thermiques risquent de manquer de combustible au moment où la demande est la plus forte.

En Suède, où l'on déplore déjà quatre morts dus au froid, beaucoup d'écoles sont fermées et les trains sont presque tous bloqués. En Hongrie, il a fallu l'intervention de l'armée et ses hélicoptères pour secourir les chauffeurs-routiers en panne et les passagers de cars en détresse. Cinq mille personnes ont en outre été privées d'électricité dans la banlieue de Budapest. Un accident de chemin de fer dû au froid a provoqué la mort de deux personnes. Les postes frontières ont été fermés entre l'Autriche et la Hongrie après deux jours de chute de neige continue. La circulation à Vienne a été très perturbée. Des tramways ont déraillé et des milliers de voitures ont été abandonnées dans les rues enneigées. La circulation sur le Danube a été interrompue car le fleuve charrie des blocs de glace.

A Londres, où l'on a enregistré lundi – 8 degrés (un record depuis 1940), le carillon de Big Ben est resté muet pendant plusieurs heures, ses marteaux ayant gelé. Dans le sud de l'Italie, des vents soufflant en tempête ont provoqué beaucoup de dégâts à terre et surtout en mer. Un bateau de pêche a été emporté avec trois marins. Dans le port de Naples, des dizaines de bateaux ont rompu leurs amarres. En Sardaigne, une centaine de bateaux ont été endommagés par des vents de 100 km/h. *Plusieurs vols avec la Sicile et le* continent ont été annulés.

En Turquie, enfin, treize personnes sont mortes dans deux villages complètement isolés par la neige.

La France coupée en deux

La France, mardi 13 novembre, était coupée en deux : froid et vif au nord, neige au sud et à l'ouest. Une quarantaine de poids lourds débarqués d'Angleterre à Cherbourg ont été bloqués par la neige lundi, cependant que des centaines d'autres ont été immobilisés à travers le pays à la suite du gel qui rend visqueux le gasole. Un marin-pêcheur de Lorient est mort de froid après être tombé à la mer au large de la Gironde. Deux joggers sont morts dimanche en Meurthe-et-Moselle : l'un, soixante-quatre ans, venait de se lancer ; l'autre, trente-huit ans, s'est effondré après onze kilomètres de course. Il faisait alors – 20° sur les sommets vosgiens.

A Paris, le ministre de l'intérieur a demandé à la RATP de ne pas chasser les sans-abri qui se réfugient la nuit dans les couloirs du métro, tant que dureront les grands froids. La RATP a annoncé *que deux stations* — Mabillon et Sentier — resteront ouvertes toute la nuit pour accueillir les sans-abri.

Le problème de l' « îlotage »

Le problème de la coupure d'électricité qui a affecté l'ouest de la France tient au fait qu'en période de grands froids la centrale thermique de Coredemais (Loire-Atlantique) n'est pas suffisante pour subvenir aux besoins de consommation de la région Ouest. Aussi, lorsque trois des quatre tranches de la centrale se sont déconnectées (deux en raison du gel, et la troisième pour un incendie lié à un brûleur), le lundi 12 janvier, la tension électrique sur le réseau, qui était de 380000 volts à 400000 volts, a brusquement chuté de 100000 volts.

Ce phénomène s'est aussitôt répercuté sur les centrales avoisinantes, en particulier sur les centrales nucléaires. Dans ce cas, les procédures de sûreté prévoient que les centrales doivent « s'îloter », c'est-à-dire s'isoler et tourner sur elles-mêmes en attendant un retour à *des conditions normales du* réseau. Cela étant, la baisse rapide de tension enregistrée sur le réseau peut affecter plus rapidement que prévu l'alimentation électrique de la centrale, qui, pour des raisons de sûreté, peut alors s'arrêter avant que l'îlotage n'ait eu lieu.

Ce dernier scénario est gênant pour EDF car il se traduit, dans les centrales nucléaires, par une chute rapide des barres dans le cœur des réacteurs, qui donne lieu à une forte production de xénon. Or ce xénon est un poison pour les réactions nucléaires. Il ne disparaît qu'au bout d'un certain temps et empêche donc une remontée en puissance rapide de la centrale. Ce phénomène est particulièrement sensible sur les graphit-gaz. C'est ce qui est arrivé à plusieurs réacteurs français *(Blayais-2, Paluel 1 et 2,* Flamanville 1 et 2, Chinon B-3 et Saint-Laurent A-2) qui n'ont pu, de ce fait, alimenter le réseau au moment voulu.

J.-F. A.

Le Monde

MEDECINE

L'Europe se mobilise contre le SIDA

Les divers pays d'Europe se mobilisent massivement pour lutter contre l'épidémie de SIDA. Les tactiques adoptées sont variées, même si l'effort porte surtout sur l'information et la prévention. Des sommes importantes ont été engagées à cet effet. C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne, en République fédérale allemande, en Suède et en Suisse, des brochures d'information, tirées à des millions d'exemplaires, ont été envoyées à l'ensemble des foyers. La France paraît pour l'instant étrangement en retrait alors qu'elle compte le plus grand nombre de cas de toute l'Europe des Douze.

GRANDE-BRETAGNE : informer massivement

SELON les derniers chiffres communiqués, le 2 décembre, par le ministère britannique de la santé, 599 cas ont été jusqu'à présent répertoriés au Royaume-Uni. On compte dans ce nombre 296 décès. Durant le seul mois de novembre, 34 nouveaux malades et 18 décès ont été déclarés. Les estimations officielles font état de 30 000 porteurs du virus, mais plusieurs médecins spécialistes du traitement du SIDA pensent que cette donnée est nettement sous-évaluée ; l'un d'eux vient de déclarer qu'elle devrait être multipliée par trois.

La propagation récente et rapide du mal dans un pays jusqu'alors moins atteint que d'autres (les Etats-Unis et la France notamment) a soudain provoqué une vive inquiétude dans l'opinion publique et au Parlement. Un sondage réalisé début novembre a indiqué que 66 % des personnes interrogées jugeaient très insuffisante l'action des pouvoirs publics, particulièrement dans le domaine de la prévention. Sévèrement dénoncé par l'opposition pour ses hésitations, le gouvernement a tardé à réagir, mais l'ampleur des mesures annoncées le 21 novembre puis au cours des semaines suivantes a surpris beaucoup de ceux qui le critiquaient, à tel point que certaines de ses décisions ont été parfois considérées comme excessives ou disproportionnées, voire « *choquantes* ».

Le ministre des affaires sociales et de la santé, M. Norman Fowler, a lancé une vaste campagne d'information dont le budget inital a été tout à coup doublé : il s'élève à plus de 20 millions de livres (200 millions de francs). Des pages entières ont été réservées dans tous les quotidiens pour mettre en garde l'ensemble de la population. Entre autres slogans imprimés en très gros caractères, celui-ci affirme : « *Le SIDA n'a pas de préjugés, il peut tuer n'importe qui.* » Suivent quelques recommandations, dont les principales sont : « *Tenez-vous en à un seul partenaire ou bien utilisez un préservatif* » et, à l'intention des drogués : « *Ne vous piquez pas, mais si vous le faites, ne partagez pas* [les seringues]. » Bien qu'au fond très favorables à une initiative qui devrait avoir pour effet de réfréner une liberté des mœurs qu'ils déplorent depuis des années, des élus conservateurs et les porte-parole des Eglises ont protesté contre un pareil langage. Ils lui reprochent de présenter une alternative qui, s'agissant du sexe ou de la drogue, risque d'inciter à des expériences à leurs yeux coupables. Le ministre a répondu que le gouvernement avait tout d'abord le devoir de se montrer « *réaliste* » et de tenter de prévenir des dangers aussi graves qu'immédiats. Ce débat a d'autant plus d'importance que Mme Thatcher et son cabinet sont réputés avoir toujours été très soucieux de défendre les valeurs morales traditionnelles, mais M. Fowler a fait savoir que, en l'occurrence, il y avait une priorité, celle de préserver la santé publique.

Les dons de seringues

La campagne s'est poursuivie à la radio. La BBC a organisé un service de renseignements qui, en moyenne, reçoit plus d'un millier d'appels chaque jour. Les médias, qui, dans leur ensemble, n'avaient pas attendu la démarche gouvernementale pour multiplier enquêtes et reportages, continuent de participer largement au mouvement. La télévision prend le relais des journaux pour diffuser durant les intermèdes publicitaires le message du ministère de la santé. Un dossier est envoyé par la poste à 23 millions d'exemplaires dans tous les foyers britanniques cette semaine. Le gouvernement a par ailleurs décidé d'affecter des crédits exceptionnels à la recherche. A la somme de 1,8 million de livres annoncée fin novembre vient de s'en ajouter une, le 18 décembre, de 1 million pour répondre à la demande de nombreux chercheurs, dont certains reconnaissent que leurs travaux ne sont pas encore aussi développés que dans d'autres pays, les Etats-Unis et la France par exemple.

Les malades atteints du SIDA sont pris en charge au même titre que les autres dans les hôpitaux du service public. Quelques cas de ségrégation ont été révélés, et depuis des consignes ont été données pour éviter qu'ils ne se renouvellent. Des dispensaires supplémentaires ont été créés pour les patients qui ne sont pas hospitalisés. L'anonymat est, en principe et autant que possible, garanti pour les malades ou les personnes qui désirent faire un test. Le gouvernement a refusé les suggestions de dépistage systématique, pensant que le volontariat, encouragé par l'actuelle campagne d'information, s'avérera suffisant pour le moment. De même a-t-il rejeté des propositions visant à établir des contrôles obligatoires aux frontières pour les immigrants provenant des pays à haut risque.

Les responsables du ministère de la santé s'attendent à davantage de controverses à propos de la décision, prise elle aussi le 18 décembre, d'installer dans douze villes des centres d'échange de seringues pour les drogués afin de retirer de la circulation les instruments qui peuvent être contaminés, en fournissant gratuitement des seringues neuves. Malgré les objections, M. Fowler juge également nécessaire de favoriser l'utilisation et la diffusion de préservatifs masculins, dont la vente est déjà libre, même en dehors des pharmacies. Il est prêt, s'il le juge indispensable, à autoriser la publicité, selon des modalités et des restrictions qui restent à définir. Sur un tout autre plan, le gouvernement a décidé de prévenir les employeurs qu'ils s'exposeraient à des poursuites judiciaires pour abus au cas où il serait établi que des employés victimes, réelles ou supposées, du SIDA (porteurs du virus ou malades) seraient licenciés.

FRANCIS CORNU.



Nombre de cas de SIDA par million d'habitants (automne 1986).

BELGIQUE : le rôle des Africains

AVEC deux cent vingt cas déclarés au 30 novembre 1986, sur une population de dix millions d'habitants, la Belgique se place en tête des pays européens. Cette constatation de départ doit toutefois être immédiatement complétée par l'existence d'une très forte proportion d'Africains « sidatiques », comme ils se dénomment eux-mêmes. Cela du fait des liens très étroits existant entre la Belgique et ses anciennes colonies du continent noir : le Zaïre, le Ruanda et le Burundi.

Ainsi, au 30 juin 1986, sur 171 cas recensés, on dénombrait 110 Africains, dont 91 Zaïrois. Cette grande proportion d'Africains, qui atteignait 70 % à 75 % en 1985, a tendance à diminuer pour tendre à se rapprocher des 50 %. Autre « spécificité » belge : le nombre important d'hétérosexuels non toxicomanes (environ 60 % des cas). « *Des Belges qui n'ont jamais quitté leur pays commencent maintenant à être contaminés, à partir d'une source africaine* », commentait un spécialiste bruxellois.

Le SIDA touche principalement les jeunes adultes : 57 % de l'ensemble des cas concernent les vingt-trente-neuf ans. On estime entre cinq mille et dix mille le nombre des porteurs de virus.

En 1985, un budget de 96 millions de FB (environ 15 millions de FF) avait été dégagé, essentiellement pour la prévention. Aucun débat parlementaire n'a encore eu lieu à ce sujet, et le gouvernement n'a pas encore fait de déclaration publique.

Toutefois, la Belgique présidant, de janvier à juillet 1987, le conseil des ministres de la CEE, elle pourrait intervenir dans ce cadre. L'information auprès du public n'a pas encore atteint une échelle considérable. Une courte brochure, financée par l'Etat, a été tirée à deux cent cinquante mille exemplaires (dans les deux langues du pays) et distribuée principalement dans les écoles. Pour le moment, aucune information n'a été faite à la télévision, les médias n'accordant qu'une place limitée à la maladie. La déclaration du SIDA, comme celle d'un test positif, n'est pas obligatoire. Le dépistage est obligatoire uniquement chez les donneurs de sang et il pourrait être envisagé dans l'armée.

Compte tenu de la situation géographique du pays, il semble impossible d'envisager des contrôles aux frontières. La publicité sur les préservatifs, en vente pourtant dans les grandes surfaces, est interdite en théorie ; en théorie, puisque, récemment, une marque de préservatifs a fait passer un spot dans les cinémas, sans s'attirer les foudres de la censure.

JOSÉ FRALON.

La lutte contre le SIDA

SCANDINAVIE : information tous azimuts

QUEL contraste avec la France... Depuis deux ans, en Suède, quotidiennement ou presque, les médias parlent du SIDA, et la radio a même consacré cet automne une journée entière – un dimanche, de 8 heures du matin à minuit – à la maladie. En 1986, la plupart des foyers ont reçu une brochure de vingt-quatre pages, *Ce que nous savons sur le SIDA*, qui est également disponible dans toutes les pharmacies, dispensaires et centres de vaccination du pays.

Le 30 octobre, dans les classes terminales de tous les lycées, les professeurs ont tenu un cours spécial sur le SIDA, à l'aide notamment de vidéocassettes réalisées par le Laboratoire bactériologique national (SBL). C'était une « journée thématique », comme on en organise ici une fois par an sur des sujets divers tels que l'homosexualité, la violence et le vandalisme, le racisme ou l'apartheid. Avant les dernières vacances d'été, certains conseils généraux, en collaboration avec les chemins de fer nationaux, avaient pris l'initiative de joindre à la carte Inter-rail une pochette contenant préservatifs et informations sur les risques des rapports sexuels avec des inconnus.

Les malades fichés

Ce n'est pas tout : à la rentrée scolaire 1986, deux cent vingt mille jeunes – garçons et filles – ont reçu à leur tour une enveloppe contenant un dépliant sur le SIDA et les maladies vénériennes ainsi que trois condoms. Ceux-ci sont en vente libre en Suède, en Norvège et en Finlande dans les pharmacies, supermarchés et kiosques à journaux depuis des décennies, et la Fédération suédoise pour l'information sexuelle (RFSU) vient de recevoir plus de 1,5 million de couronnes (autant de francs français) du gouvernement suédois pour mener une nouvelle campagne en faveur de l'utilisation des préservatifs, dont les ventes ont déjà augmenté de 4 % à 7 % en 1986.

Au total, les pouvoirs publics ont décidé d'allouer 200 millions de couronnes pour l'exercice 1987-1988 à l'information et à la prévention, qui sont actuellement les deux priorités de la Délégation SIDA. Mis en place par le gouvernement en mai 1985, cet organisme, qui regroupe vingt et un représentants politiques, médecins et responsables des services sociaux, coordonne les campagnes. Celles-ci s'adressent à toutes les catégories concernées – malades, groupes à risques, immigrés, touristes, hommes d'affaires, « casques bleus », personnel soignant, éducateurs de rue – et visent à « motiver » la presse, la radio et la télé, les agences de voyages, etc.

Les permanences téléphoniques « SOS-SIDA », animées déjà à Stockholm par des bénévoles, vont se développer. La Suède a ici une longueur d'avance sur ses voisins nordiques, mais la Norvège s'engage rapidement dans la même direction. La Finlande, moins touchée jusqu'à présent, commence à réfléchir au même type de mesures.

Dans ces trois pays nordiques, qui comptent ensemble quelque 15,5 millions d'habitants, le SIDA a, depuis le premier cas constaté *en 1982, causé (voir carte, page 11)* la mort de 70 personnes, pour la plupart homo- et bisexuelles, et 1 265 sujets sont contaminés en Suède.

Pour faire face à l'épidémie, la Suède a déjà amendé sa législation sur les maladies vénériennes et contagieuses, qui s'applique désormais au SIDA. La Norvège est sur le point de suivre le même modèle. L'objectif est de donner aux autorités (services sociaux, police) des moyens d'intervention plus efficaces contre certains établissements de rencontres, comme les « sauna-clubs », qui sont considérés comme des foyers de contamination, et les porteurs de virus au comportement « irresponsable » qui n'observent pas les prescriptions des médecins et continuent à propager la maladie. Ces personnes sont immédiatement fichées et leur identité est alors communiquée à l'organisme médical régional compétent. Un sujet séropositif peut donc conserver l'anonymat et être simplement « codé » s'il se conforme aux directives des médecins. Ceux-ci, qui sont tenus de déclarer la maladie depuis novembre 1985, sont plus enclins que les politiciens à *préserver l'anonymat, afin d'inciter* les éventuels porteurs de virus à passer un test.

Dans les trois pays, le test est obligatoire pour les donneurs de sang, et dans les casernes suédoises environ 2 000 analyses sont réalisées chaque année. En Norvège, on envisage un test obligatoire pour les conscrits, au conseil *de révision, ainsi que pour* les femmes enceintes. Les détenus des prisons sont également soumis au dépistage assez régulièrement. Certains détenus séropositifs ont été libérés. En Norvège toujours, les compagnies d'assurance exigent à présent des souscripteurs d'assurance-vie une déclaration sur l'honneur qu'ils ne sont pas atteints par le SIDA.

Toutes ces mesures font aussi *l'objet de vives discussions sur le* secret médical et les libertés individuelles entre partisans d'une politique ferme mais respectueuse des droits de la personne et adeptes de la manière forte. En Norvège, deux médecins connus ont ainsi réclamé le test obligatoire de tous les Norvégiens, l'établissement d'un registre des séropositifs, la publication des noms des porteurs de virus qui ne changent pas de comportement sexuel, l'internement des récalcitrants en hôpital psychiatrique et même leur inculpation. En Suède, certains ont préconisé le tatouage des malades atteints par le SIDA, voire leur déportation sur des îles désertes... Dans le cadre de ce débat, certaines tendances totalitaristes, rappelant des méthodes médiévales, et même nazies, se réveillent. Toutefois, elles sont immédiatement dénoncées par l'immense majorité du corps médical et par les puissantes organisations d'homosexuels.

En Suède, où l'homosexualité est sans doute mieux acceptée qu'en Norvège et en Finlande, le SIDA ne fait plus sourire aujourd'hui, et le public paraît s'interroger sérieusement lorsque le docteur Linda Morfeldt-Maanson, présidente de l'association Médecins contre le SIDA, conseille par exemple de vivre dans le célibat ou avec un seul partenaire sexuel...

ALAIN DEBOVE.

SUISSE : le taux le plus élevé d'Europe

AVEC 170 cas de SIDA officiellement recensés à la fin du mois de septembre, la Suisse accuserait le taux le plus élevé d'Europe (2,7 personnes infectées pour 100 000 habitants), d'après les statistiques de l'OMS. Sans chercher à minimiser l'ampleur de ce gênant record, les responsables de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) y voient aussi le résultat de *« la bonne fiabilité des déclarations volontaires ou anonymes de cas de SIDA. » Autre explication avancée, la « fréquences des voyages des Suisses à l'étranger avec risque de rapports sexuels ».*

Quelles qu'en soient les causes, toujours est-il que le SIDA ne cesse de progresser insidieusement dans la Confédération helvétique comme ailleurs. Depuis les 4 premiers malades recensés en 1982, leur nombre est passé à 77 en septembre 1985 et a plus que doublé depuis lors. Si cette expansion se poursuit, comme le craint l'OFSP, la Suisse comptera 3 500 cas de SIDA en 1991.

Selon cet organisme, entre 15 000 et 20 000 personnes résidant en Suisse seraient porteuses du virus. Il estime que 15 % des homosexuels, 20 % des hémophiles et près de 50 % des toxicomanes seraient séropositifs.

Tant la déclaration de la maladie que celle d'un test positif restent volontaires et anonymes. Le gouvernement helvétique s'est d'ailleurs opposé à tenir un registre des personnes atteintes. De même, les autorités médicales estiment que les tests de dépistage ne se justifient *pour le moment que pour* les personnes à risque. *« Les rendre systématiques, voire obligatoires, n'a pas de sens, du moins tant que les gens ne pourront être ni guéris ni vaccinés »,* explique le docteur Aline Yanett, chargée de l'information sur le SIDA à l'OFSP. *« L'Etat,* ajoute-t-elle, *demande à chacun de prendre ses responsabilités, et il n'a pas à lui dicter sa conduite. Rien ne peut se faire sans l'accord du malade. »* Par exemple, dans le civil comme à l'armée, les donneurs sont prévenus que leur sang sera testé. Chez les populations à risque non plus, le test n'est en principe pas obligatoire, comme chez les prisonniers, qui reçoivent une note dès leur arrivée non seulement *sur le SIDA mais sur les* principales maladies transmissibles.

A Genève, un député d'extrême droite avait demandé que les requérants d'asile et même les immigrés soient soumis au dépistage à la frontière. L'amalgame *« étranger = SIDA »* a cependant suscité une telle levée de boucliers que l'intéressé a finalement préféré retirer lui-même sa motion. Le gouvernement de Berne n'a d'ailleurs pas l'intention de procéder à des contrôles aux frontières comme le ferait déjà l'Arabie saoudite. *« Il faudrait alors examiner tout le monde et répéter le test après trois ou quatre mois, ce qui est pratiquement irréalisable,* constate le docteur Yanett. *De plus, il faudrait s'attendre à des mesures de rétorsion. »*

Une campagne sans précédent

Un crédit de 3,5 millions de francs suisses par an a été débloqué pour la lutte contre le SIDA. Ce montant sert à la fois à *l'information et au financement* des centres de dépistage et de transfusion. Dans plusieurs grandes villes, il est possible de faire une analyse en conservant l'anonymat, moyennant 30 francs suisses. En cas d'indication médicale, le test est pris en charge par les caisses maladie.

Dans un pays *décentralisé* comme la Suisse, les services de santé des cantons participent également à la prévention. Dès octobre 1985, une campagne d'information avait été lancée par voie d'affiches placardées dans les transports publics de Zurich, la ville qui compte la plus grande proportion de malades. Dans le canton de Vaud, une permanence *téléphonique a été ouverte pour renseigner la population.*

La réglementation de la vente des seringues et des préservatifs varie elle aussi suivant les cantons. Depuis septembre, les seringues sont désormais en vente libre dans les pharmacies de Zurich, alors qu'auparavant neuf cantons seulement toléraient la distribution de seringues aux toxicomanes. Dans d'autres, plus restrictifs, il faut rendre une seringue usée pour en obtenir une nouvelle. Les préservatifs sont vendus partout en pharmacie, mais dans les cantons de tradition protestante on les trouve également dans les supermarchés.

Dans l'ensemble du pays, une campagne de prévention sans précédent a été lancée en mars *dernier par l'OFSP. Pour sensibiliser* l'opinion, une brochure de 16 pages sur le SIDA, son mode de transmission, les risques d'infection et les moyens de prévention a été distribuée gratuitement, dans tous les foyers. A en croire des sondages, cette brochure a eu un impact exceptionnel pour un document officiel : 56 % de la population de vingt à soixante-neuf ans se sont plongés dans sa lecture, les Suisses de langue allemande étant toutefois plus assidus que ceux d'expression italienne ou française.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

ITALIE : protéger les droits de l'homme

« SI - DA, SI - DA, SI - DA » : ainsi, une centaine de jeunes « autonomes », postés devant le théâtre de la Scala, apostrophaient-ils les dames envisonnées et les messieurs en habit qui se pressaient le 7 décembre dernier à Milan pour la première du *Nabucco* de Verdi. Avec ce cri, la *« peste du vingtième siècle »* faisait son entrée « politique » dans la Péninsule. Mais la maladie n'avait pas attendu cette manifestation digne des surréalistes pour frapper fortement les esprits, en Italie comme ailleurs : n'a-t-elle pas fait déjà officieusement 246 victimes ?

C'est le 5 décembre que le ministre de la santé, le démocrate-chrétien Carlo Donat-Cattin, a donné un premier bilan du fléau et fait connaître le dispositif adopté dans la Péninsule pour ce qui sera *« une lutte longue et difficile »*, qui devra, selon toute probabilité, *« être continuée par la prochaine génération ».*

Quatre cent soixante et un cas ont été recensés un peu partout dans le pays. Seules deux zones semblent miraculeusement épargnées : le Molis, au centre sud, une région encore largement rurale où prévalent des modes de vie que l'on qualifierait spontanément de « sains » et le Val d'Aoste, sous le mont Blanc, pays de montagnards robustes, mais aussi zone de passage, qui a partie liée avec le tourisme et les sports d'hiver. Les régions les plus atteintes sont en revanche les plus urbanisées, celles où sont davantage répandus des comportements dits « modernes », tels que la liberté sexuelle ou l'usage de la drogue ; la Lombardie, avec sa capitale Milan, et le Latium, avec Rome, comptent plus de 50 % des cas. A ce jour, par ailleurs, cent mille porteurs sains ont été identifiés, ce qui permet de penser que l'extension de la maladie sera ici comme ailleurs rapide. Les autorités sanitaires prévoient d'ailleurs un doublement des cas de maladie tous les huit mois, et donc une augmentation, elle aussi spectaculaire, du nombre de *décès puisque,* à ce *jour, aucune* personne atteinte du SIDA n'a ici « tenu » plus de deux ans.

58 % sont des drogués

Les statistiques ont été évidemment effectuées pour identifier les fameuses « populations à risques » : 58 % des porteurs sont des drogués, 27 % des homosexuels, 17 % des prisonniers, 6 % des enfants de parents eux-mêmes atteints, 5 % des hémophiles ayant subi de nombreuses transfusions. Dans 3 % seulement des cas, on ne découvre rien d'autre que des rapports hétérosexuels dans la vie des patients.

Le ministre de la santé a annoncé un plan de lutte pour lequel *le gouvernement* a *ouvert* l'équivalent de près de 250 millions de francs de crédits sur un ou deux ans (ce point est demeuré un peu obscur), mais dont la moitié devrait être débloquée dès le premier trimestre 1987.

La priorité dans le temps est d'ouvrir dans chaque région (il y en a vingt en Italie) un centre de dépistage et de thérapie spécialisé (plusieurs institutions de ce type seront créées dans les régions à risques). Par-delà l'objectif immédiat et évident, il s'agit pour les autorités sanitaires nationales et locales d'avoir en permanence par ce biais une connaissance précise de l'extension du phénomène.

La priorité dans la dépense ira à l'information du citoyen, une information qui doit parvenir *« jusque dans les ultimes recoins du pays »*, a expliqué M. Donat-Cattin, mais, évidemment, en priorité dans les *« lieux à risques » :* hôpitaux, prisons, casernes, écoles, etc. La radio-télévision d'Etat sera naturellement requise de prêter son concours ; les médias privés seront également, on s'en doute, sollicités. Ils n'avaient d'ailleurs pas attendu le 5 décembre pour s'intéresser de près au problème. Chaque famille devrait recevoir, dans des délais non précisés, des dépliants rédigés en un langage simple, explicitant quelques règles de comportement préventives, ainsi *que les conduites* à tenir en cas de suspicion ou de dépistage positif. Cette campagne d'information devrait absorber 30 % du budget annoncé. Une somme équivalente devrait aller à la formation des agents de santé, des médecins du service national, des infirmières et des aides-soignants. La création des centres de diagnostic et de soins déjà mentionnés se verrait affecter 20 % du budget, et les 20 % restants seraient attribués aux recherches.

La quarantaine ?

Un débat assez vif est déjà engagé en Italie sur la question de l'isolement éventuel des porteurs sains. L'esprit public dans ce pays est spontanément assez hostile à une *telle hypothèse*, au nom de la protection des droits de tout homme, fût-il séropositif. Le seul cas pour lequel le ministre a estimé que l'absence de contact serait préférable est celui du tout jeune enfant : la fréquentation de l'école maternelle serait, pour cet être aux défenses immunitaires problématiques, l'occasion de contracter de façon terriblement aggravée toutes les maladies infantiles. En revanche, ni les adolescents dans les lycées ni les détenus dans les prisons ne devraient être isolés – étant entendu qu'une information approfondie aurait été fournie dans ces milieux.

Autre redoutable question, également liée à la protection des droits de tout individu : celle de la discrétion. Des associations d'homosexuels ont déjà demandé que le caractère éventuellement positif du diagnostic ne soit en aucun cas communiqué contre la volonté de la personne atteinte – faute de quoi elles recommanderaient à leurs membres la « grève du test ».

JEAN-PIERRE CLERC.

RFA: un dépliant pour tous les foyers

EN augmentation de 5 millions de DM, le budget national allemand de lutte contre le SIDA a été porté pour 1987 à 20 millions de DM (62 millions de francs français). Cet effort, qui n'inclut pas l'*ensemble des recherches* menées sur le sujet en RFA, vient épauler l'action des Länder, qui ont, chacun, la maîtrise de leur propre système de santé. Difficile à évaluer en l'absence de statistiques précises et des différences d'un Land à l'autre, la contribution de ces derniers devrait être à peu près équivalente.

Environ un tiers des crédits *fédéraux – 7,5 millions de DM* – seront consacrés au financement de projets de recherche, notamment pour l'amélioration des tests de dépistage. Le reste est prévu pour l'information du public – 5,5 millions, – le développement de la prévention, des structures de conseil et d'aide aux malades, ainsi qu'à l'étude de la propagation de la maladie.

Le gouvernement, qui dès 1985 avait fait distribuer dans tous les foyers une plaquette d'information, prévoit pour 1987 une nouvelle campagne visant plus particulièrement les jeunes (dans les écoles, les dancings, etc.) et le grand public, y compris les touristes. Des actions de ce type ont déjà commencé dans les Länder. Plusieurs d'entre eux ont développé des programmes d'information dans les écoles. A Berlin-Ouest, la *municipalité* a consacré en novembre 300 000 DM (1 million de francs français) à une campagne d'affichage public, d'encarts publicitaires dans les journaux et de spots dans les médias audiovisuels pour conseiller l'utilisation de préservatifs dans les rapports sexuels entre partenaires non habituels. Plusieurs autres Länder prévoient eux aussi pour 1987 des campagnes dans les médias.

Les risques de dévier...

L'un des points forts de l'action fédérale porte également sur le développement des structures d'accueil et de conseil. 1,45 million est notamment prévu pour l'extension d'un système d'éducateurs de rue, expérimenté dans certains Etats pour entrer en contact avec les groupes les plus exposés (drogués, prostituées, homosexuels). En plus du travail effectué par leurs propres services de santé, les gouvernements des Länder consacrent une partie importante de leurs moyens à aider toute sorte d'organisations d'entraide bénévole jugées mieux à même de pénétrer ces milieux.

L'action du gouvernement fédéral et des Länder est restée jusqu'à présent basée sur le principe du respect le plus scrupuleux possible de l'anonymat. Le ministre fédéral de la santé, Mme Rita Süssmuth (CDU), *qui a pour le moment l'aval du conseil des ministres,* s'est opposée avec beaucoup de fermeté, ces dernières semaines, aux pressions qui ne cessent de croître, notamment dans certains milieux conservateurs, pour obliger les malades à se faire connaître. C'est, en particulier, l'avis du responsable de la lutte contre le SIDA en Bavière, le secrétaire d'Etat bavarois de l'intérieur, M. Gauweiler, qui vient de recevoir l'appui remarqué du ministre fédéral de l'intérieur, M. Friedrich Zimmermann, membre, comme lui, du Parti social-chrétien (CSU). Mme Süssmuth redoute qu'une telle politique non seulement ne suscite des réactions de rejet de la société, mais aboutisse au contraire du résultat recherché, en incitant les malades et les personnes à risque à fuir les structures d'accueil et de conseil laborieusement mises en place.

Compte tenu des responsabilités des Länder en matière de santé, le risque n'est pas nul de voir tel ou tel d'entre eux prendre en ce domaine ou d'autres des initiatives qui pourraient avoir des effets désastreux sur la cohésion d'ensemble de la lutte contre le SIDA en RFA. Ce n'est certainement pas la moindre raison qui a poussé Mme Süssmuth à créer un Comité consultatif national sur le SIDA », *mis en place, le jeudi* 18 décembre, à Bonn.

Constitué de représentants des Länder et des professions médicales, de la recherche et des caisses d'assurance-maladie, des organisations d'entraide, ce comité s'est fixé pour règle une *« approche rationnelle »* de la maladie et une *« démarche compréhensive »* envers les malades. Il a pour tâche de conseiller le gouvernement fédéral en matière de recherche, de prévention, d'information et d'aide aux malades, mais aussi sur le plan général de la politique de santé, notamment sous ses aspects juridiques.

Comme dans les autres pays européens, l'évolution de la maladie – en particulier l'accroissement du nombre des cas dans les groupes de population jusqu'ici considérés comme moins menacés, comme les femmes et les hétérosexuels – inquiète.

HENRI DE BRESSON.

SECTEURS DE POINTE

Et voici le charbon liquide

Des ingénieurs et des universitaires viennent de mettre au point un nouveau combustible liquide à base de charbon substituable au fuel domestique

LA société Cadet International, en collaboration avec la division « Génie des transferts et Energétique » de l'université de technologie de Compiègne (UTC), vient de proposer un nouveau combustible liquide, à base de charbon, pouvant être brûlé à des conditions économiques avantageuses dans les installations de chauffage collectif.

Ce nouveau produit, surnommé Ultracarbofluide-54 par ses inventeurs (1), se présente sous la forme d'une suspension pompable, substituable au fuel et composée à 54 % de microparticules de charbon débarrassé de ses cendres, à 16 % de fuel domestique et à 30 % d'eau.

Jusqu'à ce jour, la filière charbon-eau n'avait pas obtenu les succès commerciaux escomptés par ses promoteurs. La préparation de ces mélanges (70 % charbon, 30 % eau) s'était en effet révélée trop coûteuse en raison notamment du prix des installations de dépoussiérage dont il fallait équiper les chaufferies. Aussi les chercheurs de l'université de technologie de Compiègne se sont-ils efforcés de mettre au point un système qui permette de dépoussiérer le charbon avant qu'il ne soit brûlé.

Le procédé développé par Gérard Antonini et Olivier François, particulièrement simple, est fondé sur les différences de nature des grains de charbon et de poussière, qui sont hydrophobes pour les premiers et hydrophiles pour les seconds. « *Tout est mécanique*, disent-ils, *sans aucune opération thermique. Simplifié à l'extrême. Juste un broyeur qui transforme le charbon et ses poussières en fines particules que brassent des agitateurs et quelques pompes.* »

Ouverture hors frontières

Cette technique est connue, mais les chercheurs de Compiègne l'ont particulièrement bien maîtrisée puisqu'ils sont en mesure d'offrir à l'utilisateur un mélange contenant moins de 1 % de poussières minérales. Un brevet sur le procédé de broyage et de dépousssiérage, « *le plus difficile* », disent les deux chercheurs, a d'ailleurs été pris en mars 1986, et la construction d'un pilote de démonstration capable de produire 90 kilogrammes d'ultracarbofluide par heure est en cours à l'université de Compiègne.

Cette affaire a été jugée suffisamment intéressante pour que l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie contribue pour 1 million de francs au programme de recherche (3,6 millions de francs) destiné à terminer la mise au point industrielle du procédé et à financer une partie des études de commercialisation du système.

Pour la société Cadet International et l'université de Compiègne, qui ont déjà investi chacune 600 000 francs sur les ultracarbofluides, de premiers résultats devraient être obtenus à partir de la fin du mois de février. De quoi convaincre les clients éventuels du bien-fondé de ces mélanges. Seuls, en effet, les brûleurs des chandières auraient à être modifiés. Aussi les promoteurs de cette technique recherchent-ils des partenaires auprès des grandes compagnies de chauffage collectif (Compagnie générale de chauffe, Cofreth, Siteco, Soccram, etc.), qui gèrent des chandières dont la puissance est comprise entre 500 et 6 500 kilowatts. En trouveront-ils ? Peut-être, dans la mesure où la thermie produite par l'ultracarbofluide reviendrait à 17 centimes (14 centimes de matière première, 3 centimes de traitement) contre 24 centimes à la thermie fuel.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que Bayer en Allemagne et Hercules aux Etats-Unis s'intéressent à ce procédé, que l'Afrique du Sud, le Japon et la Chine regardent également de près. Cela n'est qu'un début pour Cadet International et l'université de Compiègne, qui, en cas de succès, envisagent des applications possibles pour les diesels marins et les pays en voie de développement, où les déchets de bois sont importants, et susceptibles de donner lieu à la production de charbon de bois utilisable ensuite dans les ultracarbofluides.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Les ultracarbofluides sont une famille de mélanges développés par Gérard Antonini et Olivier François, de l'université de technologie de Compiègne.



● ERRATUM. – Dans l'article intitulé « GDF dans son immeuble-labo », paru dans *le Monde* daté 7 janvier 1987, il fallait lire « une personne apporte en moyenne 80 W par sa seule présence » et non 80 KWh.

SAGA 1 : le sous-marin des grandes profondeurs

En 1987 sera lancé à Marseille un submersible civil conçu pour intervenir à grande profondeur et bénéficiant d'une très large autonomie.

LA mairie de Marseille, dans le souci de promouvoir les capacités de ses industriels et de montrer que, au milieu du marasme économique actuel qui frappe le grand port, l'esprit d'entreprise n'est pas éteint, a organisé une journée sur le thème « La réparation navale et l'offshore », à l'occasion de laquelle ont été présentés deux projets en cours de réalisation, faisant appel à des technologies de pointe et mis en œuvre par deux entreprises marseillaises.

Le premier concerne la construction du sous-marin SAGA (sous-marin d'assistance à grande autonomie), qui sera lancé à Marseille courant 1987 et sera le plus grand sous-marin civil (30 mètres de long sur 7 de large).

Conçu pour intervenir rapidement en grande profondeur sur des chantiers offshore, quel que soit l'état de la mer en surface, le projet SAGA, qui coûtera 150 millions de francs, a été conjointement développé par la COMEX (Compagnie maritime d'expertise), fondée à Marseille par Henri-Germain Delauze, et IFREMER (ex-CNEXO), avec le soutien du ministère de l'industrie et de la recherche.

Le submersible est constitué par une partie « atmosphérique », dans laquelle prennent place six membres d'équipage (la facilité de conduite de l'engin ne mobilisant que deux personnes), et d'un caisson mobile dans lequel prennent place les plongeurs scaphandriers. Ceux-ci résideront dans ce compartiment hyperbare, où ils respireront un mélange à base d'hélium ou d'hydrogène longuement expérimentés à la COMEX, et pourront en sortir à l'aide de scaphandres.

SAGA sera capable de faire intervenir ses scaphandriers sur des chantiers à 450 mètres de profondeur (à 600 mètres dans le futur). Le bâtiment a une autonomie lui permettant de parcourir en plongée 150 milles nautiques (la plupart des lieux de forage sous-marins au large de la Norvège seront accessibles depuis la côte), faire intervenir ses plongeurs pendant une semaine et revenir à sa base sans avoir refait surface.

En fait, l'autonomie est d'un mois avec un équipage complet à bord. Cette performance a pu être obtenue grâce à la mise au point par la société suédoise Stirling de moteurs thermiques anaérobies utilisant un carburant standard mélangé à de l'oxygène pur dans une chambre pressurisée et grâce au stockage dans des réservoirs à très haute pression de l'oxygène sous forme liquide. Il est ainsi possible de stocker dans SAGA, qui jauge 300 tonnes, autant d'énergie que dans un sous-marin de 2000 tonnes.

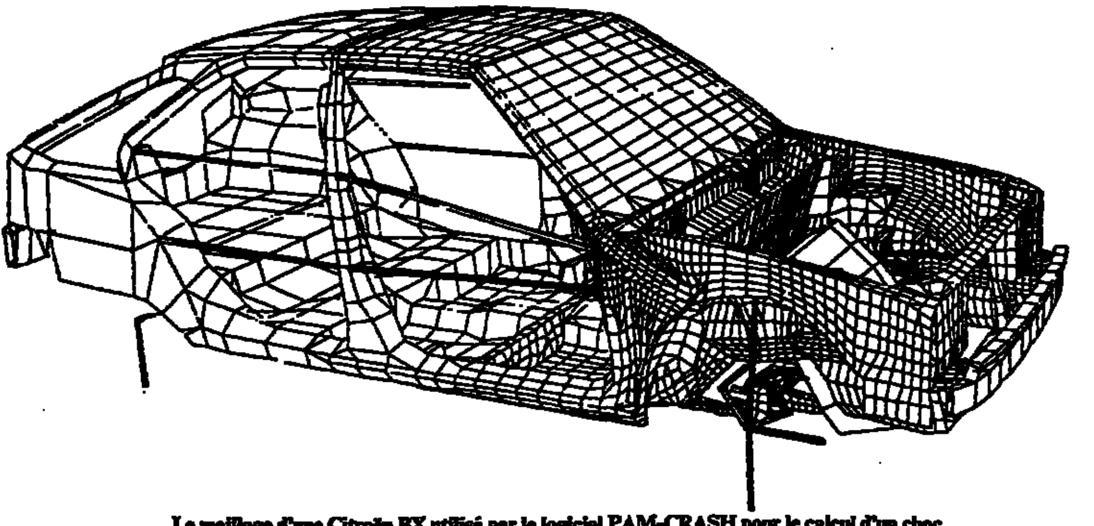
Une étude conduite à parité par les promoteurs français et deux sociétés canadiennes prévoit l'utilisation future d'un moteur nucléaire, qui pourrait équiper SAGA dans les années 90.

Par ailleurs, cette journée organisée par la mairie de Marseille a permis de visiter le chantier du pétrolier *Alba-Marina*, de la société ELF-Italiana, que la Compagnie marseillaise de réparation navale, qui s'en est fait une spécialité, vient de transformer en hôtel-unité flottante de stockage de pétrole. C'est la cinquième transformation qu'opère la CMR sur des navires, qui deviennent des stockeurs de pétrole brut sur le site même du forage marin et sont capables de décharger par leurs propres moyens leur contenu dans des pétroliers classiques servant de relais et fonctionnant comme des navettes.

JEAN CONTRUCCI.

Demain

Crash au logiciel



Le maillage d'une Citroën BX utilisé par le logiciel PAM-CRASH pour le calcul d'un choc.

Onze heures ! C'est le temps qu'il a fallu à une BX Citroën lancée à grande allure pour s'écraser sur un mur.

Il s'agit en réalité de onze heures de calcul sur un Cray-XMP/14, l'un des plus gros ordinateurs existant, récemment acquis par PSA. La BX était virtuelle, tout autant que le mur. Elle était représentée par un maillage comportant 8 000 points dont l'ordinateur calculait la position et la vitesse pendant la durée du choc. Le calcul a montré comment se déforme la BX pendant le choc.

Il s'agissait d'une étude de faisabilité, menée en collaboration avec la société Engineering international, utilisant un logiciel, PAM-CRASH, optimisé pour le Cray. Onze heures de calcul peuvent paraître un temps fort long, mais il aurait fallu une durée vingt fois supérieure en utilisant les ordinateurs précédemment disponibles chez PSA.

Ce genre de simulation est actuellement un des grands axes de développement du calcul scientifique. Il ne remplace pas les essais réels, mais ceux-ci verront leur rôle se réduire de plus en plus. Ils ne serviront finalement qu'à vérifier les calculs.

Ceux-ci deviennent progressivement moins coûteux que des essais réels et ont surtout l'avantage de pouvoir être recommencés autant qu'on le souhaite, en changeant à volonté les paramètres, et cela dès la conception du véhicule – avant même la construction du premier prototype, – laquelle bénéficiera des informations ainsi obtenues.

M. A.

Pascal américain

Pascal, base de données scientifique technique produite par le centre de documentation scientifique et technique du CNRS (CDST), contient aujourd'hui six millions de références bibliographiques accessibles en conversationnel et s'enrichit de quatre cent cinquante mille références nouvelles chaque année.

Les disciplines scientifiques et techniques qu'elle couvre sont notamment : les sciences exactes, biologiques et médicales, les sciences de la terre, de l'information, les technologies et les sciences appliquées.

Pascal est diffusé par le serveur français Questel (Télésystèmes) et par le serveur européen ESAIRS (Agence spatiale européenne), essentiellement en France et en Europe. Depuis peu, le CDST et la société Dialog Information Service Inc. aux Etats-Unis ont signé un contrat pour implanter cette base de données sur le serveur américain Dialog. Elle sera accessible en ligne en 1987.

★ Centre de documentation scientifique et technique (CDST) du CNRS, 26, rue Boyer, 75971 Paris Cedex 20. Tél. : 43-58-35-59, postes 327 ou 500.

Revue de parcs

De nombreux parcs de technologie ou pépinières d'entreprises ont été créés, ces dernières années, sur le modèle de quelques réalisations phares comme Sofia-Antipolis. Pour leurs promoteurs, ils constituent à la fois des sources d'emploi et des symboles de modernisme. La réalité n'est pas toujours si brillante que l'on pouvait l'espérer, le fonctionnement posant quelques problèmes qui sont peu visibles dans la phase de conception.

L'Association de recherche économique en propriété intellectuelle et transferts techniques (AREPIT) a réalisé une étude comparative de plusieurs parcs en France, en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne. Son objet est de faire apparaître comment les mêmes difficultés, les mêmes obstacles – méfiance des industries, coût de fonctionnement, choix des responsables – se retrouvent à chaque fois. Pour les élus locaux qui songent à installer une telle structure dans leur région, l'étude propose quelques questions simples qu'ils doivent se poser avant d'arrêter leur choix.

★ AREPIT, 3, rue Lamandé, 75017 Paris (1) – 43-87-18-55.

Minitels à bord

Responsable d'une agence rochelaise de radio maritime « émissions réception », Paul de Pleigne a récemment obtenu des PTT qu'un navire de pêche, quel qu'il soit, soit considéré comme un abonné au téléphone.

Jusqu'ici, entre les PTT et les armateurs, il avait toujours été question de radio-téléphonie, formule utilisée pour désigner les échanges entre les bateaux et la terre. S'il est considéré comme un abonné au téléphone, un navire n'a plus de raison de ne pas disposer d'un minitel à bord. L'initiative prise à La Rochelle pourrait intéresser d'autres ports.

Reste à créer un centre serveur « minitéliste », ce qui pourrait être fait assez rapidement par liaison VHF, et bientôt par liaison bande latérale unique (BLU). Les capitaines des navires ou leurs officiers radio pourraient ainsi consulter à volonté les informations données par le centre à tout moment sur la vie d'un port, des ports voisins, sur la météo, sur l'évolution au jour le jour des marchés du poisson, sur les cours pratiqués, etc.

L'avantage du minitel pour les échanges personnels ou professionnels est que l'imprimante prévue au programme de la minitélisation maritime permettrait à chacun de passer son message au moment, de jour et de nuit, qui lui conviendrait.

A La Rochelle, on estime que le minitel de bord pourrait changer la vie des équipages et des armements à la pêche et entraîner, à terme, une modification des marchés du poisson, du moins dans les ports les plus importants. Le minitel pourrait, en effet, servir à obtenir un plus grand étalement des arrivages et permettre ainsi de meilleurs rendements des bateaux.





INGENIEURS GRANDES ECOLES : VALORISEZ VOTRE EXPERIENCE

1800 collaborateurs, des compétences polyvalentes de haut niveau, un environnement technologique sophistiqué permettent à la **Division Travaux Extérieurs et Services** de THOMSON-CSF d'occuper une place de choix dans le domaine de l'ingénierie, de la gestion de grands projets, et lui assurent une forte présence à l'international.
Notre volonté de développement tant auprès des unités du groupe qu'auprès des sociétés du secteur public ou privé, nous conduit à renforcer nos équipes. A ce titre, nous souhaitons intégrer un

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE

Ingénieur diplômé Grande Ecole, vous justifiez d'une expérience professionnelle de 4 à 5 ans dans le domaine des études. Votre compétence technique, votre rigueur et votre esprit d'analyse ne sont plus à démontrer.
Aujourd'hui, vous souhaitez mettre à l'épreuve vos réelles qualités relationnelles.

Ce que nous vous proposons :

Interlocuteurs des ingénieurs des différents secteurs de la Division auxquels vous apportez votre conseil, vous mettez en place le système "qualité" à la conception, dans les domaines suivants : informatique, équipements électroniques, approche de l'analyse de la valeur.
Réf. 91438/LM

INGENIEUR DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Ingénieur diplômé Grande Ecole, passionné d'électronique, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum en laboratoire.
Aujourd'hui, vous souhaitez exercer dans ce contexte des responsabilités élargies.

Ce que nous vous proposons :

Dans le cadre d'une activité nouvelle en pleine expansion, vous conduisez les études qui vous sont confiées, de la conception jusqu'à la réalisation des prototypes et l'industrialisation.
La connaissance des techniques numériques à micro-processeurs (6800 et 68000) et analogiques hautes fréquences est indispensable. Réf. 91439/LM

De réelles perspectives d'évolution seront offertes aux cadres à fort potentiel que nous recherchons.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Mme Dominique BERNARD THOMSON-CSF - TEX - 34 boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.



HAVAS CONTACT

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE/ENTREPOT

Venez diriger et faire évoluer notre entrepôt central en Gâtinais.

Notre maison-mère est l'un des grands noms mondiaux de l'agro-alimentaire. En France, nous employons 850 personnes et réalisons un CA voisin de 700 MF, ce qui fait de nous le leader européen.

Nos 3 usines «sortent» 23000 tonnes de produits variés (soit 130 000 m3. par an, 180 références) qu'il vous faudra gérer.

Agé d'au moins 32 ans, de formation supérieure «logistique/transport», vous êtes un homme de terrain et vous avez une solide expérience de la gestion d'un entrepôt acquise dans une affaire industrielle, pharmaceutique, agro-alimentaire ou encore chez un transporteur international ou un transitaire.

***Votre objectif :** à partir de l'existant, qu'il vous faut faire tourner, créer un entrepôt central devant alimenter une dizaine de satellites en y intégrant une gestion moderne. Vous dirigez une équipe de 35 personnes, organisez le trafic de l'entrepôt en entrée-stockage-sortie, travaillez en liaison avec notre service transport. Bien sûr, vous n'avez aucun complexe face à l'informatique.*

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous réf. 517LM à notre Conseil :

SODERHU
22 RUE SAINT AUGUSTIN
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Filiale à 100 % d'un important groupe industriel français, notre activité porte sur l'un des plus beaux marchés de demain : la Micro-connectique.

UNE DIRECTION INDUSTRIELLE D'ENVERGURE DANS UN SECTEUR DE POINTE : LA MICRO-CONNECTIQUE.

Vous allez industrialiser une nouvelle ligne de produits, coordonner des projets de développement d'envergure internationale. Cela vous amène à faire valoir vos compétences dans le domaine de la production, des méthodes, de la recherche et développement, liant certaines de vos actions avec le marketing.

Ingénieur Centrale, Sup Elec, AM, vous êtes, avec vos 6 ans d'expérience industrielle en production ou développement, devenu véritablement un homme de terrain. L'électronique vous passionne, peut être même connaissez-vous le domaine de la Micro-connectique. Vous aimez aborder des fonctions polyvalentes, laissant une large place à la créativité. En outre, vous avez la carrure pour animer vos équipes et vous êtes un bon gestionnaire pour veiller à la rentabilité des fabrications.

Comprenez enfin que c'est vous qui ferez évoluer ce poste par votre talent. L'usine est implantée en Normandie mais la connaissance de l'anglais est impérative compte tenu de l'impact international de la fonction.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence 889M

ALPHA CDI, 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA CDI.

MEMBRE DE SYNTEC

---

des contacts internationaux...

Responsable Industrialisation

(Centrale - AM ...)

en Bourgogne

Nous sommes la filiale d'un groupe international et produisons des Biens d'Équipements Grand Public de haute technicité aux marques réputées. Le Jeune Ingénieur généraliste ou mécanicien que nous recherchons, âgé d'au moins 28 ans, a une première expérience d'animation d'une équipe au sein d'un Service Méthodes, Industrialisation ou Production et privilégie la Qualité, l'aspect relationnel et le travail en groupe. Rattaché au Responsable Technique, il dirigera le Service Industrialisation (process assemblage et réglage, temps et gammes, mécanisation, outillage...), animera une équipe de 20 personnes (Ingénieurs, cadres et techniciens) et assurera les relations avec les Services Assurance Qualité, Achats, Production et Logistique. Les contacts fréquents et les déplacements à l'étranger nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais. Le candidat retenu ne rencontrera aucun problème d'intégration au sein d'une équipe jeune, ouverte, dynamique et soudée. Le poste est situé à proximité d'Auxerre.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 701507 M

35, rue du Rocher 75008 Paris.



Henco Software fait partie des "grands" du monde des **SGBD relationnels** et des **L4G.** En France. Henco Software SA a le vent en poupe non seulement auprès de ses clients français, mais aussi auprès de ses partenaires américains : son chiffre d'affaires 86 est supérieur de 50 % par rapport à 85 !

Nos collaborateurs sont des gagneurs. Notre méthodologie est moderne. Notre marketing est clair. Notre équipe est saine. Notre ambition est grande. Nos produits INFO, INFO/Micro et Star/INFO sont connus, appréciés et utilisés.

Notre nouveau Système de Gestion de bases de données et de textes réparti pour le monde DEC, **INFO-DB+**, va être un des événements informatiques de 1987.

Alors, si vous aimez convaincre, anticiper et écouter
Si vous avez une âme "PME" et désirez être le patron de votre activité
Si vous avez une expérience réussie de 2 ou 3 ans dans une fonction technico-commerciale ou commerciale dans le monde des mini et grands systèmes informatiques
Si vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur

Rejoignez nous en tant que

INGÉNIEUR COMMERCIAL(E)

basé soit à Paris, soit à Lyon.

Écrivez à Philippe Garcin un courrier qui lui donne envie de vous recevoir.
N'oubliez pas photo et prétentions.

Henco Software SA - Tour Franklin - Cedex 11 - 92081 Paris-la-Défense.

HENCO SOFTWARE SA

---

ingénieur industriel chez Schweppes en Avignon

Un challenge passionnant pour un ingénieur débutant (Institut de Gestion Industriel Alimentaire, ou équivalent) à qui nous proposons de participer à l'optimisation de la rentabilité de l'outil de production. A partir des calculs des coûts de production et des études de prix de revient, vous recommanderez des nouvelles méthodes de travail ; vous participerez aux essais machines et études de faisabilité. Votre maîtrise de l'anglais et un intérêt marqué pour l'agro-alimentaire seront des atouts supplémentaires pour réussir dans ces missions.

Adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) avec référence JSA au Service du Personnel, usine Schweppes, 84470 Châteauneuf-de-Gadagne.

Schweppes®

FAIRE VIVRE NOS NOUVEAUX PRODUITS

Le Groupe **CIPEL**, leader du marché de la pile (MAZDA. WONDER), se développe : notre Division Appareils s'implante en force sur le marché européen. Nous recherchons un

Jeune ingénieur mécanicien

RECHERCHE/DÉVELOPPEMENT

Diplômé A & M ou équivalent.
Formation complémentaire en conception de produits de série et en analyse de la valeur.
Première expérience souhaitée.
A la tête de votre équipe, vous saurez concevoir des nouveaux produits et aménager les produits existants.
A l'écoute des attentes exprimées par les commerciaux et les hommes de production, vous saurez trouver et mettre en œuvre des technologies réalistes et adaptées (robotique...).

Les contacts avec l'étranger nécessitent la pratique de l'Anglais.
Ce poste est basé à une heure de Paris-Ouest.
Le développement du Groupe offre de réelles opportunités d'évolution à des ingénieurs passionnés par l'Entreprise.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite, sous référence 2001, à notre Conseil :

MILO Ressources Humaines 3, Av. des Ternes, 75017 PARIS.

MILO Ressources Humaines 3, Av. des Ternes 75017 Paris

ADCOM.



chez

VULCANIC

DEPARTEMENT DE METANIC S.A.

Leader français dans le domaine de la fabrication d'éléments chauffants destinés à l'industrie, le nucléaire, l'armement, l'aéronautique... la raison de notre efficacité tient en un seul mot : la Qualité.
Qualité de nos produits que nous cherchons en permanence à améliorer, mais aussi qualité des hommes et des femmes à qui nous donnons les moyens de concrétiser leurs idées.

Ingénieur électromécanicien ou thermicien, vous exercez une fonction de technico-commercial depuis 5 ans dans le milieu industriel.
Grâce à votre talent de négociateur et à votre rigueur, vous prendrez la responsabilité d'affaires diversifiées et d'importance variable (100 KF à 1 MF) depuis l'établissement de l'offre jusqu'à la recette en usine.
L'anglais est souhaité.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre dossier de candidature sous référence IA/1 à Nicole Viaud,
METANIC - VULCANIC - Z.I. Les Chanoux
48, rue Louis Ampère 93300 Neuilly-sur-Marne



VULCANIC

AXIAL Publicité

هكذا من الأصل



Responsable de marché

Accumulateurs industriels - Spécialisée dans le domaine de l'alimentation électrique ininterrompue, cette société, filiale d'un important groupe international, recherche son responsable de marché accumulateurs. Placé sous l'autorité d'un directeur de division, il cumulera l'ensemble des responsabilités marketing, techniques et commerciales que suppose la vente de tels équipements : définition des besoins, études techniques et négociation des contrats. Basé en proche banlieue ouest de Paris, ce poste s'adresse à un cadre technico-commercial âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur technique (électricité, électromécanique...) et parlant couramment l'anglais. Il doit également justifier d'une expérience de la vente aux intégrateurs et/ou aux utilisateurs finaux de biens d'équipements industriels (batteries, groupes électrogènes, matériels de conversion d'énergie ou apparentés). La rémunération annuelle de départ constituée d'une partie fixe et de primes sur objectifs quantitatifs et qualitatifs sera fonction des compétences présentées. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9216M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ingénieurs en BE de mécanique

Avec 2.400 collaborateurs, nous concevons et fabriquons du matériel ferroviaire en réalisant 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires dont plus de 60 % à l'export. Nos techniques sont reconnues dans le monde entier.

Pour faire face à notre développement et entre autres, aux 2,5 milliards de francs de commandes que nous avons en carnet, nous renforçons notre bureau d'études mécaniques à Paris.

Nos ingénieurs élaborent les devis, conçoivent complètement les matériels, en suivant la réalisation et les essais et conseillent les services d'entretien. Ils sont les interlocuteurs techniques de nos clients. Ils parlent l'anglais et éventuellement d'autres langues.

Nous cherchons un jeune ingénieur mécanicien que nous formerons à notre métier et un ingénieur confirmé maîtrisant parfaitement les problèmes de résistance des matériaux, et pourquoi pas, les techniques liées à la conception de bogies.

Ecrivez à notre consultante, Mlle C. GROUSSARD (réf. 498 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

TÉLÉCOMMUNICATION MOBILE

directeur technique

Notre production augmente, en moyenne, de 20 % par an. Nous doublons la surface de nos locaux tous les trois ans. Nous employons 160 personnes. C.A. 86 : 68 MF. Objectif 87 : 100 MF. L'outil de production est performant. Nous avons des idées, un savoir-faire, et voulons être en avance.

Aujourd'hui les **perspectives de développement** sont telles qu'elles appellent un renforcement de l'équipe de Direction et la **création du poste** de Directeur Technique.

Rattaché au PDG, vous **dirigez, gérez, animez** et **contrôlez** les services **Conception, Fabrication et Qualité** soit **100 personnes** produisant des appareils de télécommunication.

Vous êtes un **ingénieur diplômé** avec des connaissances en **électronique analogique**, en méthodes et en fabrication. Vous avez envie d'évoluer, de gagner d'autres challenges. Vous êtes enthousiaste. Vous vous sentirez donc bien dans notre Société en constante mutation en gérant avec ordre et méthode son **évolution permanente**. Salaire et intéressement à débattre. Lieu de travail : **Midi-Pyrénées.**

Pour recevoir une information détaillée sur cette situation, veuillez adresser votre C V et une photo sous référence 7103 à MLM CONSEIL 36, allées Jean-Jaurès. 31000 TOULOUSE. Tél. : 61.62.73.66 Merci et à bientôt.

CONSEIL



MONTREUIL



CENTAURE VISIONIC

Responsable du département mécanique

LA MECANIQUE AU SERVICE DU FUTUR...

Nous sommes une jeune PMI (150 personnes, moyenne d'âge : 30 ans) à la conquête des marchés internationaux dans le domaine de la vision artificielle.

Nous produisons des machines de hautes technologies destinées aux contrôles des circuits imprimés associant l'ELECTRONIQUE, L'INFORMATIQUE, L'OPTIQUE ET LA MECANIQUE DE PRECISION.

Vous êtes un JEUNE INGENIEUR DIPLOME (28-35 ans), passionné de mécanique, ayant une expérience dans la direction d'une équipe recherche et développement en mécanique appliquée.

Nous vous proposons d'animer notre DEPARTEMENT MECANIQUE DE PRECISION (2 ingénieurs, 2 techniciens), d'apporter vos idées et de participer à la conception et au développement de machines ultra-sophistiquées. Vous remplirez votre mission en collaboration directe avec le Directeur de la recherche et du développement, les responsables de produits et les animateurs des départements électronique, informatique et optique.

Votre rémunération tiendra compte de votre expérience et de vos acquis.

Notre Conseil, Marc NISOLLE, traitera confidentiellement votre dossier de candidature (C.V. et photo), sous la ref. RM/CR.

MEDIA PA




AXONE 63, rue de Rivoli 75001 PARIS

Lille • Paris • Nantes • Strasbourg • Lyon • Marseille

ARMAND THIERY

Nous sommes une société de taille moyenne (C.A. de 635 millions de francs en 1986, 800 personnes), filiale du Groupe PRINTEMPS, exploitant 57 magasins sous les enseignes ARMAND THIERRY et BRUMMELL.

La mise en place de nouvelles chaînes de traitement ainsi que l'évolution de notre architecture matérielle (HP 3000 - IMAGE - FORTRAN - Micros - TPV NIXDORF) nous amènent à rechercher notre

■ Directeur des systèmes d'informations et de communications

Rattaché à la Direction Générale, vous mettrez en place notre schéma directeur prévoyant l'évolution informatique de nos points de vente, de notre centre de distribution, et de notre système intégré de gestion.
Interlocuteur privilégié des utilisateurs, vous devrez *encadrer* une équipe et vous *impliquer* depuis les phases de conception jusqu'à l'intégration des applications.
Très au fait des possibilités techniques (télécommunications, SGBD, bureautique, micro), vous serez responsable des négociations avec les fournisseurs (constructeurs, SSII) et justifierez de toutes décisions relatives aux moyens à mettre en œuvre.
De formation supérieure (MIAGE, Ecole d'Ingénieurs), vous justifiez d'une expérience significative (minimum 5 ans) dans la conduite de projets (de préférence dans le secteur de la distribution) sur site comparable.
Vos qualités d'animateur et de gestionnaire vous permettront de vous affirmer rapidement à ce poste clé de notre organisation.
Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MSC/SO/RSI à ORDIS - 10, rue Auber - 75009 PARIS.



THOMSON-CSF
DIVISION TELECOMMUNICATIONS

Nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de produits et de systèmes de radio-communications destinés aux domaines militaires et civils.

Dans le cadre de notre développement, nous recrutons des

■ Ingénieurs informaticiens - Temps réel

Vous participerez à des développements de logiciels temps réel depuis les spécifications fonctionnelles jusqu'à leur intégration, dans un environnement informatique de haut niveau : VAX 750-780 sous UNIX, atelier de génie logiciel, SGBD, consoles graphiques, stations de travail VAX...
Nous recherchons pour ces postes des ingénieurs grandes écoles possédant une première expérience d'environ 2 ans en développement de systèmes temps réel et ayant les connaissances techniques indispensables (Assembleur, Pascal, réseaux) et souhaitant évoluer rapidement vers des postes de chefs de projets.
Ces postes sont à pourvoir en banlieue nord de PARIS.
Patrick LECLERC vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MPL/TO/II à ORDIS - 10, rue Auber - 75009 PARIS.



PARIS - Nous sommes une importante institution financière spécialisée dans les secteurs immobiliers (2000 personnes) dotée de puissants moyens informatiques (2 x IBM 4381/3, 1000 terminaux, MVS, CICS, DATACOM IDEAL et différents systèmes décentralisés).
L'établissement d'un Schéma Directeur concernant la Direction Organisation et Informatique nous amène à créer la fonction de

■ Responsable support méthodes

Rattaché au Responsable des Etudes, vous serez chargé de mettre en place les procédures et les outils propres à accroître la productivité des développements informatiques, dans une optique génie logiciel.
Homme d'expérience (conduite de projets) convaincu de la nécessité d'introduire dans le développement des applications, des méthodes performantes, vous devrez promouvoir, par la qualité de vos relations et votre sens pédagogique, une nouvelle approche méthodologique des développements.
La réussite dans ce poste doit vous permettre à terme d'envisager d'autres responsabilités dans nos structures.
Olivier BALLU vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MOBA/CD/RSM à ORDIS - 10, rue Auber - 75009 PARIS.





Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

INGENIEURS BULL ENGAGE VOS TALENTS D'ORGANISATEUR

Bull considère la description de ses Dossiers Produits comme un axe de cohérence essentiel pour ses activités et ses différents systèmes d'information. Tous les secteurs d'activités de l'entreprise sont concernés : études, méthodes, production, après-ventes, achats, marketing et ventes, planification et contrôle d'activités.

Nous recherchons le **Futur responsable** chargé de mettre en œuvre et de faire évoluer les méthodes et standards régissant les **données descriptives des produits** ainsi que les **systèmes d'information** concernés.

Ce poste implique un grand nombre de contacts avec ces différentes organisations, une bonne maîtrise de l'architecture des systèmes d'information et des produits informatiques. Il vous ouvrira de larges possibilités de développement de carrière dans le Groupe.

Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles ou équivalent, vous faites preuve d'aptitudes à la synthèse et d'un bon sens relationnel.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 401 M à Francis CAIRE - Bull S.A. 25 avenue de la Grande Armée - 75016 Paris







jeune diplômé en maths appliquées, venez acquérir la maîtrise des techniques financières

Notre banque (Paris 8ème), dynamique et à taille humaine, met l'accent sur les nouveaux produits financiers et boursiers et mise sur le développement d'outils d'aide à la décision.

Venez participer à la conception et à l'élaboration d'outils de simulation, en collaboration étroite avec les opérateurs de marchés. Ainsi, leur donnez-vous les moyens d'optimiser leurs transactions boursières et d'améliorer leur rentabilité.

Ingénieur Grande Ecole, ENSAE, ou titulaire d'un Doctorat d'analyse numérique, vous souhaitez acquérir une culture financière prisée sur le marché, tout en mettant en œuvre les techniques informatiques les plus pointues.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4936 LM) à **"Carrières de l'Informatique"**.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

ENTREZ DANS LA VOIE DE L'INNOVATION PAR LA VENTE

JEUNES INGENIEURS CHIMISTES

Au premier rang des Entreprises chimiques mondiales, le Groupe HOECHST est présent dans 150 pays et dispose de quelques 500 filiales ou sociétés en participation dans le Monde.

Hoechst

La Société Française HOECHST, avec plus de 2 200 collaborateurs réalise un CA de l'ordre de 5 milliards de Francs. Elle dispose de 4 usines et d'un Centre de Recherches et d'Applications.

Ingénieur ou Universitaire vous avez une 1re expérience technique ou commerciale; mais vous pouvez aussi être débutants. Vous avez un bon niveau en allemand.

Après une formation à nos produits, vous viendrez renforcer l'une de nos agences régionales pour suivre et développer la commercialisation de notre gamme de [illegible] auprès de différents secteurs industriels.

[illegible] :
[illegible]

Vos connaissances techniques alliées à votre sens commercial doivent vous permettre de répondre aux attentes de notre clientèle et vous aideront à faire évoluer votre carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 880 en indiquant le secteur choisi à la Société Française HOECHST - DRH - Tour Roussel Hoechst, Cedex 3 92080 PARIS LA DEFENSE.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

INGENIEUR SENIOR

REJOIGNEZ LE DEPARTEMENT CONSEIL ET INGENIERIE
EN MONETIQUE BANCAIRE
ET SOYEZ L'UN DES MOTEURS DE SON DEVELOPPEMENT.

De formation Grande Ecole, vous avez acquis si possible au sein d'une SSII, 5 à 10 ans d'expérience dans le pilotage d'importants projets informatiques.

Vous avez évolué vers des missions de conseil et d'ingénierie ou souhaitez saisir l'opportunité de cette évolution.

Nous vous proposons de participer au développement de l'activité monétique dans le milieu bancaire.

Vous serez responsable de vos projets, du conseil à la réalisation, et serez l'interlocuteur privilégié auprès de nos clients.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous référence PH-3/AS à :
Anna STAROSWIECKI - Service Recrutement - SLIGOS
Immeuble Ile de France - Cedex 49 - 92067 PARIS La Défense 9.

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE

HAVAS CONTACT

PME DYNAMIQUES IMPLANTEES AU CREUSOT (71)

recherchent

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs en électronique, vous avez acquis de bonnes connaissances en Analogique au cours d'une première expérience.
Vos fonctions : l'étude et le développement de produits à base de microprocesseur et électronique BF.
(Une expérience en radioélectricité serait très appréciée.)

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN — DÉBUTANT

Vos connaissances techniques et votre ouverture d'esprit vous permettront de jouer un rôle important au sein d'une équipe de marketing, composée également de philosophes et sociologues.

TECHNICIEN — DÉVELOPPEMENT MICROPROCESSEUR

Vous serez chargé de la conception et de la réalisation d'ensembles logiciels (microcontrôleur 80C31). Les compétences techniques indispensables à la réussite dans ce poste seront le fruit d'une expérience de 2 ou 3 ans (assembleur, si possible pascal ou C).

Tous ces postes sont à pourvoir immédiatement et exigent de travailler de manière responsable et autonome.
Votre rémunération motivante sera liée à votre personnalité.
De réelles perspectives d'évolution s'ouvrent pour les candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 59147 en précisant le poste choisi, à DEB'S, 103, rue Jouffroy, 75017 PARIS, qui transmettra.

Mobil®

Mobil Oil Française est l'une des plus importantes filiales du 4e groupe industriel mondial. Aujourd'hui, nous poursuivons activement notre développement et notre créativité. Dans ce cadre, notre **Centre de Recherche de N.D. GRAVENCHON** (Seine-Maritime), occupe, dans le groupe international, une place prépondérante et nécessite un renforcement de ses activités.
Pour les mener à bien, nous recherchons plusieurs

INGENIEURS CHIMISTES

Diplômés(e) d'une Ecole Nationale Supérieure de Chimie (Nancy, Paris, Lyon, Lille...) avec, si possible, une formation ENSPM ou une thèse de Docteur Ingénieur. Anglais courant.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT LUBRIFIANTS

Réf. RD

Dans le cadre de projets internationaux de recherche, vous assurerez le développement de lubrifiants nouveaux. Vous analyserez l'application de ces nouveaux produits sur leurs marchés respectifs : constructeurs automobiles, industriels, marine, aviation, etc...
Un esprit logique, rigoureux et créatif ainsi qu'une bonne adaptation au travail en équipe seront des éléments déterminants de votre réussite.

PROJET

Réf. IP

Vous serez responsable de la conduite de programmes de recherche sur la définition et l'amélioration du raffinage des huiles de base dans un contexte international. Votre goût des contacts, votre ouverture d'esprit tant vers la production que vers le marketing, vous permettront de définir des recommandations fondamentales pour les fabrications de la raffinerie.

Tous ces postes ouvrent à des candidats de valeur d'importantes perspectives d'évolution polyvalente.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), **en mentionnant la référence du poste choisi**, à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 9.



CONTESSE

Florian Mantione Institut

LES « DATACOM » SONT VOTRE DOMAINE

VOUS : • avez une formation de base sérieuse (école d'ingénieurs en télétransmission ou télécom.).
• possédez un tempérament commercial déterminant pour détecter les besoins et y apporter des solutions originales,
• savez ce que «gérer» veut dire.

NOUS : • vous proposons au sein d'une Entreprise jeune et performante le poste d'

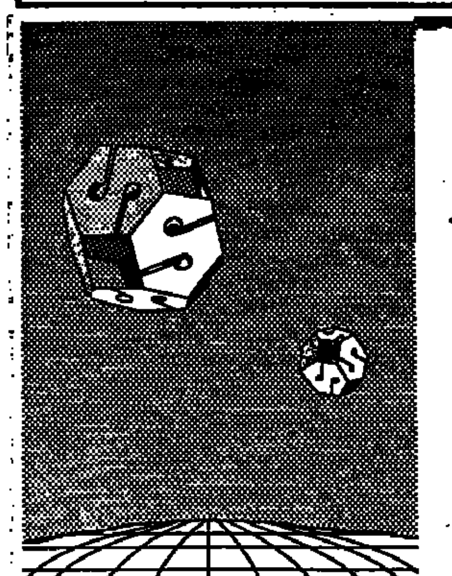
INGENIEUR COMMERCIAL

Futur Directeur Commercial France-Nord basé à Paris

Rémunération motivante qui tiendra compte de votre formation et votre expérience.
Une définition de fonction détaillée sera transmise aux candidats préselectionnés qui adresseront CV + photo sous référence PA 0187 II à notre conseil Florian Mantione Institut, Le Mercure «B», 21 Aix-en-Provence, 13763 Les Milles Cedex.
Consultation MINITEL 3615 - SOFTEL FMI rubrique 03 - réf. PA 0187 I L

Aix/Marseille-Bordeaux-Clermont-FD-Montpellier-Paris-Toulouse.

média-system



Filiale d'un des plus puissants groupes français, SRTI conçoit et réalise des équipements de haut niveau technologique à destination civile ou militaire. Dans le cadre de son développement, notre département "électrolyse" recherche un

SRTI
Groupe SODETEG

JEUNE INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

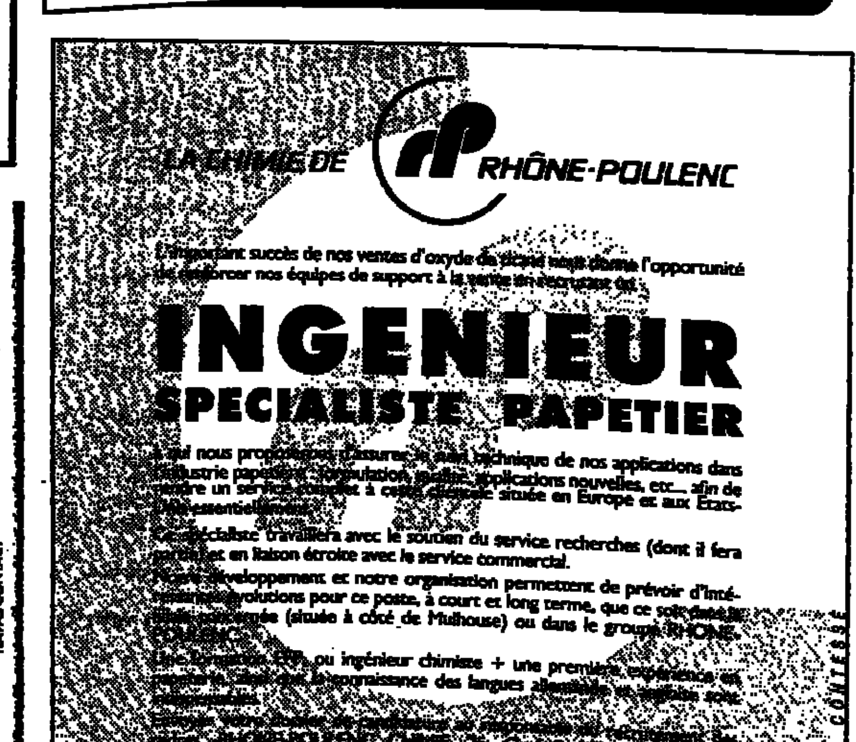
Au sein d'une équipe, vous serez responsable de l'étude et du suivi de réalisation d'installations de moyenne puissance. Cette fonction suppose tout autant une capacité à piloter des équipes de sous-traitance qu'à rechercher les automatisations possibles de procédés et développer l'informatisation des moyens d'étude (CAO sur logiciel PEGS).

La rapidité de notre développement et l'importance de notre groupe d'appartenance garantissent au jeune ingénieur que nous recherchons (SUDRIA, HEI, ESIGELEC, INPG, INSA) de nombreuses possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'écrire à Ch. SANCHEZ,
Direction des Affaires Sociales,
SRTI, 283, rue de la Minière 78530 BUC,
sous la réf. 2001/LM.

THOMSON

HAVAS CONTACT



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Au carrefour de l'informatique industrielle, des transmissions et de l'automatisation.

Filiale d'ALCATEL, nous développons des applications Télécontrôle. Tous domaines : exploitation, supervision, sécurité, surveillance ; tous réseaux : énergie, communication, audiovisuel... ; tous pays... Au cœur d'un grand groupe industriel, la CGE, nous avons la dynamique d'une structure légère (210 personnes, 70 % d'ingénieurs et techniciens).

Nous renforçons notre Direction Technique et recherchons pour notre Service

ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

RESPONSABLE DES PRODUITS "ÉNERGIE"

Ingénieur (Supelec, INSA...) vous connaissez les systèmes de téléconduite et télésurveillance en matière de production, transport et distribution des énergies. Vous avez déjà développé des systèmes temps réel à base de microprocesseurs.
Rattaché au Directeur du Département Technique, vous définissez les systèmes en relation avec le client et les départements impliqués. Vous participez à l'élaboration des propositions techniques et assurez le développement de vos produits. (réf. A)

RESPONSABLE DE LA GESTION DES MOYENS DE DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

Ingénieur, vous avez une expérience des études, des développements logiciels et de leur méthodologie, ainsi que d'un centre de calcul VAX ou similaire.
Rattaché au Chef du service, vous gérez nos moyens de développement logiciel, assistez les utilisateurs et êtes responsable de l'application de la méthodologie de développements des logiciels. (réf. B)

CHEF DE PROJET

Vous avez 6 ans d'expérience en étude et développement logiciel de système temps réel dont 2 ans de conduite de projet ; vous réussissez dans l'animation d'une équipe. Si vous connaissez le microprocesseur 68000, l'Assembleur 68000, PASCAL ou C et IBM PC, AT ou XT, vous serez responsable de : • la conception, réalisation, intégration et documentation des nouveaux produits, • la rédaction des spécifications, du manuel d'exploitation et de maintenance de vos produits, • des engagements pris à l'établissement de la proposition. (réf. C)

INGÉNIEURS ANALYSTES

Vous participez à la conception, réalisation, intégration de nouveaux logiciels et prenez en charge l'adaptation de systèmes existants pour des applications spécifiques.
Avec 1 ou 2 ans d'expérience en analyse, codage et mise au point de logiciels système temps réel, vous connaissez le microprocesseur 68000, l'Assembleur 68000, PASCAL ou C (éventuellement IBM PC, AT). (réf. D)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

De formation BAC + 2, vous avez 4 ans d'expérience sur logiciel temps réel et connaissez le microprocesseur 68000 et l'Assembleur 68000 et PASCAL. Vous participez à la réalisation, l'intégration et la documentation de nouveaux produits. (réf. E)

ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT MATERIEL

INGÉNIEURS MATERIEL ET LOGICIEL

• Avec 2-3 ans d'expérience sur IBM PC, ses réseaux et les logiciels type MSDOS, DBASE, vous avez si possible réalisé des cartes d'extension pour IBM PC. Vous allez participer à l'étude d'équipements nécessitant la transmission et la gestion d'informations. Espagnol souhaité. (réf. F)

• Vous avez quelques années d'expérience sur matériel à microprocesseur et en programmation uP en temps réel. Vous participez à l'étude d'équipements destinés à la téléconduite de réseaux d'énergie. (réf. G)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

De formation BAC + 2, vous avez quelques années d'expérience sur matériel à microprocesseur et en programmation uP en temps réel. Vous participez à l'étude d'équipements destinés à la téléconduite de réseaux d'énergie. (réf. H)

Pour tous ces postes basés en proche banlieue Ouest, une bonne connaissance de l'anglais est requise.

Merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à notre Service des Relations Humaines - CETT - 51, boulevard de la République B.P. 52 - 78401 CHATOU Cedex.



Compagnie Européenne de Télétransmission

IMPORTANTE SOCIETE D'ACTIVITES SPATIALES OUTRE-MER

recherche des

TECHNICIENS ET INGENIEURS INFORMATICIENS TEMPS REEL

Les candidats possèderont une solide expérience des logiciels Temps Réel sur mini-ordinateur, MITRA, si possible.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf.91442/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

CONNECTEZ-VOUS SUR DES PROJETS D'AVANT-GARDE

SODETEG T.A.I.

Spécialistes de l'ingénierie des systèmes sophistiqués d'automatique et d'informatique industrielles, nous sommes présents par nos réalisations dans 25 pays (60 % de notre CA. à l'export).
Afin de conforter nos équipes - 600 personnes dont 350 ingénieurs - et de poursuivre notre forte expansion tant dans le secteur public que privé, nous souhaitons intégrer un

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation **Grande Ecole**, vous avez acquis une expérience dans la conduite de processus industriels (SOLAR, VAX) et/ou connaissez les systèmes d'exploitation **VAX, VMS, UNIX**.

Intégrés à l'équipe logiciel, vous participerez à **la réalisation d'un grand projet industriel d'avant-garde** à dominante **TEMPS REEL** dans l'un des domaines suivants : énergie - télécommunications - messagerie - industrie...

Notre politique active de formation continue et la croissance permanente de nos activités, vous permettront d'accroître rapidement vos responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 2/87/LM à la Direction des Affaires Sociales - SODETEG/TAI - Sandrine MANDIN - 283, rue de la Minière - BP 11 - 78530 BUC.

THOMSON

HAVAS CONTACT

---

comelog comelog comelog

CONSULTANT HAUT NIVEAU

Venez prendre une part active à l'expansion de notre Département Organisation.

Nous sommes une Société de Conseil en Organisation et Informatique qui regroupe aujourd'hui 290 collaborateurs et qui entend maintenir un taux de croissance de 60 %.
- Vous êtes ingénieur grande école et votre expérience vous a permis d'acquérir une forte compétence dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : ORGANISATION ADMINISTRATIVE - MISE EN PLACE DE SYSTEMES D'INFORMATION - STRATEGIE INFORMATIQUE - ORGANISATION ET CONSEIL INDUSTRIELS - BUREAUTIQUE.

De plus, vous maîtrisez une ou plusieurs méthodes et vous savez être pragmatique.

Si vous souhaitez intégrer une équipe dynamique, dans laquelle vous pourrez exprimer toutes vos qualités et prendre à court ou moyen terme la responsabilité du développement d'un domaine d'activités que vous nous aurez aidés à créer, alors, envoyer vos CV et prétentions sous référence 87A1 à Madame GUENET, COMELOG, Département Organisation 105, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

comelog comelog comelog

ASK COMPUTER SYSTEMS : le système de gestion MANMAN

leader mondial de la GPAO sur DEC et HP, avec son système intégré de gestion MANMAN (18 produits, plus de 1 000 installations mondiales, plus de 100 en Europe, 80 Millions de dollars de C.A.), recherche dans le cadre de la création et de l'extension de sa filiale française.

INGENIEURS CONSULTANTS Réf. S.C 611

ayant une réelle expérience d'expertise et de mise en place de systèmes de GPAO.

INGENIEURS DE SUPPORT TECHNICO-COMMERCIAL Réf. S.T 611

ayant une expérience concrète de l'implantation de systèmes informatiques et d'applications dans le domaine industriel et de la gestion.

INGENIEURS D'AFFAIRES Réf. S.A 611

ayant l'expérience de la vente d'applications clé en mains ou de services en milieu industriel sur moyens et gros systèmes (type DEC - HP - IBM).
L'ensemble de ces postes s'adresse à des ingénieurs parlant anglais, désireux de relever un challenge de qualité, en rejoignant une équipe de très bon niveau. Ils seront basés à Paris Sud mais une grande mobilité sera nécessaire.

Adresser C.V. détaillé, sous référence choisie, en précisant votre salaire actuel, à : CGS CARRIERES

CGS CARRIERES 53, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

ASK SILIC 223, 94528 RUNGIS Cedex



LE 1er GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES MUTUELLES recherche pour son SIEGE (1h30 de PARIS).

UN JEUNE DIPLOME DE FORMATION SCIENTIFIQUE

(actuariat, ingénieur, 3ème cycle en mathématiques...)

Il maîtrise bien l'anglais, a déjà pratiqué l'informatique (APL, tableurs, bases de données ...) et se sent à l'aise avec des outils mathématiques tels que : statistiques, analyse numérique, analyse de données, etc...).
Ses capacités de communication devront lui permettre, après une formation technique "réassurance", de se révéler un interlocuteur efficace pour :
- participer à la définition d'une politique de souscription,
- mettre à la disposition du département "réassurance" des outils scientifiques de souscription et de gestion.

Merci d'envoyer un CV détaillé et vos prétentions en précisant la référence DC/C81 à : D. CUGNET - GROUPE DES MUTUELLES DU MANS - 19/21, rue Chanzy 72030 LE MANS CEDEX

Dans le cadre d'un important projet d'informatisation interministériel, le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Privatisation, recherche

UN CHEF DE PROJET

Mission : en relation directe avec les Ministères pilotes et les SSII intervenantes, il sera chargé de l'animation, de la coordination et de la planification ainsi que du suivi rigoureux d'une grande partie du projet. D'importants moyens seront mis à sa disposition, notamment un atelier de génie logiciel pour la réalisation du projet et de la documentation technique.

Profil : les candidats que nous souhaitons rencontrer, de formation supérieure (Bac + 4 minimum), ont acquis une solide pratique technique en informatique de gestion (5 à 7 ans), dans un environnement **BULL (DPS 7, IDS II, TDS)**, et ont une première expérience réussie de la conduite de projet et de l'encadrement des hommes.

La connaissance de la méthode MERISE ainsi que des grands principes de la comptabilité publique serait des plus.

Des qualités d'organisation, de rigueur, une ouverture au dialogue et une personnalité bien affirmée sont indispensables pour réussir dans cette mission.

Merci d'adresser (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. SB, MF2 M, à notre Conseil Sieglinde Boch, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile

Conseil en Recrutement Informatique


SECTEURS
DE POINTE

هكذا من الأصل



Chef de Service Maintenance - Travaux neufs un profil de Manager

Nous sommes une usine de 400 personnes, spécialisée dans la fabrication de **produits pharmaceutiques** mondialement connus. Elles est dirigée par une petite équipe de cadres très dynamiques, qui se sont fixés des objectifs ambitieux et procèdent actuellement au démarrage d'un important programme d'investissements sur trois ans.

Pour faire face à cette modernisation, nous recherchons un ingénieur exercé aux techniques modernes de maintenance, capable de diriger un bureau d'études travaux neufs et d'animer une équipe d'une cinquantaine de personnes. **Il sera directement rattaché au Directeur d'usine, et membre du Comité de Direction.** Dans le cadre de son activité, il aura toute latitude pour développer des contacts avec la maison mère européenne, ce qui rend ce poste très attractif pour un ingénieur de 32 ans minimum, ayant acquis une solide expérience dans le domaine. Une disponibilité rapide serait un atout. Nous sommes installés dans une ville universitaire agréable proche de Paris.



Ecrivez à notre Conseil.

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite + CV et photo sous référence 3191 M à CORT, 65 Avenue Kléber, 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC — *Paris - Lille - Lyon - Strasbourg*

DESSEIN

EN PREMIERE LIGNE

La Course en tête, PROCTER & GAMBLE, c'est cela depuis toujours : une équipe unie par la volonté de conquête, le goût du challenge.
Dans une telle compétition, rien ne peut être laissé au hasard. Il faut savoir mettre de son côté tous les atouts de la réussite. Un atout maître : VOUS !

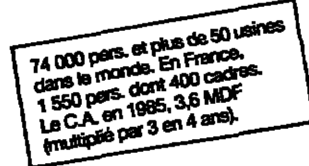
JEUNES OU FUTURS(ES) DIPLOMES(EES) DES MEILLEURES ECOLES, ABORDEZ VOTRE CARRIERE EN PREMIERE LIGNE, EN INTEGRANT NOTRE DEPARTEMENT INFORMATIQUE

Nos produits, nos équipes, nos outils vous supporteront.
Une formation permanente et personnalisée, un environnement humain de qualité et une promotion exclusivement interne basée sur vos actions, vos résultats, votre potentiel, vous stimuleront.

De formation scientique ou grande école de gestion, vous travaillerez sur des projets passionnants. En tant qu'INGENIEUR ANALYSTE DE GESTION pour analyser, concevoir, mettre en place, gérer les systèmes de gestion et d'aide à la décision et leurs bases de données interactives. En tant qu'INGENIEUR DEVELOPPEMENT TECHNIQUE vous aurez à développer, implanter et gérer les logiciels systèmes et applicatifs, nos configurations, les réseaux.
Environnement IBM 4381/HP 3000, réseau, logiciels de 4[e] génération, info-centre...

Saisissez votre chance - ECRIVEZ-NOUS !

A la recherche d'un premier emploi, nous attendons votre candidature (lettre et C.V.) PROCTER & GAMBLE FRANCE, sous réf. 1 M I
Service Recrutement Cadres
96, avenue Charles-de-Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.





PROCTER & GAMBLE

CONTESSE

COORDONNEZ LA REALISATION TECHNIQUE DE NOS PROJETS

1800 collaborateurs, des compétences polyvalentes de haut niveau, un environnement technologique sophistiqué permettent à la **Division Travaux Extérieurs et Services** d'occuper une place de choix dans le domaine de l'ingénierie, de la gestion de grands projets, et lui assurent une forte présence à l'international.
Notre volonté de développement tant auprès des unités du groupe THOMSON-CSF qu'auprès des sociétés du secteur public ou privé, nous conduit à renforcer nos équipes. A ce titre, nous souhaitons intégrer un

INGENIEUR D'APPLICATION

Ingénieur Electronicien, vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum en matière de conception et réalisation d'équipements électroniques.
Aujourd'hui, vous souhaitez exercer des responsabilités élargies et évoluer à terme vers la conduite de grands projets.

Ce que nous vous proposons :
En étroite collaboration avec un ingénieur d'affaires, vous assurez la responsabilité technique de la réalisation des affaires qui vous sont confiées.
La maîtrise des techniques numériques à microprocesseurs (6800 et 68000) est indispensable. La connaissance des techniques analogiques hautes fréquences est vivement souhaitée.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 91440/LM à Mme Dominique BERNARD - THOMSON-CSF/ TEX - 34 boulevard Omano, 93204 SAINT-DENIS.

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

CESIA

Conseil en systèmes d'information des administrations

Nous sommes une équipe spécialisée dans le conseil en informatique.

Nous aimons relever les défis, nous aimons le travail bien fait, nous préparons les administrations de demain.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
option informatique

- ayant une première expérience (2 à 4 ans)
- ou ayant 5 à 7 ans d'expérience en conseil informatique ou organisation.

Si vous êtes motivés, il y a une place pour vous parmi nous.
Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) au Cesia, Direction des Ressources Humaines, 80 B, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Cesia, la passion d'entreprendre, la certitude de gagner ensemble.

média-system

SDRC

CAE International

Filiale de Structural Dynamics Research Corporation, leader mondial des systèmes d'Ingénierie Mécanique Assistée par Ordinateur recherche

2 INGENIEURS D'APPLICATIONS LOGICIELS

– conception volumique, dessin — **– analyse modale expérimentale**

Vous avez une solide formation d'ingénieur, éventuellement complétée d'une expérience professionnelle dans l'I.A.O. ou la C.A.O. et vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Vous voulez travailler sur des produits de haute technologie, dans un environnement international.

Nous vous offrons de plus une rémunération motivante et la perspective de développement de carrière tant en France qu'à l'Etranger.

Envoyer de toute urgence votre C.V. à **SDRC-CAE International**
31, boulevard des Bouvets - 92000 NANTERRE.

Pierre Lichau

SLIGOS

SLIGOS, UN DES LEADERS MONDIAUX DE LA TELEMATIQUE,
recherche pour un secteur en pleine expansion
(DIRECTION DES SERVICES TELEMATIQUES)

LE RESPONSABLE DE SA PRODUCTION TELEMATIQUE

- Il mettra en oeuvre l'organisation des processus de surveillance, prendra en charge le suivi des incidents.
- Il sera le garant de la qualité du service offert à nos clients.

Ce poste convient à un JEUNE INGENIEUR (un à deux ans d'expérience) organisé, efficace et autonome ayant une bonne connaissance du monde IBM.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence GL/AS à : Anna STAROSWIECKI - Service Recrutement - SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9

MEMBRE DE SYNTEC INFORMATIQUE — HAVAS CONTACT

"Si vous êtes un passionné de la micro..."

... de formation grande école d'ingénieurs, professionnel de la micro avec une première expérience commerciale, vous rejoindrez rapidement l'une de nos équipes d'

LYON réf. K/LY
ORSAY réf. K/OR
LILLE réf. K/LL

INGENIEURS COMMERCIAUX confirmés

Vous préconiserez, concevrez et vendrez nos solutions en terme de logiciels, de matériels, de conseils et de formation. Vous serez bien sûr constamment soutenu dans vos actions par nos solides équipes techniques.
Ce que nous recherchons en vous ? Une stature commerciale exceptionnelle, une passion pour la micro, un pouvoir de séduction et de conviction certain qui vous permettront de négocier au plus haut niveau.

Nous vous rappelons que nous sommes l'un des premiers distributeurs français de micro et que notre progression est constante depuis notre création il y a 10 ans : + 50 % par an.
Vous l'avez compris : avec nous votre reussite est assurée.



Adressez CV, lettre manuscrite et prétentions (en précisant la référence choisie), à Madame Gouffier, CMG, ZA de Courtaboeuf, BP 38, 91942 Les Ulis Cedex.



REUSSIR NOTRE IMPLANTATION FRANCAISE : CHALLENGE POUR UN JEUNE INGENIEUR

Nous avons conçu le premier et seul système Vidéotex International, basé sur les systèmes Prestel, Teletel, CEPT. Nous jouons la carte européenne. Déjà présents dans 7 pays nous nous implantons aujourd'hui en France.
Vous serez notre informaticien.

Votre mission : la réalisation des liaisons micro/réseaux. Vous devez avoir les épaules solides : notre succès repose aussi sur vous. Jeune ingénieur, débutant ou doté d'une première expérience, vous êtes un **spécialiste micro et télécom.** La pratique de l'IBM 36 ou 38 peut s'avérer un sérieux atout. Enfin, vous travaillez aussi aisément en anglais qu'en français.

Nous vous proposons de «plonger» au cœur de l'aventure d'une entreprise profondément novatrice dont le destin est de modifier radicalement les systèmes de communication à l'échelle européenne.
Partant ? Retrouvons-nous à Courbevoie.

Merci d'établir les premiers contacts avec notre Conseil en lui adressant lettre manuscrite, CV et souhaits de rémunération sous référence M1612.

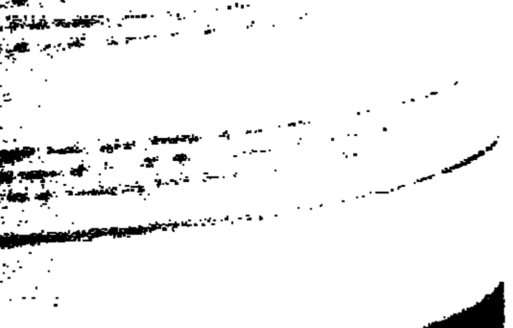
UNILOG

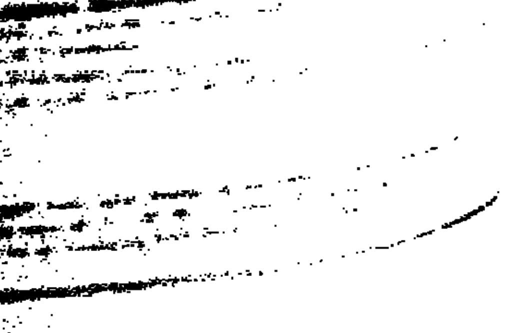
9, rue Alfred de Vigny, 75008 Paris.

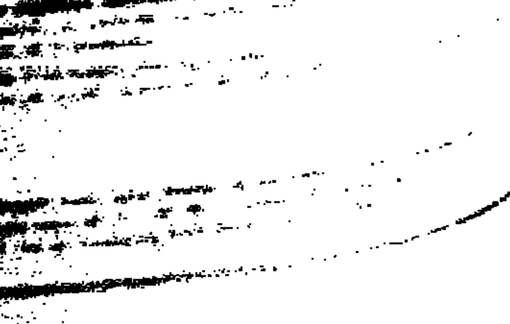
MEMBRE DE SYNTEC Informatique

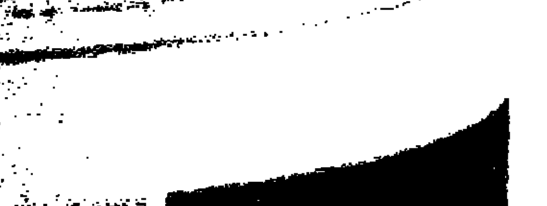
DESSEIN





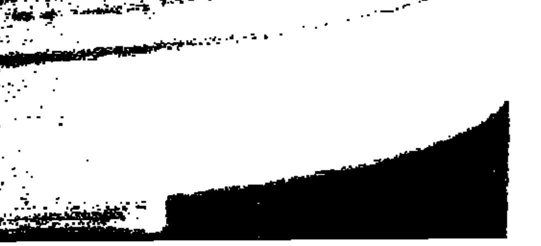


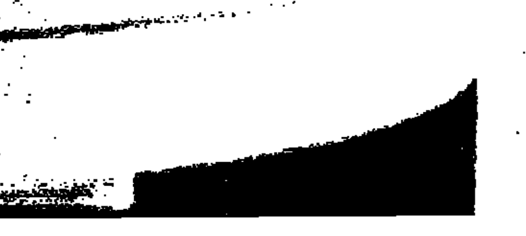














SECTEURS DE POINTE



La direction des constructions et armes navales de CHERBOURG

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ÉTAT (5000 personnes) recherche

POUR SON SERVICE ORGANISATION, MÉTHODES, INFORMATIQUE :

UN INGÉNIEUR ANALYSTE DE GESTION

1. FONCTIONS : Cet ingénieur sera responsable :
de la mise en œuvre et de l'adaptation aux problèmes des utilisateurs, d'un logiciel de recherche documentaire ;
du suivi de l'informatisation du Service Approvisionnements et Marchés.

2. PROFIL : Informaticien de gestion (une formation MIAGE, Maîtrise Informatique Appliquée à la Gestion des Entreprises serait appréciée).
Une expérience de Responsable d'Application Informatique ou de Chef de Projet est souhaitée. Réf. LM 3.

POUR SON SERVICE BUREAU D'ÉTUDES, GROUPE MATÉRIEL

UN INGÉNIEUR SUR CONTRAT

1. FONCTIONS : Le Bureau d'Études, groupe matériel, définit et fait réaliser les matériels des sous-marins de la Marine Nationale. L'ingénieur recherché sera responsable des études des auxiliaires tournants et, en menant le dialogue avec les spécialistes de la motorisation, il s'assurera du respect des objectifs de bruits et vibrations.

2. PROFIL : 35 ans environ. Formation : Ecole d'Ingénieurs, option électromécanique. Pratique : Suffisante pour être capable d'intégrer tous les problèmes posés par les pompes, compresseurs, etc. Réf. LM 4.

Il est proposé pour ces postes une rémunération mensuelle nette de 10 000 F pouvant être majorée en fonction des diplômes détenus et de l'expérience acquise.

Ecrire en adressant curriculum-vitae à :
DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Chef de Section PERSONNEL - BP n° 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL

COMMUNICO

Nous sommes une SSII en très forte expansion (150 ingénieurs en 1986, plus de 200 en 1987) intervenant notamment dans les domaines suivants :
- ESPACE, AERONAUTIQUE
- SYSTEMES TEMPS REEL.
- INGENIERIE MEDICALE.
- TELECOM, RESEAUX.
- PRODUCTIQUE, ROBOTIQUE.
- TRAITEMENT d'IMAGES.
- GRANDS SYSTEMES.

Pour les Entreprises NATIONALES et INTERNATIONALES des secteurs de HAUTE TECHNOLOGIE.

Nous recherchons :

Ingénieurs Grandes Ecoles Débutants

Souhaitant s'orienter vers l'Informatique

Ingénieurs 1ère Expérience

Evolution de carrière très rapide aux candidats de valeur.

Ecrire à Gisèle HASS, sous référence MFG 01, ou l'appeler au 47.57.02.50.

CGS INFORMATIQUE
55, Bd Gouv... Saint-Cyr 75017 PARIS

Sté développant logiciels graphiques sur VAX recherche pour PARIS

CHEF DE PROJET CAO

FORTRAN indispensable
Merci d'env. candid. s/réf. 5298-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui tr.

Télécommunications et réseaux militaires : vos talents commerciaux pour la France et l'export.

Participez à l'expansion de la Direction Commerciale de TRT dans les domaines des télécommunications et des réseaux militaires.
Ingénieurs technico-commerciaux, vous commercialiserez en France et à l'export, des Radiocommunications militaires ou des Réseaux.
Vous avez une expérience technique d'environ 5 ans dans ces domaines: radiocommunications VHF/UHF/HF ou commutation de données et réseaux.
Une formation commerciale complémentaire vous sera assurée si nécessaire.
Les postes sont à pourvoir à Paris 13ème.

Merci d'adresser votre candidature à TRT, Direction du Personnel, 5, avenue Réaumur 92350 Le Plessis-Robinsson.

TRT L'une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle.

média-system

SOCIETE DES CIMENTS FRANÇAIS

Le Groupe des CF, CA de 5.4 milliards de F, effectif 6.400 pers., 11 cimenteries, recherche pour la Direction de la recherche et du développement

un jeune " Ingénieur qualité "

ingénieur ou universitaire spécialité " génie chimique "

POUR GERER LA " QUALITE " D'UNE USINE DE FAÇON DECENTRALISEE.

Dans le cadre d'objectifs définis par le responsable de la " mission qualité " Groupe, il devra sous la responsabilité du Directeur d'usine : assumer une démarche globale qualité qui intègre : la qualité dans toutes les étapes de la fabrication, le bon fonctionnement du laboratoire : personnel, matériel et méthodes, le suivi des robots de contrôle, la fixation de points de consigne (essais), et la qualité de l'ensemble des services rendus au client et liés aux produits - participer aux études de béton régionales en liaison avec le département technico-commercial - sensibiliser, motiver, former le personnel de l'usine aux problèmes de qualité - Ce poste nécessite une expérience de 2 ans minimum dans la fonction ou une expérience industrielle de 4 à 5 ans en production - Connaissances complémentaires : béton, organisation de systèmes de contrôle de la qualité, appréciées - Anglais indispensable/allemand apprécié - Formation complémentaire assurée. Lieu de travail habituel en France : en usine où le logement est assuré.

sélé CEGOS

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence 73845/M. à
Madame CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

MEMBRE DE SYNTEC SOURCES

Telemecanique
les solutions de progrès

Grand prix de l'innovation 1984

14.000 personnes - C.A. consolidé : 6 milliards F
LEADER EUROPÉEN DES CONSTITUANTS POUR AUTOMATISMES INDUSTRIELS
recrute pour le développement de produits électroniques à technologie multiple (VARIATEURS DE VITESSE et associés) au sein de sa
DIRECTION MÉTHODES INDUSTRIALISATION à RUEIL-MALMAISON (Gare)

Ingénieur INDUSTRIALISATION

Double fonction • INDUSTRIALISATION DE L'ASSEMBLAGE DES PRODUITS ÉLECTRONIQUES (Etudes de faisabilité, choix et appro. des moyens, mise en place du processus)
• CONNECTIQUE : rôle identique.

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN
30 ans environ. ENSAM ou équivalent. INDISPENSABLE : 1re EXPÉRIENCE (2-3 ans) EN MÉTHODE OU FABRICATION DE PRODUITS ÉLECTRONIQUES

Ingénieur TEST ELECTRONIQUE

• Conception et Réalisation de LOGICIELS ET DE MATÉRIEL DE TEST • Interface avec les Laboratoires de conception. Il s'assurera de la TESTABILITÉ DES CARTES et définira les stratégies de test.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
• 30 ans environ. INDISPENSABLE : 1re EXPÉRIENCE (2-3 ans) DES TECHNIQUES « IN SITU » ET FONCTIONNELLES DE TEST AUTOMATIQUE DE CARTES

S.C. GARANTIT UNE DISCRÉTION ABSOLUE.
Lettre manuscr., C.V. dét., salaire et photo sous réf. 8570 à (préciser poste concerné)

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Groupe industriel leader dans sa profession recrute pour son département Recherche et Développement

DEUX INGENIEURS INFORMATICIENS GRANDES ECOLES

Les candidats justifieront d'une expérience temps réels sur systèmes multiprocesseurs, pour participer à un projet pilote utilisant des méthodes et techniques modernes de génie logiciel.
L'expérience exigée sera de 4 à 8 ans pour un poste de Chef de Projet et de 1 à 4 ans pour un poste d'adjoint Chef de Projet.
Ces deux postes sont à pourvoir dans la proche banlieue parisienne.

Envoyer CV et prétentions sous réf. 18915 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

RHÔNE-ALPES

Nous sommes une jeune société née de la fusion de deux grands groupes internationaux. Notre dynamisme nous positionne déjà parmi les leaders de notre spécialité : les automatismes industriels.
Nous recherchons :

Un ingénieur logiciel «système»

Intégré à l'équipe projets d'un de nos groupes «LOGICIEL» (11 personnes), vous réfléchirez à la migration de notre application (logiciel de programmation d'automates) d'un environnement IBM.PC/MS.DOS vers un nouveau système (UNIX, VMS...).
Informaticien, diplômé d'une grande école (ENSEEIHT, ENSIMAG...) ou universitaire de très haut niveau, vous possédez une bonne connaissance des systèmes d'exploitation (écriture, construction d'éléments : schéduleur, séquenseur...) et avez l'habitude du travail sur micro-ordinateur ou station de travail type SUN, APOLLO, MICRO-VAX...
Une première expérience serait un atout incontestable.
Mobile, disponible, vous êtes créatif, entreprenant, motivé par un travail concerté en équipe.
Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution au sein d'une structure souple, jeune et en pleine expansion.

Merci d'écrire avec prétentions et photo à notre Conseil Informama Carrières, sous réf. : M/SG. 24, rue de Metz, 31000 TOULOUSE.



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

média-system

BERTIN

Leader Européen des Sociétés de Services Technologiques recherche pour son unité « ASSURANCE QUALITE »

un TECHNICIEN en METROLOGIE

Sa mission consistera à étalonner les instruments de contrôles dimensionnels suivant normes établies, à concevoir et utiliser des programmes informatiques d'acquisition et de gestion des mesures.

Nous recherchons pour ce poste un jeune technicien - DUT Mesures Physiques - ayant de solides connaissances en programmation informatique (BASIC).

Merci d'adresser dossier de candidature complet, sous réf. AMB 91/1 à BERTIN & Cie - BP 3 78373 PLAISIR Cedex.

Pierre Lichau

ENTREPRISE D'ELECTRICITE ET DE TRAVAUX PUBLICS

180 personnes - 70 Millions de C.A. intervenant dans les activités d'électricité industrielle et tertiaire, d'adduction d'eau, d'assainissement recherche son

Responsable Régional (H/F)

pour les régions : NORMANDIE - BRETAGNE

de formation ingénieur en électricité, il devra avoir une expérience réussie de plusieurs années dans une fonction équivalente de responsable de secteur ou d'agence. Sa mission, à dominante commerciale, comportera la responsabilité des choix et des moyens dans les domaines de la technique, de la gestion et des hommes et devra permettre le développement et la diversification des activités de l'entreprise dans les marchés traditionnels et plus particulièrement en électricité industrielle. Le potentiel et les aptitudes au management du candidat détermineront notre choix.

Adresser CV détaillé, prétentions sous N° 9691 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra

---

GROUPE PHARMACEUTIQUE
Banlieue Sud
recherche pour son laboratoire de développement et son pilote de chimie fine

INGÉNIEUR CHIMISTE

Spécialisé en chimie ORGANIQUE.
Expérience de la mise au point de nouvelles synthèses indispensable.
Pratique de la langue anglaise souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 15573 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

JEUNES DIPLOMES / 1re EXPERIENCE

PARTAGEZ LE SUCCES D'UN GAGNANT

En 1976, COMPUTER ASSOCIATES a ouvert sa voie sur le marché des logiciels.
En 10 ans, nous avons parcouru le marché à un train d'enfer.
Bilan 86 : 330 millions de dollars et une implantation internationale qui fait de nous les leaders.
87 : Nous recherchons des Ingénieurs à notre image : les gagnants qui, avec nous, fileront en tête vers l'objectif 92 : 1 milliard de dollars de ventes annuelles.

INGENIEURS CONSEIL

Jeune diplômé ou avec une première expérience, aujourd'hui vous recherchez l'entreprise capable de vous former et de vous donner tous les atouts pour optimiser votre potentiel.

Rapidement, vous prendrez des responsabilités opérationnelles comme Ingénieur Conseil dans une mission d'assistance auprès de nos clients grands comptes dans les domaines de pointe de l'informatique : automatisation du centre, plan de sécurité ou projet de migration.

Avec le goût de la performance et le pari de la réussite, venez partager le succès d'un gagnant.

Adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. IC/M, à Brigitte BASTIDE COMPUTER ASSOCIATES - 11, avenue Dubonnet - 92407 COURBEVOIE Cedex.

COMPUTER ASSOCIATES

MEDIA BA

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

LOGISTA

Ingénieurs informaticiens

Grandes Ecoles

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg-Orléans

Vous êtes DEBUTANT et vous cherchez une STRUCTURE D'ACCUEIL capable de vous apporter formation, diversité et technicité

ou encore

Vous possédez une PREMIERE EXPERIENCE de 2 à 5 ans et souhaitez donner un NOUVEAU SOUFFLE à votre carrière dans une société solidement implantée sur son marché et dont la taille privilégie encore le dialogue dans l'entreprise.

LOGISTA filiale d'un grand groupe français, rassemble aujourd'hui 240 collaborateurs et développe ses activités dans des domaines aussi variés que L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, L'INFORMATIQUE DE GESTION, la TELEMATIQUE et les nombreux usages du système UNIX.

Depuis 11 ans, nous bâtissons une société que nous voulons originale, forte et indépendante.

Si cela vous attire, envoyez-nous rapidement une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo. Pour le reste accordez-nous quelques jours.

LOGISTA 30 quai de Dion Bouton 92806 Puteaux Cédex. A l'attention d'Hervé Captier.

LOGISTA : DES HOMMES DE SOLUTIONS.

Ingénieur alimentaire : choisissez le N° 1 dans votre spécialité



40 000 tonnes/an de yoghourts et desserts lactés, des produits vivants au service de millions de consommateurs chaque jour.

Responsable du Service Contrôle Qualité

Rattaché au Directeur de notre usine située à BAILLEUL (59), vous développerez les méthodes et outils de mesure de la qualité et serez le gardien des spécifications émises par la Direction de la Recherche et du Développement. Vous encadrerez un service d'une douzaine de personnes. Vous assurerez la mise en place de l'innovation technique sur les produits procédés et les emballages.

Votre formation d'ingénieur agro-alimentaire vous permettra d'être l'animateur de cette fonction majeure dans nos usines de produits laitiers frais. Quelques années d'expérience en usine ou en laboratoire sont indispensables pour prendre en charge cette fonction.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. C 29 M en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téheran, 75008 Paris.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



Division VIDE et MECANIQUE recherche

POUR PARIS

2 INGENIEURS (ou UNIVERSITAIRES)

- Formation Générale en physique, physico chimie ou Métallurgie
- Expérience dans Techniques de couches minces ou de plasmas réactifs basses pressions
- Vente de nos équipements sur les territoires d'exportation
- Fréquents déplacements
- Anglais courant indispensable - Allemand apprécié.

POUR ANNECY

INGENIEUR (ou UNIVERSITAIRE)

- Physique Générale et Electronique
- Expérience du Vide ou analyse de gaz si possible
- Pour prendre responsabilité d'un laboratoire d'études et de conception (une dizaine d'ingénieurs et Techniciens).

Ecrire avec CV détaillé, disponibilité et prétentions - ALCATEL - 98, avenue de Brogny - 74009 ANNECY Cedex.



Leader Européen des Sociétés de SERVICE TECHNOLOGIQUE recherche

INFORMATICIENS

pour :
- participer au développement d'atelier logiciel destiné aux études de sûreté de fonctionnement, ainsi qu'à d'autres projets EUROPEENS : Esprit, Eureka...

Ce poste évoluera vers des fonctions de Chef de Projet.

Profil : Ingénieurs informaticiens ou universitaires (DEA, Docteur 3ème cycle) ; première expérience souhaitée.

Une bonne connaissance des systèmes d'exploitation, des langages évolués et des méthodes de compilation sont nécessaires.

Adresser dossier de candidature complet s/réf. AMB-01/2, à :
BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

Pierre Lichau

URBANISTE

Nous sommes un groupe industriel leader dans son activité et exploitant des technologies de pointe.
A ce titre, nous participons au projet européen EUREKA.
Notre contribution active s'inscrit dans l'exécution du projet d'études d'INFRASTRUCTURES URBAINES INDUSTRIALISABLES.

Pour ce faire, nous recherchons à notre siège à Paris un Ingénieur ayant 5 à 6 ans d'expérience acquise dans un bureau d'études **spécialisé en Urbanisme/VRD.**

Si les technologies du futur vous passionnent, ce poste vous offre une excellente opportunité d'exploiter au mieux vos connaissances.

Merci d'adresser votre candidature (c.v. et photo) sous réf. 4012 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique du centre d'études nucléaires de GRENOBLE recherche pour son laboratoire de microélectronique-silicium

- **INGENIEUR PROCESS**
- **INGENIEUR CONCEPTION - CARACTERISATION**
- **TECHNICIEN SUPERIEUR CARACTERISATION**

Une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la microélectronique est exigée.

Merci d'adresser vos candidatures détaillées à Contesse Publicité - s/réf. 44634 (sur l'enveloppe) - 74, rue Bechevelin - 69363 Lyon Cedex 07.

CONTESSE

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

digital design

Leader français en TRAITEMENT D'IMAGE et VISION INDUSTRIELLE, recherche

Ingénieurs Commerciaux
en imagerie médicale. ——— *réf. DD 017*

Ingénieurs Commerciaux
en vision industrielle. ——— *réf. DD 018*

Ingénieur Commercial
en vision industrielle pour l'Allemagne (allemand parfait indispensable). ——— *réf. DD 019*

Ingénieurs Electroniciens
haut niveau, connaissances sur 68000 et 29116 indispensables. ——— *réf. DD 020*

Ingénieurs Systèmes
Connaissances UNIX, C et PASCAL ——— *réf. DD 021*

Ingénieurs d'Applications
en traitement d'image et vision industrielle. ——— *réf. DD 022*

Techniciens de recherche et développement
de production et service après vente ——— *réf. DD 023*

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel - DIGITAL DESIGN - Z.A. Orsay Courtaboeuf 17, avenue de Norvège 91940 LES ULIS Cedex.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(X, Centrale, Supélec)

PARTICIPEZ AUJOURD'HUI A L'INFORMATIQUE DE DEMAIN

Notre société est spécialisée dans les techniques informatiques de pointe :

- **CAO (Intergraph, Euclid...)**
- **Bases de données relationnelles (ORACLE, S Q L, Informix...)**
- **Langages de 4e génération (Nomad, dbase III...)**
- **Systèmes Expert**

Les collaborateurs que nous recherchons sont débutants, ou possèdent 1 à 2 ans d'expérience.
Ce sont des hommes et des femmes de contact, déterminés à réussir, prêts à diriger une équipe de 10 personnes. Une formation approfondie est proposée aux candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. OE 50 (C.V. + lettre manuscrite) à Marie-Thérèse GUIGNARD 178, rue de Courcelles, 75017 PARIS



NC COMMUNICATION

Jeunes Analystes



spécialiste français de l'éclairage, fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public. Avec 5000 personnes, nous réalisons un CA de 3 Milliards de Francs dont 1/4 à l'export, et nous recherchons des :

Analystes pouvant prendre rapidement des responsabilités d'applications dans le cadre du développement des projets logistiques Temps Réel, industriels ou commerciaux.
Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs informaticiens ou diplômés grandes écoles option informatique, ayant une bonne connaissance de l'anglais.
Les postes sont situés en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et photo, sous réf. : 2, à Maurice MORER, CDLME, Tour Vendôme, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

«Philips France, c'est 19 milliards de C.A., 29000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique».



PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

média-system

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
(4400 personnes), 1 milliard 1/2 de CA
recherche
pour une de ses divisions située en Normandie (300 personnes)

UN INGENIEUR MECANICIEN

(Bureau d'études)
A.M., INSA, ENI etc...

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.
Rattaché au Responsable Technique de la division, il aura pour mission :
- la conception et l'étude de projets (calculs, plans)
- le suivi et la mise au point de produits nouveaux jusqu'à leur industrialisation complète.

Ce poste requiert une formation de type mécanicien pour laquelle des connaissances complémentaires seraient appréciées :
- connaissance des matériaux élastomères, plastiques et/ou textiles
- compétence en robotique et automatismes (CAO-DAO).

Bonne pratique de l'anglais. Goût des contacts humains.
Des possibilités d'évolution sont envisageables au sein du groupe pour candidat de valeur.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 2938 à Lévi-Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

SOAF-C.S.A.
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour assurer un nouveau développement à son Département Assainissement en France
Ce département produit et vend des Matériels et des Equipements spécialisés pour l'Assainissement et la Dépollution des eaux, individuels et collectifs en catalogue, aux Professionnels du B.T.P., Négociants et Entreprises spécialisés.
Une formation technique de base, de bon niveau, est nécessaire.
Nous recherchons un collaborateur dynamique ayant de 35 à 40 ans environ, qui, dans un premier temps, sera placé en position d'Adjoint au responsable du Département.
Une expérience avec des références dans le secteur serait très appréciée.
Basé au Siège à Nantes, il est appelé à de fréquents déplacements en France (visite du réseau d'agents).
Une participation motivante aux résultats est prévue.

Ecrire à M. P. Hibon, SOAF-C.S.A. - 5, rue de la Comète, 75007 PARIS.

Importante société de services recherche

Traducteurs techniques H/F

Anglais-Français

spécialisés en informatique (matériel et logiciel)

Plusieurs postes sont à pourvoir, dont trois au 1er février.
Les candidats, de formation supérieure et pouvant justifier d'une expérience d'au moins 2 ans dans la fonction, devront, en particulier, savoir rédiger avec efficacité dans un style clair et agréable.
Merci d'adresser dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 2289 M à

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra

En progression rapide dans un métier sympa mais essentiel, sur un nouveau marché, Sté de services, un des leaders dans son domaine recherche

JEUNE RESPONSABLE (H/F)
avec un bon potentiel d'évolution

- Directement rattaché(e) à la direction nationale, après formation approfondie vous disposerez d'une large autonomie pour promouvoir les résultats économiques et commerciaux, contrôler la gestion du réseau de Franchises Paris et région.
- Vous avez de préférence une première expérience et une formation commerciale supérieure mais nous recherchons surtout la personnalité l'aptitude à une collaboration étroite. Déplacements ponctuels d'une journée.
- Réelle possibilité d'avenir si vous aimez avoir beaucoup de travail et participer activement à la vie de l'entreprise. Adresser candidature manuscrite, photo et dernière rémunération.

Ecrire No 8223
Le Monde publicité : 5, rue de Monttessuy - 75007 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE D'ACTIVITES SPATIALES
recherche un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Cet ingénieur diplômé sera chargé de la qualité du système électrique. Il aura 2 à 5 années d'expérience en électronique et informatique.
Apte à s'intégrer dans une équipe, il possèdera une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 91423/LM à HAVAS CONTACT - 1 place du Palais-Royal - 75001 Paris qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Ingénieurs Grandes Ecoles Débutants

Ingénieurs 1re Expérience

...écommunications ...éseaux militaires : ...alents commerciaux pour la France et l'export.

DEUX INGENIEURS INFORMATICIENS

...TAGEZ LE SUCCES ...N GAGNANT





Concessionnaire de Time Manager International, leader mondial dans la formation à *la gestion du temps et au développement personnel, présent dans 25 pays.*

Représentant du séminaire : ATTITUDE DE SERVICE "les personnes d'abord" de Scandinavian Service School,
recrute

animateurs de formation

Ayant dix années d'expérience professionnelle, diplômé d'études supérieures et animateur d'expérience confirmée, s'intégrera à l'équipe française de Time Manager après avoir suivi une formation de 6 mois en France comme à l'étranger.

Il assurera l'animation des produits de formation Time Manager, leur promotion commerciale, la négociation et le suivi de ses contrats.

Il devra faire preuve de flexibilité, d'ouverture, d'imagination et de talents d'acteur. Une bonne connaissance des entreprises internationales ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Revenu annuel entre 250.000 et 500.000 F.

commercial

Diplômé d'études supérieures, il a une grande expérience du marketing, de la vente et de la négociation de contrats de service à haut niveau (dix ans minimum).

Travaillant avec l'équipe de TMI, il coordonnera son réseau d'agents en France.

Flexibilité, méthode, patience, mobilité géographique ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais sont des qualités indispensables.

Revenu annuel entre 250.000 et 500.000 F.

Envoyer Curr.-Vitae à Catherine SCHOU, **TIME MANAGER INTERNATIONAL SARL,** 65, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS - Tél. 42.66.61.72

P.R.Bloy

LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

R E C H E R C H E

UN JURISTE SPECIALISE EN PROPRIETE INDUSTRIELLE ET EN DROIT DE LA CONCURRENCE

La Direction des accords industriels et des contrats de la CGE recherche un juriste très confirmé dans les domaines du droit de la propriété industrielle et du droit de la concurrence.

Celui-ci doit être titulaire d'un Doctorat ou d'une Maîtrise en droit, la possession d'un diplôme supplémentaire d'ingénieur constituant un avantage. Il devra être en mesure de traiter principalement et d'une manière autonome, dans le cadre de la Direction, des problèmes de droit de la propriété industrielle et de droit de la concurrence liés à la conclusion ou à l'exécution des accords du Groupe en France ou à *l'étranger. Il devra être également en mesure de participer à la négociation et à la rédaction* d'accords techniques portant sur des transferts de technologie.

Le candidat, âgé d'environ 45 ans, devra absolument justifier d'une expérience approfondie dans ces domaines, acquise au sein d'une ou de plusieurs entreprises importantes ou d'un cabinet de propriété industrielle. En outre, une excellente pratique écrite et orale de l'anglais est exigée.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé à COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE, Direction des Accords Industriels et des Contrats, 54 rue La Boétie, 75382 PARIS Cedex 08.



CONTESSE

JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION

Prenez la Direction d'une Unité

Fort de votre formation de type HEI, IDN, INSA et de votre expérience de 5 ans environ en fabrication, vous souhaitez maintenant élargir vos responsabilités.

Participez à notre développement (C.A. : quintuplé en 9 ans) en optimisant notre production, dans un souci constant d'amélioration de la qualité, des coûts et des délais. Animateur d'une équipe de 120 personnes, vous aurez les moyens financiers pour faire évoluer un équipement récent et largement automatisé vers la satisfaction de besoins nouveaux.

Nous vous aiderons à acquérir notre technicité ; votre autonomie et votre esprit d'entrepreneur sauront amplifier des résultats auxquels vous serez intéressé. Ajoutez-y la douceur des Pays de Loire...

Faites-vous connaître, sous référence 7011 M, à notre Conseil qui traitera votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en toute confidentialité.

Daniel Desjardins 5, RUE DE LA SURINTENDANCE - 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE - TEL. : 34.51.71.00

JEUNES INGENIEURS DE TALENT

1ÈRE EXPERIENCE ET DEBUTANTS

Doubler notre C.A. en 3 ans et confirmer notre position leader en Normandie-Picardie : pour nos 1 400 collaborateurs, voilà le goût des cimes.

Jeunes ingénieurs grande école, vous souhaitez exprimer vos talents dans une entreprise prête à investir dans vos capacités de progrès ?

La 1ère filiale régionale du Groupe BOUYGUES vous propose les postes d'

INGENIEUR TRAVAUX : vous aurez la responsabilité technique, *financière et humaine de chantiers Bâtiment ou Génie Civil.*

INGENIEUR ETUDES DE PRIX : vous étudierez les affaires commerciales en Gros-Œuvre Bâtiment ou Corps d'Etat secondaires ou en Génie Civil.

INGENIEUR COMMERCIAL : vous aurez la responsabilité de la prospection, des contacts et négociations clients, des appels d'offres, ou de montage d'opérations avec recherche de financements et d'intervenants.

A vous qui souhaitez des "jobs de patron", nous ferons une large place à votre épanouissement personnel et bâtirons ensemble un programme personnalisé d'intégration, de formation et de développement.

Le goût des cimes : Christian Schmitt Ingénieur Etudes QUILLE. Août 85 : Pic Nun (7135 m) dans l'Himâlaya.

Merci d'écrire à Christophe Dubouloz
Direction des Ressources Humaines - QUILLE -
Le Hastings, 2, Mail Pelissier, B.P. 1048,
76172 Rouen cedex ou téléphonez : (16) 35 03 48 09.



Organisation et Publicité

SENEGAL
Important complexe minier à ciel ouvert

recherche

responsable de la production

Rattaché au directeur des exploitations, il aura en charge l'unité minière - 30 millions m^3/an - l'usine d'enrichissement du minerai et la maintenance des équipements, avec sous sa responsabilité un effectif de 1000 personnes dont 160 cadres et agents de *maîtrise.*

Il assumera la gestion de cet ensemble au plan technique, organisationnel et humain, dans le cadre d'objectifs à la définition desquels il aura participé.

Le poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole, âgé de 40 à 50 ans et ayant une très bonne expérience d'une animation de grands chantiers, miniers de préférence, et les qualités nécessaires de commandement et d'organisation.

Lieu de travail : 100 km de Dakar à proximité de la mer.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 113 M à



128, bd Haussmann, 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

CERG FINANCE, FILIALE DU GROUPE ROTHSCHILD · N° 1 DES PROGICIELS FINANCIERS

(gestion de trésorerie, analyse financière, gestion des immobilisations, consolidation).

Notre fort développement (CA doublé en 1986) nous amène à recruter de nouveaux collaborateurs.

Responsable d'agence

Nous souhaitons confier la responsabilité de notre future agence commerciale de Lille, à un jeune diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, ayant 2 à 5 ans d'expérience réussie dans le département financier d'une entreprise ou dans un organisme bancaire, et désirant s'orienter vers une responsabilité commerciale. Autonome, dynamique et responsable, il évoluera dans le domaine pointu de la micro informatique financière.
Après une formation initiale à Paris, il devra mettre en place et développer l'activité de CERG FINANCE dans la région Nord.

Ingénieur Commercial

Ce poste convient à un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce + DECS, ayant 1 à 2 ans d'expérience dans le département finance d'une entreprise ou dans un Cabinet d'Audit.
Il devra mettre en œuvre la politique marketing d'un logiciel traitant d'un domaine pointu de la gestion, et sera chargé, avec une autre personne, de sa commercialisation.
Rigueur, Punch et Tempérament commercial seront autant d'atouts pour réussir dans ce poste.

Adjoint du responsable régional de Lyon

Nous recherchons un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ayant 2 à 3 années d'expérience dans le département Finance d'une entreprise ou dans la banque.
D'un fort tempérament commercial, dynamique et responsable, il contribuera à notre développement *dans la région Rhône Alpes.*

Pour intégrer nos équipes et valoriser votre fort potentiel, envoyez lettre et CV à CERG FINANCE S.A. Monsieur Marc [illegible] - Tour d'Asnières 4, avenue Laurent Cély 92606 ASNIERES.





FACILE...

d'assurer la direction financière et comptable d'une PMI autonome, sans reporting particulier ?

DIFFICILE...

d'élever le niveau de notre contrôle interne en combinant rigueur et esprit de service ?

Fabricant de matériel de laboratoire, nous recherchons pour notre équipe de direction un nouveau

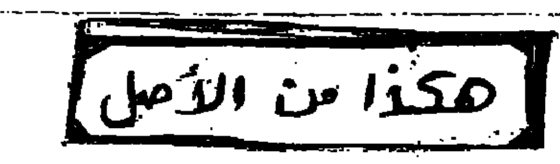
CONTROLEUR FINANCIER (h/f)

Pour le professionnel de la comptabilité et du contrôle de gestion, parlant l'anglais, que vous êtes, c'est peut-être l'occasion de contribuer efficacement à la montée en régime d'une petite organisation économiquement efficace et ouverte sur le monde.

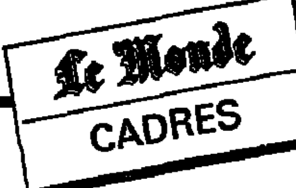
Ecrivez à Jean Michel KAY
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta
95400 VILLIERS LE BEL

Pierre Lichau





هكذا من الأصل



La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Loiret, **leader sur son marché (850 p. - 38 caisses locales) cherche pour son siège à Orléans**

le responsable de son service communication, H/F

Assisté(e) d'une dizaine de collaborateurs, venez développer notre communication interne et externe et en assurer le suivi sur le terrain : publicité et actions promotionnelles, relations avec les administrateurs des caisses locales, relations extérieures, information écrite... Vous gérez un budget de 7MF et disposez d'outils élaborés.

A 30 ans minimum, de formation Grande Ecole, vous avez acquis une expérience similaire en banque ou services et souhaitez trouver un nouvel élan dans un environnement qui, à coup sûr, vous offre de belles perspectives de développement. Outre votre sens de la communication, vous savez concevoir, rédiger, réaliser et suivre de près vos collaborateurs.

Merci d'écrire à notre consultante, Mme M.C. TESSIER, (réf. 4958 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Dans un environnement international

TIMKEN® Leader mondial du roulement à rouleaux coniques, 17000 personnes, 20 usines dans le monde, présent en Europe avec 3 usines et près de 4000 personnes.
Nous recherchons pour le siège de **TIMKEN FRANCE à Colmar** :

GESTION DES CADRES ET DE LA COMMUNICATION

Assiste le D.R.H. pour le recrutement, la formation, l'évaluation des performances, la gestion des rémunérations le plan de formation. D'autre part, il anime les communications sociales par l'édition du journal d'entreprise, le développement des communications internes et externes.
Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure avec une expérience de la gestion du personnel, une maîtrise de la langue anglaise et une bonne connaissance de la langue allemande.
Réf. M 31/1831 C

ASSISTANT DE GESTION

Rattaché au responsable de la comptabilité industrielle, il se verra confier le contrôle budgétaire, les prévisions et études financières ainsi que des missions financières ponctuelles.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation grandes écoles de commerce HEC, ESSEC, ESCP... débutant ou avec une expérience. La pratique de la langue anglaise est impérative, la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.
Réf. M 31/1831 A

Ces deux postes sont basés à COLMAR dans le HAUT-RHIN. Nous offrons un Groupe Multinational ayant une forte notoriété sur le plan international, une gestion dynamique des hommes, une formation aux méthodes de gestion propres à notre groupe, des **évolutions de carrière** pour des candidats à fort potentiel ainsi qu'une rémunération attractive.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE — BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Banque Paris/Lyon

Pour répondre au développement de son activité, une banque privée (200 personnes, 5 agences en FRANCE, 3 milliards de bilan) filiale d'un puissant groupe bancaire international renforce ses équipes de PARIS et LYON en créant plusieurs postes d'

EXPLOITANTS P.M.E./P.M.I.

Directement rattachés au directeur de l'exploitation ou au directeur de l'Agence, ils seront responsables du suivi des relations avec les entreprises clientes (négoce, import-export...) et du développement de leur portefeuille. Ils bénéficieront d'une large autonomie dans l'organisation de leur travail ainsi que dans leur prospection.
Les postes, basés à PARIS ou à LYON, ouvrent sur d'importantes perspectives d'évolution de carrière.
Vous avez une formation supérieure et une expérience pratique de la clientèle d'entreprise (escompte, crédit documentaire, analyse financière...).
Vous parlez anglais.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 701 060 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES
(1 500 personnes dont 380 cadres), nous sommes l'organisme central bancaire et financier du Groupe des Banques Populaires, chargé entre autres de gérer les excédents de trésorerie du Groupe.

Dans le cadre du développement de nos activités financières, nous recherchons :

Agences financières

Un Responsable chargé du suivi des opérations effectuées pour le compte d'investisseurs étrangers.
Une bonne expérience des opérations de Bourse sur titres français ainsi qu'une parfaite maîtrise de la langue anglaise sont requises.
Ce nouveau collaborateur devra faire preuve d'une grande aisance dans les contacts.

Bourse France

Un collaborateur chargé des livraisons et réglements des transactions de Bourse sur Paris.
Une première expérience de la « Bourse française » est souhaitée.

Opérations à l'étranger

Deux collaborateurs possédant une expérience confirmée des opérations sur titres effectuées à l'étranger.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si vous possédez un bon niveau de formation (BP banque, BTS comptabilité ou DUT finances) et souhaitez rejoindre un secteur en pleine évolution, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. 4517/LM, à **MEDIA P.A.** - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

La qualification et la rémunération seront en fonction de l'expérience acquise.

Banque Populaire

MEDIA PA

INFORMATIQUE ET OUTILS DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE
NOUS SOMMES DES LEADERS...
NOTRE DIRECTION INDUSTRIELLE RECHERCHE UN

CADRE (H/F) RESPONSABLE ACHATS

Acheteur confirmé, vous connaissez le contact industriel de fabrication des produits informatiques. Votre expérience dans l'achat de composants diversifiés en tôlerie, plasturgie, mécanique, électromécanique, circuits imprimés... nous intéresse.
Nous vous proposons de manager et de suivre une équipe d'acheteurs qualifiés dans ses actions : • Marketing, • Achat, • Approvisionnement...
En véritable homme d'industrie, vous savez faire passer vos résultats dans un souci de qualité et de respect des délais.
Votre maîtrise de l'anglais est un plus apprécié pour ce poste basé en proche banlieue parisienne, ligne B du RER.
Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 5101 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, qui transmettra.

DESSEIN

Groupe industriel français gestion des cadres et industrie de pointe

Après la conception du système, il s'agit d'en réaliser la mise en œuvre et de le faire vivre.
Pour le développer dans toutes les applications : engagements, mobilité interne, emploi des jeunes, appréciation, rémunération, promotion sur 1 millier de cadres en plusieurs établissements, nous voulons constituer une équipe performante.
Le responsable de ce gros projet rattaché à la Direction des Relations Sociales cherche «deux associés» :
L'un, professionnel confirmé avec 8 à 10 ans de pratique prendra complètement en charge une partie des cadres (environ 400) dans l'ensemble des domaines concernés. Véritable praticien des Ressources Humaines, ses qualités techniques, son sens de la négociation et de l'organisation seront à côté de ses résultats des atouts majeurs (Réf. 165 V).

L'autre plus jeune avec 5 ans d'expérience environ de Recrutement ou éventuellement de Formation en entreprise ou en cabinet sera au début plus principalement chargé de tous les aspects liés à la population jeune (Ecoles, Stages, Pré-recrutement). Il sera rapidement associé à la gestion des cadres confirmés et aux activités liées à la promotion interne (Réf. 165 W).

Les deux postes nécessitent une formation supérieure (BAC + 5), un sens profond du dialogue et de la méthode, une motivation solide pour les R.H. et de l'énergie.
Vous trouverez un projet valorisant et d'envergure.

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, sous réf. choisie à Olivier Chaumette - OC Conseil - 15, rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

PARIS LYON

Le marketing terrain pour construire votre carrière

Dans un marché hyper-concurrentiel, les batailles sont rudes. Venez concourir activement à la performance de nos entités régionales.

Vous assisterez et conseillerez les responsables dans le respect de la stratégie générale de la marque mais aussi des particularités locales.

Diplômé d'une école de commerce, vous avez si possible une première expérience du Marketing aux particuliers. Créatif, familier des techniques nouvelles : marketing direct, micro-informatique..., vous aimez vaincre et convaincre. Rejoignez un Groupe dynamique qui saura satisfaire l'homme d'ambition que vous êtes.

Rattaché au siège de Meudon, vous effectuerez de nombreux déplacements. Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 700 . à la Direction Gestion des Cadres qui vous garantit une totale confidentialité.

GROUPE BRUNO PETIT - BP 33 - 92190 MEUDON

GROUPE BRUNO PETIT

GROUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE,
nous recherchons pour notre Division Colorants un

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL H/F

■ VOTRE MISSION :
Basé à l'agence de LYON, vous serez chargé, sur la région Rhône-Alpes, d'assurer le suivi et le développement d'une clientèle industrielle dans le domaine des encres, peintures, vernis, papiers et plastiques.

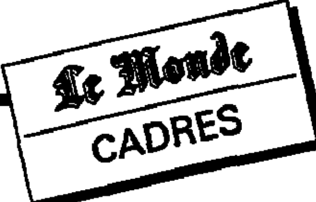
■ VOTRE PROFIL :
- Vous êtes Ingénieur Chimiste même débutant ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, mais, dans ce cas, vous avez acquis une première expérience dans le secteur de la chimie ou dans un secteur technique.
- Vous avez une excellente pratique de l'anglais.
- Vous êtes disponible pour de fréquents déplacements de courte durée.

La dimension du Groupe en France et à l'étranger offre de multiples possibilités d'évolution de carrière.

Si la perspective de rejoindre un Groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la réf. 87/01/ORG/LM, à **I.C.I. France** - Service du Personnel - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.

ICI
UNE FORCE QUI PORTE L'AVENIR

MEDIA PA


Le Monde
CADRES

هكذا من الأصل



DOUX



Groupe DOUX
1er producteur Européen de volailles
1 750 salariés.

Nous recherchons pour notre usine de CHATEAULIN (29) un

DIRECTEUR D'USINE

Cette unité récente a été construite spécialement pour la production de poulets surgelés découpés.

Travaillant à la fois pour les marchés français et étrangers, elle doit faire face à des cahiers des charges très diversifiés.

Il nous faut, pour la diriger, un véritable patron, capable d'organiser le travail, d'optimiser les investissements, bref de diriger.

Pour cette fonction, nous serons intéressés par un candidat, 30 ans minimum, disposant d'une formation supérieure de type ingénieur, et d'une expérience professionnelle acquise dans un secteur identique, impliquant des qualités similaires à celles que nous recherchons.

Cela dit, nous étudierons, avec le plus grand soin, les candidatures ne correspondant pas point par point à ce profil.

Envoyer C.V. + lettre + photo à l'adresse suivante :
DOUX S.A. - Siège Social
BB/87 - BP 22
29150 CHATEAULIN.



LA VILLE DE CHERBOURG

ville centre d'une agglomération de 90 000 habitants
RECRUTE

UN DIRECTEUR DU SERVICE ANIMATION/théâtre

LE POSTE PROPOSÉ COUVRE TROIS SERVICES EXPLOITÉS EN RÉGIE DIRECTE :
THÉATRE MUNICIPAL
SERVICE ANIMATION-EXPOSITIONS
ARTOTHÈQUE
au sein d'un centre culturel qui abrite également une bibliothèque municipale et un musée consacré à la peinture et à la sculpture.

Le directeur sera chargé de l'organisation et de la gestion de ces trois services.
Il assurera la programmation théâtrale.
Il sera, au titre de l'animation, l'interlocuteur des différents partenaires culturels, il leur apportera son concours et accueillera toutes les propositions et initiatives, il devra établir un planning d'expositions et de manifestions culturelles au centre culturel ou autres édifices municipaux.

CE POSTE EST OUVERT :
aux attachés territoriaux « option Animation » figurant sur la liste d'aptitude ou par voie de mutation ;
ou, sur contrat, aux personnes titulaires, à la fois, d'une licence et :
– Ou d'un diplôme sanctionnant une formation particulière dans l'animation culturelle ou la gestion d'équipements culturels ;
– Ou d'une expérience similaire.

Les candidatures accompagnées d'un c.v. détaillé doivent être adressées à Monsieur le Maire de CHERBOURG 50108, avant le 31 janvier 1987.

(Renseignements au 33-94-45-20, poste 231.)

PRODUITS ROCHE
recherche

ROCHE

le responsable juridique hf de sa filiale française

Rattaché au directeur administratif, il apportera son expérience de quelques années acquise en cabinet ou entreprise dans les domaines du contentieux, droit des affaires, droit des sociétés.

Le poste ouvert sur l'entreprise nécessite des qualités de contact et de dialogue, il permettra de mettre à profit les connaissances acquises par une formation complémentaire (type IAE, IEP,...), anglais souhaité.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel
PRODUITS ROCHE
52, bd du parc - 92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

ROCHE

Pierre Lichau

LE DYNAMISME DE NOTRE POLITIQUE COMMERCIALE
A FAIT DE NOUS UNE SOCIÉTÉ DE PREMIER PLAN
DANS LE SECTEUR DES SERVICES

NOUS RECHERCHONS UN

INGENIEUR D'AFFAIRES

pour élaborer, définir et négocier à un haut niveau d'importants contrats de services avec les collectivités locales.
De formation supérieure (ESC, maîtrise...). Vous avez une expérience d'au moins 2 ans de négociation avec les collectivités locales.
Merci d'adresser dossier de candidature s/réf. 18942 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

Vous êtes INGÉNIEUR DIPLOMÉ
et AVEZ AU MOINS 30 ANS.
Vous êtes un HOMME DE TERRAIN et de COMMANDEMENT, votre expérience passée dans un domaine de type TRAVAUX PUBLICS l'atteste, l'encadrement d'une équipe d'une cinquantaine d'hommes et de femmes ne vous inquiète pas outre mesure.
Travailler la nuit, les week-ends, ne vous paraît pas inconcevable.
Si vous remplissez l'ensemble de ces conditions, vous serez alors

CHEF DE DISTRICT à AVALLON (Yonne)

au sein de la SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE, avec un revenu de l'ordre de 160 000 F + voiture et logement de fonction.

Adresser lettre et c.v. à SAPRR, direction du personnel, 36, rue du Docteur-Schmitt, 21850 Saint-Apollinaire.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PAU

OUVERTURE OCTOBRE 87

I. F. S. A. C.

INSTITUT DE FORMATION SUPÉRIEURE A L'ACTION COMMERCIALE
Établissement d'enseignement supérieur affilié à l'Académie Commerciale Internationale de Paris, pour la délivrance de Diplômes d'Études Supérieures de Vente, avec spécialisation Commerce International
Cycle de deux ans, ouvert sur concours et tests aux Bacheliers et Bac + 1

RECRUTE SON DIRECTEUR
- Formation supérieure 3e cycle universitaire ou grande École (gestion - commerce)
- Très bonne expérience (minimum 5 ans)
  Responsabilités Vente, Marketing international
  Pratique Anglais et Espagnol
- Expérience prouvée en Formation et Pédagogie active.

Il aura en charge :
- la gestion et l'animation de l'unité pédagogique (programmes, corps professoral, élèves)
- Le développement de toutes actions de formation continué (France - Etranger).

Candidatures Urgentes - Lettre manuscrite et C.V. adressés au :
Président de la Chambre de Commerce & d'Industrie
21, rue Louis Barthou - BP 128 - 64001 PAU CEDEX
(Référence I.F.S.A.C.)

Bleu Publicité

JEUNE CADRE COMMERCIAL

INDUSTRIE CÉRAMIQUE

Filiale Groupe International
spécialisée matières premières céramiques (CA 300 MF)
recherche JEUNE CADRE COMMERCIAL
responsable d'un secteur de produits (CA 70 MF)
Basé à Paris

Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce spécialisation de droit commercial, âge minimum 35 ans. Première expérience professionnelle, nombreux déplacements en France et à l'Etranger, aptitude certaine à la négociation et intérêt pour les problèmes techniques et technico-commerciaux.
Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous le nº 8.261 M - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

GOULD
Electronique

Dans le cadre de sa forte croissance, GOULD ELECTRONIQUE, filiale française du groupe américain GOULD, qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments de MESURE et de CONTROLE électroniques (systèmes d'enregistrements, oscilloscopes numériques, analyseurs logiques)

recherche un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

qui viendra renforcer son équipe de vente en région parisienne.

Il aura la responsabilité de la gestion et de la commercialisation d'une gamme de produits.

Ce poste nécessite :
- une expérience réussie de la vente à haut niveau dans le domaine de l'instrumentation de mesure,
- une formation technique supérieure en électronique,
- la connaissance du marché industriel,
- une pratique courante de la langue anglaise ou la connaissance des micro-ordinateurs seront des atouts appréciés.

Pour ce poste, il sera offert une rémunération motivante et une voiture de fonction.

Les candidats feront parvenir CV et prétentions à :
GOULD ELECTRONIQUE, Direction du Personnel
57, rue Saint-Sauveur - BALLAINVILLIERS - 91160 LONGJUMEAU

P.R.

Société Informatique recherche un Responsable de Formation (H/F) au sein de la Direction du Personnel.

Il est chargé : de mener l'analyse des besoins en formation pour une unité de 700 personnes, contacter les fournisseurs internes et externes pour définir les programmes, et assurer la bonne réalisation du plan. Il pourra ponctuellement animer des sessions de formation.

De formation supérieure à dominante technique, le candidat a une première expérience professionnelle de préférence dans le secteur informatique, et doit avoir une bonne aptitude aux contacts humains. Il doit faire preuve à la fois de créativité et de réalisme pour répondre aux besoins de l'entreprise.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 5100 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 Paris, qui transmettra.

DESSEIN



Un Responsable de Formation H/F au sein de la Direction du Personnel

Cabinet de dimension nationale conseil de comités d'entreprise et de structures de l'économie sociale

recherche pour ses bureaux de PARIS et de PROVINCE

JEUNES DIPLOMÉS

(HEC, ESSEC, Sciences Po, etc.)
Débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience.
Intéressés par les dimensions stratégiques, financières et sociales du diagnostic d'entreprise.

Envoyer c.v. et prétentions sous nº 8 267 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

Groupe Henkel en France, C.A. : 3 milliards de F., 7 usines, première filiale d'un groupe chimique de dimension mondiale, recherche pour son Département Budget et Prix de revient, un

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Diplomé de Sup de Co, Edhec, ESSEC, ou équivalent, vous justifiez d'une expérience d'au moins un ou deux ans de contrôle de gestion ou dans un cabinet d'audit.
Quelques connaissances de l'outil informatique et de l'allemand sont un plus.

Votre mission consistera à :
- assurer le suivi de la gestion de l'usine de Châlons-sur-Marne,
- contrôler les coûts des dépôts et transports de deux usines.

Discrétion, diplomatie, adaptabilité et autonomie sont les qualités requises pour réussir dans cette fonction.
Poste basé à **Châlons-sur-Marne.**
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 70917 LM à M.L. CARBONNIER



DRH - BP 111
94258 GENTILLY CEDEX

HAVAS CONTACT

Cabinet d'expertise comptable d'implantation nationale
recherche
pour son bureau de Paris-9e

DES ASSISTANTS CONFIRMÉS (H./F.)

3 à 4 ans d'expérience.
Ecole de commerce ou MSTCF ou DECS.

Prière d'adresser c.v., photo et prétentions sous nº 8 266 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

PARIS CHATELET

BANQUE FRANÇAISE PRIVEE SPECIALISEE DANS LE FINANCEMENT DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE, FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE,
cherche un



Agé d'environ 28 ans, il a une formation
ECONOMIQUE et FINANCIERE (ESC, IEP...)
et de préférence une première expérience de 2 à 3 ans qui lui a permis d'affirmer son goût des contacts dans l'industrie et d'avoir une vision sur le terrain des problèmes économiques des entreprises.

Intégré dans une petite équipe, il prendra la responsabilité d'une clientèle de PMI PME et devra la développer.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et indication de la rémunération actuelle) sous la réf. 2488-M, seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin
CONSEILS DE DIRECTION
47, AVENUE ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Le Monde
CADRES



METHODES ET INFORMATIQUE
42, rue de Clichy PARIS 9e

Le Partenaire DPS 7
N° 1 DU BACK-UP DPS 7

recherche
pour sa filiale spécialisée en SECURITE

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Agé de 26 à 30 ans, de formation ingénierie (école d'ingénieur ou formation universitaire), le candidat aura pour mission de :
- *animer les séminaires SECURITE*
- *réaliser des audits de SECURITE*
- *conduire des chantiers suivant la méthode MARION (analyse et réduction des risques informatiques)*
- *assurer le support technique des logiciels de la gamme MARION (MARION AP+, XP, RSX, etc.)*

Une formation complète sera assurée au sein du Groupe.
CV à adresser à Robert GRANDPERRIN à l'adresse ci-dessous.
Renseignements. Tél. : 42 85 72 72.

La cellule audit d'un groupe de sociétés du secteur tertiaire (CA 3 Md de francs)
coopte
DEUX
AUDITEURS INTERNES
avec une première expérience en cabinet,
et **UN**
JUNIOR
(éventuellement débutant).

Leur rôle :
- intervenir (souvent en commun) sur des missions de contrôle interne, notamment au niveau des filiales (sur toute la France),
- rester en contact avec certains dossiers, étudier et proposer des améliorations de procédures (toujours en commun).

L'évolution : vers un poste de chef de mission. Plus tard, sur une Direction Financière.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 789 M à Chantal DHERBIER



plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
Région Sud-Ouest recherche

Son Responsable Administratif, financier et relations humaines

Il aura pour mission :
- Gestion administrative et informatique de gestion.
- Finances/comptabilité.
- *Gestion du Personnel.*

Ce poste sera confié à un candidat possédant le DECS complet ou diplôme Sup de Co avec option comptabilité/Finances.
Il aura 5 à 6 ans d'expérience professionnelle.

Rémunération : en fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Envoyer C.V. manuscrit et photo sous réf. 15477 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

Charge d'agent de change dynamique
RECHERCHE

CHEF COMPTABLE

minimum 30 ans, possédant si possible expériences bancaire et de comptabilité analytique et connaissant l'informatique, ouvert aux problèmes éventuels de différents services et capable, par une forte personnalité, d'y apporter, avec la direction, les remèdes nécessaires.
Ecrire au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8 252
5, rue Monttessuy, 75007 Paris.

Organisation humanitaire internationale en pleine expansion
RECHERCHE POUR SON SIÈGE DE PARIS

DIRECTEUR DES PROGRAMMES AGRICOLES

- FORMATION SUPÉRIEURE EN AGRONOMIE.
- PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL SUR LE TERRAIN EXIGÉE.
- ANGLAIS INDISPENSABLE.
- AGE MINIMUM 30 ANS.

DÉFINITION ET SUIVI TECHNIQUE DES PROJETS.
RECRUTEMENT ET ANIMATION DES ÉQUIPES D'AGRONOMES.
TRAVAIL DE RECHERCHE ET ACTIONS DE SENSIBILISATION.

Envoyer c.v. + photo + lettre manuscrite
A L'ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM
34, avenue Reille, 75014 PARIS.

Importante Société de Services Immobiliers
recherche

CHEF DE SERVICE

Il aura, sous la responsabilité du directeur de département, à gérer 3 sociétés civiles de placement immobilier (SCPI).

Une première expérience de ce type d'activité est souhaitée.

A défaut, le poste pourrait convenir à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant la pratique de la gestion des sociétés sur le plan administratif et financier tout en ayant des connaissances en matière de gestion d'immeubles.

Lieu de travail : Gare St-Lazare.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 18795 à CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

CONTESSE

Pour SUD DE LA FRANCE
INGÉNIEURS
INFORMATIQUE
+ 10 ans expér. FORTRAN
base de données CODASYL
METRAS - 42-65-80-80.

INGÉNIEURS
ÉLECTRONIQUE
diplômés- Débutants acceptés
INSET - ETT 42-33-38-25
93, bd Sébastopol, Paris-2e.

INSTITUT SECONDAIRE PRIVÉ PARIS
RECHERCHE
PROFESS. DE COMPTABILITÉ

15 à 20 h/hebdo. Lundi mercredi, vendredi
DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT
Expér. dans l'Enseign. exigée
Age minimum 25 ans
TÉL. : 42-46-41-40.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE MONTLUÇON - GANNAT

RECRUTE
ANIMATEUR TECHNIQUE INDUSTRIE pour conseils

Gestion en PMI
Formation type de co. ou équivalent
EXPÉRIENCE SOUHAITÉE
Adr. C.V. et prétentions
BP. 251
03101 Montluçon Cedex.

ETS FINANCIERS
en pleine expansion
PARIS 8e recherche

COMPTABLES

NIVEAU DECS BTS
Libre rapidement
25 ans environ

- Prise en charge des travaux comptables courants et du contrôle interne.
- Expérience 2 à 3 ans exigée.
- Pratique en cabinet appréciée.
- Expérience bancaire souhaitable.

Adr. C.V., photo et prét. ss réf. 2.995 sur enveloppe
LTA 31, bd Bonne-Nouvelle
75002 PARIS CEDEX 02
qui transmettra.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recrute

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

FORMATION ARTS & MÉTIERS

Capable de concevoir et de réaliser des équipements et banc d'essais, assurer le montage et la mise en route, l'entretien et la maintenance des installations d'essais

Adresser C.V., prétentions à M. PERRIER - C.S.T.B.
84, avenue Jean-Jaurès
77421 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 2.

ÉCONOMISTE
CHARGÉ D'ÉTUDES
NANCY

De formation supérieure ingénieur, Scas Eco, ESC IEP, avec minimum de 7 ans de pratique professionnelle :
- ayant eu à traiter des problèmes d'urbanisme et/ou d'économie sociale et régionale ;
- avec un sens aigu de la persuasion et du dialogue avec des élus ;
- une capcité à animer ;
- l'habitude d'établir des rapports et un goût de la rédaction.

Adresser dossier + C.V. + photo sous réf. 830/M à FB CONSEIL 57, rue des Quatre-Eglises, 54000 NANCY.

RECHERCHE INGÉNIEUR

Secteur chimie-traitements de surface pour s'intégrer à la *rédaction d'une revue* spécialisée, salaire
150.000 F à 300.000 F AN
selon envergure

Ecrire sous le n° 8.268
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Recherche

CHEF D'AGENCE

Sachant vendre et parler technique
Une solide expérience des relations vente sera exigée
Produit : benne amovible
Une spécialisation ou notre PME a acquit une bonne notoriété
Secteur : région parisienne
voiture fournie
Rémunération fixe : intéressant

Env. C.V. + lettre manus.
BENNES DALBY
22, Chemin des Petit-Marais
92230 Gennevilliers.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS ET SERVICES EN INGÉNIERIE
recherche
INGÉNIEUR CONSULTANT

(Centrale, Mines, Ponts)

pour préparer, puis réaliser des missions d'études et/ou de conseil auprès de grands groupes industriels, ces missions impliquant la combinaison de considérations techniques avec des principes d'organisation et de management

LIEU DE TRAVAIL :

basé Versailles
déplacements France
âge : 26 ans environ
Expérience requise :
éventuellement 1 à 3 ans d'expérience dans un cabinet d'organisation ou dans une société d'ingénierie

Candidature à adresser avec C.V. détaillé à :
COSERI
143 bis, rue Yves-Le-Coz
78000 VERSAILLES.

La Centre Chirurgical Marie-Lannelongue Etablissement privé à but non lucratif (234 lits) participant au service public hospitalier
recherche

SON CHEF DU PERSONNEL

Rémunération selon convention collective FEHAP du 31 octobre 1951
- *Logement assuré au sein de l'établissement*

Les candidatures accompagnées d'un C.V. complet détaillant notamment les références hospitalières sont à adresser avant le 15 février 1987 à M. le Directeur du Centre Chirurgical Marie-Lannelongue
133, av. de la Résistance
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

La Centre d'Informations *Financières (10 ans expér.) organise un stage pour* recruter des
CONSEILLER COMMERCIAUX (H.F.)
- Goût des relations publiques.
- Formation adaptée.
- Rémunération intéressante.

Tél. pr rv. : 45-00-24-03.

Jeune filiale
d'un important groupe national recherche ses

FUTURS CADRES COMMERCIAUX

Fonceurs, organisés
ces hommes de 28 ans environ maîtrisent la communication

Téléphoner à M. Chambon au 48-88-11-27

Début d'activité immédiat.

SIETAM SYSTEMES
recherche

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES
Age 35 - 45 ans

Formation : ingénieur diplômé formation génie chimique
Connaissances en mécanique et automatismes appréciées
Anglais souhaitable
Expérience en ingénierie

Mission : niveau Chef de Bureau d'Études
Animation d'une équipe de 10 personnes et coordination de B.E. sous-traitants
Responsabilités de conception de projets d'installation de traitements de surface englobant tous les aspects techniques, financiers et de délais
Nécessité d'aborder les problèmes de CAO

Les aspects méthodologie de travail, rigueur, encadrement seront déterminants dans le choix du candidat

Adresser C.V., photo et prét. s/réf. 1.363 à SIETAM SYSTEMES
42-48, avenue du Pt-Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

INTERNATIONAL

Ingénieur alimentaire : choisissez le N° 1 dans votre spécialité



2,2 MDS de CA, 9 usines, 1 700 personnes sur des marchés en croissance sensible, des marques en position de leader, PANZANI bien sûr mais aussi GARBIT, PETITJEAN, MACANI

Ingénieur Applications industrielles

Au sein de notre service Recherche et Développement basé sur le site de notre usine de POUILLY SUR SERRE (02) (fabrication de raviolis, couscous, paëllas etc... environ 400 personnes), vous serez celui qui apporte le point de vue industriel dans l'élaboration de nouveaux produits et l'amélioration des fabrications existantes.

Qualité, innovation, productivité, trois soucis qui seront les vôtres dans la conduite des essais industriels nécessaires au choix des investissements. Vous êtes un ingénieur de formation agro-alimentaire, enthousiaste, persévérant et rigoureux, débutant ou première expérience.
Réf. C 28 M

Stenval

40 000 tonnes/an de yoghourts et desserts lactés, des produits vivants au service de millions de consommateurs chaque jour.

Responsable du Service Contrôle Qualité

Rattaché au Directeur de notre usine située à BAILLEUL (59), vous développerez les méthodes et outils de mesure de la qualité et serez le gardien des spécifications émises par la Direction de la Recherche et du Développement. *Vous encadrerez un service d'une douzaine de* personnes. Vous assurerez la mise en place de l'innovation technique sur les produits procédés et les emballages.
Votre formation d'ingénieur agro-alimentaire vous permettra d'être l'animateur de cette fonction majeure dans nos usines de produits laitiers frais. Quelques années d'expérience en usine ou en laboratoire sont indispensables pour prendre en charge cette fonction.
Réf. C 29 M



Merci d'adresser votre candidature sous réf. choisie en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Une carrière de dimension internationale

Optimisez nos ventes export sera le challenge que vous releverez en rejoignant la Direction Opérationnelle d'un important groupe industriel de dimension internationale.

Responsable des ventes Export

Vous prenez la responsabilité des activités Opérations Internationales.
Vous prospectez de nouveaux marchés, entretenez les contacts commerciaux, optimisant ainsi nos ventes à l'export. Vous animez et développez un réseau de licenciés.
Responsable d'une petite équipe, outre la structure internationale du groupe, vous êtes soutenu dans vos actions par nos services commerciaux et techniques.
De formation grandes écoles de commerce, vous êtes un **commercial «top niveau»**, possédant une dizaine d'années d'expérience, maîtrisant parfaitement l'anglais et si possible l'espagnol.
Vous êtes le garant de l'image de notre société et de nos produits à l'étranger. Bien sûr, vous l'avez compris, les perspectives d'évolution sont importantes au sein du groupe.
La connaissance du Sud-Est asiatique serait appréciée.
Adressez lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3371, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

TRANS EURASIA CO., LTD., HONG KONG
MARKETING MANAGER

We are leading export firm of high reputation. With an aim to extending our business activities to USA & West Germany, we are in need of a competent person to take up a marketing position with our company. Applicants should have good connections with importers, mail-order houses, department stores and well familiar with products such as electronics, toys, kitchenware, novelties, garments, etc. Employment will be on contract basis with salary, sales incentives and other fringe benefits which will commensurate with experience, qualification and performance.

Interested parties should apply in confidence to:
Manager Director, Trans Eurasia Co., Ltd., P.O. Box 98611, TST Post Office, Hong Kong.

A dater du mercredi 21 janvier 1987 (daté 22)

Les offres d'emplois internationales

paraîtront le mercredi.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

هكذا من الأصل

Le Monde CADRES

Jeunes diplômés

HF **à la rencontre des décideurs**

Intervenir : assurer les R.V. pris par nos services.
Ecouter : cerner avec eux leurs besoins en matière d'audit, de réorganisation de services, de recrutement...
Concrétiser : synthétiser les informations et mettre au point avec nos consultants la meilleure solution.
Défendre : "vendre" le contrat proposé par nos services.
Suivre : s'assurer de la bonne exécution de la mission.

Un diplômé d'école de commerce (HEC, Sup. de Co...), le sens du contact appuyé par une grande capacité à discerner l'essentiel, vous permettront de vous épanouir dans ce poste formateur.
Débutant ou avec une première expérience, en intégrant Hénin Conseil, spécialisé en organisation industrielle et assistance technique, vous vous assurez l'appui d'une équipe hautement spécialisée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo HENIN CONSEIL
Département Recrutement
17, rue A-Dru 94370 SUCY
Tél : 45.82.55.45



La Direction de la Formation professionnelle des Télécommunications

recherche

pour son centre d'enseignement de

PERPIGNAN (BARCARÈS)

UN PROFESSEUR D'ESPAGNOL

(temps partiel)

Diplôme souhaité : licence d'espagnol ou équivalent
Expérience souhaitée : enseignement de l'espagnol aux adultes selon les normes du Conseil de l'Europe

Ecrire avec C.V. à : DFPT
245, rue de la Galère
34035 Montpellier Cedex
Téléphone : 67-41-63-02.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

recherche URGENT

3 CHEFS DE PROJET

Ingénieurs grandes écoles
option informatique
débutant ou 1 an d'expérience

pour supervision technique dans importants projets bureautiques

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite et photo, au MONDE PUBLICITÉ
sous n° 8.232 - 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

GROUPE IMMOBILIER PARIS-8e

recherche pour l'étude la réalisation et la gestion de programmes sociaux :

CADRE MAITRISE D'OUVRAGE GÉRANCE D'IMMEUBLES

I.C.H. D.E.U.G. de droit minimum

- Il sera également chargé du suivi, de l'entretien et de la gestion d'immeubles libres et aidés.
- Connaissances informatiques souhaitées.
- 35 ans environ.
- Une affectation dans une ville de province Ouest est envisageable.
- Salaire annuel : 150.000 F.

Adrss. C.V. détaillé avec photo et lettre manuscrite au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8.264
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

EXPERT-COMPTABLE RECHERCHE POUR PARIS

UN ASSISTANT DE CABINET CONFIRMÉ

- Niveau 4/2.
- Homme 2/3 ans expérience.
- Salaire sur 14 mois.
- Libre rapidement.

UNE COMPTABLE D'ENTREPRISE

2/3 ans d'expérience
Maîtrise du N.C.P.
- Libre rapidement.

Envoyer C.V. à J.M. NAVARRO Expert-comptable, 178, rue de COURCELLES, 75017 PARIS. Tél. pour r.-d.-v. au : 47-66-04-09.

COMMENT BIEN DÉMARRER L'ANNÉE
Vivre pleinement un métier riche en responsabilités dans un secteur de pointe.
Nous vous proposons :

UNE OPPORTUNITÉ

- Si vous avez un tempérament d'homme d'affaires.
- Une bonne culture générale.
- Environ 28 ans.

Tél. ce jour à M. Jérôme au

48-86-11-27

ou envoyer C.V. ss n° 5.689 à Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris qui transmettra.

Si vous avez le goût des contacts à haut niveau, le sens des responsabilités et la volonté d'entreprendre. Effectuez un stage pour devenir l'un de nos CONSEILLERS COMMERCIAUX H. F. Tél. pr rvs : 45-00-24-03.

GROUPE SOCIÉTÉS cherche

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

minimum 45 ans. Connaissant gestion administr. et financ. Écr. en précisant sur l'enveloppe Réf. 102 à BANCE Publicité 18, rue Léon, 75018 Paris.

SIETAM SYSTEM

recherche

INGÉNIEURS BUREAU D'ÉTUDES

Age 30-35 ans

Formation : Ingénieur diplômé A & M ou équivalent
Connaissances en électricité ou automatisme appréciées
Anglais ou allemand souhaitable
Expérience en ingénierie

Mission : niveau Chef de Section d'Etudes
Animation d'une équipe de 10 à 12 dessinateurs et projeteurs
Responsabilités de conception sur installation de manutention de charges isolées englobant les aspects techniques, financiers et des délais

Adresser C.V., photo et prét. s/réf. 1.382 à SIETAM SYSTEMES 42-48, av. du Pt-Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON.

Constructeur international recherche URGENT INGÉNIEUR

RÉDACTEUR

Expérimenté maintenance HARD. Libre de suite
Tél. pr R.V. 47-84-74-52.

Participez au développement de la filiale FRANCE d'une multinationale américaine (170 pers.) spécialisée dans le négoce de produits consommables, pour l'industrie, qui crée, ds le cadre de son expansion un poste de

PROGRAMMEUR IBM 38

Basé ds les Yvelines, vous vous intégrez ds une équipe de 6 pers. Vs avez 18 mois min. d'expér. sur IBM 38 GAP III Dispon., autonome vous aménagez des systèmes informatisés existants. *L'Anglais serait éventuellement un +*. Ce poste évoluera vers la responsabilité du service informatique Env. lettre manus., motivat. rémunér., C.V. et photo sous réf. 2.212 à notre Conseil : ASCOM SA
3 avenue de Porchefontaine 78000 VERSAILLES.

URGENT SSII RECH. JEUNE FILLE

20-23 ANS

NIVEAU BAC + 2

BTS - DUT INFORMATIQUE AYANT GOUT DES CONTACTS HUMAINS
Env. C.V. + photo + prét. à CFC : 418, r. ST-HONORÉ 75008 PARIS.

INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE
PROJETS TRÈS VALORISANTS

INGÉNIEURS BULL

SYSTEMES BULL
DPS 6 – DPS 7 – DPS 8
Importants projets de développement et de qualification.

CHEFS DE PROJET

BULL DPS 7 – DSA
Ayant de la « bouteille ». Capables d'intuitions et d'imagination aboutissant à des solutions fiables. Pour encadrer une équipe d'ingénieurs.

INGÉNIEURS SYSTEME

Pour développement de MONITEURS TEMPS RÉEL
Expérience UNIX-C-68 000

INGÉNIEURS RÉSEAUX

TRANSPAC – X25 – DSA – SNA
PROJETS TÉLÉMATIQUES

INGÉNIEURS PROCESS

Projets de simulations MILITAIRES
SEL 32, CONCEPT (GOULD)
26, r. Daubenton-5e. 43-37-99-22.

capitaux propositions commerciales

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE TEXANE cherche d'urgence particulier ou société pour représenter sa gamme de matériaux hautement performants pour la maintenance des immeubles. Salaires exceptionnels et possibilité d'expansion. Aucune expérience n'est requise. Nous sommes des professionnels dans notre domaine avec cinquante ans d'expérience et nous offrons une formation complète. Usine *moderne en Europe. Prière* écrire en anglais à :
B.J. DICKERSON
SOUTHWESTERN PETROLEUM
P.O. BOX 789
Fort-Worth, Texas 76101 USA
Télex : 758300, Cable : SWEPCO.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Particulier vend 205 S.R.D. Année 1986 (1re mise en circulation le 28-08-86) glaces teintées, bleu métal. verni. Alarme volumétr., Hts-parleurs, bulles, stores arrière
19.500 km - PRIX 63.500 km
Tél. M. GAUDIN, heures bureau au 39-89-14-17 et/ou dom. au 34-19-00-20.

de 12 à 16 C.V.

MERCEDES 190, 2.3 L 16 S, 1986, 35 000 km, noir métal., nomb. options, 43-47-44-66 h bur. Mme BOUVENOT-M. Serano.

A saisir, part. vd tr. b. BMW 728 année 1978, contrôles techniques., cause double emploi, prix 32 000 F. Tél. 45-99-14-83 heures des repas.

L'AGENDA

annonces associations

Appel

ALLO POÉSIE 45-50-32-33

à votre disposition jour et nuit.

Conférence

M. SAMI-ALI, psychanalyste, professeur à Paris-VII, parlera de LA PSYCHOSOMATIQUE DES ALLERGIES
Vendredi 23 janv. à 20 h 30
Forum Saint-Éloi (ss-sol église Saint-Éloi, Paris-12e).
Rens. E.P.C.I. Tél. 43-07-59-25.

Sessions et Stages

AFFIRMATION DE SOI
31 janv. - 9 h 30 à 17 h 30

AUTO-HYPNOSE
1er février - 9 h 30 à 17 h 30

HYPNOSE PRATIQUE
7 et 8 févr. - 9 h 30 à 17 h 30

Pour vous relaxer, augmenter votre confiance en vous, atteindre vos buts plus vite, communiquer mieux et guérir problèmes psychosomatiques.
Tél. 42-05-39-02 - 47-46-03-62

ANGLAIS-FRANÇAIS ALLEMAND-RUSSE
Apprentissage efficace, joyeux, rapide par la suggestopédie à sa source franç. 43-26-22-64.

ITALIEN

Cours tt niveau. Stages mens.
ASSOCIATION TRILOGOS
Métro Voltaire - PARIS-11e
Tél. 48-07-83-36.

RHONE-ALPES

GESTION FINANCIÈRE DES ASSOCIATIONS

2 journées - Ateliers organisées par l' AGORA (ARGO Rhône-Alpes) avec le soutien de spécialistes de la BCCM

VE 16 et SA 17 JANVIER à CROLLES (GRENOBLE)

Pour les gestionnaires d'associations voulant améliorer leur trésorerie ; placements, découverts, financement moyen terme, frais de participation : 1 100 F.
Renseignements :
AGORA - Place de la Mairie
CIDEX 242 - CROLLES
38190 BRIGNOUD. Tél. 76-08-16-47.

Ass. propose stages ski de fond dans les Pyrénées en hôtel ou gîte d'étape.
Il reste des places fév., mars, avril. La Balaguère, 65400 ARRENS. Tél. 62-97-20-21.

VICTOIRE SUR LE TABAC

en 4 semaines, sans grossir, vous cesser de fumer progressivement et confortablement. Même si vous avez tout essayé informez-vous :
VICTOIRE SUR LE TABAC
Tél. 45-61-15-13.

- Prix de la ligne 30 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, dans mercredi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraîtra tous les mardis, à partir du 6 janvier 1987, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.F. 32 ans, JURISTE, 6 ans exp. prof. avocate spécialisée dans le droit immobilier, les baux d'habitation et commerciaux. Connaissances approfondies droit des affaires, droit civil, professeur niveau DECS. Rédacteur d'un guide sur les sociétés civiles.
ÉTUDIE toutes propositions temps partiel vacations. BCO/JVA 943.

J.F. 37 ans, parfaitement bilingue anglais-français, traductrice d'origine, grande exp. du milieu franco-américain, ayant vécu 4 ans aux USA.
RECHERCHE poste dans les domaines commercial, publicitaire, touristique, ou autre requérant une excellente présentation et parfaite maîtrise de l'anglais parlé et écrit. BCO/CR 944.

ATTACHÉE DE DIRECTION, 40 ans, responsable du service de presse d'une maison d'édition pendant 9 ans, chargée des relations publiques, de création et réalisation de documents, de rédaction de textes, d'organisation de voyages, salons.
RECHERCHE poste équivalent dans l'audiovisuel, le spectacle, l'édition. Disponible rapidement. BCO/CR 945.

JOURNALISTE presse écrite, 40 ans, diplômé école supérieure + formation économie, gestion + CPJ, exp.14 ans (4 ans chef de service) sur : politique macro/micro-économie, questions monétaires, bancaires, et Europe, import/export tiers-monde (dans hebdo professionnel).
RECHERCHE poste à responsabilités dans presse région parisienne : actualité et/ou économie, consumérisme, import/export, social, tiers-monde.
ÉTUDIE propositions voisines. BCO/BD 946.

24 ans, dégagé des obligations militaires, maîtrise droit international, DESS droit de la production et distribution d'énergie.
ÉTUDIERAIT toutes propositions d'emplois. CAD.IV/GS 951.

ATTACHÉ COMMERCIAL, 40 ans, maîtrise AES, trilingue anglais, chinois, 5 ans exp. prof. comme gérant d'une société import/export. Bonne connaissance du marché chinois, habitude des négociations auprès des fabricants et des acheteurs. Bonne exp. de la prospection clientèle.
RECHERCHE poste similaire dans entreprise du secteur industriel. Intéressé par contacts avec la Chine. BCO/MAB 952.

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ÉTABLISSEMENT FINANCIER, 48 ans, 26 ans exp. tous domaines. Ancien enseignant de formation professionnelle, ancien conseiller prud'homme, ancien titulaire fonctions électives prof. Travailleur infatigable. Acceptant mobilité.
ÉTUDIE toutes propositions. BCO/CR 953.

INGÉNIEUR, 53 ans, DESS droit immobilier, 25 ans. exp. secteur immobilier.
RECHERCHE coordination d'études et de travaux, contrôle technique, contentieux, BTP, responsabilité d'un département technique dans entreprise ou société de construction, Paris/RP. BCO/MS 954.

INGÉNIEUR CHIMISTE, 54 ans, 25 ans dans le domaine des résines et vernis, en chimie organique, en recherches et applications.
RECHERCHE emploi ingénieur dans activité semblable ou poste ingénieur technico-commercial, assistance technique de préférence à Paris ou RP ou ville universitaire. BCO/CR 955.

CADRE ADMINISTRATION COMMERCE INTERNATIONAL, F. 48 ans, excellente présentation, trilingue anglais, italien, études supérieures, connaissances pratiques exportation, goût des contacts et responsabilités. Libre pour déplacements.
RECHERCHE poste attachée de direction commerciale ou administration commerciale, Paris. Disponible de suite. BCO/BD 956.



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

H. 33 ans, 3e cycle, Sc. hum. histoire rech. poste documentaliste, bibliothécaire, rédacteur ou toutes propositions TÉL. 54-34-30-45.

J.F. 23 ans, Sc. Po, licence lettres, proficiency of Cambridge cherche poste sté édition, secteurs culturels, journalisme Téléphone : 43-29-32-09.

J.F. 34 ans, doct. 3e cycle Sciences Nat., diplômé INTD. 4 langues, expér. en recherche, enseign., audiovisuel étudie ttes propos. temps partiel

COMMUNICATION RÉDACTION ÉDITION

Ecrire sous le n° 8.263 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ATTACHÉE DE PRESSE relations publiques, 34 ans, 10 ans expér. (tourisme, salons et secteurs médical étud. toutes ttes propositions
Ecrire sous le n° 8.265 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CHEF COMPTABLE BILINGUE Grande expérience PME-PMI Libre de suite. 42-09-95-87.

Maîtrise mécanique +
– DESS Gestion de la Technologie et de l'Innovation (Dauphine), travaillant sur micro rech. poste au service marketing technologique ou ocial d'une société innovante Paris + R.P.
Ecrire sous le n° 8.270 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

1 MÉDECIN

Maîtrise de biologie humaine
Expérience en informatique
5 ans de pratique médicale
Etudie toute proposition d'emploi sur PARIS et R.P.
Ecrire sous le n° 8.271 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 22 a. EXP. PROFESS. ARCHITECTE D'INTÉRIEUR. ÉTUDE, CRÉATION, CONSEIL ch. place stable RÉGION PARIS. Agencem. ttes connaissances Téléphone : 43-42-09-46.

H. 41 a. CADRE DE DIRECTION Form. jurid. et judic., 17 ans, expér. secrét. associat. et éco. sociale, sens négociat. et relations humaines ch. emploi responsab. direction, collab. mission. Tél. J.-C. LAM. 46-63-75-68.

JEUNE FILLE DYNAMIQUE et MOTIVÉE, BTS de PUBLICITÉ
EXPÉRIENCE de STAGES PRATIQUES EN AGENCE et supports

CHERCHE
POSTE ASSISTANTE de PUBLICITÉ ou chef de publicité
JUNIOR en rég. Parisienne
Tél. (16) 44-58-93-15 (dom.)
(16) 44-54-80-80 (bur.).

F. 43 ans, ex avocate au BARREAU DE PARIS recherche poste JURISTE D'ENTREPRISE Tél. 42-66-92-06.(bur.) Dom. 42-78-57-75.

H. 40 ANS, TRADUCTEUR diplômé E.S.I. Allem., angl. D.E.A. BIOLOGIE MARINE ch. emploi, étud. toutes propos. Tél. 91-93-58-98.

J.F. 27 ans, diplôme gestion expér. organisation, anglais courant, connais. micro-info, bon sens relationnel ch. poste RESPONSABLE DE GESTION basé est de Paris, 94 et environ Téléphone : 48-72-45-00.

ANIMATEUR DE VOCATION

Possédant solide expérience (10 ans)

PRODUITS FRAIS

alliée à une connaissance terrain de tous les circuits GMS, recherche dans une société volontaire à taille humaine responsabilité des ventes France, dans une équipe de direction désireuse d'intégrer un professionnel de la vente à sa structure de production.
Ecrire sous le n° 6537, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

PENTHOUSE. Dernier ét. imm. nf 90 m². tr. gd liv. + chbre

JOLIE TERRASSE

VUE EXCEPT. + Box fermé DORESSAY - 46-24-93-33.

5e arrdt

SORBONNE

Bel imm. pierre de t., 4e ét., asc., gd séj. sur rue + 2 chbres, calme, soleil, bains, w.-c. séparé cuis. équipée, chf. indiv., interphone, faibles ch., cave 57 m² env. sans place perdue. 1.590.000 F
SERGE KAYSER (1) 43-29-60-60.

7e arrdt

RUE OUDINOT
Charmant studio, parfait état, cuis. équipée, gde s. de bains, w.-c. séparé - 460.000 F. Téléphone : 45-67-22-88.

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER double living + chambre 52 m² 7e ét., asc., clair, soleil 1.150.000 F. - 45-67-22-88.

11e arrdt

AVENUE PARMENTIER

Immeuble ravalé. Beau studio + petite pièce, plein soleil, rénové, cuisine équipée, bains, w-c, calme.
PRIX : 355 000 F.
Téléph. en matinée ou soirée au 46-55-61-59

14e arrdt

PTE-VANVES Mais. 4/6 P. + mezz., tt cft. 1.390.000 F. - 43-25-97-16.

15e arrdt

MONTPARNASSE. Superbe atelier artiste + 3 chambres 2 bains. Lumière. Calme 2.700.000 - 43-22-61-35.

Mo ALESIA

Beau 2 P., à rénover, imm. p. de t. 420.000 - 45-26-89-04.

16e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES

Av. du Maréchal-Manoury-16e

GRAND STANDING

255 m², 4e étage donnant sur

BOIS DE BOULOGNE

Terrasse 52 m² - Garage pour 5 voit. Poss. usage profess. Mise à prix : 3.900.000 F Me D. DOUSSET 42-60-30-06.

PRÈS HENRI-MARTIN
R.-de-ch., 110 m² + 22 m², possib. duplex, prof. lib., charme, caract. Urgent. 2.100.000 F. - 34-85-04-34.

18e arrdt

3 P. cft. 470.000 F

Rue Ordener - 42-52-01-82.

91 - Essonne

SAINT-MAUR

7 poes, tt cft, 2 s. de bns, 2 niv. + ss-sol, 760 m² terrain, garage. Px 1.400.000 F IMMO MARCADET 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-BOIS

Dans HOTEL PARTICULIER Haut stand. MAGNIFIQUE

APPARTEMENT 600 m²

sur 2 niveaux + jard. 1.200 m²
PRIX TRÈS ÉLEVÉ
EXCLUSIVITÉ. 45-63-77-82
(L'adresse ne sera pas communiquée sans identification préalable des appels tél.).

SAINT-CLOUD

Résidentiel, près gare, MAISON triple récept., 4 chbres + service garage, beau jardin, caractère 4.500.000 F. - 46-34-73-13.

appartements achats

AGENCE LITTRÉ

Rech. pour clientèle française et étrangère, appts et hôtels part. dans quartiers résidentiels, paiement comptant chez notaire
TÉL. 45-44-44-45.

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux
PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

RECHERCHE URGENT

3 pièces même avec travaux Téléphone : 42-52-01-82.

locations non meublées offres

Paris

Vous cherchez un logement A louer PARIS-BANLIEUE ? Inter-Loc 43-45-70-00/00-00.

locations meublées offres

Paris

R. des ÉCOLES 3 p. ent. cuis. w-c bains, 5 000 + 375 provision ch., 42-57-21-03/47-33-39-70.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction Beaux appts de standing 4 poes et plus. 45-26-18-95.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine 75008 PARIS - recherche en location ou à l'achat APPTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales

TÉL. 45-62-78-99.

MONDIAL MERCURE

rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour Ambassades et Sociétés S'adr : SERVICE ACCUEIL Téléphone : 42-56-28-16.

propriétés

SUD DORDOGNE
dans campagne boisée, belle maison 6 ans, 5 P., très bon standing, séjour rustique, poutres, cheminée, chauffage central, bois, dépendances sur 3.000 m² terrain. Libre. 450.000 F. Urgent. Cause réemploi. Cabinet JARGEAU 47500 Libos. (16) 53-71-01-28.

GRAND MAS LIBRE

VAR 40 KM MR
360 m² habitables. 6.000 m² gds arbres. Liv., 5 chambres 3 bains, piscine. 700.000 F + rente. Tél. 48-05-58-70.

immobilier information

Sté immobilière propose à investisseurs biens divers (maisons, appartements) sur Gironde, Haute-Garonne et aux alentours. Cours inférieurs aux cours actuellement en vigueur. Tél. 63-38-08-73 ou 63-38-07-57, h.b.

viagers

AVENUE DUQUESNE. RARE

3 P., occupé 75 ans. 525.000 + 7.400. LAPOUS 45-54-28-66.

immobilier information

AGENCE MUTUELLE IMMOBILIÈRE

L'ENTREPRISE DU 3e TYPE !!

- Des honoraires moins chers (20 % en moyenne.)
- Une garantie de paiement de loyers INTÉGRALE et UNIQUE.

Toutes transactions immobilières : achats, ventes, locations, gestions locatives, etc.

L'A.M.I.

OUVRE UNE NOUVELLE AGENCE A PARIS
22, rue d'Aumale, 75009.
Téléphone : 40-16-09-09.
42-80-69-22.

Pour vendre ou acheter Maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce sur toute la France.
LAGRANGE
9, rue le Châtelier, 75017 Paris.
Tél. : 16 (1) 40-54-08-08.

villas

OFFICE NOTARIAL
30600 VAUVERT
Tél. 66-88-21-95. Vend : GARD, proximité NIMES :
1) Villa standing sur 7.000 m², piscine. Except. 1.700.000 F.
2) AIGUES-MORTES Immeuble standing. Prof. + habit. 1.000.000 F.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitutions de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques

43-55-17-50.

DOMICIL. DEPUIS 80 F/MS Av. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (Étoile) RUE ST-HONORÉ (CONCORDE RUE CRONSTADT, PARIS-15e 21 BIS, RUE DE TOUL. PARIS-12e CONSTIT. S.A.R.L. 2.000 F HT INTER-DOM. TÉL. 43-40-68-60.

ÉTOILE

Très grand standing

BUREAUX MEUBLÉS

toutes durées, tous services
TÉL. (1) 47-27-15-59.

BUREAUX ÉQUIPÉS

DE 15 à 100 m² STANDING

OUVERT 24 H SUR 24

Loc. courte ou longue durée
Tous services : tél., télécopie télex, restaurant, parkings secrétariat, tél. personnalisé

ACTE 43-80-90-10.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compétitifs. Délais rapides

ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICIL. COMMERCIALE 8e

TÉLEX/PERMANENCE TÉLÉPH. Travaux Secrétariat. Bureaux

AGECO 42-94-95-28

(STATIONNEMENT AISÉ).

D.O. ÉTOILE

DOMICILIATIONS. Burx meublés 45-22-96-90. TELEX 648601.

Culture

DANSE

Aux rencontres franco-suédoises

Les descendants de la vieille dame

Dix compagnies françaises invitées en Suède. Le GRCOP à l'Opéra de Stockholm. Une création de François Verret pour le Ballet Cullberg. Les rencontres franco-suédoises renouent avec une tradition qui date du dix-huitième siècle.


FRANCETTE LEVIEUX

« Rêves glacés » de Jorma Votinen

La danse moderne est représentée aujourd'hui à Stockholm par la Compagnie Cullberg, mondialement connue. Cependant, lorsqu'on rencontre des chorégraphes de ce courant, comme Margareta Asberg, on s'aperçoit qu'ils sont plutôt influencés par Birgit Akesson, aujourd'hui retranchée dans la solitude.

On trouve Mme Akesson au faîte d'un immeuble étroit de la vieille ville. A soixante-dix-huit ans, elle a gardé des traits harmonieux et un regard de jeune fille. Elève de Mary Wigman à Dresde, elle a débuté dans sa compagnie en 1931 mais ensuite elle a créé son propre langage. Sa démarche, ses thèmes (*Sisyphe, le Minautos, Rites*), conçus dans les années 50-60, l'apparentent à Martha Graham. Une Graham qui n'aurait pas été reconnue par ses compatriotes d'où peut-être son amertume. Aujourd'hui, elle s'intéresse au primitivisme et vient d'écrire un livre sur la danse africaine.

Son élève Margareta Asberg, directrice du groupe Pyramida, et Eva Lundgvist qui anime Wind Axor (les Sorcières du vent), sont comme tous les chorégraphes actuels en quête d'une expression correspondant à leur temps. Margareta, très au fait de la post modern dance américaine, est en pleine période de recherche, d'exploration de l'espace. Sa danse, abstraite, est orientée vers les arts plastiques. Eva, petite personne fragile mais intériorisée, animiste et écologique, rappellerait plutôt Kilina Crémona.

Elles ont en commun avec d'autres le désir de dépasser l'expressionnisme à la Cullberg, hérité de Kurt Jooss et utilisé pour une contestation sociale. Elles sont passées de la danse symbole à la danse signe.

Mats Ek, qui vient de succéder à sa mère Birgit Cullberg, est conscient de cette mutation. Il a demandé à François Verret une création pour la compagnie. Le ballet – encore sans titre – sera donné le 5 mars. Comme dans *La*, François Verret veut évoquer une époque charnière, la fin d'un monde. S'inspirant de Rabelais il traite le personnage du fou, du bouffon et le thème de la dissimulation.

Au hasard des rencontres, colloques, ateliers, on retrouve Ivö Cramer à qui l'Opéra de Paris doit une récente reconstitution de *la Dansomanie*, de Gardel. Calme et souriant malgré ses problèmes d'argent, il prépare actuellement un « musical » pour une tournée dans le pays.

Le Royal Ballet n'est pas à l'affiche. Il n'y a donc aucun espoir de voir la grande réalisation de Ulf Gaad, son chorégraphe attitré, *The Rind*, un portrait mythologique de Louis II de Bavière sur la musique de Wagner, très influencé paraît-il par Patrice Chereau et le Théâtre du Soleil.

Ce sont les Suédois eux-mêmes qui, à la suite de plusieurs voyages à Paris ou Avignon, ont choisi les compagnies invitées : Suzan Buirge, Hideyuki Yano, Karine Saporta, Jean-Claude Gallotta, Monnier-Durroure, Diverres-Montet, Brigitte Farges, Poumi Lescaut.

Le GRCOP (Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris), accueilli à l'Opéra de Stockholm début janvier à l'issue d'une longue tournée, a connu un immense succès. En plus de ballets du répertoire signés Andy Degroat, François Verret, Jacques Garnier, David Gordon, Suzan Alexander, Jean-Christophe Paré, la compagnie devait créer une œuvre originale d'un jeune espoir suédois, Per Jonsson, en hommage à Rolf de Maré. Per Jonsson s'est désisté assez tardivement et c'est le Norvégien Jorma Uotinen, ancien danseur chez Carolyn Carlson, qui a sauvé la situation.

Installé à Oslo où il dispose d'une compagnie d'une douzaine d'éléments, Jorma tempère aujourd'hui sa force sauvage par une douceur sophistiquée et joue les dandys.

Son ballet, *Rêves glacés*, est un rituel à mi-chemin entre *le Sacre* et *la Guerre du feu*, se déroulant dans la nuit polaire. Une atmosphère de froid, d'angoisse, mais aussi de temps suspendu se crée sur une musique aride de Magnus Lindberg. Le public lui a fait un triomphe.

Tous ces spectacles de danse française ont été prétexte à une réflexion et à des débats. La Suède, saisie à son tour par l'éclatement de la jeune danse moderne, envisage de s'inspirer du modèle français. L'émergence d'une quinzaine de groupes libres bouleverse des structures de financement jusqu'ici concentrées sur cinq compagnies officielles.

Le Riksteatern – organisme qui gère à la fois la musique, le théâtre, la danse – pense même remettre à plat le plan de financement pour rééquilibrer la part de la danse vis-à-vis des autres disciplines.

Il est beaucoup question aussi à Stockholm de la création d'une maison de la danse, projet ambitieux qui, à partir d'un lieu préexistant (peut-être le statteater), regrouperait le Musée de la danse, la Compagnie Cullberg (actuellement privée de salle), l'accueil de compagnies dans un théâtre de huit cents places, des lieux d'archivage et de vidéo. Autre modèle français très apprécié ici : le GRCOP. A l'issue de toasts chaleureux, l'administrateur de l'Opéra de Stockholm a souhaité en appliquer la formule dans sa maison, formule qu'il envisage même d'étendre à la musique et à l'art lyrique.

MARCELLE MICHEL.

★ *Rêves glacés* sera présenté par le GRCOP à la salle Favart, en mars prochain.

Le souvenir de Rolf de Maré

Les rencontres franco-suédoises ont lieu jusqu'au début du mois de mars à Stockholm, mais aussi à Göteborg, Gävle ou encore dans le climat polaire d'Uméa.

Le même enthousiasme, la même ingéniosité, ont présidé de part et d'autre à leur organisation. Y participent la Maison de la culture de Stockholm, le Danstheater, dirigé par Jan Zetterberg (le pendant de notre Théâtre contemporain de la danse), le Moderna Dans Theater, l'Institut suédois et l'Institut français. Les organismes officiels des deux pays (AFFA, ministère de la culture et de la communication, conseil de la culture et Riksteatern) et le mécénat industriel (notamment Air France) ont permis cette opération estimée à 3 millions de francs.

La tradition des échanges chorégraphiques franco-suédois remonte à la fondation du ballet royal confié par Gustave III au Français Gallodier en 1773. On n'oublie pas ici que les ballets suédois de Rolf de Maré, installés à Paris au Théâtre des Champs-Elysées, ont pris le relais des ballets russes à la mort de Diaghilev.

De 1920 à 1925, ils ont assuré une création d'avant-garde avec des peintres, poètes, musiciens français (Cocteau, Claudel, Léger, Picabia, Honegger, Satie, Auric...) et un chorégraphe suédois, Jean Börlin. On leur doit notamment *Relâche*, joyeuse provocation où s'insérait le film de René Clair, *Entracte*. Autant de souvenirs dont on retrouve la trace dans les collections léguées par Rolf de Maré au charmant Musée de la danse dirigé par Bengt Häger.

Un livre consacré à Rolf de Maré (1) a servi de prétexte à ces rencontres, mais, très vite, elles se sont orientées vers la danse vivante.

(1) *Le Ballet suédois de Rolf de Maré*, par Bengt Häger et Jacques Damase. Ed. Jacques Damase.

THÉATRE

« Cinquante ans de théâtre vus par les trois chats d'Armand Gatti »

Toutes les aubes du monde

Une très belle et vivante exposition racontant la vie et les œuvres d'Armand Gatti (mais il est en vie, il est même en pleine forme) s'ouvre au Centre d'action culturelle de Montreuil.

Dans un espace géant aéré et mélangé comme une union libre de champ de blé et de forêt (mais rassurez-vous, c'est bien chauffé), et sous les rayons dansants d'une demi-douzaine de soleils qui se renvoient la balle, vous serez abasourdi par une sorte de super-fête d'images brutes, de calicots style manif, d'animaux fabuleux, et d'envoûtantes musiques des sphères (comme si le silence des choses faisait du bruit).

Une magnifique poubelle en fer (de l'avant-dernière génération) brille en milieu de terrain. Elle nous rappelle que le père de Gatti, Auguste Gatti, immigré italien, était éboueur. *« Il partait très tôt le matin*, a dit Gatti, *dans la nuit finissante, et il ne réapparaissait dans la ville que derrière la benne municipale qu'il remplissait avec de lourdes poubelles de fer qui étaient arrachées au sol, portées à bout de bras et jetées ensuite dans la benne, et on avait l'impression que c'était la benne et ceux qui l'entouraient qui faisaient naître le jour. »* (Cela se passait à Monaco, où Gatti est né le 26 janvier 1924, à 16 h 30.)

« Une seule issue : la corbeille à papier »

Il y a aussi, sous les soleils de l'expo, des arbres, de vrais et grands arbres : *« Je me suis mis à imaginer une histoire*, dit Gatti, se souvenant du jour où il s'est mis à prévoir quelque chose sur le camp où il fut déporté. *C'étaient des arbres qui partaient à la conquête du ciel, dans une espèce de mouvement de libération de l'univers, de toutes ses possibilités de vie. »*

Il y a aussi une corbeille à papier géante, bourrée de grosses feuilles déchirées, couvertes d'une écriture bleue. Estimant que les mots, coincés entre les pages et les lignes dans les livres, manquent de liberté, Gatti déclare : *« Il n'y a qu'une issue, c'est la corbeille à papier, cette corbeille à papier où des fragments, des morceaux, des pans entiers d'œuvres se rencontrent, se retrouvent, et où les mots continuent de vivre cette aventure de liberté qui ne devrait jamais les quitter. »*

Et, un peu plus loin, il y a une chèvre, parce qu'*« il y a cette guérilla aux confins de l'univers où une 9 espèce de chèvre de Monsieur Seguin se bat au cours de toutes les nuits du monde pour mourir dans toutes les aubes du monde »*. Et, pour d'autres raisons personnelles à Gatti, il y a aussi une horloge solaire, un poisson noir, une baleine, un Saint-François d'Assise, des poignées de feuilles d'arbre (les arbres sous lesquels marchait, à Berlin, Rosa Luxembourg), etc...

Et ainsi de suite, dans un hasard heureux, des visages, des plantes, des animaux, des objets usuels. Et aussi des petits théâtres, comme des jouets d'enfants, qui figurent les amis de Gatti, comme Vilar ou Henri Michaux...

Créateur et combattant

Résistant à dix-huit ans dans le maquis de Corrèze, condamné à mort à dix-neuf ans mais gracié et déporté, évadé, parachutiste en Angleterre en 1943, plus tard journaliste (Algérie, Guatemala, Sibérie, etc., et blessé par les CRS lors d'un reportage à Saint-Nazaire), Armand Gatti allait devenir un des auteurs essentiels de notre théâtre. Joué sur nos meilleurs scènes, il allait, à partir de 1968, mener une vie de créateur-militant-magicien-vagabond, à l'étranger, dans les provinces, des faubourgs de l'Ulster aux usines de Toulouse, entraînant des ouvriers, des lumpen, des « loulous » ex-internés de l'éducation surveillée, dans des inventions de fables, de films, de poèmes dramatiques.

Seul hors de tous chemins battus, par son expression comme par sa démarche, Gatti garde une formidable énergie spirituelle créatrice et combattante. Il est un grand poète. Et comme presque tous ses livres (aux éditions du Seuil) sont naturellement épuisés, le mieux, pour le revoir ou le découvrir, est d'aller passer deux heures dans cette incroyable exposition-jardin-explosion, une mine de surprises, d'émotions et de bonheurs.

MICHEL COURNOT.

ARCHITECTURE

Une prothèse pour le « rhinocéros »

Le célèbre *« rhinocéros logé dans une baignoire sabot »* qui grandit à la Bastille a vu le récipient où il barbotera à l'horizon des années 90 amputé. On le sait, les ateliers destinés aux décors ne seront pas réalisés. L'Etat ne sait trop quoi faire des terrains inoccupés qui restent sa propriété. On a pensé à un hôtel pour mélomanes internationaux, des studios de télévision, un centre omnisports, des salles d'exposition, une série de grands magasins, ou une annexe du ministère de la culture qui pourrait regrouper quelques-uns de ses services dispersés sur plus d'une douzaine d'arrondissements. Cette dernière hypothèse semble avoir la préférence du ministre, M. François Léotard. Mais, libéralisme oblige, un concours d'idées vient d'être lancé pour meubler cette dent creuse.

Les candidatures doivent être adressées en trois exemplaires à la Maison interministérielle des grands travaux (23, avenue Franklin-Roosevelt, 75008). Elles doivent être accompagnées d'une fiche détaillée sur l'identité de la société ou du groupe de sociétés candidates à la reprise, une description détaillée du projet avec éventuellement une esquisse architecturale, l'indication du mode d'exploitation des opérateurs prévus et de l'équilibre financier de cette exploitation ; enfin, une indication sur la complémentarité entre les activités nouvelles envisagées et celles de la grande salle.

Une commission dont la composition sera arrêtée par le ministère de la culture se chargera du choix définitif.

Deux inconnues demeurent. Le réaménagement de la salle modulable, dont seul le gros-œuvre sera réalisé, fait-il partie de la « redistribution des espaces de l'Opéra ».

Le communiqué du ministère est très flou sur ce point. Enfin l'architecte de l'Opéra, Carlos Ott, ne semble pas avoir son mot à dire dans l'histoire. Si un nouvel architecte devait se charger du complément de programme, l'unité architecturale sera-t-elle respectée ? Et qui en décidera ? Des polémiques en perspective pour la nouvelle prothèse du « rhinocéros ».

E. de R.

Culture

MUSIQUE

Premier concert de l'année Ravel

Du lyrisme à l'ascèse

Pendant les importants travaux de rénovation du Théâtre des Champs-Elysées, sous le titre « Chantier ouvert au public », quelques grands concerts sont présentés à la Comédie du même nom, hélas délabrée.

Le froid et les embouteillages, lundi soir, avaient restreint l'assistance pour le premier concert de l'année, célébrant le cinquantième anniversaire de la mort de Ravel. En une soirée, c'est à peu près toute sa musique de chambre qui fut rassemblée, à l'exception du célèbre *Quatuor à cordes* et de la *Sonate piano et violon.*

Cette dernière avait cédé la place à sa petite devancière de 1897, publiée seulement en 1975, un bien curieux « Ravel avant Ravel » : en un seul mouvement, elle livre dès les premières mesures sa signature, qui disparaît très vite dans une sorte de vaste lyrisme franckiste, où le musicien se perd longuement dans les dédales de son développement, en s'ennuyant ferme, et ramène aussi souvent que possible son thème initial qui seul lui plaît, sans bien savoir qu'en faire... Mais Gérard Poulet l'interprétait avec une sonorité ravissante, soutenue par le jeu de David Abramovitz.

On savourait toute la différence avec les *Trois Poèmes de Mallarmé,* qui parurent à l'époque âpres et desséchés, et nous semblent aujourd'hui, aux limites du raffinement, rejoindre comme jamais le mystère musical de Mallarmé grâce à la voix de Colette Alliot-Lugaz, chaude, veloutée, à la diction admirable.

Elle était en revanche un peu trop « mélisandesque » pour les *Mélodies populaires grecques,* éclatantes de soleil, tandis que Jean-Philippe Lafont poussait au contraire à l'excès, avec sa voix énorme, le lyrisme quelque peu parodique, mais tendre, de *Don Quichotte à Dulcinée.*

C'était aussi un peu l'écueil de la *Sonate pour violon et violoncelle,* où Gérard Poulet et Christophe Henkel s'affrontaient plus qu'ils ne concertaient, avec une violence et une jubilation certes savoureuses mais qui cachaient la vraie grandeur de cette œuvre, son écriture ascétique où jaillit le feu de l'esprit, et sa dimension intime, presque « conjugale », telle que naguère à la Grange de Meslay, dans la fabuleuse interprétation d'Oleg Kagan et de Natalia Gutmann.

L'*Introduction et allegro* pour harpe, et le *Trio* complétaient ce programme très significatif, donné avec maints autres instrumentistes excellents, le Quatuor Roussel, Fabrice Pierre, Cathy Chastaing, Pascal Moragues, P.-O. Devaux et le merveilleux Michel Debost.

JACQUES LONCHAMPT.

NOTES

Brassens par Lavalette

Vingt ans d'amitié avec Georges Bassens ont amené le comédien Bernard Lavalette à raconter le chanteur sur scène avec des histoires vécues et avec des chansons. Les anecdotes rapportées avec la chaleur du compagnonnage rappellent la pudeur et la vive humanité d'un poète libre, ou plutôt indépendant, qui, patiemment, reconstituait ou imaginait des émotions en liant des mots justes, colorés, les uns aux autres et cachait sous des allures modestes des mélodies fabriquées en orfèvre. Lavalette recrée ainsi des petits moments de joie et de fête, d'humour ou d'insolence. Entre deux faits rapportés, il reprend sympathiquement, plus en comédien qu'en chanteur, les chansons inédites révélées par Jean Bertola dans un superbe album Philips. — C. F.

★ Théâtre du Tourtour, 18 h 45.

Gospel à l'Olympia

Rencontre originale à l'Olympia entre l'organiste américaine Rhoda Scott, deux cents choristes français et le groupe Campanella. Ensemble, pour la première fois pendant une heure, ils interprètent des gospels et des negro-spirituals. C'est un beau et inattendu retour aux sources de la musique noire américaine. Les thèmes traditionnels sont repris avec force, mieux ils éclatent magnifiquement sous la voûte de l'Olympia. Au passage, Rhoda Scott et les choristes (dirigés par Jean-Claude Oudot) rendent hommage au pasteur Martin Luther King avec *We shall overcome,* la chanson que les membres du mouvement des droits civiques chantaient lors de la marche sur Washington, au début des années 60.

C. F.

★ Olympia, les 13 et 14 janvier, 20 h 30.

Didonato en scène

Multi-instrumentiste (clarinettes et saxophones), pluridisciplinaire (classique, opéra, jazz, variété, musique contemporaine), Jacques Didonato s'exprime avec une légèreté trahie par ces qualificatifs pesants. Sa rage d'expression n'y trouve pas un compte juste. Pris par son activité professionnelle de musicien classique et de professeur, il apparaît peu sur la scène du jazz où il a presque tout fait : le musicien de section, le soliste, l'aventurier de la Compagnie Lubat, le double de Portal ou le quart du quatuor de saxophones. En quintet, il s'entoure de François Jeanneau et Philippe Mate. Deux piliers solides pour le talonneur qu'il pourrait être (poste très technique), s'il ne préférait pratiquer le football. A la rythmique, Mehcali et François Verly : précis et efficaces.

F. M.

★ Didonato Quintet au Dunois, du 15 au 17 janvier.

Les disparitions de Robin Kenyatta

Robin Kenyatta est un musicien à éclipses. Un jour, il vous fait un concert de free-jazz sans laisser de traces. Une nuit d'été, deux ans après, vous traînez avec lui dans Harlem presque désert. Cinq ans plus tard, un disque à succès. Puis il revient en club quand tout le monde commence à l'oublier : *« C'est qu'il faut savoir disparaître. Tout le monde devrait savoir disparaître, toi, les autres, et revenir. »* Robin Kenyatta est de retour pour un concert consacré au plus célèbre des instruments, le saxophone. On en verra de toutes les tailles, de tous les timbres et de toutes les couleurs. Joués de toutes les façons et avec tous les talents, Kenyatta est précédé de Jean-Claude Forenbach, professeur au CIM, et de Michel Devillers, un baryton de premier ordre, trop rare, puissant et généreux, à découvrir sans faute.

F. M.

★ Kenyatta, Forenbach, Devillers, Maison de Radio-France, le 15, à 20 h 30, entrée libre.

« Le Beauf », de Yves Amoureux

Le titre ne colle pas. Même s'il est un peu râleur et très français moyen, pantouflard, Gilbert, le personnage de Gérard Jugnot, n'a rien du « beauf » inventé par le dessinateur Cabu. Naïf et ringard si l'on veut, tout prêt à se faire duper par Serge (Gérard Darmon), l'ancien copain — ils ont été rockers ensemble — revenu de Sydney qui va lui faucher sa femme Gisèle (Marianne Basler) et l'entraîner dans un coup fumant. Mais rétrograde, borné et méchamment stupide, sûrement pas. Alors, que peut-on faire ? Oublier le titre et voir le film autrement. Gilbert a un curieux boulot à la Banque de France. Des billets de banque usagés, détruits par le feu, cela peut tout de même servir. Et Serge n'en est pas à une embrouille près. Gérard Jugnot, vedette unique, ne se contrôle pas (voir les films qu'il a réalisés). Mis en tandem avec une personnalité en contrepoids, il est drôle, il ne se fige pas dans un numéro d'autosatisfaction. Le scénario et la mise en scène jouent avec adresse sur le rapport de Jugnot et de Darmon, et sur l'intervention de la piquante Marianne Basler. Cela marcherait tout à fait bien s'il n'y avait pas, de la part d'Yves Amoureux, une hésitation entre la comédie burlesque et le suspense policier. Il arrive qu'on s'y perde.

JACQUES SICLIER.

DIGRESSIONS *par Bernard Frank*

Shakespeare 20 h 30

1 *Les opinions de M. Bergeron*

Il est probable qu'il y a un quart de siècle, quand il est devenu secrétaire général de FO, les opinions de M. André Bergeron, dans ma futilité d'alors, m'auraient fait discrètement bâiller. Avec le temps, et par contraste, je me suis habitué à cet homme dont le nom et la physionomie semblent sortir tout froids d'un roman d'Anatole France. Ce qu'il dit ne m'emballe pas mais n'est pas dépourvu de sens. Dans le cadre de sa rubrique « Dites-nous », ma consœur Liliane Gallifet, de *Paris-Match,* l'a interviewé, il y a une quinzaine de jours. L'ennui, c'est que cette rubrique, si intéressante soit-elle, n'est sans doute pas ce que les lecteurs de cet hebdomadaire regardent en premier. Qu'importe, nous sommes là pour y remédier !

M. Bergeron, qui ne passe pas pour l'adversaire le plus déterminé de M. Chirac et de son gouvernement, regrettait que ces derniers se croient seuls au monde. Dans certaines circonstances, ajoutait-il, il valait peut-être mieux un point d'inflation de plus que « briser l'équilibre social ». Et comme Liliane Gallifet, parlant au nom de M. Balladur, lui faisait la remarque qu'« un point d'inflation égale trois points de chômage », M. Bergeron eut cette réplique magnifique, que tous les élèves des Sciences politiques devraient avoir à commenter un jour ou l'autre, et d'autant plus que cette réplique est en trois points : « On n'en sait rien. Eux non plus. De toute manière, au bout du compte, ils sont bien obligés de donner quelque chose. » Toute l'interview, on s'en doute, n'a pas ce tonus. Il y a de bons moments encore, du moins des moments qui font réfléchir. A la question « N'avait-on pas enterré la CGT un peu tôt ? », M. Bergeron répond : « Moi, je ne l'avais jamais enterrée. Ce sont les observateurs qui n'y connaissent rien. Je n'enterre pas davantage le Parti communiste. » Ce sera en effet l'un des trois principaux titres de gloire de ce gouvernement — les deux autres étant l'interruption de l'IGF, autrement dit l'interruption de l'impôt sur les grandes fortunes, et le retour sur notre petit écran de la sympathique Danièle Gilbert, — que d'avoir tenté sinon réussi une réanimation du PC.

Ce PC, que M. Mitterrand, depuis seize ans s'était décarcassé avec une rare constance et pas mal de bonheur à réduire à sa plus simple expression, il a suffi que l'autre vieux parti revienne sur le devant de la scène avec tous ses archaïsmes, dont M. Pasqua semble l'illustration même, pour qu'il reprenne quelque couleur, un ou deux points dans les sondages. Comme si M. Chirac, ne sachant plus à quel saint se vouer, avait mis ses derniers espoirs présidentiels dans la résurrection d'un PC fort. Et c'est vrai que c'était la belle époque, que seuls les ancêtres pourraient vous chanter, les Debré, les Guichard, les Chalandon, quand le chantre du gaullisme s'écriait avec quelque apparence de raison : « Entre les communistes et nous, il n'y a rien ! »

En vieux tacticien du « papier », je vous ai gardé, des propos de M. Bergeron, le plus succulent pour la fin. Liliane Gallifet lui demande si le jeu de yo-yo de la cohabitation n'est pas responsable des troubles actuels. Bergeron n'en croit rien. Il rappelle à juste titre mai 68, où de Gaulle, après tout, était à l'Elysée et Pompidou à Matignon : « Une situation politique homogène » ne changerait en rien la dégradation du climat social, affirme alors le secrétaire général de FO. L'on peut même éprouver un certain effroi rétrospectif — c'est moi qui parle — à l'idée que, ces derniers mois, l'on aurait pu avoir Chirac en Mitterrand et Léotard en Chirac : nous l'avons, dans nos petits malheurs, échappé belle ! C'est à ce moment que M. Bergeron laisse échapper cette confidence capitale qu'aucun de mes confrères n'a relevée à ma connaissance : *« Moi, je suis un nostalgique de la IIIe et de la IVe République. »* Il est tellement admis à droite et à gauche que de ces Républiques venaient tous les maux et que nous vivons aujourd'hui dans la seule République possible qu'évoquer avec tendresse les deux précédentes passe pour du gâtisme ou de la naïveté. Tout vaut mieux qu'elles, ces pelées, ces affreuses !

Ainsi Thierry Ardisson se taille un joli succès avec son Louis XX. Ah ! les rois. Ah ! si nous pouvions une fois dernière tirer un roi ! A la rigueur dans ce monde difficile où nous vivons, certains verraient bien une Ve République plus musclée, une Ve qui comprendrait que l'on n'a pas de temps à perdre dans les bafouilles et les manifs : suppression des syndicats superflus ou nocifs, un seul parti de préférence, une télévision rigoureusement libre et qui ne manipulerait pas l'opinion dans le mauvais sens, etc. Mais avoir de la nostalgie pour la IIIe et la IVe, c'est se moquer du monde ! L'on sait bien où elle nous a menés, la IIIe, à la plus grande défaite de notre histoire, qui en a pourtant connu de glorieuses. Quant à la IVe, au train où elle allait, sans le retour de de Gaulle, nous aurions fini par perdre notre empire et même l'Algérie ! Lors d'un prochain article, nous étudierons — l'année 1987 si préélectorale s'y prête à ravir — ce qu'il faut penser des Constitutions et de leur rôle sur l'histoire. Retenons en attendant l'ultime phrase de M. Bergeron : « Il faut que ça change de temps en temps. Regardez l'Italie (cette Italie si décriée). Ça ne fonctionne pas si mal que cela. »

2 *A bas les privilèges !*

Depuis l'article si beau dans son dépit amoureux de Louis Pauwels sur la jeunesse — n'aurait-on pas dit ce pauvre Arnolphe s'emportant contre cette petite garce d'Agnès ! — l'on commençait à se faire un sang d'encre sur l'avenir du *Figaro-Magazine.* Du *Figaro* tout court, qui n'indique plus son tirage, et de M. Pauwels en particulier. On disait que M. Chirac aurait considéré cet article comme une insulte à sa personne et à celle de son gouvernement, et que, pour la première chaîne, il n'en était plus question, tintin ! Après un deuxième article penaud et tout empli de repentance, un troisième à la mémoire d'un saint homme, M. Pauwels sembla tirer profit de Noël et de la nouvelle année pour disparaître dans la nature. Pendant des semaines interminables, plus de *Figaro-Magazine,* comme si l'on était en plein cœur de l'été. La petite *Madame Figaro* si coquette, si court vêtue, me faisait de la peine, qui piaffait d'impatience ! En fait, nous n'en menions pas large.

Paix, oubli, samedi dernier, après une cure de sommeil dans une clinique bien parisienne que le professeur Debray-Ritzen avait dû lui recommander, Louis Pauwels nous est revenu plus déprimé que jamais. O ces cures de sommeil, je m'en suis toujours gardé, leur préférant la paresse et ses commodités. Par charité, et s'il en est temps, je vous déconseille de lire l'article de mon éminent confrère de l'Institut. Il vous donnerait le bourdon comme il me l'a donné. Mais que lui a-t-on fait ? Quels neuroleptiques a-t-il ingurgités ? C'est un homme ivre de fatigue qui semble vous parler sous influence. J'entends à peine ce qu'il dit : *« Plus rien n'est stable sauf l'oubli. »* Si, ce cri de désespoir : *« Le peuple français se souvient-il, aujourd'hui, que voici dix mois il a voté massivement à droite ? »* Pour Louis Pauwels, le responsable numéro un de ce retournement, de cet état d'hypnose, c'est la télévision. Les « brouilleurs d'images professionnels » ont pratiqué depuis dix mois à l'aide de « passes magnétiques » un joli travail. Et dans le désespoir le plus absolu, Pauwels de conclure : *« Il est temps de nous réveiller. »*

Oui, il est temps. Mais soyons humbles. Commençons par d'obscures besognes. Que M. Pauwels, qui a certainement plus d'influence que moi sur le PDG d'une chaîne de télévision, se tourne vers M. Han et lui demande d'imposer Shakespeare plutôt que Mickey le samedi à 20 h 30, au risque de déplaire. Son projet de *« rénovation pratique intellectuelle et morale de la société civile française »,* dont j'attends monts et merveilles, commence par là : par Shakespeare pour tous. Du moins par Shakespeare à une heure de grande audience. Et que tout Shakespeare soit rediffusé.

Ce n'est pas un piège que je tends à M. Pauwels. Il est effectivement du plus haut intérêt de nous présenter cette semaine sur deux grandes pages dans son magazine les salaires, les avantages, les conditions de travail inouïs des cheminots, des postiers et des agents d'EDF-GDF, de nous faire baver d'envie sur leurs cartes de circulation gratuites, sur le tarif réduit de leurs communications téléphoniques, sur leurs fournitures de gaz et d'électricité à des prix incroyables, sur la quasi-gratuité des soins médicaux, sur l'étendue de leurs congés — par exemple, en cas de décès d'un enfant, d'un père ou d'une mère, un agent d'EDF a le droit à quatre jours, pour une première communion à un jour, le plus intéressant reste le mariage de l'agent (six jours) et le décès du conjoint (six jours également). J'imagine la hargne des lecteurs du *Figaro-Magazine* devant tout ce luxe, leur stupeur de découvrir que seulement 15 % des postiers touchent moins de 5 500 F, alors, que 24 % font la bamboula avec des salaires variant entre 6 000 et 7 000 F. Il faut avoir un sacré sang-froid, avoir tout le tact de M. Pauwels pour ne pas exiger du gouvernement, et dans la rue s'il le faut, qu'il rétablisse un impôt sur les vraies grandes fortunes : celles des gaziers, des postiers, des cheminots et des agents d'EDF. Mais avant de tenter de renverser ces trop puissantes féodalités, commençons petit, par Shakespeare, dis-je. Faire rendre gorge à nos nouveaux fermiers généraux, de la part de Louis Pauwels c'est noble mais utopique ; Shakespeare à 20 h 30, avec le concours de Louis Pauwels, c'est dans la poche samedi prochain. Merci.

3 *Un livre utile*

Claude Lebey est ce monsieur important et très courtois qui dispose d'une écurie de course assez particulière. Il collectionne chez Robert Laffont les livres de cuisine de nos grands chefs. Avoir chez soi un Senderens, un Meneau, un Troisgros, un Maximin et tant d'autres est presque aussi excitant et tout de même moins onéreux que d'avoir un Manet, un Cézanne, un Nicolas de Staël sur ses murs. Je ne suis pas sûr que les recettes des grands chefs servent à quelque chose. Claude Lebey aujourd'hui a pensé à nous en nous proposant son *Petit Lebey 1987 des Bistrots parisiens* (Robert Laffont, 39 F). Il nous en offre cent cinquante à des prix très divers. L'œuf mayo sert de mètre-étalon à toutes ces bonnes adresses. L'on peut passer outre à ce symbole. Avec ce petit livre, vous ne serez jamais perdu dans Paris, même un jour de grève.

PATRIMOINE

La Bibliothèque nationale au rapport

M. Léotard, ministre de la culture et de la communication, a décidé de confier à M. Francis Beck, administrateur civil hors classe, ancien directeur de l'administration générale au ministère de la culture et de la communication, une mission générale d'étude et de proposition relative à l'ensemble des missions et moyens de la Bibliothèque nationale. Cette expertise prendra en compte les cinq aspects fondamentaux de la BN : la conservation, la communication, l'information bibliographique, les échanges, le prêt, et les replacera dans le cadre général de l'action de l'Etat en faveur de la lecture publique. Elle portera également sur les aspects administratifs de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement, notamment en matière de gestion financière, d'information et gestion du personnel. M. Beck remettra son rapport au plus tard le 1er juillet 1987.

ARTS

Mort du peintre Jacques Herold

Le peintre et sculpteur Jacques Herold est mort à Paris le 11 janvier, à l'hôpital Cochin. Il était âgé de soixante-seize ans.

[Né en Roumanie en 1910, Jacques Herold vient à Paris en 1930, après des études aux Beaux-Arts de Bucarest. Il mène une vie de bohème misérable, en exerçant des petits métiers. En 1933, le peintre Yves Tanguy le présente à André Breton. Mais Jacques Herold garde ses distances. Son tableau *les Têtes,* qui date de 1939, est représentatif de son art, avec ses personnages écorchés, aux formes cristallisées.

Pendant la guerre, Jacques Herold se réfugie à Marseille, avec André Breton, Hans Bellmer, André Masson. C'est là que, pour se distraire, ils inventent un jeu de cartes, le « jeu de Marseille ». Après la guerre, il s'installe dans le Vaucluse, près du château du marquis de Sade. En 1947, il participe à l'exposition internationale du surréalisme. En avril 1986, l'exposition « La planète affolée », à Marseille, lui a rendu hommage.]

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES CRACHATS DE LA LUNE, Théâtre de la Ville (42-74-22-77), 20 h 45.
LE DÉSIR SOUS LES ORMES, Athénée (47-42-67-27) 19 h 30.
JE T'EMBRASSE POUR LA VIE, Athénée (47-42-67-27), 18 h 30.
HOME, Cartoucherie Tempête (43-26-36-36), 20 h 30.
LA RELIGIEUSE, Cité Galerie (45-85-38-69), 20 h 30.
KOU PAR COU, Lucernaire (45-44-57-34), 21 h 15.
ANTIGONE, Boulogne, TBB (46-03-60-44), 20 h 30.
BRÈVES INQUIÉTUDES, Roseau (48-07-00-21), 19 h.
ELECTRE, Lierre (45-86-55-83), 20 h 30.
LE MAITRE NAGEUR, Petit Odéon (43-25-70-33), 18 h 30.
LA GRANDE MAGIE (en italien), Odéon (43-25-70-33), 20 h.
BAUDELAIRE (45-44-57-34), 19 h 30.
LES PÊCHES DE BAGNOLET, Bagnolet, ATEM (43-64-77-18), 19 h.
LA LEÇON DES TÉNÈBRES, Cité Resserre (45-85-38-69), 20 h 30.
LA GALIPETTE, Petit Marigny (42-56-60-44), 21 h.
LES SEINS DE LOLA, Saint-Georges (48-78-63-47), 20 h 45.
SUD, ARC (42-70-03-18), 20 h 30.
L'EFFET GLAPION, Moderne (48-74-10-75), 21 h.
LA NUIT DES ROIS, Cité (45-85-38-69), 20 h 30.
LES ENSORCELÉS, Saint-Denis, TGP (42-43-17-17), 20 h 30.
HAROLD ET MAUDE, Antoine (42-08-77-71), 20 h 30.
LA PRINCESSE BLANCHE, Escalier d'or (45-23-15-10), 20 h 30.
ARROMANCHES, Jardin d'Hiver (42-55-74-40), 20 h 30.
ROULETTES D'ESCROC, Cergy-Pontoise, Théâtre des Arts (30-30-33-33), 21 h.
PAYSAGE SOUS SURVEILLANCE, Bobigny MC 93 (48-31-11-45), 20 h 30.
LA LEÇON DES ALOÈS, Comédie de Paris (42-81-00-16), 20 h 30.
L'ÉTOURDI, Aubervilliers, Théâtre de la Commune (48-33-16-16), 20 h 30.
L'ARRÊT DE MORT, Espace Kiron (43-73-50-25), 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer : 20 h 30 : Shuji Terayama, avant tout (films expérimentaux, 1er programme).
ODÉON (43-25-70-32), Théâtre de l'Europe : 20 h : la Grande Magie, d'Eduardo de Filippo, par le Piccolo teatro de Milan ; mise en scène de Giorgio Strehler (en italien).
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : le Maître-nageur, de J.-P. Amette.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), à 20 h 30 ; l'Opéra de quat'sous.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : les Crachats de la Lune ; 18 h 30 : Mama Béa ; Th. de la Ville au Th. de l'Escalier d'or : à 20 h 45 : la Princesse Blanche, de Rainer Maria Rilke.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34) 20 h 30 ; Yiddish cabaret.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré ; 22 h : Tous les plaisirs en un seul corps.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.
LE BOURVIL (43-73-47-84), 20 h 15 : Pas 2 comme elle.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : P. Salvadori ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : la Conscience nationale des faisans d'élevage.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Pièces détachées.

Music-hall

CITHEA (43-57-99-26), 20 h : Cl. Neau, D. Marouttian.
GYMNASE (42-46-79-79), 20 h 45 : F. Perrin.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h : G. Scherer.
OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : R. Scott.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30, dim. 15 : S. Joly.
PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20), 21 h : J.-Cl. Deret.
TLP DEJAZET (42-74-20-50), 20 h 30 : Font et Val.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-Habitation.
DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

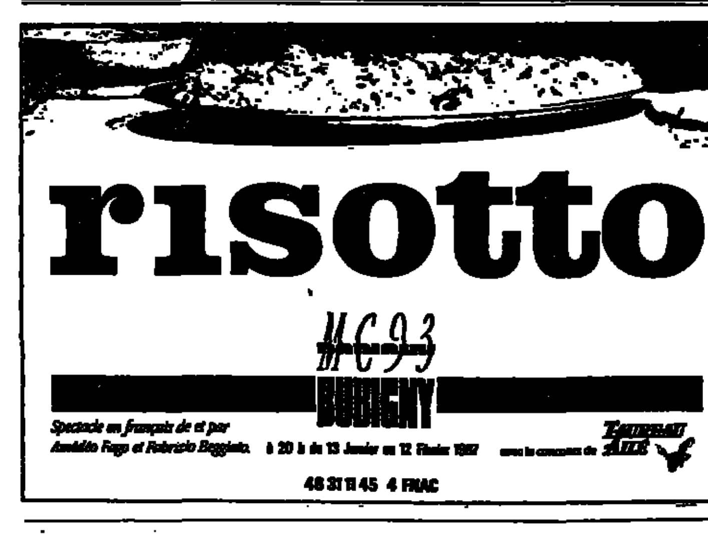
Opérettes, comédies musicales

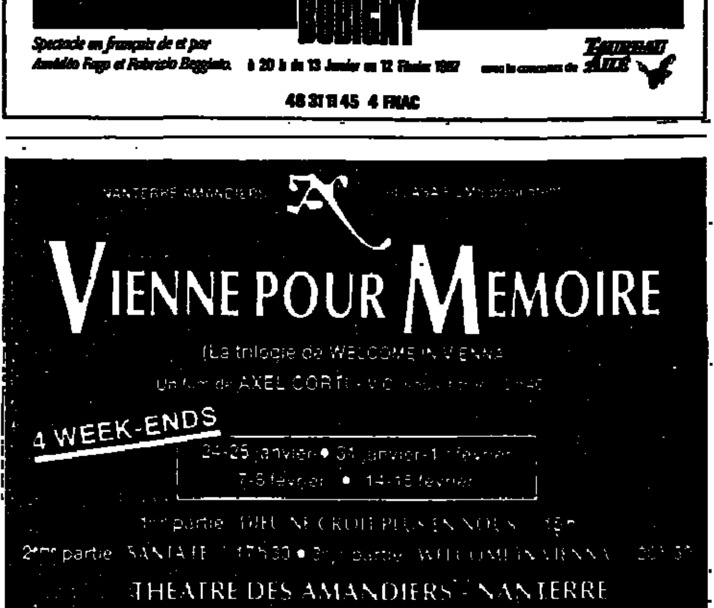
PORTE ST-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : la Petite Boutique des horreurs.
TH. DE PARIS (43-59-39-39), 20 h 30 : la Belle Hélène.

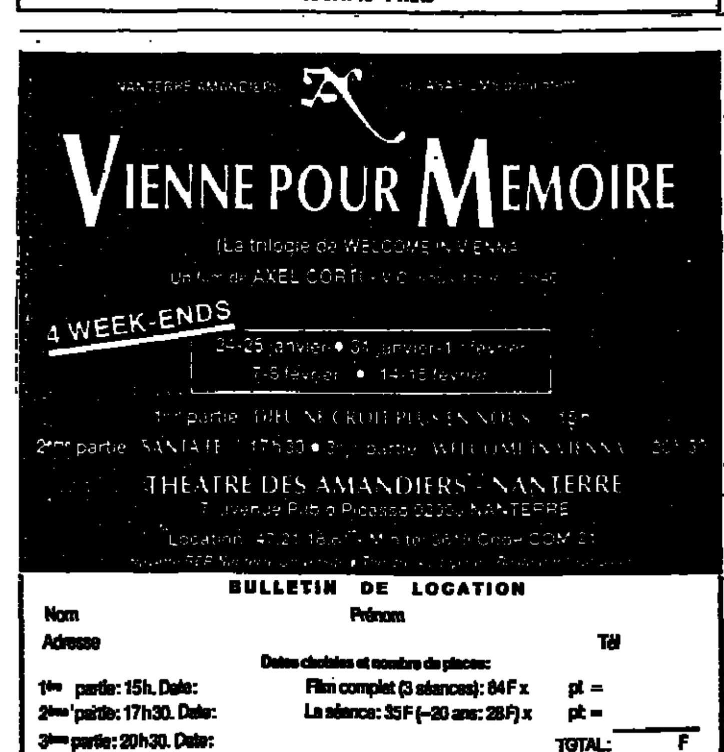
Jazz, pop, rock, folk

(Voir aussi th. subventionnés)

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : Los Jaivas.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : J. Caroff.
LE MERLE MOQUEUR (45-65-12-43), J.-M. Lagache, Cl. Mouton.
NEW MOON, 23 h : Quoi de neuf, docteur ; B. Calstrom, O. Robin.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h : M. Saury.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : Sarah Petronio.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : B. Waters, S. Rahoerson, P. Bousseguet, F. Landet.
SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : S. Guérault, B. Vasseur.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : D. Mazkaga/K. Chahin quartet.
UTOPIA CLUB (43-22-79-66), 22 h : M. Serri, J.-J. Milteau.







Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 13 janvier

Les concerts

Eglise Saint-Eustache, 21 h : Orchestre de chambre J.-F. Paillard (Vivaldi).
Auditorium des Halles, 18 h 30 : Groupe vocal de France, dir. : B. de Vinogradov (Levinas, Tosi, Shabaf).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : A. Alemandi (Britten, Stravinski, Mozart).
Radio-France, 18 h 30 : Valade, Pierre, Beaumont, Joste (Bon, Malec, Dao...) ; 20 h 30 : Atelier musique de Ville-d'Avray, dir. : J.-L. Petit (Bartok, Milhaud, Grisey...) ; 22 h 30 : Ch. Coin, P. Cohen (Strauss, Fauré, Chostakovitch).
Porte de la Suisse, 20 h 30 : M. Benhamou.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

16 h, Hommage à Blanche Sweet : Judith of Bethulia, de Griffith ; 19 h, Hommage à Y. Yoshida : Coup d'Etat (Vost anglais) : 21 h 30, En avant-première et en présence de l'auteur : Nick, chasseur de têtes, de J. Doniol-Valcroze.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Cinéma et littérature au Japon

Relâche.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).
AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).
ALIENS, LE RETOUR (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (42-46-49-07).
AMERICAN WARRIOR II (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).
L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Monparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).
AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 6e (43-25-19-90) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ, (A., v.o. et v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BIRDY (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; V.f. : Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Montparnasse, 14e (43-35-30-40).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) ; Gaumont Halles 1er (42-97-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Opéra, 9e (47-42-60-33) ; Gaumont Colysée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81), Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).
LE CHEVALIER A LA ROSE (All., v.o.) : Vendôme, 3e (47-42-97-52).
CLINS D'ŒIL SUR UN ADIEU (A., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; V.f. : Elysée Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).
COURS PRIVÉ (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
LE COUREUR (Iran.) (v.o.), Utopia, 5e (43-26-84-65).
LA DERNIÈRE IMAGE (Franco-Algérien) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).
DESCENTE AUX ENFERS (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
DÉSORDRE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
DEUX FLICS A CHICAGO (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; République Cinéma, 11e (48-05-51-33).
EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) : La Géode, 19e (42-05-06-07).
L'ÉTAT DE GRACE (Fr.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
L'ENTERREMENT DU SOLEIL (Jap., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (43-26-58-00).
FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).
LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Latina, 5e (42-78-47-86) ; UCG Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-86-90) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96) ; Secrétans, 19e (42-41-77-99).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Templiers, 3e (42-72-94-56).
HOWARD (A., v.f.) : Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
JEAN DE FLORETTE (Fr) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Elysée, 8e (47-20-76-23) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
LE JOUR DES MORTS-VIVANTS (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; V.f. : Arcades, 2e (43-33-54-58).
JUMPIN' JACK FLASH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-49-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
KAMIKAZE (Fr.) : Studio Contrescarpe, 6e (43-25-78-37) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; (v.f.) : Paramount Opéra 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).
LE MAL D'AIMER (Fr-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxeville 9e (47-70-72-86) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
MÉMOIRES DU TEXAS (A., v.o.) : Rotonde, 6e (45-74-94-94).
MISSION (A. v.o.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Lucernaire 6e (45-44-57-34), Parnassiens 14e (43-20-32-20) ; (Fr.), Français 9e (47-70-33-88).
MON AMI IVAN LAPCHINE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
NOIR ET BLANC (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.a.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pagode 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Maillot, 17e (47-22-46-01) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
ON A VOLÉ CHARLIE SPENCER (fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; St-Germain village, 5e (46-33-63-20) ; Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (42-28-42-27).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).
LE PASSAGE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
PÉKIN CENTRAL (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
LA PURITAINE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).
LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71).
LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).
ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).
LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12) ; Triomphe 8e (45-62-45-76).
SARRAOUNIA (Fr.) : Cinoches (h.sp.), 6e (46-33-10-82).
SCANDALEUSE GILDA (**) (It., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
SID ET NANCY (*) (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LE SIXIÈME JOUR (Egyptien, v.o.) : Epée de bois, 5e (43-37-57-47).
SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama (h.sp.), 13e (47-07-28-04).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
TERRE JAUNE (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
THE ACTRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
37°2 LE MATIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
TOP GUN (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; (v.f.) : Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
LA VÉRIFICATION (Sov., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
LA VÉRITABLE HISTOIRE D'AH. Q (Chin., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).
Y A-T-IL QUELQU'UN POUR TUER MA FEMME ? (A., v.o.) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BEAUF, film français de Yves Amoureux : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

COCA COLA KID, film australien de Dusan Makavejev, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 11e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

EMMANUELLE V (**), film français de Valerian Borowczyk : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FIRESTARTER, film américain de Mark Lester, v.o. : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon-Bastille, 11e (43-43-01-59) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Secrétans, 19e (42-41-77-99).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE, film américain de Spike Lee, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-Germain des Prés, 6e (42-22-87-23) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

PEGGY SUE S'EST MARIÉE, film américain de Francis Coppola, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champ-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14e (45-74-94-94) ; UGC Lyon-Bastille, 11e (43-43-01-59) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 14 JANVIER

« Les merveilles de l'orfèvrerie Christofle », 15 heures, 12, rue Royale (M. Hager).

« L'histoire de la franc-maçonnerie au Grand-Orient de France », 14 h 30, 16, rue Cadet (Paris Passion).

« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

« La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (AITC).

« L'Opéra de Paris », 13 h 15, hall d'entrée (E. Romann).

« Exposition « France et Russie au siècle des Lumières », 17 h 30, Grand Palais, caisse (V. Turpin).

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 14 h 30, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (G. Botteau).

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (M.-Ch. Lasnier).

« Les passages du Palais-Royal de Richelieu à Buren », 14 h 30, grilles Conseil d'Etat (Ch. Merle).

« Ordre national des chirurgiens-dentistes », 14 h 50, 22, rue E.-Menier (Art pour tous).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Martin », 14 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'hôpital civil et la médecine sous Louis XIV (apothicairerie et oratoire) », 14 h 30, 1, rue Richaud, à Versailles (V. Thébault).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 19 heures : « La vie quotidienne en Egypte pharaonique ».

Hôtel national des Invalides, 17 h 30 : « Comment penser les crises politiques : marchandage, calcul, violence » (M. Dobry).

Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 15 heures : « Le Sardanapale revu, c'est la jeunesse retrouvée ; Le romantisme et le romanticisme ; Delacroix, Bonington... ».

3, rue Saint-Blaise, 19 heures : « L'art de la mosaïque à Ravenne » (S. Legat).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 13 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20.35 Feuilleton : Dallas.
21.25 : Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
La cible.



22.20 Documentaire : Quel roman que ma vie !
Portrait d'Alphonse Boudard (en deux parties), réalisé par Daniel Costelle. 2e partie : La métamorphose des cloportes.



23.20 Paris-Dakar : résumé.
23.25 Journal.
23.45 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20.35 Mardi cinéma : le Jumeau ■
Film français d'Yves Robert (1984), avec Pierre Richard, Carey More, Camilla More, Jean-Pierre Kalfon, Andréa Ferréol.
Un joueur décavé s'invente un frère jumeau pour séduire deux sœurs jumelles. Le burlesque d'Yves Robert tourne moins rond que d'habitude.
22.25 Les jeux de mardi cinéma.
Invités : Pauline Lafont, Gabrielle Lazure, Gérard Jugnot, Roland Giraud.
23.25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20.35 Cinéma : Sur un arbre perché ■
Film français de Serge Korber (1970), avec Louis de Funès, Géraldine Chaplin, Alice Sapritch, Pierre Richard.
▶ *Un automobiliste irascible coincé avec deux auto-stoppeurs dans sa voiture suspendue sur le flanc d'une falaise. Une première partie très drôle. De Funès irrésistible.*
22.00 Journal.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : P.R.O.F.S. ■ film français de Patrick Schulmann (1985), avec Patrick Bruel, Fabrice Luchini, Christophe Bourseiller, Laurent Gamelon, Martine Sarcey, Yolande Gilot. **22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : le Mariage du siècle** □ film français de Philippe Galland (1985), avec Anémone, Thierry Lhermitte, Dominique Lavanant, Jean-Claude Brialy, Martin Lamotte. **23.45 Cinéma : Bunny Lake a disparu** ■■ film américain d'Otto Preminger (1965), avec Carol Linley, Kein Dullea, Laurence Olivier, Noël Coward, Anna Massey, Martina Hunt (v.o.). **1.30 Jeu : Shanghai-Paris.**

LA « 5 »

20.30 Cinéma : Les héros n'ont pas froid aux oreilles ■ film français de C. Nemes (1978). **21.55 Série : Supercopter. 22.55 Série : Lou Grant. 23.55 Série : La cinquième dimension. 0.50 Série : Supercopter. 1.50 Série : Lou Grant. 2.50 Série : La cinquième dimension.**

TV 6

20.30 Cinéma : le Paradis des monte-en-l'air ■ film anglais de Robert Day (1960). **22.00 6 Tonic.**

FRANCE CULTURE

20.30 Le journal du corps. Emission spéciale toxicomanie : Le banc d'essai des thérapies ; Le praticien et sa thérapeutique ; Le théâtre de prévention. **21.30 Musique : Diagonales.** Avec Zao et Manaranche. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment ; Samuel Fuller. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert : Primavera pour piano, de Koechlin ; Symphonie de chambre n° 1, op. 47, de Milhaud ; Contrastes pour violon, clarinette et piano, de Bartok ; Symphonie de chambre n° 2, op. 49, de Milhaud ; Taleae, de Grisey ; Symphonie de chambre n° 3, op. 71, de Milhaud, par l'Atelier de musique de Ville-d'Avray, dir. Jean-Louis Petit. **22.30 Récital.** Sonate pour violoncelle et piano en fa majeur, op. n° 6, de Strauss ; Sonate pour violoncelle et piano n° 1 en ré mineur, op. 109, de Fauré ; Sonate pour violoncelle et piano en ré mineur, op. 40, de Chostakovitch, par Christophe Coin, violoncelle, et Patrice Cohen, piano. **24.00 Les soirées de France-Musique.** Poissons d'Or.

Mercredi 14 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

13.50 Série : La croisière s'amuse.
Coupable, mais de quoi ?
14.40 Feuilleton : Isaura (8e épisode).
15.15 Vitamine.
Invités : Les Ablettes, Les Avions, Plein-Sud. Mon petit poney et ses amis ; Séquence danse ; Jem ; Les Snorkys ; Séquence sport ; Séquence gadget ; Robot Story.
17.25 La vie des Botes.
17.50 Feuilleton : Huit, ça suffit (8e épisode).
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
19.05 Feuilleton : Santa Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal.



20.30 Tirage du Loto.
20.35 Série : Marie Pervenche.
Salade russe.
Avec Danièle Evenou.
21.35 Document : Autoportraits.
De Pierre Jouve et Ali Magoudi.
Jacques Chirac.
22.35 Paris-Dakar : résumé.
22.40 Journal.
23.00 Ciné-club : Equateur ■■
Film français de Serge Gainsbourg (1983), avec Barbara Sukowa, Francis Huster, René Koldehoff, François Dyrek, Jean Bouise, Julien Guiomar.
La tenancière d'un hôtel louche de Libreville tient sous son emprise un jeune homme naïf, venu au Gabon pour y faire fortune. Le climat poisseux d'un roman de Simenon transposé dans les années 50, un univers africain et colonial fantasmatique, des hantises érotiques, des personnages prisonniers d'un mode de vie pourri.

DEUXIÈME CHAINE : A2

13.45 Feuilleton : L'amour en héritage.
14.45 Terre des bêtes.
Emission d'Allain Bougrain-Dubourg.
Les chats dans la ville ; Le bouvier des Flandres.
15.10 Récré A2.
Ty Uan ; Alice de l'autre côté du miroir ; Les Schtroumpfs ; Quick et Flupke ; Les Ewoks ; Le sourire du dragon ; Si jeune et déjà pourri ; Sherlok Holmes ; Flip Bouc ; Cosmocats.
17.45 Magazine : Mambo satin.
De Billy Bourne.
18.05 Série : Ma sorcière bien-aimée.
18.30 Magazine : C'est la vie.
Le travail de nuit.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.
19.10 D'accord, pas d'accord.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : Guy Béart 87.
Emission de Dominique Cantien.
Avec Etienne Anberger, Mylène Farmer, Sabine Paturel, Rachid Bahri, Diane Tell, Daniel Auteuil, Emmanuelle et Eve Béart, les dessinateurs Faizant et Wolinski.
21.55 Le dossier d'Alain Decaux.
Toutankhamon : trésor et malédiction.
23.10 Histoires courtes.
L'objectif, de Jean-Pierre Ronssin ; Chambres à part, de Patricia Bardon.
23.35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

14.00 Documentaire : Splendeur sauvage (rediff.).
14.30 Documentaire : Voyage à travers le système solaire.
15.00 Téléfilm : Reflet de l'avenir.
D'après Agatha Christie.
16.00 Documentaire : Les maîtres d'œuvre.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Téléfilm : Rita Robinson.
18.00 Inspecteur Gadget.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
18.55 Juste ciel, petit horoscope.
19.00 Le 19-20 de l'information (et 19.35).
19.15 Actualités régionales.
19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
20.05 Les jeux, à La Grande-Motte.
20.35 Variétés : Embarquement immédiat.
Avec Yves Duteil, Francis Perrin, Rose Laurens, Nana Mouskouri, Daniel Lavoie, Canada, Alain Souchon, Claude Maurane, Etienne Anberger, Niagara, Charles Aznavour, André Dussolier.
21.55 Magazine : Thalassa.
22.40 Journal.
23.05 Les amoureux du cinéma.
Emission de Philippe Le Guay et Yann Dedet.
▶ A l'occasion du dixième anniversaire de la mort d'Henri Langlois, fondateur de la Cinémathèque.

CANAL PLUS

14.00 Cabou cadin. 14.25 Téléfilm : Commando pour un casse. 15.55 Téléfilm : Le convoi de la dernière chance. 17.30 Musique : Tubes et transistors. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 ***Zénith.*** **19.55 Flash d'informations. 20.05 Starquizz. 20.30 Les triplés. 21.00 Cinéma : Deadly Game** ■ film allemand de Karoly Maak (1980), avec Mel Ferrer, Barbara Sukowa, Helmut Berger. *Une femme soupçonnée d'avoir tué son époux au cours d'une partie de chasse, acquittée, remariée à un diplomate, revient avec celui-ci sur les lieux de « l'accident ». Un curieux suspense psychologique.* **22.20 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : Kagemusha** ■■ film japonais d'Akira Kurosawa (1980), avec Tatsuya Nakadai, Tsutomu Yamazaki, Kenichi Hagiwara, Kota Yui, Hidej Otaki (v.o.). **1.05 Cinéma : l'Effrontée** ■■ film français de Claude Miller (1985), avec Charlotte Gainsbourg, Bernadette Lafont, Jean-Claude Brialy, Clothilde Baudon, Jean-Philippe Ecoffey.

LA « 5 »

14.35 Dessins animés : Les Schtroumpfs. 15.30 Série : Chips. 16.25 Série : K 2000. 17.20 Série : Shérif, fais-moi peur. 18.15 Série : Supercopter. 19.10 Série : Happy days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Téléfilm : Le soleil se lève aussi (1re partie). **22.10 Série : Supercopter. 23.10 Série : Lou Grant. 23.35 Téléfilm : Le soleil se lève aussi** (1re partie). **1.35 Série : Star Trek.**

TV 6

14.00 6 Tonic. 17.00 Système 6. 18.50 NRJ 6. 19.40 Série : Max la menace. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Sixties.

FRANCE CULTURE

20.30 Pour ainsi dire. Portraits de Mustapha Nussaburry et d'Antonin Artaud : invité : Michel Chandeigne, éditeur, traducteur. **21.30 Musique : Quinzièmes rencontres internationales de musique contemporaine de Metz.** Cantus supplex, de Marek Kopelent, Les réciproques, de Michael Levinas, Madrigal, de Girolamo Arrigo, par le Groupe vocal de France. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment ; Samuel Fuller. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 25 et 26 octobre 1986 au Théâtre de la Ville) : Musiques traditionnelles : Griots du Mali. Ousmane Sacko, chant-guitare ; Yakare Diabate, chant ; Almami Diabate, kora ; Brahima Kouyate, balafon. **22.20 Les soirées de France-Musique.** 22.30, Yvonne Lefébure raconte... ; à 23.08, Jazz-Club

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 13 janvier à 0 heure et le dimanche 18 janvier à 24 heures.

Sur la moitié nord de la France, le temps froid avec des chutes de neige persistera pratiquement jusqu'en fin d'échéance. Sur la moitié sud, le radoucissement amorcé par le Sud-Ouest va s'étendre ensuite au pourtour méditerranéen.

Mercredi : le froid persistera le matin sur la plus grande partie de la France avec encore – 12 à – 15 degrés sur l'Est, – 8 à – 10 degrés sur la moitié nord, – 3 à – 8 degrés sur la moitié sud sauf sur les régions les plus méridionales où la température sera proche de zéro, et en bord de Méditerranée où il fera 3 à 6 degrés.

Le ciel sera couvert et des chutes de neige éparses et faibles vont se produire en toutes régions excepté sur les régions pyrénéennes et le bord de la Méditerranée où il pleuvra.

Le vent repassera au nord.

Dans la journée sur le Sud-Est, radoucissement relatif vers 6 à 9 degrés en bord de mer et 0 à 2 degrés dans l'intérieur.

Au sud de la Garonne, chutes de pluie et neige mêlées avec une température de 1 à 3 degrés. Sur toutes les autres régions, encore – 5 à – 9 degrés localement, – 12 degrés dans l'Est.

Jeudi 15 : un temps couvert avec des chutes de neige persistantes de l'Est au Nord-Est et au Nord le matin, gagnera en cours de journée l'Ile-de-France, la Normandie, la Bretagne et les Charentes. Sur le pourtour méditerranéen, le temps instable accompagné de pluies en plaine et neige en altitude se déplacera en cours de journée vers le Sud-Est et sur les Alpes. Des éclaircies se développeront dans le Sud-Ouest.

Températures minimales : elles varieront sur la moitié nord de – 12 degrés dans l'Est à – 4 degrés dans l'Ouest et sur la moitié sud, de – 3 degrés dans le Sud-Ouest à 2 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Températures maximales : sur la moitié nord elle iront de – 8 degrés dans l'est à – 2 degrés dans l'ouest et sur la moitié sud de 0 degré dans le sud-ouest à 2 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Vendredi 16 : le temps couvert avec des pluies et de la neige qui s'étendait le matin des Alpes à l'Est, au Nord-Est ainsi que du Nord au Bassin parisien, à la Normandie et à la Bretagne, ne persistera l'après-midi que du Nord au Nord-Est et à l'Est.

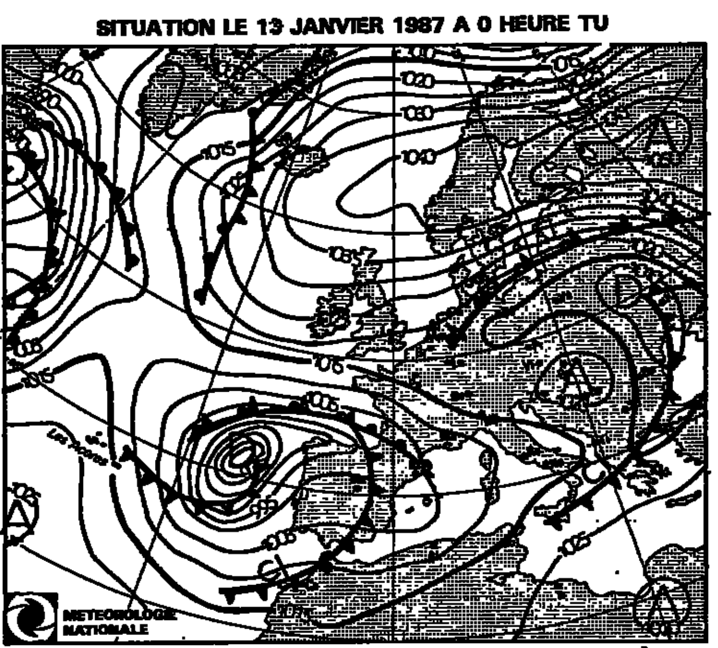
Températures minimales : sur la moitié nord elles varieront de – 11 degrés dans l'Est à – 3 degrés dans l'Ouest, sur la moitié sud elles varieront de – 2 degrés sur l'Aquitaine à des températures voisines de 0 degré sur le pourtour méditerranéen.

Températures maximales : sur la moitié nord elles varieront de – 7 degrés dans l'Est à 0 degré dans l'Ouest, sur la moitié sud de 1 degré dans le Sud-Ouest à 4 degrés sur le pourtour méditerranéen.

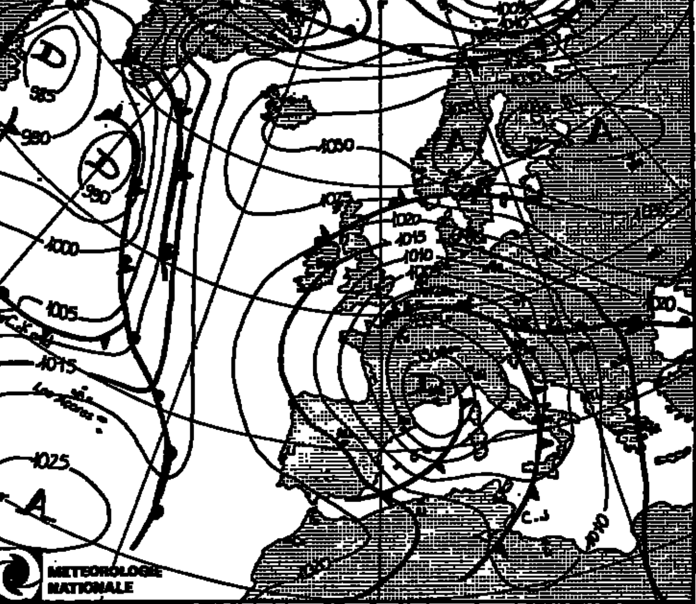
Samedi 17 et dimanche 18 : samedi le temps chargé à caractère *instable* s'évacuera sur l'Est et le Nord-Est. Ailleurs, des passages nuageux alterneront avec des éclaircies.

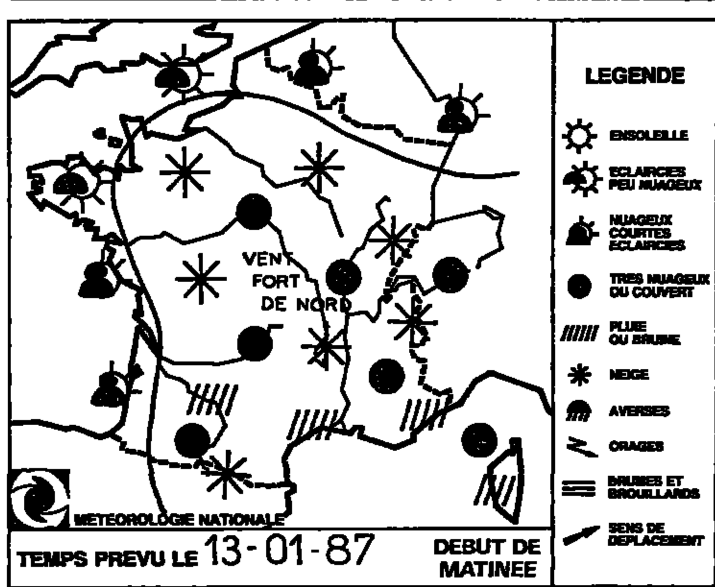
Samedi, les températures maximales seront en hausse de 4 à 5 degrés dans le Sud-Ouest, stationnaires ailleurs.

SITUATION LE 13 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 JANVIER A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 12-1 à 6 h TU et le 13-1-1987 à 6 h TU — le 13-1-1987

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	8	4	P
BIARRITZ	– 2	– 3	D
BORDEAUX	– 6	– 8	*
BOURGES	– 10	– 13	*
BREST	– 9	– 9	D
CAEN	– 7	– 12	C
CHERBOURG	– 7	– 9	A
CLERMONT-FERR.	– 12	– 12	*
DIJON	– 12	– 15	N
GRENOBLE St-M-H	– 10	– 9	*
LILLE	– 8	– 12	D
LIMOGES	– 11	– 12	*
LYON	– 11	– 12	*
MARSEILLE-MAR.	3	– 5	*
NANCY	– 13	– 17	N
NANTES	– 8	– 10	C
NICE	5	0	*
PARIS-MONTS.	– 8	– 12	C
PAU	– 3	– 4	D
PERPIGNAN	0	– 3	P
RENNES	– 8	– 10	C
ST-ÉTIENNE	– 13	– 13	*
STRASBOURG	– 12	– 19	C
TOURS	– 8	– 12	C
TOULOUSE	– 3	– 4	*
POINTE-A-P.	30	18	N

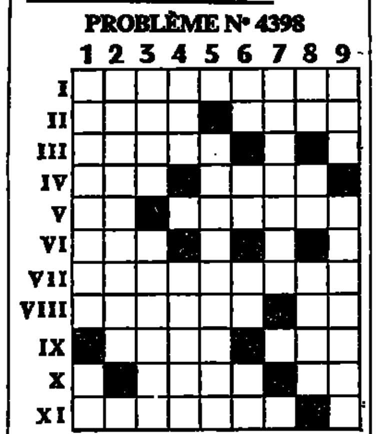
ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	18	14	C
AMSTERDAM	– 7	– 9	*
ATHÈNES	16	12	D
BANGKOK	32	22	C
BARCELONE	5	0	C
BELGRADE	– 11	– 14	C
BERLIN	– 9	– 19	*
BRUXELLES	– 9	– 14	*
LE CAIRE	20	8	D
COPENHAGUE	– 12	– 14	*
DAKAR	28	22	N
DELHI	22	13	N
DJERBA	15	8	D
GENÈVE	– 11	– 12	C
HONGKONG	20	16	D
ISTANBUL	13	8	N
JÉRUSALEM	14	3	N
LISBONNE	16	10	O
LONDRES	– 6	– 9	*
LOS ANGELES	26	8	N
LUXEMBOURG	– 12	– 16	D
MADRID	3	2	P
MARRAKECH	11	10	N
MEXICO	22	4	B
MILAN	– 2	– 7	*
MONTRÉAL	– 2	– 5	*
MOSCOU	– 25	– 25	*
NAIROBI	25	11	D
NEW-YORK	5	2	N
OSLO	– 15	– 22	D
PALMA-DE-MAL.	13	11	P
PÉKIN	– 7	– 16	D
RIO-DE-JANEIRO	31	26	O
ROME	9	6	P
SINGAPOUR	24	22	A
STOCKHOLM	– 19	– 22	D
SYDNEY	26	22	C
TOKYO	4	0	N
TUNIS	15	7	C
VARSOVIE	– 15	– 17	*
VENISE	– 3	– 9	*
VIENNE	– 13	– 19	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4398



HORIZONTALEMENT

I. Partant d'une situation assise, il permet d'atteindre les plus hauts sommets. – II. Sa raison n'est pas toujours raisonnable. Poulet ou « hirondelle ». – III. Descente de lit. – IV. Echo de celui qui écope. Casse-tête. – V. En marge. Signe de bêtise ou de génie. – VI. Unité d'insulaires. – VII. Hors concours. – VIII. Petite réparation en somme. Un battant. – IX. Ordonnance à Saint-Louis des Invalides. Ne prend jamais des marrons pour des prunes. – X. Premier pair de France. Blé souvent fauché. – XI. Prise de contact pour l'aéronavale.

VERTICALEMENT

1. Frères des Atlantes. Article. – 2. Rabat-joie ou coupe-feu. – 3. S'avère menaçante quand elle se montre coulante. Vingt-quatre chants bien rythmés. – 4. Entre un solstice et un équinoxe. Chercher à obtenir une citation. – 5. Entretient dans les salons des relations suivies. – 6. Conifère. Centre de cercle. Divinité. Grecque. – 7. Pratiquera une usure ruineuse. – 8. Yankee en uniforme. Préposition. Cornichon qui reçut un gland en pleine poire. – 9. Pièce meublée. Publics, ils nous en imposent ; privés, ils sont généralement imposants.

Solution du problème n° 4397

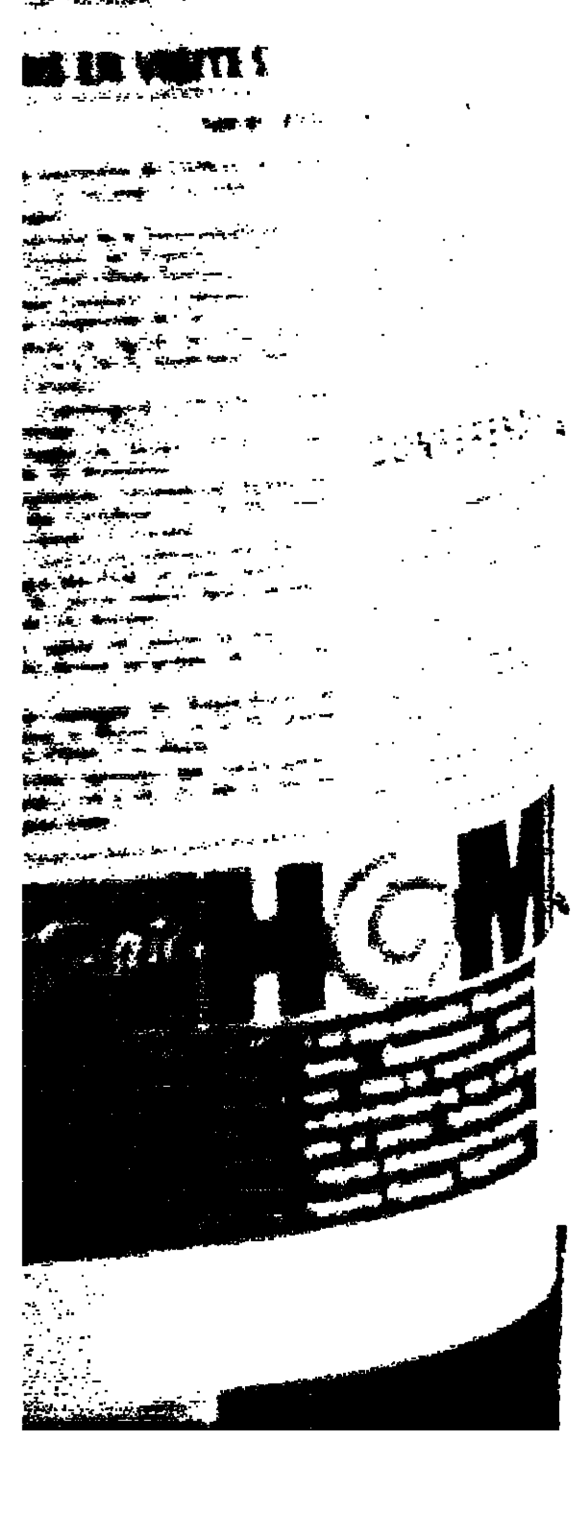
Horizontalement

I. Percuteur. – II. Osier. Tri. – III. Us. Lépine. – IV. Baie. Unes. – V. Eider. – VI. Emeri. – VII. Lia. Melon. – VIII. Eole. Rang. – IX. Ni. Pend. – X. Sou. Ter. – XI. Prêtresse.

Verticalement

1. Poubelle. TP (travaux pratiques). – 2. Essai. Ion. – 3. Ri. Idéalisé. – 4. Célée. Ot. – 5. Ure. Rem. Pur. – 6. Pu. Mère. – 7. Etincelants. – 8. Urne. Rondes. – 9. Riesling. Ré.

GUY BROUTY.



« Services »

Admissions à l'Ecole nationale de la magistrature

● **Premier concours**

Mmes et MM. Alain Saffar, Eric Chalbos, Franck Wastl, Pierre Bigey, André Schmidt, Damien Kincher, Lise Leroy, Pierre Vilar, Danièle Caillet, Jean-Pierre Bonthoux, Bruno Nedelec, Olivier Pardo, Isabelle Jegouzo, Philippe Flores, Pierre Gramaize, Patrick Castagne, Sophie Gulphe, Thierry Reveneau, Pierre Fond, Véronique Reant, Jean-Jacques Sainte-Cinque, Laurent Ben Kemoun, Pascal Mathis, Christian Baillon, André Beauclair, Nathalie Herin, Nadine Mouttet, Isabelle Vendryes, Agnès Chauve, Margareth Stragier, Emmanuel Barbe, Jean-Pierre Delaveney, Chantal Ihuellou, Sophie Guenier épouse Lefevre, Ghislain de Monteynard, Michelle Torrecillas, Sylvie Collière, Jean-Hugues Desfontaines, Véronique Doutressoulle, Nicolette Guillaume, Claire Breynaert, Yves Plantier, Marie-Dominique Romond, Catherine Frisque, Catherine Gay, Brigitte Queyla, Elisabeth Duchosal, Laurence Rousseyre, Dominique Terny, Thierry Massa, Nathalie Auroy, Yves Delperie, Catherine Léon, Anne Pontenay de Fontette, Christophe Courtalon, Isabelle Pouly, Cécile Roux, Jacques Louvier, Anne-Laurence Gresard, Laurence-Anne Le Gall, Christophe Vacandare, Eric Mathais, Michel Lamhout, Pascal Faucher, Céline Renard épouse Brunetière, Isabelle Pulver, Jacques Boudy, Yanne Hausner, Hubert Hansenne, Thierry Fusina, Christophe Teissier, Catherine Grosjean, Anne Crhistin, Virginie Lureau, Maïté Grison, Emmanuelle Widmann, Yves de Franca, Agnès Watson, Isabelle Schoonwater épouse Paulat, Chantal Moulin, François Perain, Georges Gaidon, Olivier Noël, Claudine Enfoux, Vincent Vigneau, Olivier Tell, Frédéric Desaunettes, Catherine Fischer, Mariella Luxardo, Christine Boulineau, Béatrice Girard, Sylvie Duez, Laurence Hamel, Nathalie Guerin, Isabelle Cretenet, Laurence Guillaume, Yves Squercioni, Nathalie Weber, Eric Dabin, Patricia Girves, Bernard Ciret, Carine Sonnois, Marthe Oppelt, Anne de Rego, Valérie Porte, Caroline Derniaux, Jean-Louis Bernadeaux, Marc Meynial, Christophe de Bosschere, Laurence Fournel, Hélène Boillot épouse Guillou, Claire Lanet, Danielle Demont, Hervé Poinot, Vincent Bonnefoy, Jean-Frédéric Lamouroux, Véronique Maugendre, Etienne Rigal, Olivier Leurent, Valérie Bourzai, Catherine Marchi, Christophe Strando, Béatrice Desmeulles, Marie-Paule Commenge, Catherine Brun, Karine Blank, Olivier Mesrine, Dominique Alzeari, Béatrice Fouchard, Marie-Ange Dulau, Benoît Persyn, Isabelle Liauzu, Isabelle Pagenelle épouse Barbier, Laurence Le Quellec, Nathalie Poux, Dominique Salvary, Fabrice Vert, Chantal Caillibotte, Muriel Peillon, Catherine Descamps, Frédérique Olivaux, Maria Apruzzese, Véronique Lamboley, Jean-Daniel Regnauld, Emmanuel Vion, Corinne Chateigner, Véronique Maurel, Christine Guerin, Catherine Vandier, Christine Foucher, Béatrice Vernhet, Elisabeth Philiponet, Frédérique Porterie, Isabelle Couderc, Caroline Duchac, Denis Dabansens, Béatrice Lucazeau, Claire Castaing, Christophe Mira, Catherine Gogibu, Valérie Rousseau, Denis d'Ersu, Philippe Jouanguy, Rita Guitton, Yvon Calvet, Rémi Le Hors, Marie-Claude Xivecas, Agnès Allex, Philippe Callen, Francis Boyer, Philippe Chenet, Marie-Christine Fritsch, Anne-Marie Bonnet, Xavier Tarabeux, Marie-Caroline Mathieu de Boissac, Jean-Louis Sudreau, Arnaud Massip, David André, Nathalie Grima, Charles Duchaine, Lydia Pflug, Sylvie Barbieri, Clotilde Jude, Sophie Forgerit, Muriel Durand, Philippe Maury, Sylvie Chauvet, Dominique Terrazzoni, Sylvie Roubaud, Naïma Datou-Saïd, Véronique Christiani, Marie-Andrée Alborghetti, Stanislas Vallat, Monique Thomas, Sylvie Borrel.

● **Second concours**

Mmes et MM. Michel Le Meur, Philippe Dorcet, Marie-Christine Desplat, Didier Peyrat, Antonio Fulleda, Martine Darriet épouse Mariette, Antoinette Lepeltier épouse Durel, Francis Martin, Patrice Kurtz, Madeleine Caron, Dominique Perard, Dominique Pannetier, Gilbert Emery, Danièle Braud, Philippe Bourion, Bernard Collin, Jacqueline Wirz, Dominique Guiraud, Philippe Huart, Françoise Chaponneaux épouse Leroy, Daniel Bourmaud, Evelyne Moupierre, GeorgesKubach, Michel Dutrus, Jacques Lavigerie, Jean-Louis Galopin, Dominique Vonau, Pascal Jacquin, Marie-Hélène Rouquier, Bernadette Charriton épouse Malgras, Georges Gardie, Raymond André, Eric Senna, Pierre Vincent, Corinne Buytet, Bertheline Monteil, Philippe Stelmach, Jean-Marc Anselmi, Marie-Gabrielle Philippe, Joël Danieli, Claudette Claise, épouse Borowicz, Christiane Simon épouse Cartillier, Brigitte Tison épouse Berti, Fernand Kato, Didier Lionet, Jean Cherbonnel, Hervé Leroy, Philippe Darrieux, José Thorel, Véronique Guetat épouse Servor

EN BREF

● **ENTRETIENS : médiation de couple.** — Sébastien, Cédric, Cathy, trois enfants du divorce, trois faits divers récents qui rappellent que les enfants sont souvent les premières victimes de la séparation de leurs parents. L'Ecole des parents et des éducateurs organise pour les couples en instance de divorce ou séparés des *« entretiens de médiation de couple »*. Le père et la mère doivent s'engager à venir ensemble à ces entrevues (cinq maximum). Des spécialistes (psychologues, éducateurs, conseils conjugaux) les aideront à trouver les meilleures solutions pour la garde et le droit de visite de leurs enfants. Au cours du dernier entretien, les enfants seront informés par leurs parents des décisions prises quant à leur vie future.

★ Ecole des parents et des éducateurs, 5, impasse du Bon-Secours, 75543 Paris Cedex 11. Tél. : 43-48-00-16. Une participation aux frais est demandée.

● **PARIS : alors, raconte.** — *« Il était une fois »*, mots magiques, début obligatoire de tout conte de fées narré par les anciens. Mais, à notre époque, la famille a éclaté. Les grands-parents ne vivent plus que rarement au foyer familial et les petits-enfants regardent la télévision... Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie et la mairie de Paris organisent dans toutes les mairies d'arrondissement de la capitale le mercredi 28 janvier de 15 heures à 17 heures l'opération « Raconte grand'mère ». Au cours d'un goûter, des grands-mères et des grands-pères de l'arrondissement relateront des souvenirs et anecdotes à cinquante enfants de huit à dix ans. Ceux-ci, à leur tour, présenteront une histoire qu'ils auront imaginée. Cette initiative sera étendue à toutes les mairies de province en 1987. Fin 1987, les meilleurs contes seront réunis dans un livre.

★ Renseignements dans les mairies d'arrondissement.

★ Pour des raisons matérielles, les mairies du treizième et du dix-huitième organisent leur manifestation le 21 janvier.

● **SOLIDARITÉ : vivres pour la Pologne.** — En six ans (elle a été créée en 1981), l'Association Aide et partage a envoyé près de douze mille colis alimentaires dans toute la Pologne. Et les appels se font de plus en plus nombreux, car l'approvisionnement est difficile et l'hiver est là... On peut soutenir son action en commandant l'un des deux colis standards de denrées de première nécessité qu'elle propose (colis A : huile, margarine, poitrine fumée, lait en poudre, café, saucisson, jambon ; colis B : riz, café, chocolat, thé, crème de gruyère, ananas, sardines, bouillon Kub, raisins secs, pâté) au prix de 310 F. Aide et partage se chargera de le faire parvenir au destinataire de votre choix (si vous ne connaissez personne en Pologne, elle possède des listes de familles dans le besoin communiquées par le clergé de Varsovie et son correspondant sur place). On peut aussi s'inscrire comme membre. Cotisation minimum : 50 F par an.

★ Aide et partage, 20, rue Legendre, 75017 Paris. Tél. : 47-63-10-92. Permanence le matin seulement, sauf samedis, dimanches et fêtes.

RESULTATS COMPLETS N°2
LOTO SPORTIF

[illegible]	17	132 715,00 F
[illegible]	767	3 139,00 F
[illegible]	9 661	249,00 F
[illegible]	54 320	44,00 F
[illegible]	225 720	13,00 F
[illegible]	5 381	11,00 F



6 BONS N°	5	1 358 670,00 F
5 BONS N° + complémentaire	28	125 100,00 F
5 BONS N°	1 086	11 315,00 F
4 BONS N°	72 281	155,00 F
3 BONS N°	1 334 864	12,00 F

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 13 janvier 1987 :

DES LOIS

● Organique n° 87-9 du 9 janvier 1987 relative aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales ;

● N° 87-10 du 3 janvier 1987 relative à l'organisation régionale du tourisme.

UN ARRÊTÉ

● Du 4 novembre 1986 relatif au paiement mensuel des pensions inscrites au Grand Livre de la dette publique.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. et Mme Jean-Philippe LAHANA, Myriam et Danièle

ont la joie d'annoncer la naissance de

ARMAND, Jacques

le 8 janvier 1987.

— Lucile a le plaisir d'annoncer la naissance de sa petite sœur,

Eugénie, Jeanne, Noëlle,

le 5 janvier 1987, à Paris (13e).

Dominique et Bernadette Bott,
74, rue Dunois,
75013 Paris.

Mariages

— Joceline SARTOR et Bernard CHAUVAUD,
sont heureux de faire part de leur mariage le 24 janvier 1987, à 11 h 15, à la mairie du XIIe arrondissement.

Décès

— Mme Micheline Brault,
Ses enfants, sa famille et ses amis
ont la tristesse de faire part de la mort du peintre

René BRO.

Une cérémonie aura lieu à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, rue Saint-Julien-le-Pauvre, à Paris-5e, jeudi 15 janvier à 10 h 30.

— Le président-directeur général de De Neuflize, Schlumberger, Mallet SA,
Le président du conseil de surveillance,
Le président et les membres du directoire de la banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet

ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Jean BRUNET-MORET,
ancien président du directoire
et membre du conseil de surveillance
de la banque

survenu le 10 janvier 1987.

Le directeur et le conseil de surveillance de la Société interbancaire d'études et de services (SIBES) ont le regret de faire part du décès de

M. Jean BRUNET-MORET
leur ancien président
du conseil de surveillance

survenu le 10 janvier 1987.

Mme Georgette-Cécile Sireyjol, maire de Ville-d'Avray,
M. le docteur Jean Bazenerye, maire honoraire,
Les maires adjoints,
Le conseil municipal,
Le personnel communal

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUNET-MORET,
1er maire adjoint de Ville-d'Avray,
Président fondateur du musée de Ville-d'Avray.

Ses obsèques seront célébrées le mercredi 14 janvier 1987 à 14 heures, en l'église Saint-Nicolas de Ville-d'Avray (92410).

Le corps reposera au château, dans la salle du musée, le mercredi 14 janvier de 10 heures à 13 heures (10, rue de Marnes).

— M. et Mme Roger Cohen-Hadria,
et leurs filles,
M. et Mme Claude Cohen-Hadria,
et leurs filles,
Mme Jacqueline Cohen-Hadria,
et ses enfants,
Les familles Cohen-Hadria, Bismuth, Lévy, parentes et alliées

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Renée COHEN-HADRIA.

Elle rejoint dans l'éternité
son très cher époux

le bâtonnier
Victor Cohen-Hadria,

mort en déportation
à Birkenau, le 6 février 1944.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le mercredi 14 janvier 1987, au cimetière de Montmartre.

— Mme Jean Dulau,
M. Albert Dulau,
Leurs enfants et petits-enfants,
Mme Hélène Dulau,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Lasgourgues, Nougaro, Ducasse

ont l'immense peine d'annoncer le décès de

M. Jean DULAU,
ancien élève de Polytechnique,

survenu à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 janvier 1987, à 16 h 30, à l'église de Peyrehorade (Landes) où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le Ven∴, les Off∴, les FF∴ de la Resp∴ L∴ PAX à l'Or∴ de Grasse, les Atel∴ du Gr∴ Coll∴ des Rites, ont la très grande douleur de faire part du passage à l'Or∴ Et∴ de leur B∴A∴Fr∴

Georges HALLETT,

33e, vén∴ d'Honneur de la R∴L∴ Union et Liberté ; Très Sage d'Honneur du chapitre Le PARFAIT SILENCE.

Selon la volonté du défunt, l'incinération a eu lieu dans l'intimité.

GEM∴ GEM∴ GEM∴, ESPER∴

— Mme Pierre Jaudel,
Mme Barthélemy,
M. et Mme Alain Jaudel,
Corinne, Sandra et David Jaudel,
M. et Mme Etienne Jaudel
et leurs filles,
font part du décès de

M. François JAUDEL,

survenu brutalement, à Genève, le 4 janvier 1987.

L'enterrement a eu lieu, à Paris, dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Annick LEMOINE

survenu le 6 janvier 1987.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité à La Garde-Freinet (Var).

Une messe sera célébrée à sa mémoire le jeudi 15 janvier à 11 heures, en l'église Saint-Philippe-du-Roule à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Manosque, Paris.
Mme Jeanine Méglin, son épouse,
Leur enfant Philippe Méglin,
Brigitte Honde,
Son beau-fils, M. Jean-Louis Honde,
Ses neveux, nièces, cousins et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André MÉGLIN,
retraité,
directeur des relations extérieures
du journal *le Monde* (1953-1972),
médaillé grand or du travail,

survenu le samedi 3 janvier 1987, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 8 janvier 1987 à 14 heures, en l'église Saint-Sauveur, Manosque, Alpes de Haute-Provence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Philippe Méglin,
22 bis, avenue de Suffren,
75015 Paris.

[Né le 27 septembre 1916 à Paris, André Méglin est entré au *Monde* comme attaché de direction en 1953. Grâce à son dynamisme et à son sens incomparable des relations publiques, il a contribué de façon décisive au développement de la publicité dans notre journal, qu'il devait quitter à la fin de l'année 1972.

Le Monde présente ses condoléances à sa famille.]

— Mme Louis Monteix, sa mère,
Mme Paul Phalippou, sa belle-mère,
Et toute sa famille

ont la douleur de faire part du décès de

Paulette PHALIPPOU,
née Monteix,
directeur général du CNCCEF,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Boulogne-Billancourt, le 11 janvier 1987.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 15 janvier 1987 à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, 2, rue de l'Église, 92100 Boulogne-Billancourt.

Ni fleurs ni couronnes.
Dons à l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer (ARC), CCP 909 U Paris, 16, avenue Paul-Vaillant-Couturier, BP 3, Villejuif 94801 Cedex.

Les Conseillers du commerce extérieur de la France

ont la douleur de faire part du décès de

Paulette PHALIPPOU,
née Monteix,
Directeur général du CNCCEF,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Boulogne-Billancourt, le 11 janvier 1987.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 15 janvier 1987, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, 2, rue de l'Eglise, 92100 Boulogne-Billancourt.

Ni fleurs ni couronnes.
Dons à l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer (ARC), CCP 909 U Paris, 16, avenue Paul-Vaillant-Couturier, BP 3, Villejuif 94801 Cedex.

— Mme Jacques Picard,
M. et Mme François Picard,
M. Jean-François Picard
et ses enfants,
M. et Mme Michel Picard
et leurs enfants,
Mme Marie-Charlotte Picard
et ses enfants,
M. et Mme Georges Picard
et leurs enfants,
M. et Mme Frédéric Rivière,
Les familles Valette et Vincent,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Maurice PICARD,
née Marie-Thérèse Valette,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 11 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses auront lieu, le 15 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, et seront suivies de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.
1, rue de Bagatelle,
92200 Neuilly.
148, rue de Courcelles,
75017 Paris.

— Yvonne Pland,
Les amis et camarades de

René PLAUD,
ingénieur,
professeur honoraire,
membre du comité national
France-URSS,

ont la tristesse de faire part de son décès survenu le 5 décembre 1986.

— Le conseil d'administration,
La direction et le personnel du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts

ont le regret de faire part du décès de

M. Emmanuel RAIN,
conseiller d'Etat,
commandeur de la Légion d'honneur,
président du conseil d'administration
du Centre national d'ophtalmologie
des Quinze-Vingts de 1960 à 1985.

survenu le 10 janvier 1987 à Paris.

La cérémonie religieuse et les obsèques ont eu lieu le 13 janvier 1987.

— M. et Mme Félix Sfez,
M. et Mme Gérard Sfez,
M. Gilles Sfez,
Mme veuve Boujnah,
Les familles parentes, alliées et amies

ont la très grande douleur de vous faire part du décès de leur fille, sœur et petite-fille

Paula SFEZ,

à l'âge de vingt-cinq ans.

La levée du corps a eu lieu ce mardi 13 janvier à 13 h 30, au funérarium de Longjumeau, suivie de l'inhumation au cimetière de Pantin parisien, à 15 h 30.

La famille ne reçoit pas.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Un service religieux aura lieu le samedi 17 janvier à 16 h 30, à la synagogue, 13, rue Sainte-Isaure, 75018 Paris.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le mercredi 14 janvier 1987, à midi, à la mémoire de

M. Hubert GUÉRIN,
ambassadeur de France

En l'église Saint-Honoré d'Eylau.

66, avenue Raymond-Poincaré,
75016 Paris.

Communications diverses

— EIF, anciens de l'École de l'Ile-de-France à Villebon.
Réunion à Villebon, le samedi 9 mai 1987.
Ecole J.-André, 2, square Valois, 78150 Le Chesnais.

CARNET DU MONDE

*

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 10 h
au siège du journal,
7, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.
Télex MONDPAR 650 572 F.
Renseignements. Tél. 42-47-95-03.

ou au MONDE PUBLICITÉ
la veille avant 18 h
5, rue Monttessuy, 75007 Paris.
Télex : 206 136.
Renseignements. Tél. 45-55-91-82.

*

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 69 F
Abonnés (avec justificatif) .... 60 F
Communications diverses .... 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Communication

Le malaise de FR 3

Une chaîne malade de la politique

Il y a eu les engagements solennels de Jacques Chirac à libérer l'audiovisuel de la tutelle du pouvoir politique ; les déclarations répétées de François Léotard assurant avec obstination qu'il n'y aurait pas de chasse aux sorcières ; le serment d'indépendance de Gabriel de Broglie, au nom de la CNCL, pour garantir la liberté des professionnels de l'audiovisuel. Et puis, depuis plusieurs mois, de brefs communiqués de la direction de FR 3 annonçant ici une mutation, là un remplacement, là encore une promotion – sans toujours préciser le sort du prédécesseur du promu. Communiqués succincts, discrets, indéchiffrables à *qui ne connaît pas* la structure de la chaîne, et qui donne l'impression d'un jeu de chaises musicales. Mais, si l'on y regarde de plus près, on assiste à une reprise en main de la station avec, par ces diverses nominations, un maillage fin et serré des régions de France.

Cela a commencé au début de l'été par un réajustement du dispositif de ceux qu'on appelle les *« seigneurs de la chaîne »* : les directeurs régionaux, véritables représentants en province du PDG de la chaîne et proches des préfets. Huit régions FR 3 (sur douze) ont ainsi changé de directeur : Lorraine-Champagne-Ardenne, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Aquitaine, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Limousin-Poitou-Charente, Bourgogne-Franche-Comté, Paris-Ile-de-France-Centre. Tous ces postes-clés sont aujourd'hui occupés par des hommes proches de la droite. Plus précisément du RPR.

Dans un deuxième temps, a été annoncé un profond bouleversement des rédactions en chef des bureaux régionaux d'information. Une préoccupation essentielle : la mise à l'écart systématique des gens jugés à gauche ou trop indépendants. Seize chefs de BRI ont donc changé : Le Mans, Nantes, Rennes, Lyon, Grenoble, Dijon, Caen, Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Nice, Lille, Amiens, Reims, Besançon, Ile-de-France. Les nouveaux promus sont des professionnels connus pour leurs sympathies à l'égard de la majorité, certains étant même des militants politiques (RPR) affichés. Selon une coutume bien assise à FR 3, les nominations ont été soumises à l'approbation des personnalités politiques des régions concernées (M. Dominique Baudis à Toulouse, M. Jean-Pierre Soisson à Dijon...), M. Jean-Claude Gaudin ayant même, dit-on, refusé, à Marseille, un candidat jugé trop proche du RPR.

La direction de FR 3, a dans le même temps, subi elle aussi quelques remaniements, et l'on s'aperçoit aujourd'hui que les principaux rouages de la chaîne ont changé de titulaire : direction financière, direction du personnel, direction de l'antenne... Le directeur général, M. Goujat, occupait encore il y a peu les fonctions de directeur de l'inspecteur de la ville secrétaire général de la Mairie de Paris. M. René Han, le PDG était membre du groupe Communication demain formé par le RPR... Que rajouter ? Que la gauche en 1981 et en 1982 avait, elle aussi, tenté de contrôler la structure de la chaîne ? C'est vrai. Après dix ans de maîtrise par le pouvoir de droite, la direction avait, dans la foulée du 10 mai, considérablement renouvelé les responsables – jusqu'alors monocolores – des bureaux régionaux d'information et opéré une série de promotions contestables, seul moyen, pensait-elle d'introduire dans l'édifice le pluralisme qu'il ignorait. Un objectif ambitieux pour cette chaîne éclatée dans les régions, exposée et soumise plus que les autres aux pressions des pouvoirs locaux. L'amélioration était néanmoins flagrante depuis quelques mois, et le critère du professionnalisme avait pris le pas dans les recrutements sur le critère partisan et les corporatismes. Les récentes initiatives marquent une régression et pénalisent le développement de la chaîne, confrontée prochainement aux télévisions privées. *« Les vieux démons ont vite repris le dessus »*, commente résigné un journaliste. Nous voici propulsés dix ans en arrière. »

ANNICK COJEAN.

● **CEP Communication prend le *contrôle total des éditions* Tests.** – CEP Communication, anciennement Compagnie européenne de publication, vient de prendre le contrôle total des éditions Tests dont elle détenait déjà 65 % depuis 1984. Le groupe Tests, qui devient une filiale à 100 % de CEP Communication, édite plusieurs journaux d'informatique et de micro-informatique. CEP Communication, dont 38,5 % du capital appartient au groupe Havas, annonce un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards de francs en 1986, 1,2 milliard de francs provenant de ses activités d'information économique et professionnelle. L'acquisition totale des éditions Tests devrait renforcer sa position dans ces domaines.

Après l'annonce de sa candidature

M. Jean-Louis Guillaud devrait être nommé PDG de l'AFP

L'Agence France Presse (AFP) devrait être dotée d'un nouveau PDG, mercredi 14 janvier, à l'issue de la réunion de son conseil d'administration. M. Jean-Louis Guillaud, directeur du département télévision du groupe Hachette, ancien PDG de TF 1 de 1978 à 1981, a, en effet, accepté d'être candidat à ce poste (*le Monde* du 13 janvier). Son nom était cité avec insistance depuis la démission de M. Henri Pigeat de la présidence de l'agence, le 18 décembre 1986. M. Jean-Louis Prévost, directeur général de *la Voix du Nord*, vice-président du conseil d'administration de l'AFP, et donc homme-clef dans cette succession, avait rencontré plusieurs fois l'ancien PDG de TF 1 afin de le convaincre d'accepter de diriger l'AFP.

Il aura cependant fallu de nombreux contacts personnels et téléphoniques entre le premier ministre, M. Jacques Chirac, et M. Jean-Louis Guillaud pour que ce dernier vainque ses réticences. Et dimanche 11 janvier, M. Guillaud indiquait à M. Prévost qu'il acceptait d'être candidat.

Le premier ministre n'a pu résister à livrer son nom, lundi 12 janvier, lors de la présentation de ses vœux à la presse. Cela alors que le vice-président de l'AFP n'avait pu encore joindre l'ensemble des administrateurs de l'agence et leur faire part de la candidature de M. Guillaud. Certains journalistes de l'agence ont d'ailleurs estimé que *« la gaffe de M. Chirac pouvait laisser croire, particulièremnt à l'étranger, que l'AFP est une officine de l'Etat »*.

L'intersyndicale de l'AFP, réunie après l'annonce de la candidature de M. Guillaud, n'a émis aucun *a priori* négatif ou positif à l'égard de M. Guillaud. *« Nous jugerons aux actes »*, indiquait un représentant syndical. *« La candidature d'un membre du groupe Hersant, M. Jean Miot, à un poste d'administrateur délégué* (le Monde *daté 11-12 janvier) avait entraîné notre opposition sans appel. Mais M. Guillaud, même s'il est un homme qui a des convictions politiques précises, n'est pas, lui, un homme de parti »* notait pour sa part un membre de la société des journalistes, qui précisait n'être *« ni pour ni contre »*. Les deux représentants du personnel au conseil d'administration de l'AFP s'abstiendront d'ailleurs lors du vote, manifestant ainsi qu'*« ils n'ont pas à prendre de position »*.

Une réunion des huit patrons de presse membres du conseil d'administration de l'AFP doit avoir lieu mardi 13 janvier. Ils devraient examiner l'ensemble des candidatures. Outre M. Guillaud, plusieurs personnalités de la presse avaient accepté en effet d'être candidates. Mais l'annonce du nom de l'ancien président de TF 1 devrait les inciter à s'effacer. Il reste toutefois à M. Jean-Louis Guillaud à réunir sur son nom au moins douze des quinze administrateurs.

Y.-M. L.

Malgré de faibles chances de réussite

TV 6 poursuit ses négociations avec Métropole TV

Le conseil d'administration de TV 6, *« la plus jeune des télés »*, a demandé à l'unanimité, lundi 12 janvier, à son PDG, M. Maurice Lévy, de poursuivre les négociations entamées à la mi-décembre avec les promoteurs du projet concurrent, Métropole TV. Une ultime tentative de rapprochement avant que la commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) ne procède à une réaffection des réseaux de fréquences actuellement disponibles, et ne lance de nouveaux appels d'offres aux candidats à la télévision. Les contrats de concession de la « 5 » et de TV 6 doivent être annulés le 28 février prochain.

Il est toutefois permis de s'interroger sur les chances d'aboutir d'une négociation mettant en présence des partenaires aux objectifs divergents. Chaîne nationale, TV 6 a trouvé depuis le 25 octobre dernier une image et une coloration d'antenne originales, en mêlant dans sa nouvelle grille, séries cinéma et musique. Un récent sondage de l'hebdomadaire *Télérama* montrait que 44 % des dix-huit vingt-quatre ans regretteraient sa disparition. Un joli score que les publicitaires sont venus sanctionner : malgré toutes les incertitudes pesant sur son avenir, TV 6 aura engrangée au 28 février prochain, 8 millions de francs de recettes publicitaires supplémentaires depuis le lancement de ses nouveaux programmes.

Métropole TV, elle, est une société d'études pour une télévision régionale parisienne regroupant autour pour l'instant, de la Lyonnaise des Eaux, son principal actionnaire, les Editions Amaury (*le Parisien libéré, l'Equipe*), le groupe Suez, Pathé-Images et la société cinématographique de M. Marin Karmitz, MK 2. Un projet qui doit fournir un *« élément d'ancrage et d'appui »* à Paris-Première, la chaîne locale exploitée depuis la mi-décembre par Métropole TV sur le réseau câblé de la capitale et qui ne sera pas rentable avant plusieurs années (son budget est actuellement de l'ordre de 25 à 30 millions de francs par an). C'est pourquoi, Métropole TV, soutenue par M. Jacques Chirac, lorgne vers l'actuel réseau de TV 6, puisque, selon le premier ministre, *« il n'existe pas un assez grand nombre de fréquences pour faire des télévisions régionales sans utiliser le réseau actuellement affecté à TV 6 »*.

Ces démarches radicalement différente amenuisent des chances d'aboutir qui sont encore obscurcies par l'étrange jeu de NRJ, la station locale parisienne fondée par M. Jean-Paul Beaudecroux. Actionnaire à hauteur de 16 % de la chaîne musicale, la radio avait, avant que les négociations ne s'engagent entre TV 6 et signé un accord de principe pour prendre environ 15 % du capital de cette dernière

P.-A. G.

En proie à des difficultés financières

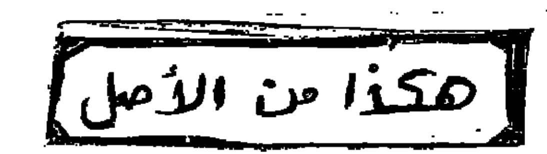
M. Ted Turner pourrait perdre le contrôle de son groupe

M. Ted Turner, l'enfant terrible des médias américains, va-t-il perdre le contrôle de son empire ?. Le propriétaire de la station de télévision WTBS et de la chaîne Cable News Network (CNN) traverse de sérieuses difficultés financières. Durant les neuf premiers mois de 1986, son groupe TBS a accumulé 120 millions de dollars de pertes, soit plus du quart de son chiffre d'affaires. Une déroute d'autant plus spectaculaire que sur la même période de l'année précédente il affichait 15,6 millions de dollars de bénéfices.

Il est vrai que, courant 1985, M. Turner a fait l'acquisition de la Metro Goldwyn Mayer pour la somme rondelette de 1,6 milliard de dollars. Cette opération a incontestablement accru sa fragilité financière : plus d'un an après, TBS est encore endetté à hauteur de 1,35 million de dollars.

Pour sortir de l'ornière, M. Turner envisage de vendre une large part des actions de son groupe qu'il contrôle à 80 %. Des négociations sont en cours avec trois gros propriétaires de réseaux câblés : COX, Storer et Telecommunications Inc. En recherchant plusieurs partenaires minoritaires, M. Turner espère garder le contrôle du groupe, mais choisissant des exploitants du câble, il se vend en fait à ses diffuseurs (CNN et WTBS sont diffusés sur le câble). Ainsi, M. Turner n'échappe pas au mouvement de concentration verticale qui sévit depuis deux ans sur le câble américain.

J.-F. L.


هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Les suites du réaménagement monétaire

Inévitable spéculation

La spéculation ! Le grand mot est lâché : dans la bouche des hommes politiques, des économistes ou des commentateurs, on la désigne comme principale responsable, voire principale fautive, des grands mouvements sur les devises qui peuvent faire «sauter» les parités monétaires comme de vulgaires bouchons et provoquer des réajustements, réévaluations ou dévaluations, comme celui qui vient d'affecter le système monétaire européen.

En 1967, M. Harold Wilson, premier ministre britannique, avait stigmatisé, sous le nom de «gnomes de Zurich», les spéculateurs qui, selon lui, avaient acculé la livre sterling à la dévaluation.

La réalité est moins simple. En latin, le verbe speculare signifie «observer» et, par extension, «prévoir». Il a donné naissance au verbe spéculer. Or, par certains côtés, tout le monde spécule : l'agriculteur, sur une bonne récolte sans gel, sécheresse, ni inondation ; le jeune couple, sur la durée de son union, l'opportunité d'avoir des enfants et le choix entre l'achat et la location d'un logement. En fait, tout investissement ou toute grande décision est une spéculation. A plus forte raison, et à plus court terme, l'ensemble des agents économiques en font autant lorsqu'ils croient pressentir l'imminence d'un changement de parité monétaire, à savoir la hausse brusque du cours d'une devise étrangère.

Déjà, pour les centaines de milliers de frontaliers qui ont, pour la plupart, des dépôts à l'extérieur et décident de convertir en une devise quelconque une partie de leurs avoirs, les sommes en cause ne sont pas négligeables : à 1 000 F par tête, ce sont des centaines de millions de francs, et à 10 000 F, des milliards. Pour les entreprises qui ont du matériel et des marchandises à importer, il devient urgent d'avancer les règlements de leurs achats comme de retarder les rapatriements des devises à recevoir en paiement des exportations : c'est le «termaillage», cauchemar des banques centrales, dont il contribue à drainer temporairement les réserves et qui peut mettre en jeu des sommes considérables : pour la France, 150 milliards de francs par mois d'échanges commerciaux.

Si on passe aux sociétés multinationales, à cheval sur de nombreux pays et dont les trésoreries gèrent au mieux les flux financiers avec, pour préoccupation, entre autres, d'éviter des pertes de change, les montants deviennent considérables, d'autant qu'à leur échelle de plus en plus d'entreprises, même des PME, qui opèrent sur plusieurs pays, deviennent de ce fait des multinationales au petit pied.

Quant aux capitaux internationaux, eurodollars, pétrodollars, asiadollars, euromarks, euroyens, eurolivres gérés par des banques, des organismes de placement ou des établissements discrets installés dans les paradis fiscaux, c'est par milliards qu'ils migrent d'un continent à l'autre. Pour fixer les idées, une journée de transactions de tout type (commercial ou financier) peut représenter, dans le monde entier, de 100 à 200 milliards de dollars.

Le triomphe de la «géofinance»

Le fin du fin maintenant, c'est la «géofinance», décrite par Charles Goldfinger dans le livre auquel il a donné ce nom (1), où l'insaisissable monnaie électronique circule à la rapidité de l'éclair dans les innombrables circuits des instruments financiers : marchés à terme classiques, marchés d'option, SWAPS (échange d'un actif financier contre un autre), etc. ; personne n'en est vraiment plus maître et chacun redoute ce qui pourrait se passer au cas où, par exemple, une monnaie comme le dollar, brutalement, n'inspirerait plus confiance. Ce serait un torrent, un ouragan, un maelström, électronique qui plus est, avec des chiffres dansant la gigue sur les écrans de terminaux en folie, sous l'œil effaré des opérateurs.

*Pour revenir à des préoccupations plus immédiates et à des événements tout récents, relevons que la levée presque totale du contrôle des changes en France, et notamment la suppression de toute restriction pour les couvertures à terme pour les opérations de marchandises, a pu accélérer les sorties de devises ces jours derniers par ce même phénomène de termaillage. C'est la rançon de la liberté pour la déréglementation. La grande nouveauté, au terme de la crise monétaire qui aboutit au réalignement du week-end dernier, c'est que le contrôle des changes n'ait pas été rétabli ; cela seul mériterait d'être signalé.

FRANÇOIS RENARD.

(1) *La Géofinance*, par Charles Goldfinger. Le Seuil, 420 pages, 149 F.

Des Allemands sceptiques

BONN
de notre correspondant

Le réalignement limité des parités au sein du système monétaire européen rencontre un certain scepticisme en RFA, où nombre de commentateurs s'attendent à plus ou moins longue échéance à de nouvelles tensions sur les marchés monétaires en raison de l'ampleur limitée des décisions prises à Bruxelles.

Le ministre des finances, M. Gehrard Stoltenberg, a réaffirmé, lundi, au cours d'une conférence de presse, *sa conviction que l'évolution des différentes* économies européennes depuis le dernier réalignement d'avril 1986 ne justifiait pas une telle décision. S'en félicitant, il a constaté que l'attitude des petits pays montrait l'intérêt des diverses capitales européennes pour une politique de stabilité.

Bien qu'il ait fait porter au dollar la principale responsabilité du réalignement, le ministre des finances a également mis en cause les déclarations publiques faites dans *« certains pays »*, qui ont, selon lui, donné du poids à la spéculation. S'il est resté poli avec son collègue français, M. Balladur, on sait bien qui est visé par ces déclarations. M. Stoltenberg ne s'est d'ailleurs pas privé de dire qu'*« une réévaluation du deutschemark est automatiquement une dévaluation d'autres monnaies, et vice versa »*.

Rappelant que le gouvernement ouest-allemand ne s'était rallié à un tel réalignement qu'à la fin de la semaine dernière, quand il fut évident que la spéculation était trop forte, M. Stoltenberg s'est efforcé de calmer les craintes qu'avaient pu nourrir les exportateurs et les agriculteurs en soulignant que le changement limité des parités monétaires européennes permettait de consolider la politique de stabilité de Bonn. Tout en se refusant à prendre le moindre engagement à la place de la Bundesbank sur la baisse des taux de base (Lombard), il a laissé envisager une détente sur les taux d'intérêt à court terme sur le marché des capitaux, qui avaient tendance à remonter depuis la fin de l'année.

A quinze jours des élections, les principales organisations patronales et agricoles se sont montrées prudentes dans leurs appréciations. A la fédération des agriculteurs, on reconnaît que, pour tous les produits tombant sous le système des montants compensatoires, il n'y aurait pas d'effets immédiats ; on s'y montre en revanche moins optimiste pour les négociations sur les prix, en prévoyant qu'une fois de plus la RFA allait se retrouver seule à réclamer une augmentation.

Les principales critiques sont venues de l'opposition social-démocrate, qui a jugé que l'on minimisait l'impact de la décision de Bruxelles sur les exportations et qui a *renouvelé ses critiques* contre le refus du gouvernement de diminuer les taux d'intérêt.

D'une manière générale, les commentateurs des grands journaux allemands estiment que la RFA, compte tenu des pressions exercées sur le deutschemark par le dollar et des écarts d'inflations persistant en Europe, s'en tire pour le moment à bon compte... jusqu'à la prochaine crise. Le quotidien économique *Handelsblatt* tire la conclusion que, *face au dollar, un renforcement* du système monétaire européen est de plus en plus d'actualité, même si, avant d'en arriver à une monnaie de réserve commune, les Douze devront se prêter à d'autres réalignements.

H. de B.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Duffour et Igon convoité par Union Carbide

Le géant américain Union Carbide, par l'intermédiaire de sa filiale française, a demandé aux pouvoirs publics l'autorisation de lancer une OPA pour plus de 120 millions de francs sur les actions de Duffour et Igon, dont le siège est à Toulouse. Cette société, qui a réalisé 385 millions de chiffre d'affaires dans la production de gaz industriels et médicaux (contre 6 milliards de francs pour L'Air liquide) couvre 80 % du marché régional du Sud-Ouest. Fin 1984, Pechiney, désireux de se désengager de la chimie, avait cédé sa participation de 35,6 % à l'Institut régional de développement de Midi-Pyrénées (IRDI) pour 20 % et à la société espagnole Carburos Metalicos (15,6 %), afin d'éviter une mainmise de grands groupes internationaux comme British Oxygene, Air Products (Etats-Unis) ou Union Carbide. De la part de ce dernier groupe, c'est une *réponse, en petit, à la prise de contrôle de Big Three, aux Etats-Unis, par* L'Air liquide, à l'automne dernier, pour 7 milliards de francs.

Audax à la recherche de son avenir

La société Audax, second producteur européen de haut-parleurs (derrière Philips), et seul fabricant français de ces appareils, met au point le programme de son redres*sement après son dépôt de bilan du* 23 décembre dernier. Il ne semble pas question pour l'instant de chercher un repreneur. Le PDG, M. Legorju (propriétaire avec sa famille de 70 % du capital, et l'administrateur judiciaire, Me Faque, ont trois mois pour présenter un plan de redressement au tribunal de commerce. La firme emploie cinq cent vingt salariés dans quatre usines (trois dans la Sarthe et une à Montreuil, en région parisienne). Elle a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de 116 millions de francs, dont 40 % environ à l'exportation ; son premier client étranger est l'Allemagne, suivie des Etats-Unis, où Audax a une filiale commerciale ; elle exporte également un peu au Japon.

Goodyear cède sa filiale aérospatiale

L'américain Goodyear, premier fabricant mondial de pneumatiques, a cédé pour 640 millions de dollars à Loral Corporation sa filiale aérospatiale (695 millions de dollars de chiffre d'affaires essentiellement pour la défense). Loral est une société spécialisée dans les hautes technologies avec un chiffre d'affaires d'environ 600 millions de dollars. Depuis la tentative d'OPA de M. James Goldsmith, lancée à l'automne dernier et abandonnée le 20 novembre, Goodyear essaie de consolider son bilan et sa valeur boursière par cession d'actifs. Les activités de fabrication de roues Motor Wheel ont été cédées pour 130 millions de dollars, et des propriétés terriennes Goodyear Farms pour 225 millions de dollars.

La baisse du dollar menace l'accord

(Suite de la première page.)

Pour eux, une dévaluation de 2 % à 3 % du franc aurait permis d'obtenir une longue période de stabilité dans le SME. Maintenant, estiment-ils, *« un nouveau réajustement est programmé pour l'automne avec, cette fois-ci, une dévaluation du franc »*. Certains d'entre eux avancent même l'événement au début de l'été. A Bâle, où les gouverneurs de banques centrales étaient réunis lundi, on estimait que le réaménagement des parités des monnaies communautaires n'était pas justifié par des raisons économiques, reconnaissant que pour la première fois de l'histoire du SME un réalignement avait été dicté par la pure spéculation.

En France, l'opposition a dénoncé cette opération monétaire, M. Fabius rappelant que *« toute dépréciation du franc est un échec »*.

Les tensions commerciales Etats-Unis - CEE

M. Yeutter persiste et signe

Malgré les risques de déclenchement d'une guerre commerciale, les Etats-Unis sont décidés à imposer, le 30 janvier, des taxes sur les importations de plusieurs produits de la Communauté européenne, en représailles aux taxes imposées par l'Espagne sur les importations de maïs, a déclaré, le lundi 12 janvier, M. Clayton Yeutter, représentant américain au commerce, au cours d'une visite en Jamaïque.

M. Yeutter doit, avant cette date, rencontrer à Washington le commissaire européen au commerce, M. Willy De Clercq. Parmi les produits européens concernés figurent, on le sait, les vins français, les fromages néerlandais et le gin britannique.

« Cette réunion permettra d'exposer les faits », a dit M. Yeutter, ajoutant que les Etats-Unis étaient prêts à prendre une position de principe. *« Les principes sont importants pour moi et pour le président Reagan. Nous ressentirions la même chose s'il s'agissait de 50 millions de dollars, de 500 millions ou de 5 milliards de dollars. »*

Les Etats-Unis chiffrent à 400 millions de dollars les pertes que leurs agriculteurs risquent de subir, en raison de la hausse des taxes espagnoles liée à l'entrée de Madrid dans la CEE.

De son côté, M. Jacques Chirac, qui recevait la presse étrangère pour les vœux de nouvel an, a qualifié de *« dérisoire »* la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la CEE et jugé *« pas très convenables »* les méthodes employées par Washington, alors que *« la politique du gros bâton a fait son temps »*.

M. Chirac a souligné que l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal ne donnait *« aucune espèce de droit à une quelconque compensation »*, mais que l'on aurait pu cependant négocier si Washington n'avait présenté *« des exigences tellement exorbitantes »* que la Commission européenne ne pouvait pas les accepter.

Il a noté que la France subirait de 40 % à 50 % des pénalités décidées par les Américains et a précisé que Paris soutenait entièrement la Commission dans ses projets de *« rétorsion aux rétorsions »* américaines.

Le shekel israélien est dévalué de 10 %

JERUSALEM
de notre correspondant

Le shekel – la monnaie nationale israélienne – a été dévaluée de 10 % le mardi 13 janvier. Cette mesure vise notamment à stimuler les exportations, pénalisées depuis de longs mois par un taux de change qui avait trop renchéri la monnaie nationale par rapport aux principales devises occidentales. Le dollar vaut désormais 1,64 shekel.

La dévaluation s'inscrit dans un double cadre, celui d'abord du «plan Nissim» – vaste projet de réforme en préparation depuis des semaines et auquel le ministre des finances a donné son nom, – celui ensuite d'un nouvel «accord global» entre le gouvernement et les partenaires sociaux sur les prix et les salaires.

Au terme d'une nuit de négociations, le pouvoir, le patronat et la Histadrout ont entériné un compromis. La centrale syndicale accepte une nouvelle réduction des subventions sur les produits de première nécessité. D'où une hausse immédiate de 5 % à 20 % sur certains produits alimentaires : lait, pain. Le prix de l'essence augmente de 10 %. En outre, la «prime de vie chère», qui permet aux salaires de suivre partiellement le rythme de l'inflation, ne sera accordée que dans quelques semaines.

En échange, le gouvernement accepte le report de certaines hausses, notamment celle des transports publics, et surtout modifie son projet initial de réforme fiscale. Les exemptions d'impôt profitant à certaines catégories sociales défavorisées seront maintenues. La baisse de l'impôt sur le revenu – axe de la réforme – est acquise, le taux maximal du barème étant ramené de 60 % à 52 %.

Le gouvernement a également arrêté son budget. La réduction des dépenses publiques approchera 250 millions de dollars. Elle épargnera totalement la défense. Deux ministres, ceux de l'éducation et de la santé, ont refusé d'entériner ce programme d'économies dont leurs départements seront les principales victimes. Il est notamment prévu d'imposer une sorte de droit d'inscription pour l'éducation. Ce projet mettra en pratique fin à la gratuité de l'enseignement en Israël.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La FNSEA s'oppose à toute création ou augmentation de MCM en France

Revoilà les MCM : à chaque aménagement des parités, la question des montants compensatoires monétaires vient empoisonner les relations européennes et provoquer de nouvelles tensions chez les agriculteurs.

Le montant des nouveaux MCM devait être calculé le mercredi 14 janvier par un comité spécial à Bruxelles. En vertu de l'accord de Fontainebleau en 1984, seuls les pays dont la monnaie n'a pas bougé supporteront des MCM négatifs, c'est-à-dire l'équivalent de taxes à l'exportation et de subventions à l'importation. Naturellement les producteurs français ne l'entendent pas de cette oreille. Dès lundi la FNSEA a réagi en déclarant *« qu'elle s'opposait à toute création ou augmentation des MCM négatifs français »*. La Fédération nationale porcine fait valoir qu'une éventuelle création de MCM, alors que ce marché du porc est très déprimé, *« mettrait le feu dans les campagnes »*. La France, on le sait, avait obtenu en juin dernier la suppression des MCM existant sur le porc et leur suspension jusqu'en septembre pour les volailles et les œufs. Paris espère que ces mesures seront reconduites. Toutefois, ces nouveaux MCM négatifs pourront être utiles au gouvernement français : leur démantèlement éventuel d'ici quelques mois pourrait tenir lieu d'augmentation des prix agricoles pour la campagne 1987-1988 et permettre ainsi à la Commission de proposer pour les Douze un gel, voire une diminution des prix.

certains, comme les céréaliers, font d'autre part valoir que le mécanisme des MCM n'a plus de raison d'être. On savait depuis longtemps qu'il était générateur de distorsion : une monnaie forte facilite les importations des produits nécessaires à la production et les investissements ; les MCM favorisent les exportations des pays à monnaie forte.

Mais les MCM sont ainsi censés corriger les effets des mouvements monétaires pour rétablir les prix communs garantis. Or l'affaiblissement des mécanismes de soutien des cours a entraîné une déconnexion entre les prix de marchés réels et les prix garantis théoriques. Pourquoi dès lors entretenir des correctifs pour ce qui est devenu une fiction ?

Troisième argument avancé par les céréaliers, la baisse de l'inflation. La répercussion immédiate des mouvements monétaires sur les prix des produits agricoles (qui se fait sur les produits industriels) n'aurait qu'une faible répercussion sur le niveau de l'inflation. Il n'est pas sûr que M. Balladur souscrive à ce raisonnement-là.

J. G.

Les producteurs de viande bovine légèrement optimistes malgré le délabrement des marchés

DIJON
de notre correspondant

L'Institut technique de l'élevage bovin (ITEB) a commencé, le mardi 6 janvier, à Magny-Cours, près de Nevers (Nièvre), une série de réunions organisées par bassin de production avec les éleveurs du troupeau allaitant. Le thème : comment faire face à la crise, provoquée notamment par l'énorme afflux, sur le marché, de vaches laitières réformées pour cause de quotas laitiers.

Le président de l'ITEB, M. Louis Collaudin, a envisagé l'avenir du troupeau allaitant avec un relatif optimisme, qui tranche avec l'état actuel de délabrement des marchés. A court terme, il n'y a rien à espérer d'une demande stagnante, sinon en régression, face à une offre encombrée à l'extrême par l'arrivée brutale de sept mille à huit mille vaches laitières qui doivent être soustraites du troupeau.

Par la suite, l'espoir pourrait renaître. Le marché sera assaini, et, surtout, ces vaches laitières en moins seront autant de productrices retirées du circuit d'une viande qui n'était, jusque-là, qu'un sous-produit du lait.

Selon M. Collaudin, ce retournement de tendance pourrait intervenir dans deux ou trois ans. Encore faudrait-il que les surfaces libérées par la réduction de la production laitière ne soient pas immédiatement réinvesties par une production supplémentaire de viande qui aurait tôt fait, alors, de redevenir pléthorique.

Mais, pour que la réduction du troupeau laitier représente une réelle chance pour les éleveurs de races à viande, encore faut-il qu'ils puissent survivre à la tempête actuelle. La moyenne d'âge des éleveurs d'un département comme la Nièvre est supérieure à cinquante-huit ans. Et, constatation essentielle de cette journée à Magny-Cours, les jeunes sont dans l'impossibilité matérielle de s'installer. Quel que soit l'angle sous lequel on envisage le problème, la meilleure rentabilité à attendre d'un troupeau ne couvre que 70 à 75 % de l'amortissement du capital.

Les mesures prises tant à Paris qu'à Bruxelles pour faciliter le départ des éleveurs à partir de cinquante-cinq ans pourraient libérer de vastes espaces. Mais seront-ils repris ? Changement fondamental dans le discours paysan : on a parlé beaucoup d'élevage extensif à Magny-Cours. Mais passer de la plus forte production possible sur une surface donnée à la production aux moindres coûts sous-entend que ces derniers soient sévèrement réduits, et notamment les charges foncières : *« Le ministère des finances a le choix*, dit un intervenant, *entre la friche sur laquelle plus personne ne lui paiera quoi que ce soit ou une fiscalité adaptée aux nouveaux impératifs de la profession pour qu'elle puisse survivre. »*

DIDIER CORNAILLE.

L'Argentine obtient du FMI un prêt de 1,2 milliard de dollars

Les négociations entre l'Argentine et le FMI auraient abouti, et les détails de l'accord seraient très prochainement rendus publics. M. Mario Brodersohn, le ministre argentin des finances, a déclaré que son pays avait obtenu un nouveau prêt de 1,2 milliard de dollars. A Washington, le FMI déclarait que les négociations avançaient très rapidement et que le gouvernement argentin n'allait pas tarder à envoyer sa «lettre d'intention».

Social

L'évolution des conflits sociaux

M. Jacques Chirac approuve les manifestations contre les grèves

A l'occasion de la cérémonie des vœux à la presse, à l'hôtel Matignon, le lundi 12 janvier, M. Jacques Chirac s'était demandé, quelques heures avant la manifestation organisée à Paris par les élus du RPR et de l'UDF contre les grèves dans les secteurs publics, *« pourquoi certains Français, généralement majoritaires d'ailleurs, auraient le droit de subir et non pas de s'exprimer »*. Le premier ministre avait ajouté : *« Si nous ne pouvons que respecter le droit de grève, garanti par nos institutions, nous devons également comprendre et reconnaître aux autres le droit de s'exprimer. L'expression publique du sentiment ne saurait être à l'évidence le monopole de telle ou telle catégorie de Français. Chacun a le droit de dire ce qu'il estime devoir dire. Je ne vois pas pourquoi, lorsque les manifestations viennent d'une impulsion syndicale quelle que soit sa justification, elles seraient légitimes, et lorsqu'elles viennent des usagers, elles deviendraient un phénomène d'affrontement et seraient illégitimes, si tant est, bien entendu, que ces manifestations se passent dans le calme et la sérénité. »*

Au même moment, le ministre chargé de la fonction publique, M. Hervé de Charette, membre du Parti républicain, exprimait un point de vue différent. Il déclarait, en effet, n'être *« pas favorable aux manifestations politiques pour exprimer les préoccupations des usagers, alors que le climat social tend à l'apaisement »*. *« Nous sentons l'apaisement social venir,* indiquait M. de Charette. *Il est très important que la paix sociale se confirme et que tout se passe dans un esprit constructif et non pas dans un climat de tension. C'est le moment pour les uns et pour les autres de modérer leurs propos. »*

Invité de France-Inter, le ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, affirmait, pour sa part, lundi soir, en lançant un *« appel à la raison »* : *« Dans un premier temps, la première des choses est d'assurer la liberté du travail et de supprimer les abus du droit de grève. Voilà les mesures qui doivent être prises par le gouvernement. »*

Au nom du Parti socialiste, M. Michel Charzat estimait, de son côté, que la manifestation organisée sur la place du Palais-Royal par le RPR et l'UDF constituait *« une provocation »* : *« Alors que la volonté d'apaisement et de dialogue devrait dicter l'attitude de tous les responsables politiques, le principal parti de la majorité mise sur l'affrontement,* a-t-il déclaré. *La répartition des rôles entre le gouvernement et le RPR ne trompe personne. Jacques Chirac est le chef d'orchestre clandestin de l'agitation et du désordre gouvernemental. »*

***L'Humanité*, organe quotidien du Parti communiste, estimait, ce mardi 13 janvier, qu'à la manifestation du RPR et de l'UDF *« la haine du monde du travail avait le visage et l'odeur du fric »*.**

En marge de ces échanges de vues, M. Chirac a également annoncé à la presse *« un aménagement technique du gouvernement »* qui aura lieu *« très prochainement mais ne sera pas un véritable remaniement ministériel »*. Il s'agira, a précisé le premier ministre, de procéder au remplacement de M. Alain Devaquet au poste de ministre des universités et de nommer un secrétaire d'Etat à la consommation.

Regagner le terrain perdu ?

COMME l'observait M. Edouard Balladur, lundi en présentant ses vœux à la presse, le climat a bien changé en deux mois. L'optimisme que suscitaient les progrès économiques accomplis durant l'année écoulée a fait place au scepticisme. Selon le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, ces progrès sont eux-mêmes remis *«partiellement»* en cause par les conflits sociaux des dernières semaines. *«Nous aurons donc,* a déclaré M. Balladur, *en quelques semaines, fait quelques pas en arrière sur la voie sur laquelle nous nous étions engagés.»*

Le ministre d'Etat s'est affirmé confiant dans la possibilité de *«refaire le terrain perdu»*, en soulignant que, lors de la réunion monétaire de Bruxelles, les partenaires de la France avaient tous *«reconnu»* que sa situation s'était améliorée et rendu hommage à sa politique. La dépréciation du franc par rapport au deutschemark et aux monnaies qui lui sont liées n'en apparaît pas moins comme une sanction plutôt que comme une récompense. Jugeant que le résultat obtenu à Bruxelles est *«parfaitement satisfaisant»*, M. Balladur, si fondée que puisse être cette appréciation, aura du mal à en convaincre l'opinion.

Le bilan qui se dégage de ces deux mois est sans ambiguïté. C'est bien la politique du gouvernement dans son ensemble qui a été contestée. Et la tentative de M. Chirac pour regagner le terrain perdu apparaît pour le moment difficile.

Loin des foules espérées

Les *manifestations* d'usagers, *« soutenues »* par le RPR, ont été loin de rassembler les foules espérées. Comparée aux mobilisations dont la droite était capable lorsque la gauche était au pouvoir, celle de lundi ressemblait aux débris d'une comète déjà lointaine. Le libéralisme avait meilleure allure au temps du socialisme triomphant ou réformé. Le message, en dépit des efforts faits le matin même, encore, par M. Chirac, n'est pas passé. Le premier ministre, qui déclarait, à l'occasion de ses vœux à la presse, ne pas voir *« pourquoi certains Français, généralement majoritaires, d'ailleurs, auraient le droit de subir et non pas de s'exprimer »*, aura pu constater que si ces Français s'expriment — pas seulement derrière M. Jacques Toubon, mais aussi, autour de M. Jean-Marie Le Pen — ils ne sont pas très nombreux. Il est vrai qu'il faisait fort froid.

Et ceux-là, lorsqu'ils s'expriment, le font dans la logique de leur combat des années passées. *« Mitterrand, fous le camps ! »*, a-t-on crié entre le Palais-Royal et le Châtelet. MM. Chirac et Toubon auront réussi le tour de force d'organiser, dix mois après la formation du gouvernement, la première manifestation anti-cohabitation de la période ouverte le 16 mars. M. Le Pen, mais pas seulement luit, a de quoi rire.

Le premier ministre a raison d'observer que la droite se porte bien dans les élections cantonales partielles et qu'elle n'a donc pas à reconquérir son électorat. Son problème, c'est de l'unifier, de telle sorte que tout le monde soit au rendez-vous le jour venu. Sur ce plan, les élections partielles ne donnent aucune indication décisive, et les sondages montrent que la droite est loin du compte, quelles que soient les hypothèses de candidatures envisagées.

La prudence de certains ministres

Le sondage fait par la SOFRES pour *le Figaro* est, à cet égard, éloquent. 55 % des Français jugent que les mouvements sociaux dans le secteur public relèvent d'un usage abusif du droit de grève, mais on observe que ceux qui pensent ainsi sont surtout majoritaires dans les campagnes et les petites villes, que leur proportion tombe à 50 % (contre 41 % d'un avis contraire) dans les villes de plus de cent mille habitants et qu'ils sont minoritaires — 46 % contre 50 % — dans l'agglomération parisienne, la plus touchée par les grèves. En outre, interrogés sur l'audience accordée par M. François Mitterrand à des cheminots grévistes, le 1er janvier au fort de Brégançon, 58 % des sondés estiment que le président de la République a bien fait d'établir ainsi un dialogue, 24 % d'entre eux seulement lui reprochant d'avoir *« jeté de l'huile sur le feu »*.

La prudence affichée par certains ministres est, dès lors, compréhensible. Après M. Alain Juppé, qui avait qualifié de *« petit jeu dangereux »* l'organisation de manifestations contre les grèves, M. Philippe Séguin met en garde ses collègues contre la politique qui consisterait à chercher à affaiblir les interlocuteurs syndicaux dont le pouvoir a besoin. Ces deux ministres RPR sont rejoints par M. Hervé de Charette (PR), responsable de la fonction publique, qui s'inquiète du climat créé à l'approche des négociations salariales dans ce secteur.

Tous s'accordent à penser que l'épreuve de force n'est pas la meilleure manière de traiter les conflits sociaux. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, peut retourner contre la droite d'aujourd'hui le reproche fait à la gauche d'hier : se trompant sur la *« signification »* de sa victoire de mars 1986, elle n' *« écoute pas les gens »* et *« c'est donc, à chaque fois, sur la base de rapports de forces que se dénouent, finalement, soit le conflit étudiant, soit le conflit salarial dans le secteur public »*, a-t-il observé mardi, sur Radio-Monte-Carlo.

Intransigeants et soutenus par l'opinion sur leur politique salariale, MM. Chirac et Balladur vont donc devoir trouver ailleurs du *« grain à moudre »* pour le dialogue social, sauf à bloquer définitivement celui-ci. La réunion du gouvernement à l'hôtel Matignon, le 20 janvier, sera l'occasion de faire le point des propositions que chaque ministre pourra avancer dans son secteur.

PATRICK JARREAU.

● **Un nouveau directeur de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales.** — M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, devrait présenter au prochain conseil des ministres, mercredi 14 janvier, le remplacement de M. François Mercereau, directeur de la Sécurité sociale au ministère, par M. Michel Lagrave, avocat général auprès de la Cour des comptes et actuellement secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale. M. Mercereau a été nommé à ce poste le 22 juin 1983, après avoir participé aux cabinets de Mme Nicole Questiaux et de M. Pierre Bérégovoy au ministère des affaires sociales.

M. Mercereau va prendre la direction du Bureau commun de prévoyance collective, un groupe de caisses de retraite. Il y remplacera M. Jean Picot, nommé directeur général de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires) par le conseil d'administration de cet organisme. Ancien contrôleur des assurances, et directeur technique de l'ARRCO, M. Picot doit prendre ses fonctions au 1er juillet prochain, remplaçant M. Paul Hecquet, actuel directeur général, qui part à la retraite.

Du Palais-Royal au Châtelet

Les usagers de la colère

Ce ne fut pas un raz-de-marée, mais une vaillante petite manifestation de quinze mille personnes bravant un froid vif de la place du Palais-Royal à la place du Châtelet. Un cortège d'artisans et de commerçants en colère, de bourgeois et de bourgeoises en pelisse, mais tout de même en voie de congélation. Un défilé qui eut bien du mal à s'en tenir aux slogans officiels, du genre *« Laissez-nous travailler ! »*, puisque aussi bien tous criaient avec grand plaisir *« Krasucki à Varsovie »* et *« Allez Chirac »* sur l'air connu d'*« Allez les Verts ! »*

Jacques Toubon s'est fâché (*« Criez plutôt liberté du travail ! »*). Ce fut en vain. Les rangs derrière lui, pressés, chahutés par une poussée incontrôlée, continuaient de hurler : *« Libérez la télé ! »* Le moindre objectif de caméra, le plus petit des projecteurs drainaient vers eux des excités voulant faire passer leur « message ». Une mini-manifestation s'est ainsi improvisée en l'honneur de la télévision italienne la RAI, scandant : *« Mitterrand fous le camp ! »* afin que nul n'en ignore de l'autre côté des Alpes. Un couple d'âge respectable — madame en belle fourrure, monsieur très gentleman — se précipita au devant d'une caméra pour s'époumonner, alternativement : *« Un charter pour Krasucki »* et *« Les cocos au boulot ! »*

Admirable organisation : la merguez était à « dix francs », les calicots surgissaient de partout, mais le service d'ordre laissait singulièrement à désirer... Claude Labbé, député (RPR) des Hauts-de-Seine, se propulsa en tête du cortège pour ne pas être définitivement broyé.

Tous se voyaient pris dans un maëlstrom digne de 1968. Légère erreur... *« Arrêtez, Claude,* suppliait Patrick Devedjian, député RPR d'Antony, *vous partez comme un fou. » « Jouez pas les petits chefs »*, siffla le dignitaire. *« Où est Toubon, merde, où il est ? »*, répétait inlassablement un autre. Perdu dans la foule qui, à 17 h 30, débordait largement sur la rue de Rivoli, provoquant une belle pagaille au beau milieu d'une circulation qui n'avait pas été détournée.

« Chirac, courage ! »

« Je crois qu'il y a du monde », souffla Patrick Devedjian. *« C'est l'essentiel »*, dit Claude Labbé, réconcilié. Les élus de la majorité — Roger Romani, Gabriel Kaspereit, Jean Tiberi, Alain Griotteray, Paul Pernin, Jacques Dominati, Yvon Briant — formèrent un rang. Et tout le monde s'ébranla à un rythme d'une lenteur incompréhensible par ce froid sibérien. Direction Châtelet. *« Nous aurions préféré la Concorde,* confessa Claude Labbé, *mais nous nous sommes sacrifiés en raison de la visite officielle du roi Hussein. »*

Ce fut donc un beau défilé gaillard où l'on cria beaucoup *« CGT à jeter »* et *« Chirac, courage, le peuple est avec toi »*, *« EDF, du jus »* ou encore, moins fréquemment, *« Respectez les usagers »*. Dans le cortège, tel ou tel commerçant expliquait à des copains qu'il avait perdu *« 200 000 francs »*, que si *« ça »* continuait, il pouvait mettre *« la clé sous la porte »*.

A 18 h 45, la tête de la manifestation surgit place du Châtelet. Glacés mais dégelés, les usagers de la colère se firent un plaisir de crier : *« Mitterrand t'es foutu, le peuple est dans la rue. »* Jacques Toubon, enfin désincrusté du corps de la manif, prit un micro, saluant *« le peuple du ras-le-bol, la liberté du travail »*. Une jeune femme le caressa au passage, s'exclamant : *« Ah Jacquot, c'est formidable ». « Nous sommes près de trois cent mille,* affirma le secrétaire général du RPR. *Des manifestants n'ont pas encore pu quitter la place du Palais-Royal. »* Grave erreur d'estimation. Le petit peuple des artisans et commerçants avait déjà replié ses banderoles.

Les plus heureux s'entassaient dans de confortables fourgonnettes, dans les bus venus miraculeusement, en nombre, des Hauts-de-Seine. Dans le plus infortuné des cas, les manifestants s'empilaient dans un métro à demi-paralysé où la colère grondait vraiment contre les *« salauds »* de grévistes.

LAURENT GREILSAMER.

Social

et le mécontentement dans le public

L'accalmie se poursuit à la SNCF, à EGF et dans les transports parisiens

L'accalmie se confirme sur le front des conflits sociaux tant à la SNCF qu'à EGF et à la RATP.

● **A la SNCF**, la situation a tendance à redevenir normale, ce 13 janvier, mais ne le sera totalement, estime la direction, que jeudi en fin de matinée. Sur les lignes de banlieue, toutes les gares parisiennes ont assuré le service habituel, sauf sur la ligne C du RER où un train sur deux circulait.

Le trafic grandes lignes est redevenu normal pour les gares de Paris-Est, Paris-Saint-Lazare, et Paris-Lyon, y compris pour le TGV. Seule exception : quelques perturbations demeurent sur la liaison TGV entre Paris et Toulon. Au départ de la gare du Nord, la circulation est assurée à 50 % vers Lille et Bruxelles, mais est normale pour les autres destinations. A la gare de Paris-Montparnasse, 70 % des trains sont assurés, sauf pour Granville (un train sur deux). A la gare d'Austerlitz, les trains fonctionnent à 50 %.

Selon la direction de la SNCF, le pourcentage de grévistes serait maintenant inférieur à 10 %. La tendance à la fin de la grève se confirme, même si la situation demeure confuse à Marseille et à Toulouse, dépôts où les autonomes appellent à la reprise.

Le 12 janvier, des assemblées générales ont voté la reprise du travail dans le Nord et le Pas-de-Calais, et, bien sûr, à la gare de Paris-Nord, où *la* coordination a *« suspendu »* son mouvement.

La fin de la grève s'accompagne cependant de mouvements de mauvaise humeur. Plusieurs réunions professionnelles régionales de cheminots CFDT *« dénoncent avec vigueur l'intervention de M. Edmond Maire »*, dans un communiqué, et l'assimilent à un *« véritable coup de poignard dans le dos »*.

● **Dans la fonction publique**, les fédérations CGT (UGFF, CTT, services publics) appellent à des manifestations dans toute la France pour la journée du 15 janvier.

● **A EDF**, seule la CGT continue la grève ce mardi 13 janvier ; elle consulte ses adhérents et le personnel sur les formes d'action à adopter pour la suite. Comme la veille, cette grève doit se faire sans baisse de production. La fédération CGT de l'énergie a annoncé lundi soir que le personnel en grève continuerait à *« tout faire pour éviter les coupures et continuera de le faire pendant la période de grand froid »*. De fait, ce mardi, EDF a atteint une consommation record de 61 000 mégawatts.

La CGT a dénoncé *« la capitulation sans combattre »* des autres organisations syndicales, visant notamment la CFDT. Celle-ci a signé le lundi à 16 heures l'accord avec la direction d'EDF, après une consultation de ses adhérents, dont l'issue est restée incertaine jusqu'au bout, la décision n'étant acquise que par 605 mandats contre 578 et 14 abstentions, 12 mandats restant encore non exprimés. La fédération CFDT a estimé *« avoir fait le maximum pour compléter l'accord »* en obtenant notamment, grâce à l'intégration de la prime de 0,4 % sur 1986 et la réduction à 2,1 % du montant du GVT intégré dans la masse salariale, une hausse moyenne globale des salaires de 1 700 F environ pour les deux années 1986 et 1987 et, d'autre part, des discussions prochaines sur les conditions de travail et l'intéressement. Les dernières sections CFDT en grève lundi (Lyon, Nantes et la région parisienne) devaient reprendre le travail ce mardi. Lundi, la participation à la grève a été de l'ordre de 22 % à 25 % selon la direction, de 50 % en moyenne selon la CGT, avec cependant des zones à 20 % et 30 %.

● **A la RATP**, la décision du Syndicat autonome traction, représentant 56 % des conducteurs, de suspendre la grève bouleverse la situation. Dès les premières heures de la matinée du 13 janvier, la proportion des métros en circulation était remontée à 79 %, à l'exception de la ligne 7 (Aubervilliers-Villejuif), où un peu moins d'une rame sur deux effectuait des rotations. Les RER s'étaient remis à fonctionner avec 38 % des trains sur la ligne A et 64 % sur la ligne B. Quant aux bus, le trafic assuré était de sept sur dix en moyenne, avec des inégalités selon les lignes.

Il ne reste plus que la CGT et la CFDT pour appeler à des arrêts de travail. Une réunion syndicats-direction est prévue dans l'après-midi du 13 janvier afin d'arrêter les modalités d'application des primes concédées aux conducteurs. Une autre réunion devrait permettre, le 14 janvier, la signature par un certain nombre de syndicats minoritaires de l'accord salarial prévoyant une hausse de la masse salariale à la RATP de 2,98 % en 1987.

A la suite des incidents qui ont opposé, le 12 janvier à Montreuil, des militants du RPR à des militants de la CGT, M. Eric Raoult, député RPR, qui a été légèrement blessé, a accusé des *« voltigeurs de la CGT »* d'avoir provoqué l'incident. Selon son récit, M. Raoult a été frappé par des adhérents de la CGT armés de matraques et jeté à terre. On lui a posé quatre points de suture derrière le crâne. Dans une lettre à M. Pasqua, M. Koelher, secrétaire de la CGT, proteste contre cette *« provocation haineuse »*. *« Les forces de police se sont comportées en auxiliaires des provocateurs »*, ajoute- t-il, en demandant que *« toute la clarté soit faite sur ces événements »*.

Le FN à l'Opéra

« Non à la chienlit de gauche ! »

Près d'un millier de personnes se sont rassemblées, vers 17 heures, le lundi 12 janvier, place de l'Opéra, à Paris, à l'appel du Front national pour protester contre les grèves dans le service public et contre *« l'impuissance du gouvernement »*. La plupart des participants, aux côtés de M. Jean-Marie Le Pen et des députés de son parti, étaient des militants du Front national, arborant drapeaux et cocardes tricolores, ainsi que des pancartes : *« Non à la chienlit de gauche ! »*, *« Gouverner, c'est prévoir ; Gouverner, c'est agir. »*

Prenant la parole sur les marches de l'Opéra, M. Le Pen a dénoncé les *« saboteurs de l'économie »*, les *« grévistes révolutionnaires »* qui ont infligé *« souffrances et innombrables privations »* aux Français. Sans vouloir mettre en cause, a-t-il assuré, *« le droit de grève garanti par la Constitution »*, le président du Front national a appelé le gouvernement à tenir ses promesses électorales en en limitant l'usage dans le service public. Il a lancé un *« avertissement »* à M. Jacques Chirac : *« Que le gouvernement assume ses responsabilités, ou qu'il cède la place à un gouvernement de salut public. »*

Les manifestants, dont une délégation de la section RATP du Front national, se sont ensuite dirigés vers La Madeleine aux cris de *« Chirac, t'as le trac »*, *« Krasucki à Moscou »*, *« CGT, saboteurs »*, mais les CRS les ont empêchés de continuer leur route et une brève bousculade a eu lieu.

C. L.

La grève s'installe dans le port de Marseille

MARSEILLE
de notre correspondant régional

La grève déclenchée le 6 janvier par le personnel administratif et technique se poursuit au port autonome de Marseille. Si les approvisionnements en pétrole brut de la Société du pipe-line sud-européen, à Fos-sur-Mer, et des raffineries de l'étang de Berre sont assurés normalement après l'intervention des forces de l'ordre (*le Monde* du 13 janvier), le mouvement paralyse en revanche plusieurs trafics (conteneurs et minerais notamment), ainsi que les activités de la réparation navale.

Aucune négociation véritable n'a été ouverte avec la direction. Les syndicats CGT et CFDT ont demandé la réunion d'urgence du conseil d'administration du port pour que celui-ci statue sur le retrait du plan de réduction des effectifs qui a été à l'origine de la grève. Les administrateurs avaient primitivement accepté en octobre dernier de fixer l'effectif total du port à 1 600 personnes – au lieu de 1 900 – dans le cadre d'un plan d'abaissement des coûts de transit portuaire, mais ils avaient par la suite décidé de réexaminer la situation lors d'une nouvelle réunion qui a été fixée au 23 janvier.

La CGT et la CFDT ont par ailleurs rejeté l'idée d'une table ronde émise par le maire (PS) de Marseille, M. Robert Vigouroux, pour mettre les parties en présence sous la houlette de son conseiller pour les affaires portuaires, M. Charles-Emile Loo, par ailleurs administrateur du port. Seules la CGC, FO et la direction du port devaient y participer. Les deux organisations syndicales souhaitaient que les discussions soient élargies au conflit actuel des traminots marseillais.

GUY PORTE.

En échange de gains de productivité

La direction de la RATP cède aux revendications du Syndicat autonome des conducteurs

Pas facile, la tâche de Daniel Baton, secrétaire général du Syndicat autonome traction, qui représente 56 % des conducteurs du métro et du RER. Pas facile en cet après-midi du lundi 12 janvier parce qu'il a en face de lui une assemblée générale composée d'adhérents de son organisation mais aussi de cégétistes et de non-syndiqués qui voudraient un vote immédiat sur la reprise ou la poursuite de la grève. Elle est présente dans la salle, cette base dure qui a poussé ses représentants à être plus fermes à l'égard de la direction. Il faut lui en donner pour sa grève.

C'est très bien organisé. Les jusqu'au-boutistes ont le droit de prendre la parole. Les militants aussi qui répètent au micro : *« Ce qui a été obtenu, c'est très bien »*, après que leur secrétaire général a donné le ton : *« Par rapport aux objectifs, les propositions de la direction vont dans le bon sens. »*

Tout doucement, on s'achemine vers ce que le comité directeur du syndicat a mis au point : *« la suspension de l'action et la consultation à bulletin secret de tous les conducteurs avant la fin de la semaine sur les acquis »*. Cris de rage dans la salle : *« Les copains, ne vous énervez pas ! »* La réunion est close avant que ces inorganisés ne s'organisent.

Chacun dans son coin a pris papier et crayon, et a fait ses comptes : d'abord il y aurait une prime de vigilance de 250 F environ payée à partir du 1er juillet, puis la valeur de 2,4 points, soit 68 F, pour une prime d'économie de courant, et encore, pour certains T 2 et T 3, la valeur de deux autres points, soit 56,50 F, au titre de la grille, ces primes étant payées à partir du 1er mars ; enfin, au titre de *« l'aménagement de l'utilisation du conducteur »* serait créée une prime de 225 F en échange d'une augmentation de productivité du fait du déplacement de quatre jours de repos de l'été vers l'hiver.

Un conducteur classé T 3 en fin de carrière gagnerait chaque mois 547 F de plus. Un T 2 ou un T 3 à mi-parcours 349 F et un intérimaire 290 F. Daniel Baton insiste beaucoup sur le fait que ces primes sont une sorte de reconnaissance de dette de la direction, qui a accepté leur indexation sur le coût de la vie. D'accord, ces primes ne sont pas tout de suite intégrées dans la grille, mais, à partir du 1er janvier 1988, le classement du conducteur sera revu. C'est promis.

Donnant-donnant

Pas facile non plus, la tâche de la direction, qui a donc cédé à peu près tout ce que demandait le Syndicat autonome traction, et notamment les 500 F nécessaires pour que les conducteurs finissent leur carrière au-dessus des agents de maîtrise, qui les avaient dépassés.

La direction va devoir expliquer aux autres catégories de la RATP, par exemple aux machinistes des bus, que les perturbations des transports parisiens sont à l'origine de cette mesure catégorielle en faveur d'une corporation déjà relativement privilégiée.

A sa décharge, M. Michel Rousselot, directeur général, pourra faire valoir auprès du gouvernement et du reste de la RATP qu'il a obtenu une compensation non négligeable : pour la première fois, un syndicat de la Régie a accepté une mesure d'amélioration de la productivité en contrepartie de l'octroi d'une prime. Il semble que le directeur veuille se servir de l'exemple des conducteurs du métro pour convaincre d'autres catégories professionnelles de se prêter à ce « donnant-donnant ».

Jusqu'à son terme, la grève de la RATP aura été différente de celle de la SNCF. Les syndicats y ont, de bout en bout, mené l'affaire. Les revendications étaient en priorité salariales. Les grands bénéficiaires des négociations sont ceux qui ont donné le coup d'envoi du conflit et qui ont le plus perturbé le trafic. Les conducteurs du métro et du RER n'ont eu besoin que de huit jours pour obtenir satisfaction sur presque toute la ligne.

ALAIN FAUJAS.

Selon la SOFRES

• Les arrêts de travail dénoncés comme un abus • Le geste de M. Mitterrand approuvé

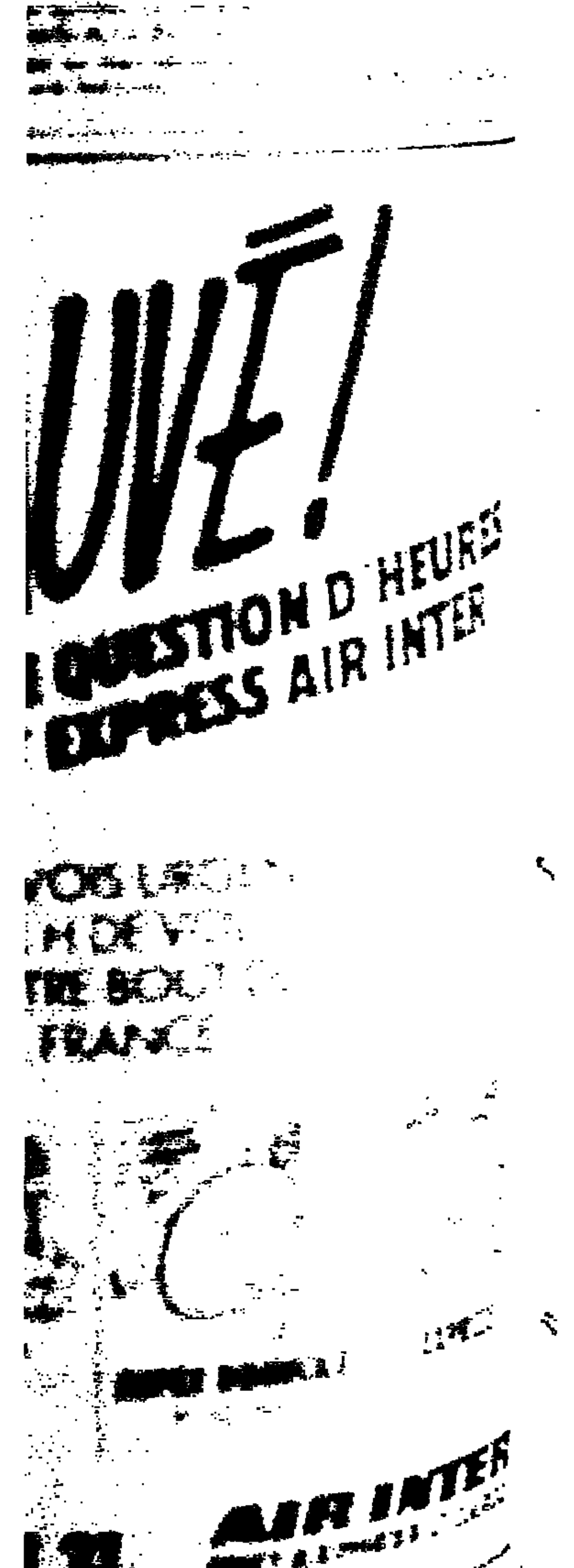
Pour 55 % des personnes interrogées, les grèves actuelles dans les services publics relèvent d'un *« abus du droit de grève »*, tandis que 37 % considèrent qu'il s'agit d'une *« pratique normale »* de ce droit, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié, le mardi 13 janvier, dans *le Figaro* (1). Si 65 % des habitants d'agglomérations comptant moins de deux mille personnes parlent d'abus (26 % émettant un avis contraire), 50 % des habitants de l'Ile-de-France (contre 46 %) estiment, au contraire, que les grévistes usent normalement de leur droit. En outre, selon 49 % des avis recueillis, les *« motifs politiques »* sont à l'origine des grèves, tandis que 40 % pensent qu'elles sont menées pour *« défendre des intérêts professionnels »*.

Face à ce mouvement, 46 % des sondés considèrent que *« le gouvernement doit réquisitionner des grévistes pour assurer un service minimum »*, 36 % qu'il *« doit faire davantage de concessions aux grévistes »* et 20 % qu'il *« doit attendre que les grévistes reprennent d'eux-mêmes le travail »*. Néanmoins, le droit de grève devrait être maintenu comme actuellement, pour 48 % des sondés, restreint pour 37 % et interdit pour 9 %.

Ces grèves ont diversement gêné les usagers : 59 % des personnes interrogées ont souffert des coupures d'électricité, 18 % des perturbations à la SNCF, 13 % des grèves aux PTT et 10 % des mouvements dans les transports urbains.

A propos de la délégation de cheminots grévistes reçue, le 1er janvier, par M. François Mitterrand au fort de Brégançon, 58 % des Français estiment que le président de la République *« a eu raison, car il a établi le dialogue »*, 24 % considérant qu' *« il a eu tort, car il a jeté de l'huile sur le feu »*.

(1) Sondage effectué, par téléphone, les 9 et 10 janvier, auprès d'un échantillon représentatif de huit cents personnes.



Affaires

Les prochaines privatisations

• Paribas : le 19 janvier
• CGCT : les propositions des repreneurs se précisent

La dernière ligne droite est entamée pour la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques), l'ex-filiale d'ITT nationalisée en 1982 par la gauche. Les banques-conseils (le Crédit lyonnais et Morgan Grenfell) ont remis leur audit le 6 janvier, et la commission de privatisation, saisie, devra répondre assez rapidement. Le gouvernement, pour trouver un repreneur, lancera alors un appel d'offres international conforme à la nouvelle donne du mois de décembre dernier : la part dévolue aux investisseurs étrangers ne devra pas dépasser 20 % du capital pour respecter la loi de privatisation. Il fera son choix ensuite – début mars, dit-on – en fonction des réponses à l'appel d'offres et des audits dont il dispose.

En présentant ses vœux à la presse, le lundi 12 janvier, le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, a confirmé que la Compagnie financière Paribas serait privatisée le 19 janvier. Le prix de cession sur le marché sera rendu public vendredi. Le même jour seront annoncés le traitement proposé aux détenteurs de CIP (certificats d'investissement prioritaire) Paribas et les noms des sociétés retenues pour faire partie du «groupe des actionnaires stables» de Paribas, à hauteur de 20 % du capital.

Par ailleurs, le dossier de la Compagnie générale de constructions téléphoniques est entre les mains de la commission de privatisation, après l'audit des banques. Mais cette vente, la plus délicate de toutes, est loin d'être acquise. On commence à s'interroger sur son bien-fondé.

Pour l'instant, plusieurs groupes sont encore en lice : l'américain ATT, en collaboration avec Philips, au sein d'APT, et l'allemand Siemens restent les mieux placés. Mais le suédois Ericsson et le canadien Northern Telecom, dont le président était ces derniers jours à Paris, sont aussi sur les rangs.

ATT, candidat favori des ministres libéraux et de la direction générale des télécommunications (DGT), n'aurait pas proposé aux industriels français susceptibles d'être intéressés (Jeumont-Schneider et Matra) de participer au montage. Le groupe américano-néerlandais souhaiterait obtenir une option claire sur les 80 % du capital de la CGCT qui doivent rester français. Aussi préférerait-il négocier une solution de partage de ces 80 % associant la Compagnie financière et la banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet.

Siemens, quant à lui, a très largement modifié son offre : essayant d'associer Jeumont-Schneider, Matra ou SAT pour les 80 % en question et se contentant des 20 % impartis, il proposerait maintenant de continuer de faire fabriquer par la CGCT les centraux français MT. L'abandon par Siemens de son propre central (le EWSD) serait dû aux critiques que lui ont faites la DGT et les experts chargés à l'automne dernier d'une étude sur les centraux proposés par les différents candidats.

Le rapport d'audit des banques évaluerait la CGCT suivant une fourchette assez large tournant autour de 500 millions de francs. Ce chiffre dépend en réalité des hypothèses de marché qui seraient attribuées à terme à la CGCT (16 %, 20 % ou 24 %).

A la DGT, certains commencent pourtant à s'interroger, pour plusieurs raisons : d'une part, le rapport d'expertise – curieusement classé « confidentiel défense » – s'est borné à répondre aux questions posées par le gouvernement, mais ne constitue pas une évaluation technique inattaquable. Selon certains, l'étude des systèmes offerts par Ericsson et Siemens aurait été insuffisante. D'autre part, pour les produits proposés par ATT, les tests n'auraient pas porté sur la version européenne du système (le ESS 5-PXR) qui, comme tout nouveau produit, connaît quelques difficultés d'adaptation aux normes européennes.

En outre, à la DGT on préférerait de plus en plus un engagement d'ATT et non du seul APT : mieux vaut parler à Dieu qu'à ses saints, estime-t-on en substance.

Au-delà de ces difficultés, on s'interroge à la DGT sur l'opportunité de choisir immédiatement un second fournisseur de centraux téléphoniques en France. Celui-ci n'est intéressant que s'il offre des capacités de nouveaux services (réseaux avancés), services qui ne sont vraiment indispensables que si la DGT est soumise à la concurrence.

Aussi certains se demandent-ils à la DGT s'il ne faut pas mieux attendre d'y voir plus clair après le vote de la loi sur la concurrence dans les télécommunications prévu pour la fin de l'année.

FRANÇOISE VAYSSE.

La société Aérospatiale enregistre un tassement de son chiffre d'affaires en 1986

La société nationale Aérospatiale enregistre en 1986 un tassement de son chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente et, pour 1987, beaucoup d'incertitudes demeurent dans un contexte de compétition internationale aggravée. C'est le sentiment du président-directeur général de l'Aérospatiale, M. Henri Martre, qui, sans vouloir céder à la « sinistrose », a fait part, lundi 12 janvier à Paris, de ses préoccupations devant la presse.

En 1986, le chiffre d'affaires de l'Aérospatiale s'est élevé à environ 25 milliards de francs, au lieu de 24,6 milliards en 1985. La stagnation constatée est plus marquée pour la division des avions et la division des engins tactiques. En revanche, la division des hélicoptères réalise un chiffre d'affaires accru, grâce à la vente de quarante-trois Super-Puma, notamment à l'Inde.

« *Les incertitudes*, a expliqué M. Martre, *sont la conséquence directe du bouleversement des marchés aéronautiques dû à la baisse du pétrole, des matières premières et du dollar. Les variations brutales de ces données ont pour effet de porter atteinte au pouvoir d'achat de nombreux clients, de réduire l'impact commercial des gains de consommation en énergie des nouveaux appareils et de changer les conditions de la concurrence avec les Etats-Unis.* »

Par rapport à l'année 1985, qui avait connu des résultats exceptionnels avec un montant proche de 35 milliards de francs, les prises de commandes ont, elles aussi, marqué le pas en 1986, avec un total de 28,6 milliards de francs dont 68 % à l'exportation.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Marchés financiers

PARIS, 12 janvier ↑

Vers de nouveaux sommets : + 1,6 %

La Bourse de Paris a commencé la semaine sur les chapeaux de roue. Après une séance du matin prometteuse (+ 1,47 %), l'indicateur instantané enregistrait en milieu de journée une hausse de 1,6 %. On s'approchait de nouveau des sommets historiques. « Tous les records tomberont demain », s'avançait un professionnel. Il est vrai que le marché a reçu ces jours derniers quelques impulsions positives. Le réaménagement intervenu le week-end dernier au sein du système monétaire européen a ainsi mis les boursiers en joie, et, au premier rang d'entre eux, les opérateurs sur obligations. Au Matif, aucune cotation ne pouvait être enregistrée, tant la demande était forte. La « Limit up », variation maximale à la hausse autorisée au cours d'une seule séance, était atteinte. Tout le monde anticipait une baisse des taux qui devait intervenir mécaniquement avec la réévaluation du mark. Le ministre de l'économie, M. Balladur, confirmait cette hypothèse le 12 janvier en fin de matinée, se faisant l'écho de déclarations similaires des autorités monétaires ouest-allemandes.

Dans ce contexte, des valeurs comme Peugeot (qui réalise une bonne partie de son chiffre d'affaires en Allemagne) repartaient de l'avant, Coles, Géophysique, Lafarge, Saint-Louis, Promodès et Imétal enregistraient des mouvements significatifs.

L'élan du marché était d'autant plus rapide (et l'activité fournie) que le climat social se détend quelque peu, même si les conflits ne sont pas encore totalement résorbés, à la RATP et à EDF en particulier. Les boursiers voient de nouveau poindre les éléments favorables que sont les perspectives de bons résultats des entreprises cotées en 1987, le « boom de Wall Street » et le maintien d'une inflation très modérée. A l'approche de la privatisation de Paribas, ce sont là autant de facteurs susceptibles d'accélérer encore le changement de dimension de la Bourse, déjà entrepris en 1986.

Lingot : 83 500 F (– 400 F).
Napoléon : 5 395 F (+ 15 F).

NEW-YORK, 12 janvier ↑

Nouveau record

Wall Street a décidément le vent en poupe. Après avoir subi l'effet de quelques prises de bénéfices en début de séance, le lundi 12 janvier, l'indice Dow Jones est reparti de l'avant pour battre un nouveau record à la hausse. Il s'établissait, en clôture, à 2 009,42, gagnant 3,52 points par rapport à son record du 9 janvier. Ce résultat est d'autant plus significatif qu'il est intervenu dans un marché animé, où 185 millions d'actions ont été échangés.

Autour du Big Board, les investisseurs continuaient d'être portés par les perspectives d'une relance non inflationniste de la croissance outre-Atlantique et par l'espoir d'une amélioration des bénéfices des sociétés américaines cotées. Certains voulaient voir dans la poursuite de la baisse du dollar l'occasion pour les firmes exportatrices d'effectuer une percée sur les marchés extérieurs. Parmi les valeurs les plus traitées, on notait Phillips Petroleum (3,262 millions de transactions), USX Corp. (2,483 millions) et Archer Daniel Midland (2,342 millions).

Les variations les plus sensibles en hausse étaient enregistrées par PPG Industries (+ 3), Digital Equipment (+ 3) et Haliburton (+ 2 5/8).

VALEURS	Cours du 9 janv.	Cours du 12 janv.
Alcoa	36 1/4	37 1/4
A.T.T.	25 3/8	25 1/4
Boeing	51 7/8	51 7/8
Chase Manhattan Bank	39	39
Du Pont de Nemours	90 7/8	92 1/8
Eastman Kodak	71 5/8	72
Exxon	73 3/4	75 1/8
Ford	63 3/4	65
General Electric	90 1/8	90 3/8
General Motors	68 3/4	68 5/8
Goodyear	44 1/4	44 3/4
I.B.M.	122 1/4	120 3/8
I.T.T.	57 1/2	57 7/8
Mobil Oil	41 5/8	43 1/2
Pfizer	65 7/8	69 3/4
Schlumberger	35 3/8	36 3/4
Texaco	38 1/4	39
U.A.L. Inc.	54	53 1/4
Union Carbide	25 1/4	25 1/4
U.S. X.	22 3/4	23 5/8
Westinghouse	61 5/8	61 1/2
Xerox Corp.	63 7/8	65

CHANGES

Dollar : 6,28 F ↓

La baisse du dollar s'est poursuivie sur les marchés des changes à moins de 1,90 DM, de 156 yens et de 6,30 F. La hausse du deutschemark s'est répercutée à Paris à 3,33 F, contre 3,32 F.

FRANCFORT	12 janv.	13 janv.
Dollar (en DM) ..	1,9050	1,8870

TOKYO	12 janv.	13 janv.
Dollar (en yens) ..	157,50	155,70

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (13 janv.) ...... 9 3/4 %
New-York (12 janv.) ... 6 1/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	9 janv.	12 janv.
Valeurs françaises ..	102	
Valeurs étrangères .	102,2	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

	9 janv.	12 janv.
Indice général ...	407,2	412,6

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	9 janv.	12 janv.
Industrielles	2005,90	2009,42

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	9 janv.	12 janv.
Industrielles	1 386,4	1 389,4
Mines d'or	324,9	337,5
Fonds d'Etat	85,31	85,23

TOKYO

	12 janv.	13 janv.
Nikkei	18 669	18 570,91
Indice général ...	1 568,90	1 562,54

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 12 janvier
Nombre de contrats : 23 000

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Janv. 87	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	–	–	108,50	108,35	108,35
Précédent ...	–	–	106,85	106,70	106,65

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CIMENTS FRANÇAIS : OPA RÉUSSIE SUR LAKE ONTARIO CIMENT. – Lancée par Ciments français Canada Limited, filiale constituée à cet effet, l'offre publique d'achat sur la société canadienne Lake Ontario Ciment a été menée à bonne fin. La totalité des achats a été présentée. L'investissement des Ciments français en capital s'élève à 30 millions de dollars canadiens (environ 140 millions de francs). La fusion des deux sociétés devrait intervenir le 1er avril prochain.

LA DFCE LANCE UN EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 5 MILLIARDS DE FRANCS. – La Banque française du commerce extérieur va lancer, sous la direction de la Société générale, un emprunt obligataire de 5 milliards de francs.

CETELEM : AUGMENTATION SENSIBLE DU MONTANT DES CRÉDITS DISTRIBUÉS. – Le groupe Cetelem, premier groupe européen spécialisé dans le crédit et les services financiers aux particuliers, a ouvert, en 1986, 1 460 000 nouveaux crédits pour un montant de 19,85 milliards de francs, en progression de 20 % sur l'année précédente.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,2810	6,2850	+ 125	+ 155	+ 210	+ 260	+ 580	+ 725
$ can.	4,6116	4,6179	- 0	+ 29	– 8	+ 38	– 41	+ 81
Yen (100) ...	4,0320	4,0371	+ 153	+ 178	+ 262	+ 300	+ 723	+ 826
DM	3,3268	3,3307	+ 109	+ 134	+ 195	+ 230	+ 531	+ 627
Florin	2,9502	2,9535	+ 68	+ 87	+ 121	+ 149	+ 347	+ 424
F.B. (100) ...	16,0005	16,0189	– 332	– 95	– 279	+ 50	– 30	+ 659
F.S.	3,9004	3,9054	+ 181	+ 210	+ 288	+ 341	+ 823	+ 938
L (1 000) ...	4,6978	4,7043	– 152	– 77	– 271	– 182	– 691	– 519
£	9,3555	9,3678	– 242	– 172	– 431	– 326	– 1247	– 967

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 3/8	6 1/2	6 1/8	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6	6 1/8
DM	4 3/8	4 1/2	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16	4 5/8	4 3/4
Florin	5 1/4	5 1/2	5 13/16	5 15/16	5 11/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16
F.B. (100) ..	25	35	7 3/4	8 7/16	7 3/4	8 3/8	7 3/8	7 7/8
F.S.	2	2 1/2	3 7/9	3 9/16	3 9/16	3 11/16	3 3/4	3 7/8
L (1 000) ..	9	11	10 1/2	12	10 7/8	11 7/8	10 1/4	11 1/4
£	10 7/8	11 1/8	11	11 1/8	11	11 1/8	10 13/16	10 15/16
F. franç. .	8 1/2	10	8 5/8	9 1/8	8 1/2	9	8 3/8	8 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 12 JANVIER

Cours relevés à 17 h 31

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1535	4,5 % 1973	1620	1630	1630	+ 0 61
4285	C.N.E. 3%	4400	4410	4420	+ 0 45
1227	B.N.P. T.P.	1210	1215	1220	+ 0 82
1210	C.C.F. T.P.	1185	1200	1192	+ 0 59
1120	Créd. Lyon. T.P.	1134	1120	1120	- 1 23
2570	Electricité T.P.	2622	2675	2675	+ 2 02
2080	Renault T.P.	2011	2014	2014	+ 0 14
2102	Rhone-Poul. T.P.	2105	2105	2105	....
1310	St-Gobain T.P.	1253	1290	1290	+ 2 95
1299	Thomson T.P.	1270	1289	1289	+ 1 49
500	Accor	494	500	501	+ 1 41
2100	Agence Havas	2130	2150	2150	+ 0 93
1980	Ag. Havas C. I.	2070	2080	2080	+ 0 48
720	Air Liquide	689	693	693	+ 0 58
2550	Alcatel	2398	2380	2383	- 0 62
1820	Als. Superm.	1874	1880	1880	+ 0 32
436	A.L.S.P.I.	430	444	441	+ 2 55
336	Alsthom ★	332	334	341	+ 2 71
2180	Arjom. Prioux	2150	2200	2200	+ 2 32
530	Arnodel-Rey	512	518	520	+ 1 56
1490	Aux. Entrepr.	1540	1549	1549	+ 0 58
1340	Avions Dassault	1325	1350	1348	+ 1 73
515	Bail-Equipem.	540	550	549	+ 1 66
1080	Bail-Investiss.	1035	1050	1050	+ 1 44
1160	Cie Bancaire	1149	1180	1182	+ 2 87
540	Bazar H.-V.	529	529	528	- 0 18
690	Béghin-Say	624	637	636	+ 1 92
565	Berger (Mie)	570	590	590	+ 3 50
745	Bic	752	760	760	+ 1 06
1780	B.I.S.	1675	1700	1690	+ 0 89
2400	Biscuit (Géné.)	2500	2500	2500	....
2600	Bongrain S.A.	2450	2524	2530	+ 3 26
1270	Bouygues	1255	1251	1251	- 0 31
4540	B.S.N.	4525	4545	4520	- 0 11
1280	Carnaud	1232	1246	1243	+ 0 89
3690	Carrefour	3640	3750	3795	+ 4 25
2580	Casino	2470	2470	2505	+ 1 41
1840	Casino A.D.P.	2075	2015	2105	+ 1 44
785	C.C.M.C.	787	787	787	....
1330	Cetelem	1378	1382	1416	+ 2 76
2180	C.F.A.O.	2140	2200	2210	+ 3 27
450	C.F.D.E.	418	427	428	+ 2 39
1300	C.G.I.P.	1318	1339	1341	+ 1 74
1670	Chargeurs S.A.	1670	1695	1690	+ 1 19
64	Chiers-Châtil.	65 80	67 80	67 90	+ 3 19
780	Ciments franç.	767	770	770	+ 0 39
730	Club Méditerr.	701	720	724	+ 3 28
230	Codetel	222	226	226	+ 1 80
400	Cofimeg	401	401	399	- 0 49
1380	Coles	1321	1410	1420	+ 7 49
210	Compt. Entrepr.	203 80	208	210	+ 3 04
750	Compt. Mod.	711	735	735	+ 3 37
1220	Créd. Foncier	1175	1182	1200	+ 2 12
570	Crédit F. Imm.	575	575	580	+ 0 86
1480	Crédit Nat.	1485	1494	1490	+ 0 33
345	Crouzet ★	338	340	351	+ 3 84

Règlement mensuel

[illegible]

Comptant (sélection)

Obligations

[illegible]

Actions

[illegible]

Étrangères

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

SICAV (sélection) — 12/1

[illegible]

Droits et bons

Attribution

[illegible]

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel 36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

c : coupon détaché
o : offert
d : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu

Le Monde

L'affaire du Carrefour du développement

Le magistrat demande par lettre des explications à M. Charles Pasqua

Dans une lettre adressée, le lundi 12 janvier, à M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé du dossier Carrefour du développement, lui demande si les questions posées à M. Bernard Gérard, directeur de la DST, relèvent du secret défense.

Entendu par le magistrat instructeur le 9 décembre 1986, M. Gérard, invoquant le secret défense, avait refusé de dire qui lui avait donné l'ordre de fabriquer, au bénéfice d'Yves Chalier en fuite, les faux documents, passeport et permis de conduire retrouvés lors de son arrestation. *Le Monde* ayant affirmé que cet ordre pourrait émaner de M. Pasqua lui-même, le ministre de l'intérieur a demandé à son collègue de la justice d'engager des poursuites en diffamation.

La lettre du juge confirme ainsi que le magistrat instructeur continue son instruction dans les deux directions de l'affaire. Les malversations financières auxquelles se serait livré M. Chalier – dont le juge vient de rejeter la demande de mise en liberté – ont fait l'objet, la semaine dernière, de deux auditions. D'autres auditions, cette semaine, portent notamment sur les mécanismes qui ont permis au ministère de la coopération de subventionner l'association Carrefour du développement, première étape d'un circuit financier dans lequel ont disparu une vingtaine de millions de francs.

Le magistrat entend bien également poursuivre ses recherches dans le deuxième chapitre de l'affaire, celui du « vrai-faux » passeport de M. Chalier et de ses protections politico-policières. Une confrontation entre M. Yves Chalier et M. Jacques Delebois, chef du service de coopération technique internationale de police (SCTIP), inculpé pour avoir fourni les faux documents qui ont permis au premier de se réfugier au Brésil, devrait avoir lieu prochainement.

Le ministre de l'intérieur est la seule autorité qui puisse relever ses subordonnés de l'obligation du secret défense. En lui écrivant, le juge d'instruction place M. Pasqua dans une position délicate : soit le ministre de l'intérieur confirme qu'en gardant le silence M. Gérard est bien dans le cadre du secret défense et supérieur hiérarchique de ce dernier, M. Pasqua couvre son subordonné ; soit il estime que le silence de M. Gérard ne se justifie pas, et le juge pourra alors interroger sans contrainte tous les officiers qu'il juge indispensable d'entendre pour son information.

G. M.

La visite du souverain jordanien

Le roi Hussein appelle à la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient

Le roi Hussein de Jordanie a lancé, le lundi 12 janvier, un appel à la tenue d'une conférence internationale pour tenter de régler la crise du Proche-Orient, avant le vingtième anniversaire de l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, en juin prochain. *« Peut-on espérer la tenue d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient avant cet anniversaire qui cause autant de peine à la conscience du monde qu'au peuple palestinien, qui a tant souffert de l'occupation colonialiste israélienne ? »*, a demandé le souverain, lors du toast prononcé au cours du banquet offert par le président Mitterrand.

Le roi Hussein, qui effectue une visite d'Etat de trois jours en France, a également demandé aux Etats européens de contribuer au plan jordanien d'aide aux territoires occupés par Israël.

Sur ce point, M. Mitterrand s'est montré prudent. S'il a déclaré que l'aide « *modeste* » de la France aux territoires occupés allait s'accroître, on laisse entendre que Paris souhaite poursuivre son engagement (4 millions de francs, somme qui pourrait être doublée cette année) par les canaux déjà existants et n'entend pas participer directement au plan jordanien. Celui-ci a été dénoncé la semaine dernière par M. Yasser Arafat comme une tentative d'imposer *« de facto une normalisation des relations entre la Jordanie et Israël »*.

Le roi a d'autre part appelé à *« la mobilisation d'un effort mondial collectif, influent et neutre pour tenter de résoudre les conflits du Proche-Orient »*. Le souverain a notamment évoqué, outre le sonflit israélo-arabe, la crise libanaise et la guerre du Golfe. A propos de la guerre du Liban, le roi, qui pourrait recevoir prochainement à Amman le président Amine Gemayel, a affirmé que la Jordanie soutenait *« tout effort arabe visant à assister les parties à entamer une large réconciliation nationale »*.

Dans un discours chaleureux à l'égard de son hôte, M. Mitterrand a réaffirmé son soutien à la tenue d'une conférence internationale à laquelle participeraient *« les parties directement intéressées et les membres permanents du Conseil de sécurité »*, soulignant que la France était prête à contribuer à sa préparation.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, assuré son hôte que la Jordanie pouvait compter sur la France pour ses besoins en matière de sécurité.

Sur le vif

Grèves... de la faim

Ça va pas recommencer, non ! Après la SNCF, la RATP, l'EDF, c'est les RC, les restos du cœur qui se foutent en grève. La grève de la faim. Ils savent pas quoi inventer pour attirer l'attention. Ils sont complètement débordés, ils n'ont pas de quoi donner à bouffer à tous les traîne-misère qui se bousculent à leur porte. Bon et alors ? En voilà une histoire ! C'est pas bientôt fini, ce cirque ?

Moi, je me suis attendrie pendant trois semaines sur les conditions de logement des roulants en déplacement, je vais pas remettre ça, en m'apitoyant sur des milliers et des milliers de crève-le-froid, de crève-la-faim, qui ne savent pas où crècher, où croûter. Ils n'ont qu'à se démerder. Les trottoirs, c'est pas fait pour les chiens, c'est fait et c'est bien fait pour eux.

Non, mais ils se croient tout permis. Vous auriez vu, la nuit dernière, *il a fallu les expulser du* métro. On n'allait quand même pas les laisser coucher là, dans les couloirs, sur les quais. Je comprends pas Pasqua. Il leur a ouvert deux stations, Monge et Censier, à partir de ce soir. Ça va être dégueulasse. Ils vont tout saloper. Faut pas oublier, il n'y a pas que des clodos, parmi eux, il y a des mômes, des jeunes, des femmes, c'est plein de pouilleux, quoi.

Si on compte en nouveaux pauvres et en anciens francs, faudrait une rallonge de 700 millions, sinon l'Armée du salut, ses caisses sont vides, va être conduite au lock-out. Terminé, les centres d'urgence, fermés pour cause de faillite. Forcément, c'est pas un service public, ici, la charité, ça relève du privé, alors...

Vous me direz : c'est pas vrai, l'assistance publique en héberge déjà plusieurs centaines. Ouais, mais c'est pareil, les hôpitaux rouspètent, ils ont déjà donné, au prix de journée ils peuvent pas offrir des beaux lits blancs à tous ces mal-lavés, ces sans-abri. Quinze mille, rien qu'à Paris.

De toute façon, faut bien savoir une chose : l'*été*, c'est encore pire que l'hiver. Là, maintenant, on parle un peu d'eux, dans les médias on essaye de se donner bonne conscience en incitant *les autres à donner plus*, à donner mieux, mais aux beaux jours, ils peuvent bien crever, on a d'autres chats à fouetter : les régimes amaigrissants, bouffez moins, bouffez mieux, le gym tonic et les huiles bronzantes. On peut pas à la fois s'occuper de perdre notre ventre et de remplir le leur.

CLAUDE SARRAUTE.

Un consortium ayant pour partenaire Airbus Industrie commande 50 A-320

Airbus Industrie a reçu une commande de cinquante avions A-320 pour un montant total de 2 milliards de dollars de la part d'un consortium qui louera ces avions auprès des compagnies aériennes.

Le consortium comprend Airbus Industrie, Paribas, GPA (une compagnie financière irlandaise) et le canadien Pacific Western. La commande est ferme pour vingt-cinq avions livrables entre 1990 et 1992 ; *les vingt-cinq restants étant en* option. L'A-320 transportera 176 passagers sur 3 000 miles nautiques. Il doit réaliser son premier vol dans deux mois et a été commandé jusqu'ici à 437 exemplaires.

Airbus Industrie, par cette commande, prend pied avec des partenaires, dans le leasing comme l'ont fait avant lui ses concurrents Boeing et Douglas.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 janvier

Léger repli : – 0,3 %

La Bourse de Paris s'est légèrement repliée le 13 janvier en séance du matin, l'indicateur de séance perdant 0,3 %. Parmi les reculs les plus sensibles, on notait Synthélabo (– 2,4 %), Chargeurs (– 1,8 %), L'Oréal (– 1,7 %) et Crouzet (– 1,7 %). En hausse figuraient Moulinex (+ 1,6 %), Sanofi (+ 1,3 %), Dumez (+ 1 %), La Redoute (+ 0,9 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	501	501	500
Agence Havas	2150	2160	2150
Air Liquide (L')	693	693	693
Bancaire (Cie)	1182	1178	1165
Bongrain	2530	2530	2540
Bouygues	1251	1248	1248
B.S.N.	4520	4520	4530
Carrefour	3795	3780	3730
Chargeurs S.A.	1690	1690	1660
Club Méditerranée	724	724	717
Crédit National	1490	1494	1485
Eaux (Gén.)	1338	1345	1335
Elf-Aquitaine	330	331	330
Essilor	3710	3710	3700
Lafarge-Coppée	1465	1460	1449
Michelin	2765	2765	2760
Midi (Cie)	1630	1630	1625
Moët-Hennessy	2367	2367	2385
Navig. Mixtes	1075	1075	1070
Oréal (L')	3989	3990	3930
Pechelbronn	1360	1360	1347
Pernod-Ricard	1069	1060	1060
Peugeot S.A.	1270	1265	1257
Sanofi	780	780	780
Source Perrier	809	809	804
Télémécanique	3340	3340	3350
Thomson-C.S.F.	1561	1550	1555
Total-C.F.P.	435	435	434
T.R.T.	2339	2361	2361
Valéo	534	534	530

A B C D E F G

CHINE : la visite de M. Bariani

Pékin minimise l'importance des combats sur la frontière vietnamienne

PÉKIN
de nos envoyés spéciaux

La Chine a fortement minimisé les incidents qui ont eu lieu la semaine dernière à la frontière vietnamienne. Recevant lundi 12 janvier M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Liu Shuqing, son homologue chinois chargé des questions asiatiques, a indiqué que les combats du 5 et du 7 janvier avaient fait environ cinq cents victimes du côté vietnamien et seulement « *quelques dizaines* » parmi les soldats de l'armée populaire de libération chinoise. Il n'a pas paru s'inquiéter outre mesure d'affrontements dont l'importance avait été montée en épingle à Hanoï et qui sont, pour lui, tout à fait habituels.

Il a, par contre, fortement insisté sur le problème cambodgien. Il a demandé à la France *« un engagement plus important, plus clair et plus ferme »* envers la résistance cambodgienne. M. Bariani lui a confirmé la volonté de Paris d'apporter une aide humanitaire accrue à la résistance non communiste en fournissant aux partisans du prince Sihanouk et, éventuellement, à ceux de M. Son Sann une assistance à la formation d'enseignants et d'auxilliares médicaux.

Deux questions sur lesquelles Pékin et Paris ont un point de vue différent : la reconnaissance des Khmers rouges est exclue par la France, qui n'a pas non plus l'intention de supprimer toute aide au Vietnam. *« Si on veut jouer un rôle* (dans une solution du conflit) *il ne faut pas couper des relations de longue date avec le Vietnam. »* M. Bariani a, en outre, exprimé l'assentiment de la France au « plan en huit points » (1) du prince Sihanouk, que la Chine soutient et qui est « *une base de départ* » pour un règlement politique de la crise cambodgienne.

Des réalisations françaises encore modestes

M. Liu s'est entretenu avec M. Bariani de la récente visite qu'il a effectuée au Laos, allié du Vietnam. Le dialogue a repris entre Pékin et Vientiane mais sans progrès notoires, les Laotiens ne disposant pas, selon M. Liu, d'une marge de manœuvre suffisante à l'égard des Vietnamiens. M. Bariani a, pour sa part, attiré l'attention des Chinois sur le problème du Pacifique sud. Il leur a demandé de reconsidérer leur intention de signer les protocoles du traité de Rarotonga sur la dénucléarisation de la région, que l'URSS vient de ratifier. *« Dans la volonté de chasser la France du Pacifique,* a dit M. Bariani, *il n'y a pas que des intentions dont la Chine puisse se réjouir. »* Il a cependant reconnu qu'il était difficile pour la Chine de ne pas se joindre à cette initiative des Etats du Pacifique.

Après avoir rencontré M. Liu, M. Bariani a pris part aux cérémonies d'inauguration de la première tranche de quatorze centraux téléphoniques E-10 installés à Pékin par Alcatel. Ils vont permettre le raccordement de cent mille lignes (2) au réseau de la capitale, en doublant ainsi une capacité dramatiquement insuffisante. Alcatel semble, d'autre part, bien placé pour emporter la seconde tranche, portant cette fois sur deux cent mille lignes. C'est ce que les Chinois ont, pour la première fois publiquement, indiqué au secrétaire d'Etat. La France est d'autant mieux placée dans le domaine des télécommunications en Chine que la filiale belge d'ITT, elle aussi fort active sur le marché local, vient d'être absorbée par Alcatel.

Après un départ délicat et dans un contexte de concurrence effrénée, Alcatel se trouve en bonne position pour étendre ses activités en dehors de Pékin. Les difficultés du début ont été vite oubliées face à la compétence des techniciens venus assurer l'installation des matériels. Une centaine de Chinois seront parallèlement formés en France. L'octroi d'un protocole d'aide sous le gouvernement Fabius a, en outre, permis d'offrir un prix compétitif. Mais le raccordement des abonnés par le BTA (administration téléphonique de Pékin) s'effectue à un rythme très lent.

La visite de M. Bariani a enfin coïncidé avec l'arrivée au port de Tianjin des premières locomotives électriques commandées à Alsthom par la Chine et avec la création d'une nouvelle société mixte dans l'agro-alimentaire. La société Pernod-Ricard s'est, en effet, entendue avec deux partenaires chinois, un de Hongkong et avec une filiale d'Indosuez, pour produire du vin dans la région de Pékin.

Après Rémy Martin, qui met en bouteilles le Dynasty à Tianjin, Pernod-Ricard compte récolter un blanc sec, de goût français. Les premières bouteilles seront mises en vente dès les prochaines vendanges, *et la production devrait atteindre* huit cent mille bouteilles d'ici cinq ans. Martell et Martini sont également intéressés par la Chine.

Mais ces réalisations, dans des domaines où la France est en pointe, tout comme dans l'énergie – avec la centrale nucléaire de Daya-Bay, – ne sauraient faire oublier qu'elle n'a toujours, sur le marché chinois, qu'une place très modeste : la douzième après le Brésil. Il reste encore beaucoup à faire.

PATRICE DE BEER et FRANCIS DERON.

(1) Qui prévoit une coalition à quatre regroupant les trois composantes de la résistance et le gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh.

(2) Ce qui correspond à deux cent mille lignes selon les normes françaises.

URSS

Inquiétude quant au sort du dissident Serguei Grigoriants

Moscou (*AFP*). – L'épouse de l'écrivain dissident soviétique Serguei Grigoriants craint qu'il ne soit actuellement en danger à la prison de Tchistopol, où il a entamé en novembre une grève de la faim en même temps qu'Anatoli Martchenko, mort il y a un mois.

Mme Tamara Grigoriants a indiqué, le lundi 12 janvier, qu'elle n'avait pas reçu de lettre de son mari, âgé de quarante-cinq ans, depuis le mois de juillet. Elle n'a pas été autorisée à le voir depuis son procès, le 27 octobre 1983, à l'issue duquel il avait été condamné à sept ans de détention, suivis de trois ans de relégation pour *« propagande antisoviétique »*. Ancien journaliste littéraire, puis co-auteur de la revue clandestine *Chronique des événements en cours*, M. Grigoriants avait purgé une première peine de camp de 1975 à 1980 pour *« agitation anti-soviétique »*.

Selon son épouse, Serguei Grigoriants a fait une première grève de la faim en mars 1984 et a été malmené par des gardiens, qui lui ont cassé un bras. Il s'est lancé depuis dans une bataille juridique avec les autorités pénitentiaires, qu'il a voulu poursuivre pour coups et blessures. Il a de nouveau jeûné, pendant vingt-trois jours, en janvier 1986, puis, d'après des informations parvenues à sa femme, a entamé une grève de la faim en même temps que Martchenko, dont il était très proche, en novembre, pour la reprise des travaux de la conférence de Vienne sur les accords d'Helsinki. Mme Grigoriants estime que, si on ne lui laisse pas voir son mari, *« c'est qu'il n'est pas présen-table »*. – (*AFP*).

Ecrans sacrilèges...

Au moment où Antenne 2 hérite des émissions religieuses du dimanche matin (*le Monde* daté 28-29 décembre 1986), la voilà aux prises avec ce qui constitue, pour des chrétiens qui s'estiment atteints dans leurs convictions, le *«scandale»* des *Démons de minuit.*

Le corps du délit : un clip diffusé sur la chaîne du service public, le jeudi 8 janvier, mettan en scène le succès du groupe Images, *les démons de minuit.* Une chapelle est transformée en night-club. Des scènes de déshabillage ont lieu devant un autel. Un prêtre en clergyman, largement imbibé d'alcool, simule une crucifixion !

Au nom de l'épiscopat, Mgr Jean Bernard, président de la Commission de l'opinion publique, et le Père Jean-Michel di Falco, délégué général de *Chrétiens Médias*, ont demandé que ce clip ne passe plus sur les écrans (il passe fréquemment sur Canal Plus et TV 6) et que *«des excuses soient présentées aux téléspectateurs qui se sont sentis insultés par cette diffusion».*

Jean-Marie Cavada, nouveau directeur de l'antenne, a admis qu'il s'était agi d'une erreur de programmation. L'incident est clos. Les «démons» n'ont qu'à bien se tenir...

Le numéro du « Monde » daté 13 janvier 1987 a été tiré à 538 423 exemplaires

